

TABLEAU DE BORD DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

# Découvrez l'économie française et européenne

2022



**Coordination**

Marjorie Martin  
Louison Thomas-Billot

**Directeur de la publication**

Jean-Luc Tavernier

**Design graphique**

Odile Samson

**Image de couverture**

© georgeclerk / gettyimages.fr

**Composition**

© IGN-Insee 2022

**Composition**

Luminess SAS

**Éditeur**

Institut national de la  
statistique et des études  
économiques  
88 avenue Verdier,  
92541 MONTROUGE CEDEX  
[www.insee.fr](http://www.insee.fr)

**Contribution**

Insee

et les services statistiques

- du ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, SSP
- du ministère de la Culture, Deps
- du ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, Depp et Injep
- du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, SIES
- du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer, DESL et SSMSI
- du ministère de la Justice, SDSE
- du ministère de la Santé et de la Prévention et du ministère des Solidarités, de l'Autonomie et des personnes handicapées, Drees
- du ministère des Sports et des Jeux olympiques et paralympiques, Injep
- du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, et du ministère de la Transition énergétique, SDES
- du ministère du Travail, du Plein emploi et de l'Insertion, Dares

© Insee 2022

« Reproduction partielle  
autorisée sous réserve de  
la mention de la source et  
de l'auteur ».

## **Tableau de bord de l'économie française - édition 2022**

Avec cette nouvelle édition, la description de chaque sous-thème du tableau de bord est enrichie d'un volet Territoires qui fournit des indicateurs à l'échelle infranationale.

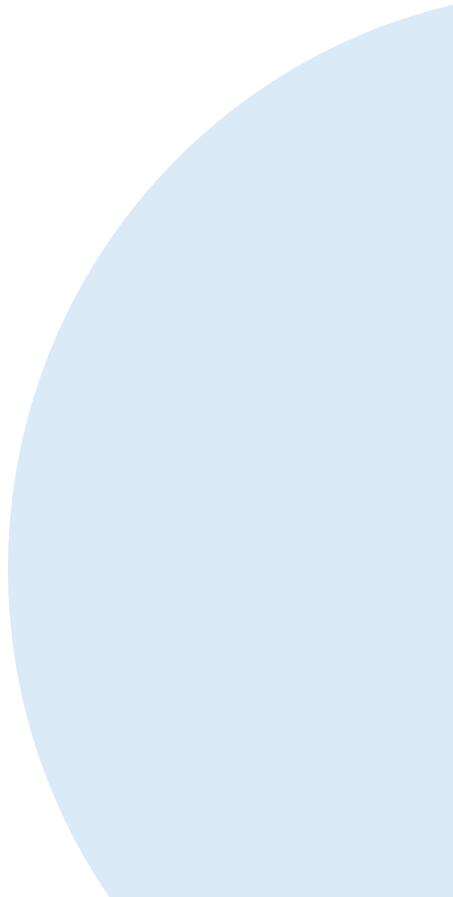
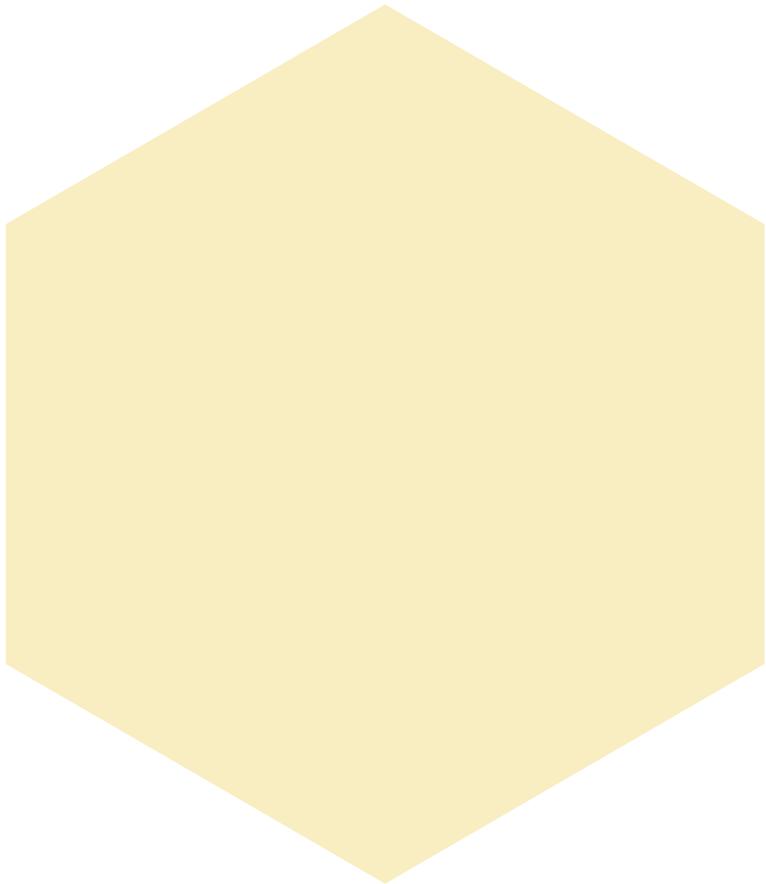
La version interactive et exhaustive de ce tableau de bord est actualisée régulièrement sur [insee.fr](https://www.insee.fr) avec les dernières données.

Cette version imprimée constitue une sélection des principaux indicateurs extraite au 8 juillet 2022.

Une version anglaise de ce tableau de bord est également disponible sur [insee.fr](https://www.insee.fr).

### **Avertissement**

Les comparaisons européennes s'appuient sur des données harmonisées publiées par Eurostat. Elles peuvent différer des données nationales diffusées par les instituts nationaux de statistique. Sur le site d'Eurostat, les chiffres essentiels pour les comparaisons européennes sont actualisés régulièrement.



# TABLEAU DE BORD DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

## Économie

7

Économie générale .....	8
Finances publiques .....	13
Commerce extérieur .....	18

## Conditions de vie – Société

75

Société – Vie sociale – Élection .....	76
Éducation – Formation – Compétences .....	81
Logement .....	86
Égalité femmes-hommes .....	91
Santé – Handicap – Dépendance .....	96
Sécurité – Justice .....	101
Loisirs – Culture .....	105

## Secteurs d'activité

147

Agriculture .....	148
Commerce .....	153
Industrie .....	158
Construction .....	163
Services .....	168
Transports .....	173
Tourisme .....	178
Économie sociale et solidaire .....	183

## Démographie

23

Évolution et structure de la population .....	24
Naissances – Fécondité .....	29
Décès – Mortalité – Espérance de vie .....	34
Couples – Familles – Ménages .....	39
Étrangers – Immigrés .....	44

## Marché du travail – Salaires

111

Emploi – Population active .....	112
Chômage .....	117
Salaires et revenus d'activité .....	122

## Territoires, villes et quartiers

187

Villes et quartiers .....	188
Dynamique des territoires .....	190
Mobilité – Déplacement .....	194

## Revenus – Pouvoir d'achat – Consommation

51

Revenus – Niveaux de vie – Pouvoir d'achat .....	52
Protection sociale – Retraites .....	57
Pauvreté – Précarité .....	62
Patrimoine .....	67
Consommation et équipement des ménages .....	70

## Entreprises

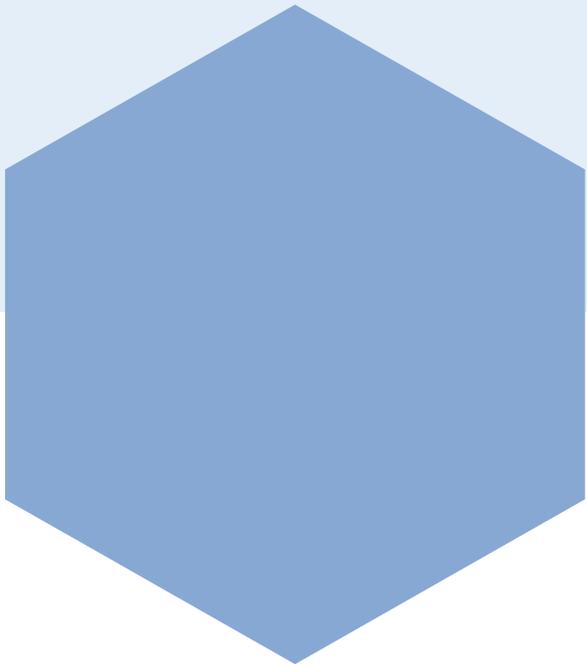
125

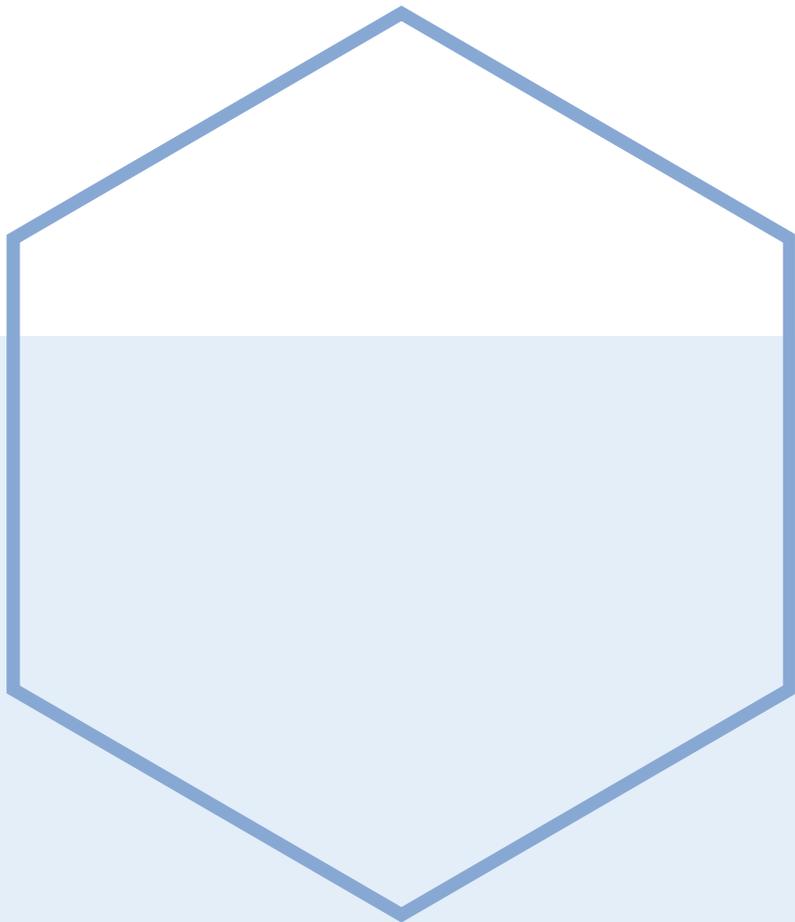
Caractéristiques des entreprises .....	130
Démographie et créations des entreprises .....	135
Mondialisation – Compétitivité – Innovation .....	140

## Développement durable – Environnement

199

Environnement .....	200
Développement durable .....	205





# Économie

# Économie générale

En 2021, le **produit intérieur brut (PIB)** progresse de 6,8 % en volume après - 7,8 % en 2020. Ce rebond franc n'est toutefois pas complet, tout comme l'amélioration de la situation sanitaire à laquelle il est largement lié. Ainsi, en moyenne sur l'année 2021, le PIB est 1,5 % inférieur à son niveau moyen en 2019.

En 2021, les services principalement marchands représentent 57 % de la **valeur ajoutée**. La valeur ajoutée industrielle ne représente plus que 13 % de la valeur ajoutée totale attestant de la tertiarisation de l'économie engagée depuis plusieurs décennies.

En moyenne, sur l'année 2021, les prix à la consommation augmentent de 1,6 %. **L'inflation** n'a jamais dépassé 3 % depuis le début des années 1990. Auparavant les pics d'inflation étaient fréquents.

En 2021, le **pouvoir d'achat** du **revenu disponible** augmente de 2,3 %. Cette évolution, mesurée sur l'ensemble des ménages, inclut l'effet de la croissance de la population. Ramené au niveau individuel, le pouvoir d'achat par **unité de consommation** augmente de 1,9 %. Le **taux d'épargne** atteint 18,7 % du revenu disponible brut.

Le **taux de marge** des **sociétés non financières** qui était relativement stable depuis le début des années 1990 a fléchi à la suite de la récession de 2008 mais s'est redressé depuis. En 2019, le taux de marge a été artificiellement majoré par le chevauchement de la dernière année du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) et de son remplacement par un allègement de cotisations sociales. En 2020, le taux de marge s'est maintenu en période de crise sanitaire en lien avec les dispositifs de soutien à l'économie. En 2021, le taux de marge s'établit à 34,3 %, du fait des dispositifs de soutien et de la reprise économique.

## En savoir plus

« **Les comptes de la Nation en 2021** », *Insee Première* n° 1904, mai 2022.

## Contributions des principaux agrégats à la croissance du produit intérieur brut



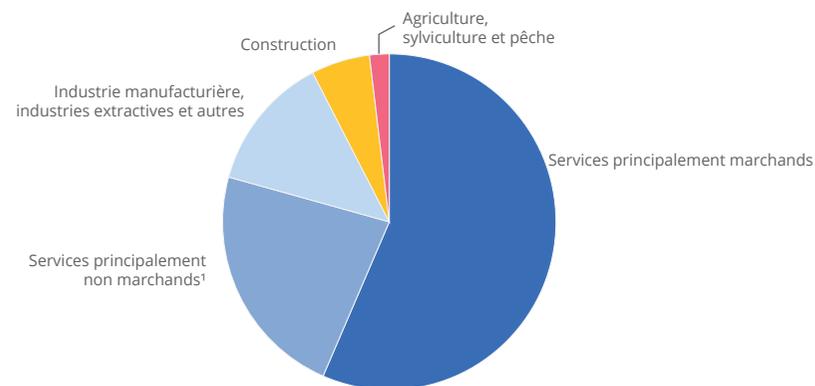
1. Y compris les acquisitions moins cessions d'objets de valeur.

**Lecture** : en 2021, le produit intérieur brut (PIB) augmente de 6,8 % en volume. La consommation des ménages et des administrations publiques contribue à hauteur de 4,4 points à cette croissance.

**Champ** : France.

**Source** : Insee, comptes nationaux - base 2014.

## Répartition de la valeur ajoutée par branche en 2021



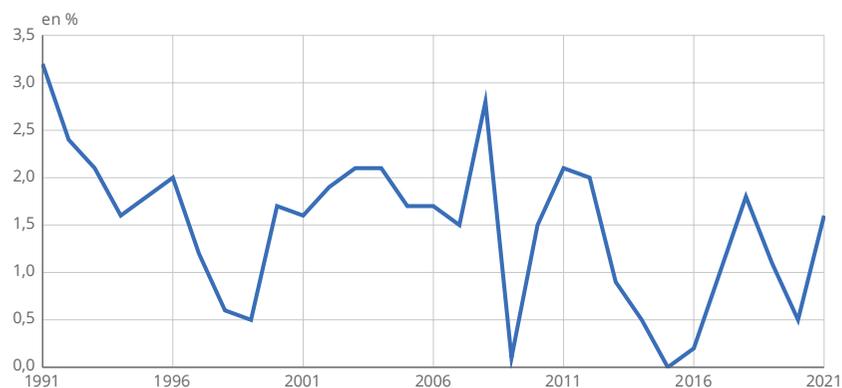
1. Regroupement « Administration publique, Enseignement, Santé humaine et action sociale ».

**Lecture** : en 2021, les services principalement marchands représentent 57 % de la valeur ajoutée.

**Champ** : France.

**Source** : Insee, comptes nationaux - base 2014.

## Évolution de l'indice des prix à la consommation

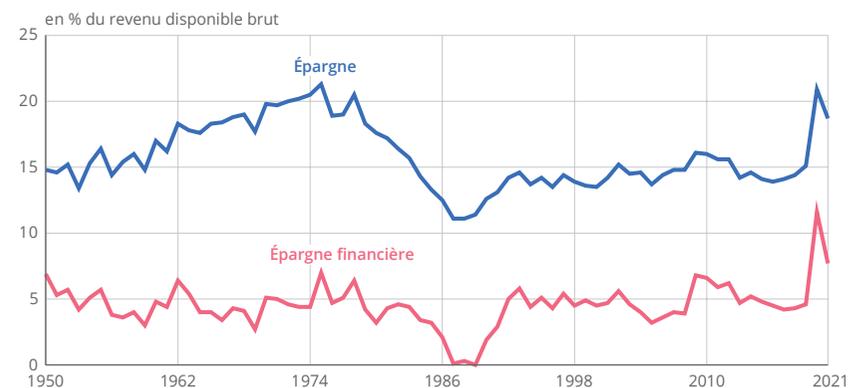


**Lecture** : en moyenne, sur l'année 2021, les prix à la consommation augmentent de 1,6 %.

**Champ** : France hors Mayotte, ensemble des ménages.

**Source** : Insee, indices des prix à la consommation.

## Taux d'épargne des ménages

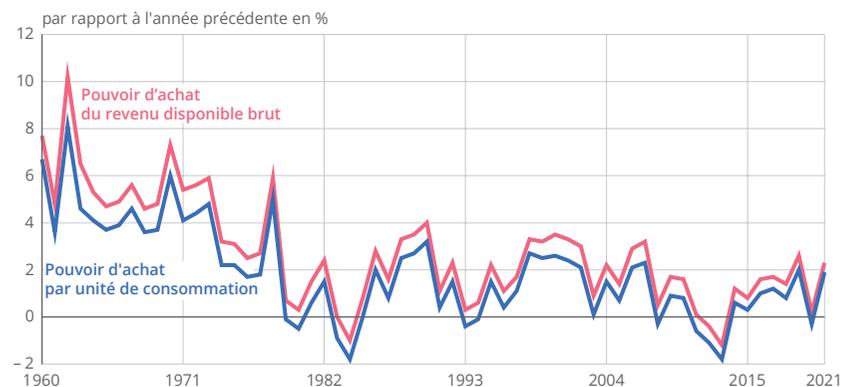


**Lecture** : en 2021, le taux d'épargne des ménages est égal à 18,7 % et le taux d'épargne financière à 7,7 %.

**Champ** : France, ménages y compris entrepreneurs individuels.

**Source** : Insee, comptes nationaux - base 2014.

## Évolution du revenu disponible brut et du pouvoir d'achat



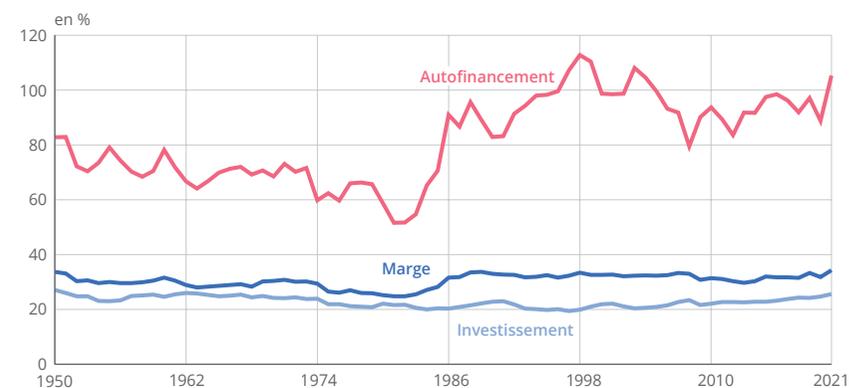
**Note** : l'évolution du pouvoir d'achat est déflatée à l'aide de l'indice du prix de la dépense de consommation finale des ménages.

**Lecture** : en 2021, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut augmente de 2,3 %. Ramené à une unité de consommation, il augmente de 1,9 %.

**Champ** : France, ménages y compris entreprises individuelles.

**Source** : Insee, comptes nationaux - base 2014.

## Taux de marge, d'investissement et d'autofinancement des sociétés non financières



**Lecture** : en 2021, le taux de marge est égal à 34,3 %, le taux d'investissement à 25,6 % et le taux d'autofinancement à 105,3 %.

**Champ** : France, sociétés non financières, hors entreprises individuelles.

**Source** : Insee, comptes nationaux - base 2014.

Le **produit intérieur brut (PIB)** est très concentré sur quelques régions : en 2020, l'Île-de-France représente 31 % du PIB national, Auvergne-Rhône-Alpes 12 % et cinq autres régions – Nouvelle Aquitaine, Occitanie, Hauts-de-France, Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) et Grand Est – autour de 7 %. Les départements d'outre-mer (DOM) pèsent ensemble 2 %. En 2020, en raison de la crise sanitaire, le PIB (hors Mayotte) a diminué dans toutes les régions.

En 2020, les services principalement marchands représentent 56 % de la **valeur ajoutée** nationale. Cette part dépasse 50 % dans cinq régions, et particulièrement en Île-de-France avec un maximum de 72 %. Au niveau national, l'industrie ne représente plus que 13 % de la valeur ajoutée totale, attestant de la tertiarisation de l'économie engagée depuis plusieurs décennies. Cette part est la plus élevée, à 19 %, dans le Grand Est et en Normandie.

Rapporté à la population, le PIB de la région capitale reste le plus élevé avec 57 600 euros par habitant, soit près du double de la France hors Île-de-France (29 180 euros). Viennent ensuite Auvergne-Rhône-Alpes (33 200 euros), PACA (31 580 euros), les Pays de la Loire (30 260 euros) et la Bretagne (29 500 euros).

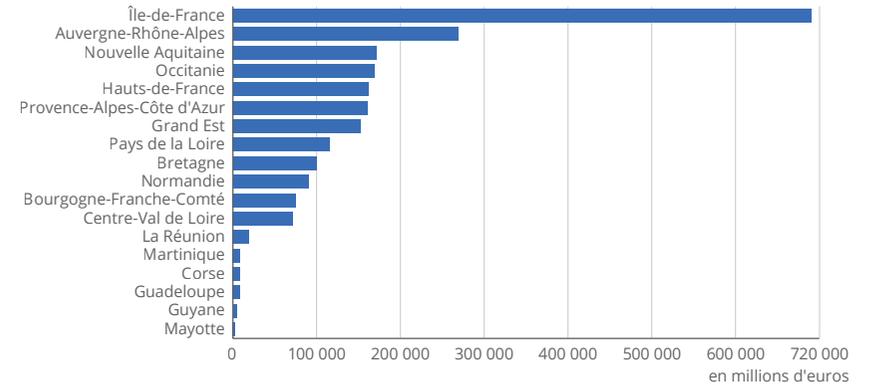
Le PIB par emploi affiche une moindre disparité entre régions que le PIB par habitant. L'Île-de-France (111 070 euros), l'Auvergne-Rhône-Alpes (78 490 euros) et PACA (75 670 euros) se situent au-dessus de la moyenne métropolitaine hors Île-de-France (72 890 euros). Les activités à forte valeur ajoutée y sont davantage implantées, notamment dans les services marchands.

En France métropolitaine, les disparités sont encore réduites pour le **revenu disponible brut (RDB)** par habitant : en 2019, il varie de 20 500 euros en Corse à 25 100 euros en Île-de-France. Les écarts restent cependant élevés avec la Guyane (11 600 euros) et Mayotte (7 200 euros).

**En savoir plus**

« Produits intérieurs bruts régionaux de 2000 à 2020 », Insee Première n° 1900, mai 2022.

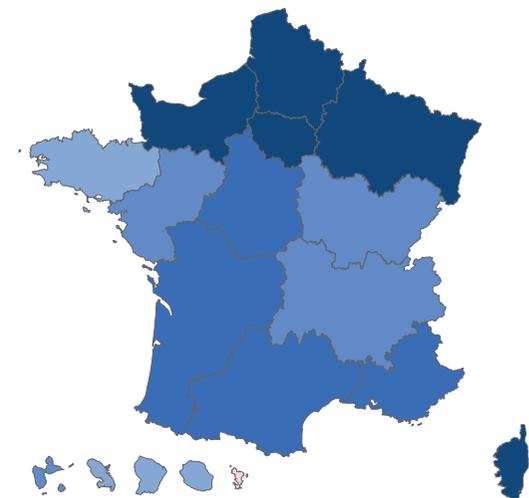
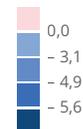
**Produit intérieur brut en 2020**



**Note :** données provisoires.  
**Lecture :** en 2020, en Île-de-France, le produit intérieur brut (PIB) s'élève à 710 128 millions d'euros.  
**Champ :** France.  
**Source :** Insee, comptes régionaux - base 2014.

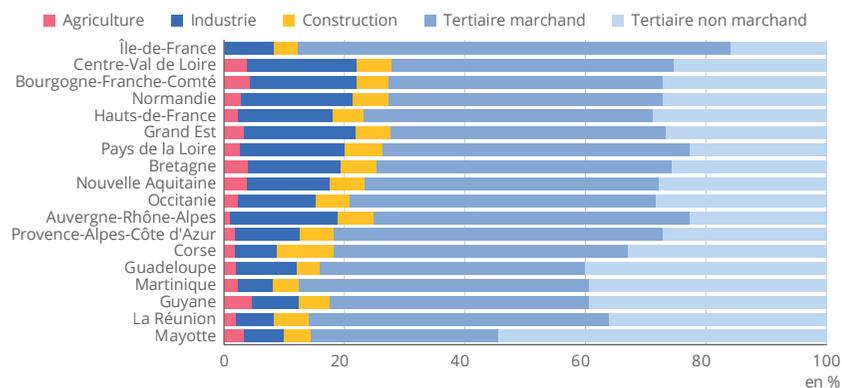
**Évolution du produit intérieur brut en valeur entre 2019 et 2020**

par rapport à l'année précédente en %



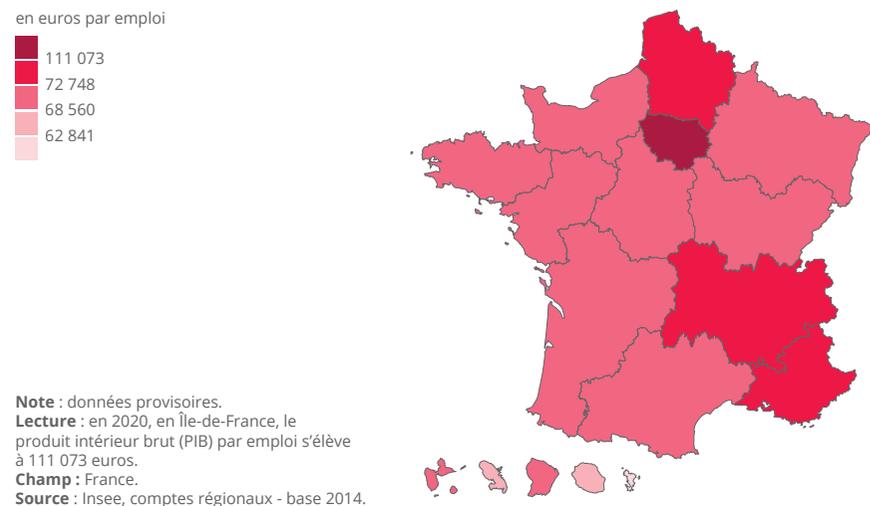
**Note :** données provisoires.  
**Lecture :** entre 2019 et 2020, en Île-de-France, le produit intérieur brut (PIB) a chuté de 6,4 % en valeur.  
**Champ :** France.  
**Source :** Insee, comptes régionaux - base 2014.

### Structure de la valeur ajoutée selon le secteur d'activité en 2020

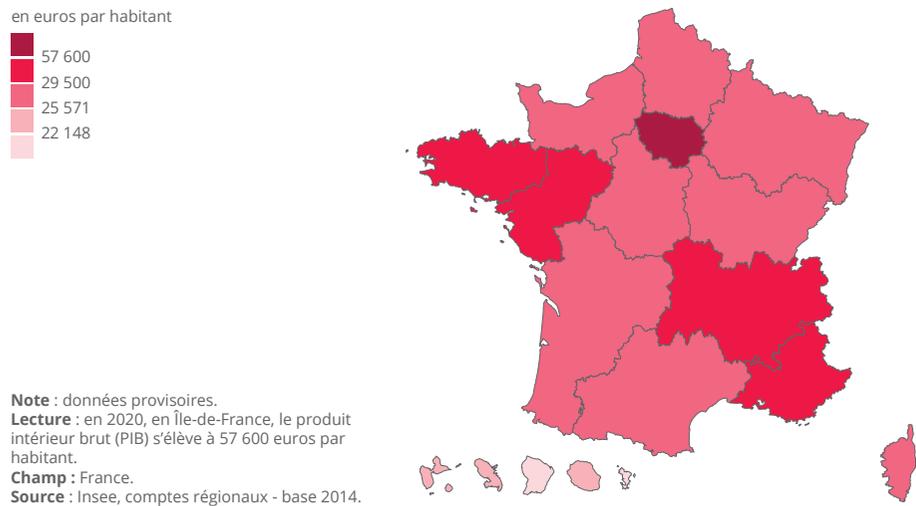


**Note :** données provisoires.  
**Lecture :** en 2020, en Île-de-France, le secteur du tertiaire marchand représente 71,8 % de la valeur ajoutée produite.  
**Champ :** France.  
**Source :** Insee, comptes régionaux - base 2014.

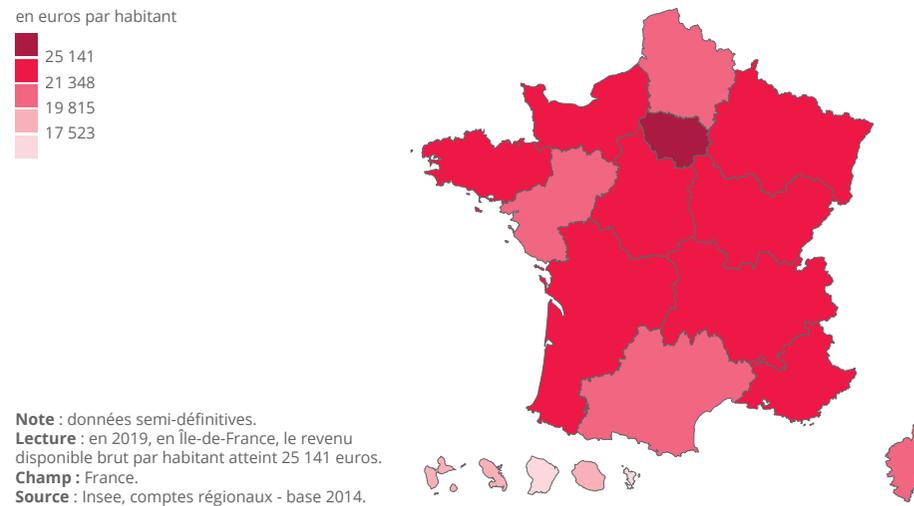
### Produit intérieur brut par emploi en 2020



### Produit intérieur brut par habitant en 2020

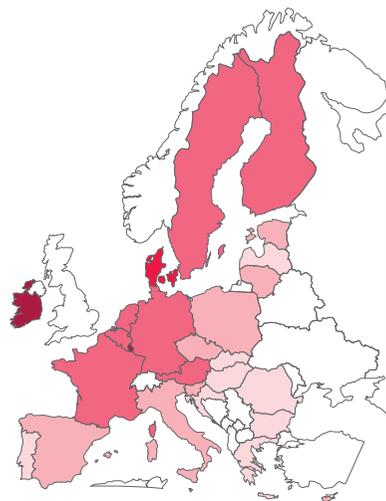
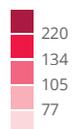


### Revenu disponible brut par habitant en 2019



## Produit intérieur brut par habitant en 2021

base 100 pour l'Union européenne



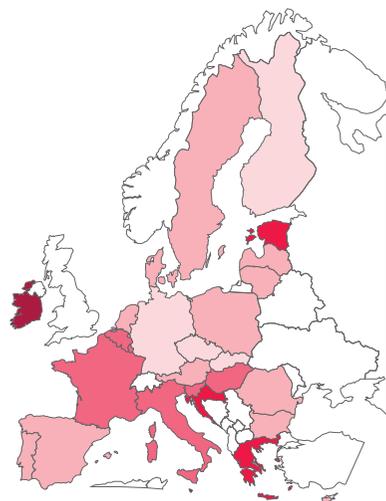
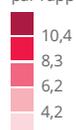
**Note :** les chiffres sont exprimés en standards de pouvoir d'achat (SPA).

**Lecture :** en 2021, le produit intérieur brut (PIB) par habitant de la France est 1,05 fois plus élevé que celui de la moyenne de l'Union européenne à 27 pays.

**Source :** Eurostat (extraction du 8 juin 2022).

## Évolution du produit intérieur brut en 2021

par rapport à l'année précédente en volume en %



**Note :** les volumes sont mesurés aux prix de l'année précédente chaînés ; les données relatives à la France peuvent différer légèrement des données Insee, en raison des ajustements appliqués par Eurostat pour rendre les données comparables entre les pays.

**Lecture :** en 2021, le produit intérieur brut (PIB) augmente de 6,8 % en volume en France et de 5,4 % dans l'ensemble de l'Union européenne à 27 pays.

**Source :** Eurostat (extraction du 8 juin 2022).

# Finances publiques

En 2021, le **déficit public** s'établit à 160,7 milliards d'euros, soit 6,4 % du **produit intérieur brut (PIB)**, après 8,9 % en 2020 et 3,1 % en 2019. Les **administrations publiques** centrales portent l'essentiel du déficit public. Leur besoin de financement se réduit en 2021, à 143,4 milliards d'euros après 156,0 milliards d'euros en 2020, sans toutefois recouvrer son niveau d'avant crise. Les administrations de sécurité sociale enregistrent également un recul du déficit, à 16,7 milliards d'euros, alors qu'elles affichaient un déficit de 46,0 milliards d'euros en 2020. Le déficit des administrations locales s'améliore également, s'établissant à 0,6 milliard d'euros en 2021, après 3,5 milliards d'euros en 2020.

Les **dépenses** progressent de 57,0 milliards d'euros (+ 4,0 %) et représentent 59,0 % du PIB en 2021, après 61,4 % en 2020 et 55,4 % en 2019. Sur longue période, le poids des dépenses publiques dans le PIB a crû de 34,7 % en 1960 à 59,0 % en 2021. Les deux premiers postes de dépenses publiques sont les dépenses de protection sociale (44,5 % des dépenses publiques en 2020) et les dépenses de santé (14,6 %).

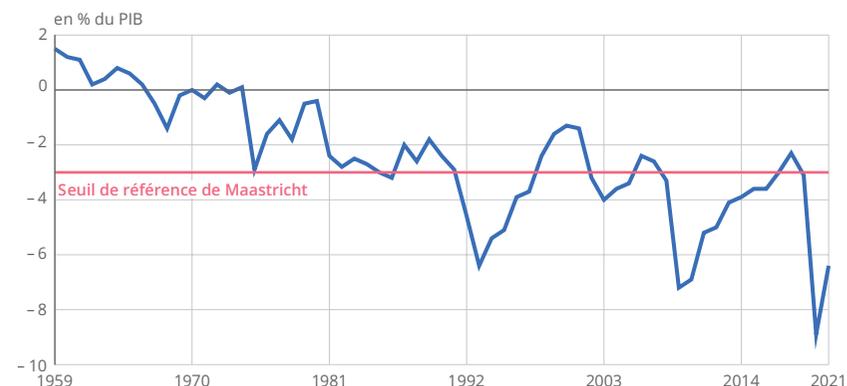
Portées par le rebond économique, les recettes progressent de 101,3 milliards d'euros en 2021, soit une hausse de + 8,3 %, un peu plus marquée que celle du PIB en valeur. Ainsi, en proportion du PIB, elles atteignent 52,6 % après 52,5 % en 2020 et 52,3 % en 2019. Le taux de **prélèvement obligatoire** est quasi stable, à 44,3 %. Sur longue période, il a régulièrement augmenté entre 1960 et 1980 pour se stabiliser ensuite entre 40 % et 45 % du PIB.

En 2021, la **dette publique** s'élève à 112,5 % du PIB, cette hausse étant portée essentiellement par les administrations publiques centrales et les administrations de sécurité sociale. Sur longue période, la dette publique en proportion du PIB a augmenté de 21,2 % en 1978 à 112,5 % en 2021.

## En savoir plus

« **Le compte des administrations publiques en 2021** », *Insee Première* n° 1903, mai 2022.

## Solde des finances publiques



**Note** : un des critères de Maastricht impose que le déficit public annuel ne doit pas être supérieur au seuil de référence (- 3 % du produit intérieur brut (PIB)).

**Lecture** : en 2021, le solde des finances publiques s'élève à - 6,4 % du PIB.

**Champ** : France.

**Source** : Insee, comptes nationaux - base 2014.

## Capacité ou besoin de financement des administrations publiques en 2021

	en milliards d'euros
État + Odac <sup>1</sup>	- 143,4
Administrations publiques locales	- 0,6
Administrations de sécurité sociale	- 16,7
<b>Déficit public notifié</b>	<b>- 160,7</b>

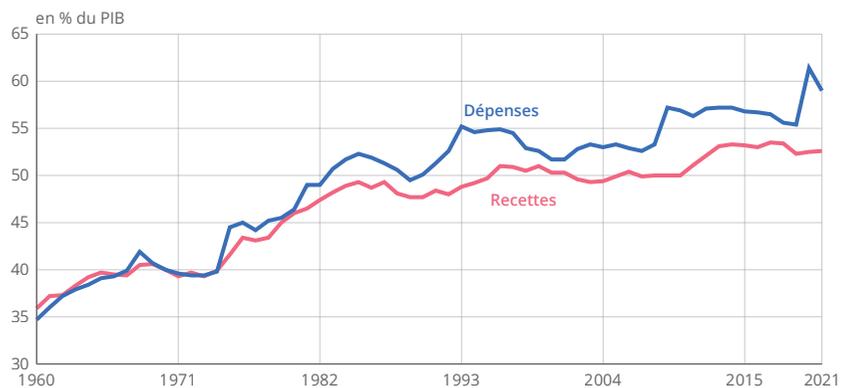
1. Organismes divers d'administration centrale.

**Lecture** : en 2021, le solde des finances publiques est déficitaire. Il s'élève à - 160,7 milliards d'euros.

**Champ** : France.

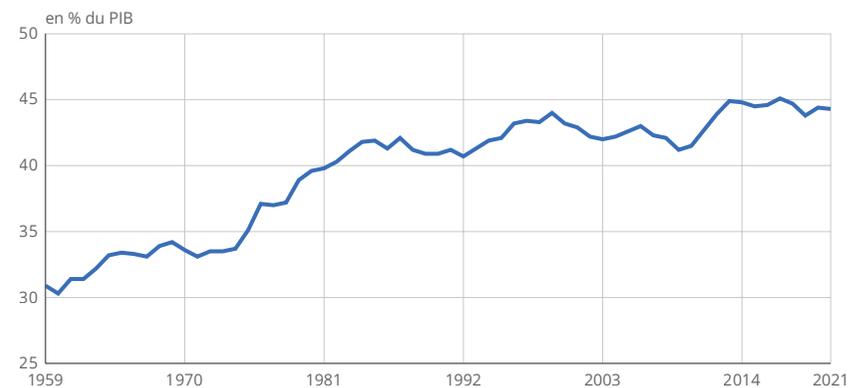
**Source** : Insee, comptes nationaux - base 2014.

## Dépenses et recettes publiques



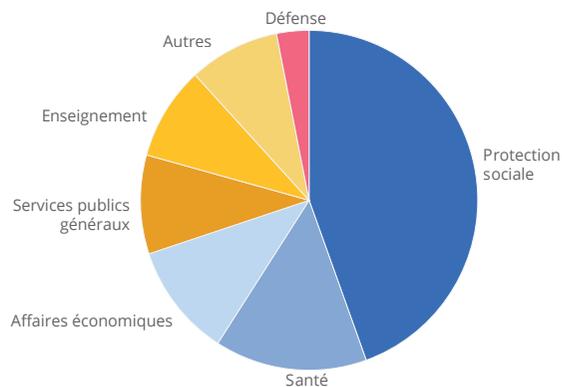
**Lecture** : en 2021, les dépenses publiques représentent 59,0 % du produit intérieur brut (PIB), les recettes 52,6 %.  
**Champ** : France.  
**Source** : Insee, comptes nationaux - base 2014.

## Part des prélèvements obligatoires



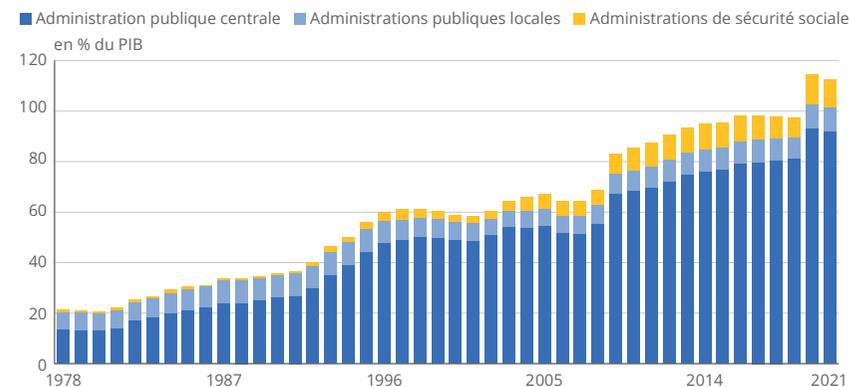
**Note** : hors cotisations sociales imputées et crédit d'impôt.  
**Lecture** : en 2021, les prélèvements obligatoires représentent 44,3 % du produit intérieur brut (PIB).  
**Champ** : France.  
**Source** : Insee, comptes nationaux - base 2014.

## Structure des dépenses publiques en 2020



**Lecture** : en 2020, la protection sociale représente 44,5 % du montant des dépenses publiques.  
**Champ** : France.  
**Source** : Insee, comptes nationaux - base 2014.

## Dettes des administrations publiques au sens de Maastricht par sous-secteur



**Lecture** : au 31 décembre 2021, la dette de l'administration publique centrale s'élève à 91,7 % du produit intérieur brut (PIB).  
**Champ** : France.  
**Source** : Insee, comptes nationaux - base 2014.

En 2021, les dépenses totales des communes rapportées à leur population s'élèvent en moyenne à 1 303 euros par habitant. Elles sont plus élevées dans les communes de moins de 100 habitants (1 534 euros par habitant), puis décroissent jusqu'à 946 euros par habitant dans les communes de 500 à 2 000 habitants, avant d'augmenter jusqu'à 1 699 euros par habitant dans celles de 50 000 à 100 000 habitants. Les dépenses des plus grandes communes (plus de 100 000 habitants) se situent à 1 461 euros par habitant.

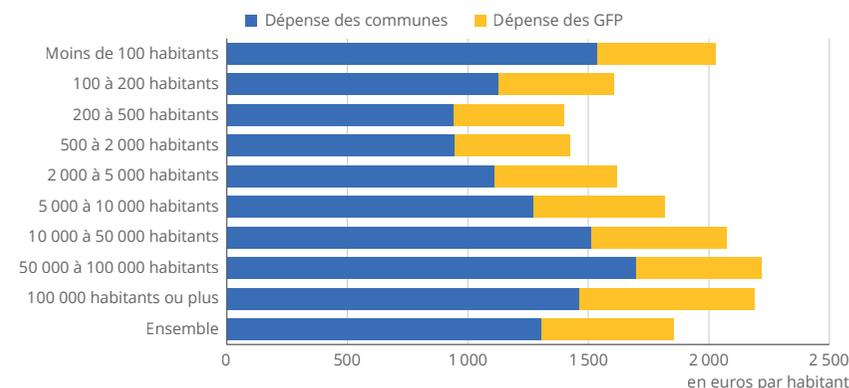
Ces différences s'expliquent par le fait que dans les communes de petite taille, certains frais fixes pèsent plus lourdement rapportés à la population, notamment les dépenses d'entretien et de réparation (de bâtiments, de matériels), de consommations intermédiaires comme les achats de matières et fournitures, et les primes d'assurance. Par ailleurs, les grandes communes mettent en œuvre des services et des équipements qui sont utilisés également par les habitants des communes avoisinantes, ce qui explique en partie que leurs dépenses augmentent plus que proportionnellement à leur population.

En 2021, les dépenses totales des départements atteignent en moyenne 1 088 euros par habitant.

Pour les régions et collectivités territoriales uniques (CTU), la dépense totale moyenne s'établit en moyenne à 527 euros par habitant. Cependant, ces collectivités n'exercent pas toutes les mêmes compétences. En particulier, les collectivités de Corse, Martinique et Guyane exercent à la fois les compétences d'un département et d'une région. De même, à La Réunion, et en Guyane, les dépenses liées au revenu de solidarité active (RSA) ont été « recentralisées » par l'État (il en est de même à Mayotte pour les départements).

La situation financière des communes de petite taille, mesurée par le délai de désendettement moyen, est globalement plus favorable que celle des grandes communes : en 2021, une commune de moins de 100 habitants aurait en moyenne besoin de 2,0 années d'épargne brute pour rembourser sa dette totale, contre 5,7 années pour les communes de 50 000 à 100 000 habitants. Dans les départements, le délai de désendettement moyen se situe à 2,8 années et varie de 0,0 année dans l'Indre du fait d'une dette nulle, à 9,6 années dans l'Aisne. Enfin, le délai de désendettement des régions s'échelonne de 2,2 années en Normandie à 10,2 années en Martinique, avec une moyenne à 5,7 années.

### Dépenses totales des communes et intercommunalités par habitant selon la taille des communes en 2021

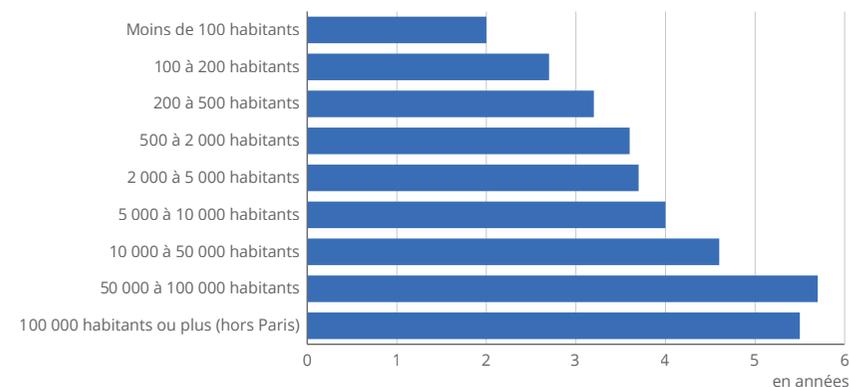


**Lecture** : en 2021, la dépense totale hors remboursement de la dette des communes de moins de 100 habitants et de leur groupement à fiscalité propre (GFP) s'élève à 2 027 euros par habitant dont 493 euros par habitant pour les établissements public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre.

**Champ** : France.

**Sources** : DGFIP, comptes de gestions-budgets principaux ; Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL).

### Délai de désendettement des communes et intercommunalités selon la taille des communes en 2021

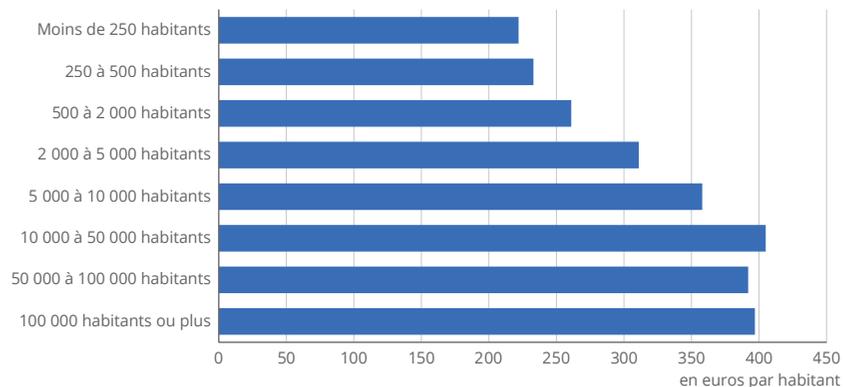


**Lecture** : en 2021, le délai de désendettement des communes de moins de 100 habitants et de leur groupement à fiscalité propre (GFP) est de 2,0 années.

**Champ** : France.

**Source** : Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL).

### Produit de la taxe foncière sur les propriétés bâties selon la taille des communes en 2021



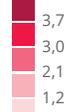
**Lecture :** en 2021, le produit moyen de la taxe foncière sur les propriétés bâties dans les communes de moins de 250 habitants s'élève à 222 euros par habitant.

**Champ :** France.

**Source :** Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL).

### Délai de désendettement des départements en 2021

en années

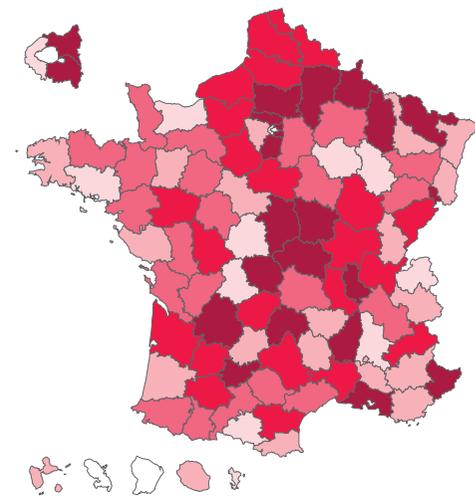


**Note :** la Corse, la Martinique et la Guyane n'apparaissent pas car les conseils régionaux et départementaux y ont été remplacés par une collectivité territoriale unique, qui exerce les compétences dévolues au département ; Paris est exclue car elle est à la fois une commune et un département. Les données départementales du Haut-Rhin et du Bas-Rhin correspondent aux dépenses totales pour la collectivité Européenne d'Alsace.

**Lecture :** en 2021, dans l'Ain, le délai de désendettement du département est de 3,0 années.

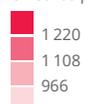
**Champ :** France hors Corse, Martinique, Guyane et Paris.

**Source :** Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL).



### Dépenses totales des départements par habitant en 2021

en euros par habitant

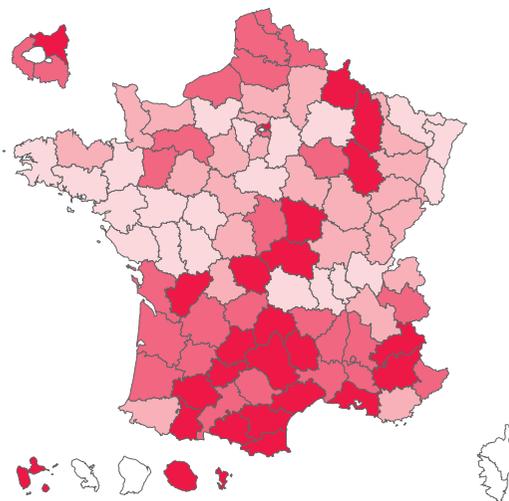


**Note :** la Corse, la Martinique et la Guyane n'apparaissent pas car les conseils régionaux et départementaux y ont été remplacés par une collectivité territoriale unique, qui exerce les compétences dévolues au département ; Paris est exclue car elle est à la fois une commune et un département. Les données départementales du Haut-Rhin et du Bas-Rhin correspondent aux dépenses totales pour la collectivité Européenne d'Alsace.

**Lecture :** en 2021, dans l'Ain, la dépense totale du département s'élève à 901 euros par habitant.

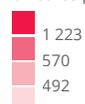
**Champ :** France hors Corse, Martinique, Guyane et Paris.

**Source :** Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL).



### Dépenses totales des régions par habitant en 2021

en euros par habitant

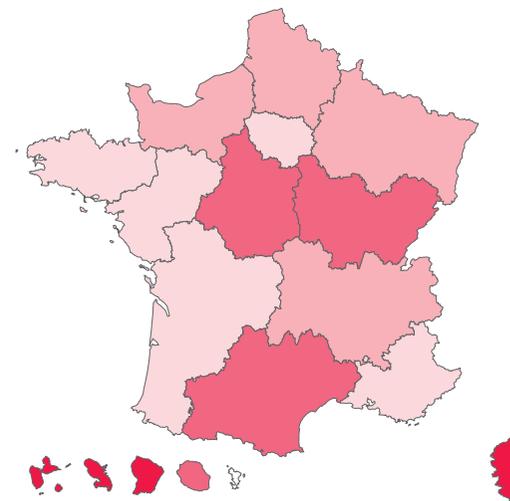


**Note :** les collectivités de Corse, Guyane et Martinique exercent à la fois les compétences départementales et régionales.

**Lecture :** en 2021, en Île-de-France, la dépense totale de la région s'élève à 381 euros par habitant.

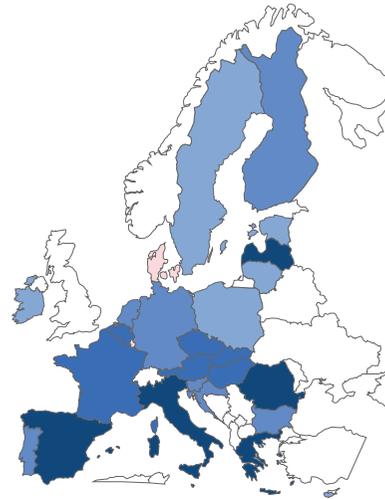
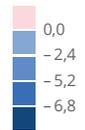
**Champ :** France hors Mayotte.

**Source :** Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL).



## Solde des finances publiques en 2021

en % du PIB



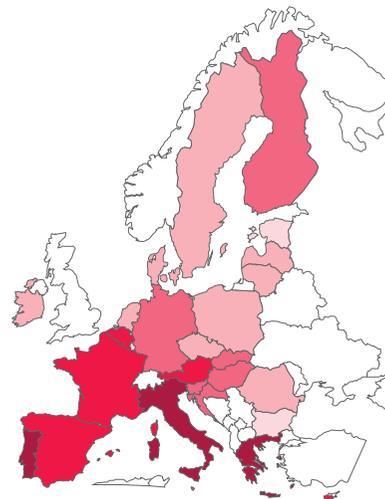
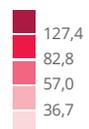
**Note :** un des critères de Maastricht impose que le déficit public annuel ne doit pas être supérieur au seuil de référence (- 3 % du produit intérieur brut (PIB)).

**Lecture :** en 2021, le solde des finances publiques de la France s'élève à - 6,5 % du PIB.

**Sources :** Banque centrale européenne ; Eurostat (extraction du 8 juillet 2022).

## Dettes publiques en 2021

en % du PIB



**Note :** un des critères de Maastricht impose que la dette publique annuelle ne doit pas être supérieure au seuil de référence (60 % du produit intérieur brut (PIB)).

**Lecture :** en 2021, la dette publique de la France s'élève à 112,9 % du PIB et à 88,1 % du PIB en moyenne dans l'ensemble de l'Union européenne à 27 pays.

**Source :** Eurostat (extraction du 8 juillet 2022).

## Commerce extérieur

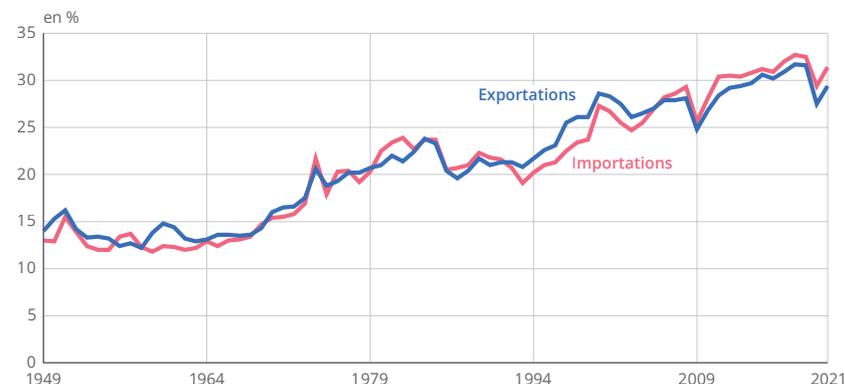
En cinquante ans, l'interdépendance croissante des économies s'est traduite par une augmentation de la part des échanges extérieurs dans le **produit intérieur brut (PIB)**. La part des **exportations** comme des **importations** de biens et services a plus que doublé en France entre 1968 et 2021, passant de 14 % à environ 29 % du PIB. Si importations et exportations ont suivi des évolutions globalement similaires, le **solde des échanges extérieurs** de biens et services a néanmoins connu des périodes excédentaires et déficitaires. En 2021, ce solde s'élève à - 48,6 milliards d'euros ; rapporté au total des échanges, il reste proche de l'équilibre, les exportations couvrant 94 % des importations en 2021.

Le commerce extérieur en **biens** est déficitaire depuis 2004. Il l'est notamment dans les biens énergétiques, la France important la majeure partie de ses hydrocarbures. En 2021, la France dégage un excédent dans les produits alimentaires (dont les boissons alcoolisées) et les matériels de transports. Le commerce extérieur en **services** est lui excédentaire depuis 1988. Cet excédent s'explique principalement par le **solde touristique** : la France est l'une des premières destinations touristiques mondiales et les dépenses des non-résidents en France sont supérieures à celles des résidents français à l'étranger.

Les principaux partenaires commerciaux de la France sont l'Allemagne et ses autres voisins européens, les États-Unis et la Chine.

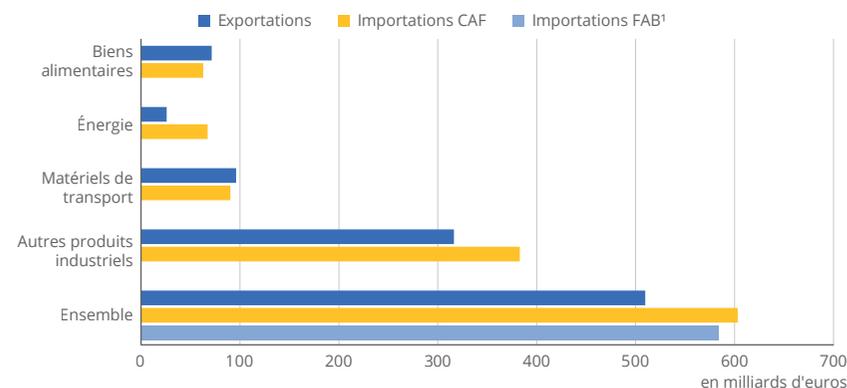
En 2020, les investissements directs se soldent par une sortie nette de capitaux, le flux des **investissements étrangers** en France (4,4 milliards d'euros) étant inférieur à celui des français à l'étranger (40,3 milliards d'euros).

### Part des échanges extérieurs de biens et services dans le produit intérieur brut



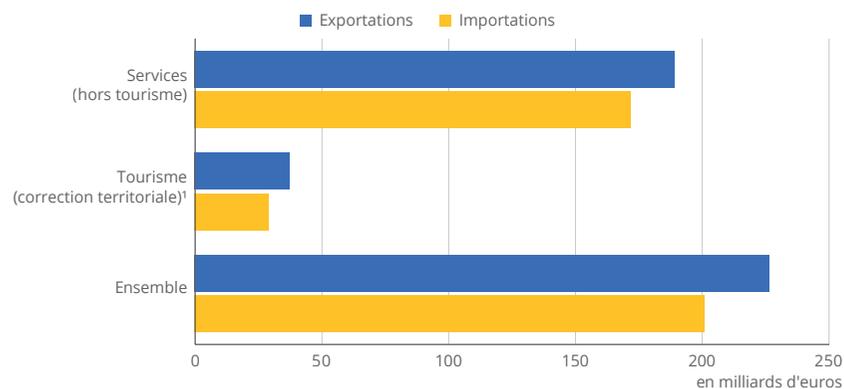
**Lecture** : en 2021 les exportations représentent 29,4 % du produit intérieur brut (PIB) et les importations 31,4 %.  
**Champ** : France.  
**Source** : Insee, comptes nationaux - base 2014.

### Échanges extérieurs de biens en 2021



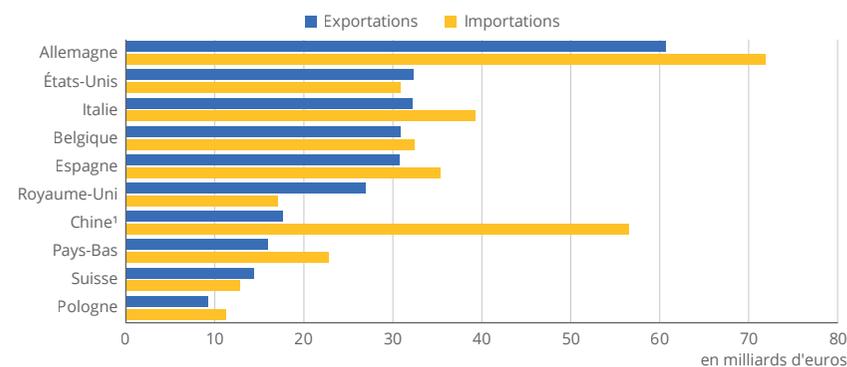
**1.** La correction CAF-FAB pour les importations n'est disponible que globalement.  
**Lecture** : en 2021, les exportations (mesurées FAB) de biens alimentaires représentent 71,4 milliards d'euros, les importations (valorisées CAF) 62,8 milliards d'euros.  
**Champ** : France.  
**Source** : Insee, comptes nationaux - base 2014.

## Échanges extérieurs de services en 2021



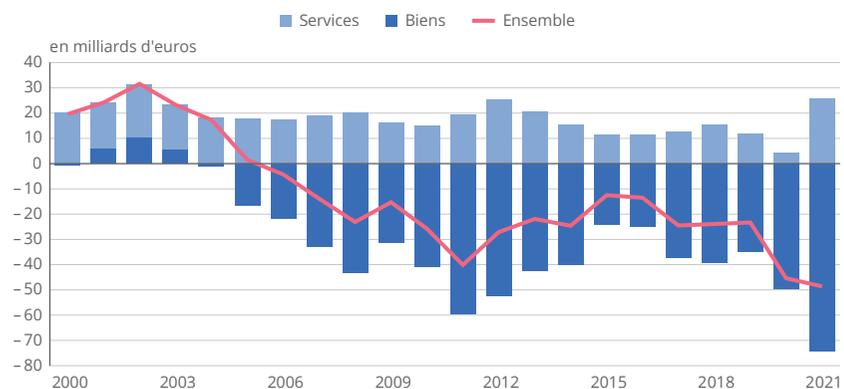
1. Dépenses des non-résidents en France pour les exportations, dépenses des résidents à l'étranger pour les importations.  
**Lecture** : en 2021, les exportations des services (hors tourisme) représentent 189,4 milliards d'euros, les importations 172,0 milliards d'euros.  
**Champ** : France.  
**Source** : Insee, comptes nationaux - base 2014.

## Principaux partenaires de la France à l'exportation et à l'importation en 2020



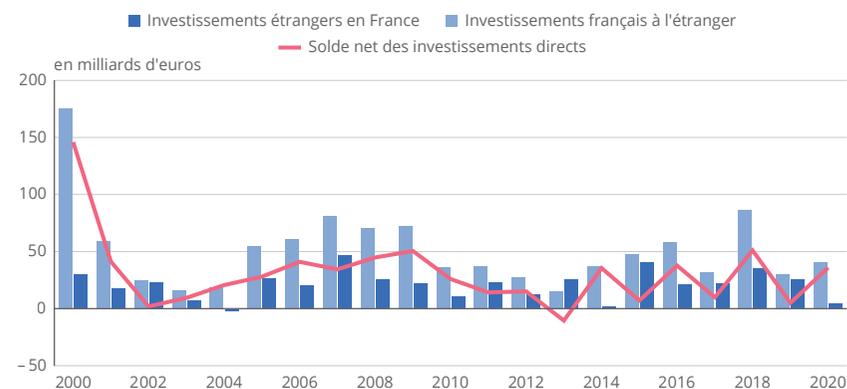
1. Hors Hong Kong.  
**Lecture** : en 2020, la France exporte 60,7 milliards d'euros (FAB) de biens en Allemagne. Elle importe 71,9 milliards d'euros (CAF) de biens en provenance d'Allemagne.  
**Champ** : échanges de biens, hors commerce intracommunautaire inférieur à 460 000 euros et hors matériel militaire, y compris estimation des « retards ».  
**Source** : DGDDI, diffusion des résultats de mai 2021.

## Solde du commerce extérieur



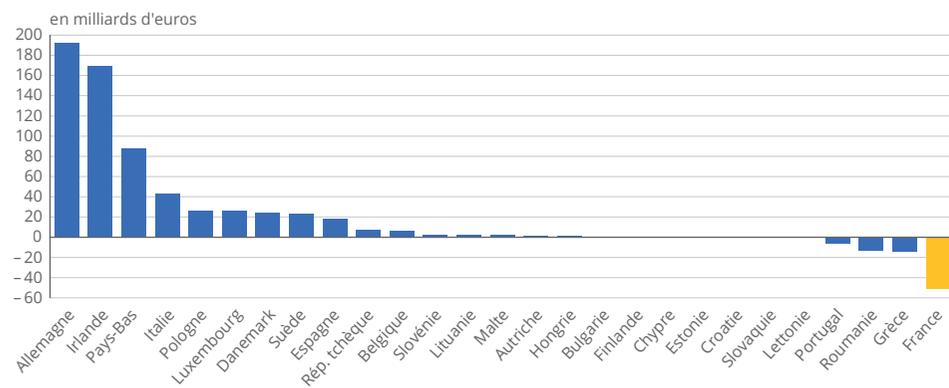
**Lecture** : en 2021, le solde du commerce extérieur s'élève à - 48,6 milliards d'euros : - 74,2 milliards d'euros pour les échanges de biens et + 25,7 milliards d'euros pour les échanges de services.  
**Champ** : France.  
**Source** : Insee, comptes nationaux - base 2014.

## Flux d'investissements directs entre la France et l'étranger



**Lecture** : en 2020, le flux des investissements directs étrangers en France s'élève à 4,4 milliards d'euros, celui des investissements français à l'étranger à 40,3 milliards d'euros. Le solde net s'établit à 35,9 milliards d'euros.  
**Champ** : France.  
**Source** : Banque de France.

### Solde des échanges extérieurs en 2021



**Lecture :** en 2021, le solde des échanges extérieurs de la France s'élève à - 51,4 milliards d'euros.  
**Source :** Eurostat (extraction du 4 juillet 2022).







# Démographie

# Évolution et structure de la population

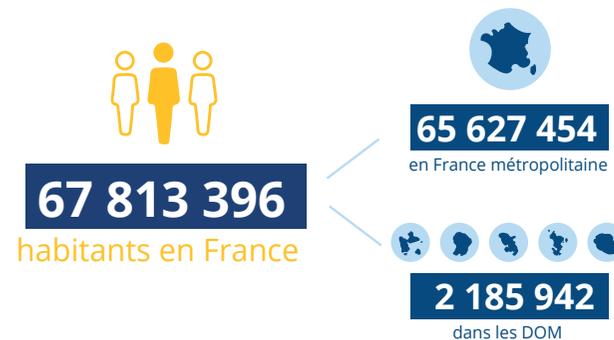
Au 1<sup>er</sup> janvier 2022, la France compte 67,8 millions d'habitants : 65,6 millions en métropole et 2,2 millions dans les cinq départements d'outre-mer. Les femmes sont légèrement plus nombreuses que les hommes : 35,0 millions contre 32,8 millions. En outre, la population française vieillit avec l'avancée en **âge** des *baby-boomers* : 21,0 % de la population a 65 ans ou plus, et 17,5 % a moins de 15 ans. Si les tendances démographiques se maintenaient, la France compterait 68,1 millions d'habitants au 1<sup>er</sup> janvier 2070 et la part des 65 ans ou plus atteindrait 29 % en 2070.

La population augmente de 0,3 % en 2021, au même rythme qu'en 2020. De 2014 à 2019, la population augmentait en moyenne de 0,4 % par an. En 2021, le **solde naturel**, s'établit à + 81 000. En 2016, il avait atteint son niveau le plus bas depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et n'avait cessé de baisser depuis lors pour atteindre un point très bas en 2020 du fait de la forte hausse du nombre de décès pendant les deux premières vagues de la pandémie de Covid-19. En 2021, le solde naturel remonte grâce au maintien du nombre de naissances et à une baisse du nombre de décès. Le **solde migratoire** est quant à lui estimé provisoirement à + 140 000 personnes. Il contribuerait ainsi pour près des deux tiers à la hausse de la population.

## En savoir plus

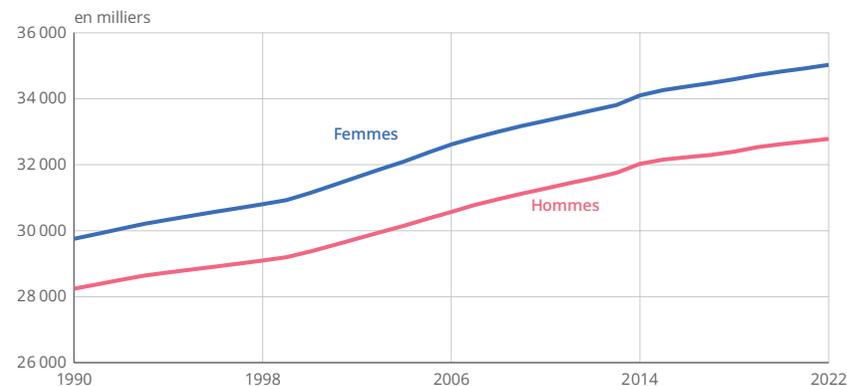
« Bilan démographique 2021 », *Insee Première* n° 1889, janvier 2022.

## Population au 1<sup>er</sup> janvier 2022



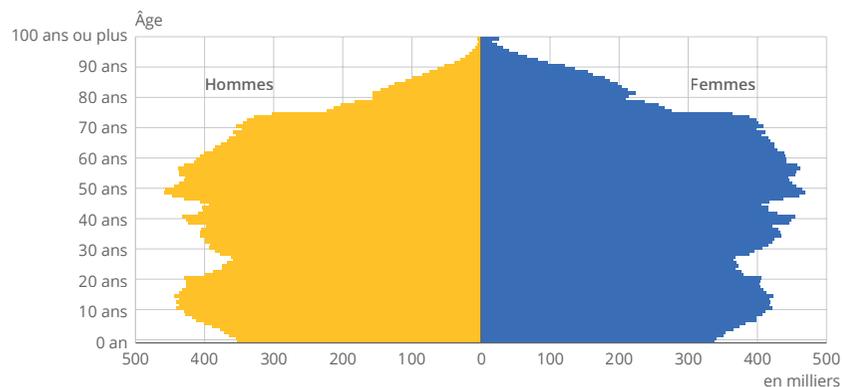
**Note** : données provisoires arrêtées à fin 2021.  
**Champ** : France.  
**Source** : Insee, estimations de population.

## Population par sexe



**Note** : données 2020 à 2022 provisoires arrêtées à fin 2021 ; données 2019 à 2021 révisées.  
**Lecture** : au 1<sup>er</sup> janvier 2022, la France compte 35 029 000 femmes et 32 785 000 hommes.  
**Champ** : France hors Mayotte jusqu'en 2013 et y compris Mayotte à partir de 2014.  
**Source** : Insee, estimations de population.

## Population par âge en 2022



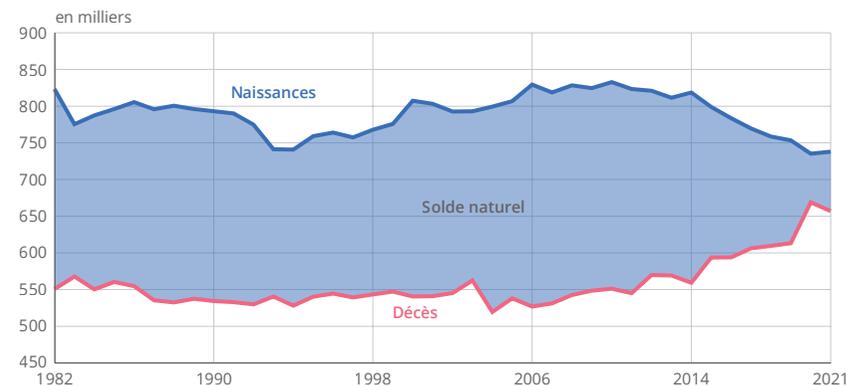
**Note :** données provisoires arrêtées à fin 2021.

**Lecture :** au 1<sup>er</sup> janvier 2022, la France compte 426 000 hommes et 449 000 femmes âgés de 40 ans.

**Champ :** France.

**Source :** Insee, estimations de population.

## Nombre de naissances, de décès et solde naturel



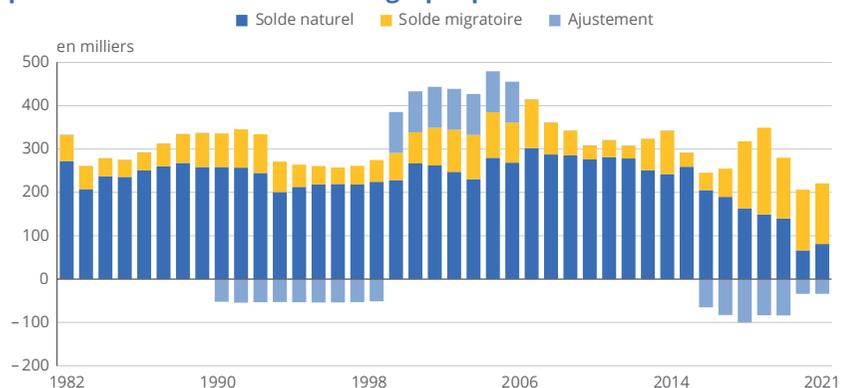
**Note :** données 2019 à 2021 provisoires arrêtées à fin 2021 ; données 2020 révisées. Les naissances sont les naissances d'enfants montrant un signe quelconque de vie, c'est-à-dire les naissances vivantes.

**Lecture :** en 2021, 738 000 naissances vivantes et 657 000 décès sont enregistrés. Le solde naturel s'établit à + 81 000.

**Champ :** France hors Mayotte jusqu'en 2013 et y compris Mayotte à partir de 2014.

**Source :** Insee, statistiques de l'état civil.

## Composantes de la croissance démographique



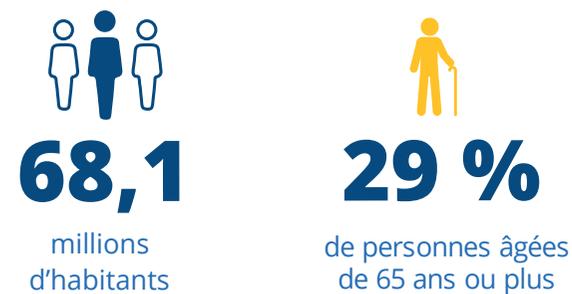
**Note :** données 2019 à 2021 provisoires arrêtées à fin 2021 ; donnée 2020 révisée pour le solde naturel ; données 2018 à 2020 révisées pour le solde migratoire ; à partir de 2015, un ajustement est introduit. Entre 1990 et 2005, un ajustement avait été aussi introduit.

**Lecture :** au 1<sup>er</sup> janvier 2019, la population augmente en apparence de 262 823 habitants : + 148 942 habitants dû au solde naturel, + 200 506 habitants dû au solde migratoire et - 83 625 dû à l'ajustement. À questionnaire identique, l'augmentation est estimée à + 349 448 habitants.

**Champ :** France hors Mayotte jusqu'en 2013 et y compris Mayotte à partir de 2014.

**Source :** Insee, estimations de population et statistiques de l'état civil.

## Projection de population à l'horizon 2070



**Lecture :** au 1<sup>er</sup> janvier 2070, la France compterait 68,1 millions d'habitants selon le scénario central des projections démographiques.

**Champ :** France.

**Source :** Insee, scénario central des projections de population 2021-2070.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2022, l'Île-de-France est la région la plus peuplée avec 12 millions d'habitants, soit 18 % de la population française. La Guyane est la moins peuplée avec 294 000 habitants, dépassée par Mayotte en 2022.

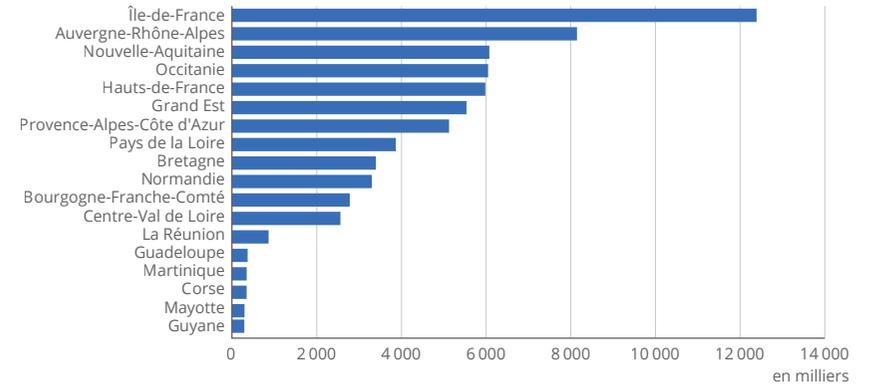
La part des moins de 25 ans est plus élevée dans le nord de la France et dans les départements d'outre-mer (DOM), en raison d'une forte natalité. Les jeunes sont également plus présents dans les départements des grandes agglomérations, qui attirent étudiants et jeunes adultes en premier emploi.

À l'inverse, les seniors sont plus présents sur la façade atlantique, dans le sud et dans les départements du Massif central.

La population augmente dans les départements des grandes agglomérations, surtout grâce à un **solde naturel** positif ; il en va de même en Guyane et à La Réunion. Dans le sud de la France et sur la façade atlantique, la croissance démographique provient essentiellement d'un **solde migratoire** apparent positif. À l'inverse, la plupart des départements du quart nord-est, la Martinique et la Guadeloupe perdent des habitants en raison d'un déficit migratoire. La plupart des départements du Massif central perd également des habitants, à cause d'un solde naturel négatif.

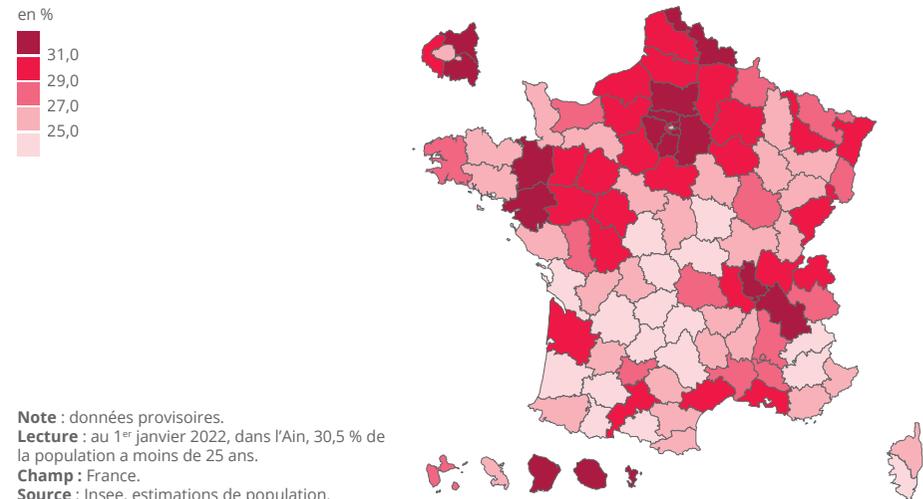
À un niveau géographique plus fin, la croissance de la population est dynamique autour des grandes agglomérations, en lien avec le phénomène de périurbanisation, tandis que le centre de ces agglomérations est moins dynamique.

### Population au 1<sup>er</sup> janvier 2022



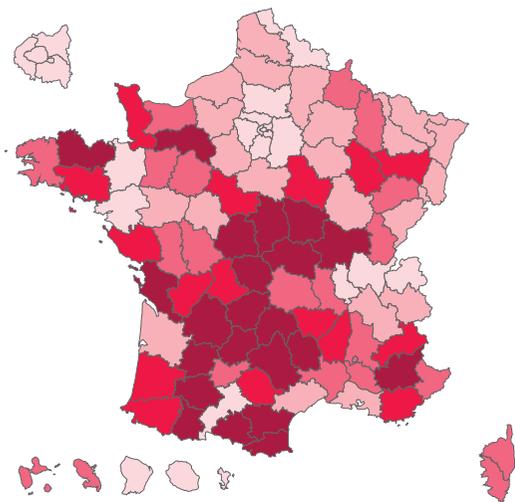
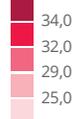
**Note** : données provisoires.  
**Lecture** : au 1<sup>er</sup> janvier 2022, l'Île-de-France compte 12,4 millions d'habitants.  
**Champ** : France.  
**Source** : Insee, estimations d'emploi.

### Part des moins de 25 ans au 1<sup>er</sup> janvier 2022



### Part des 60 ans ou plus au 1<sup>er</sup> janvier 2022

en %



**Note :** données provisoires.

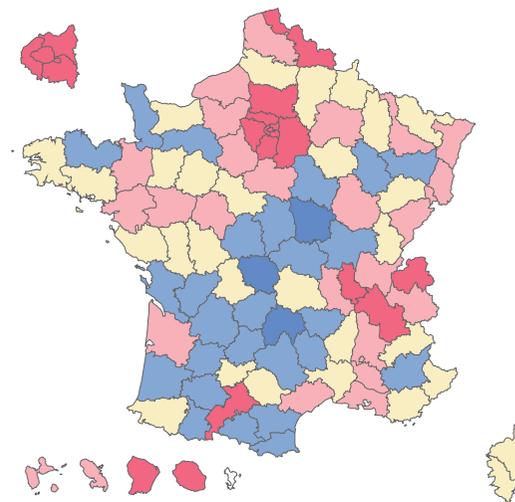
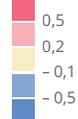
**Lecture :** au 1<sup>er</sup> janvier 2022, dans l'Ain, 24,8 % de la population a 60 ans ou plus.

**Champ :** France.

**Source :** Insee, estimations de population.

### Évolution de la population due au solde naturel entre 2013 et 2018

en %



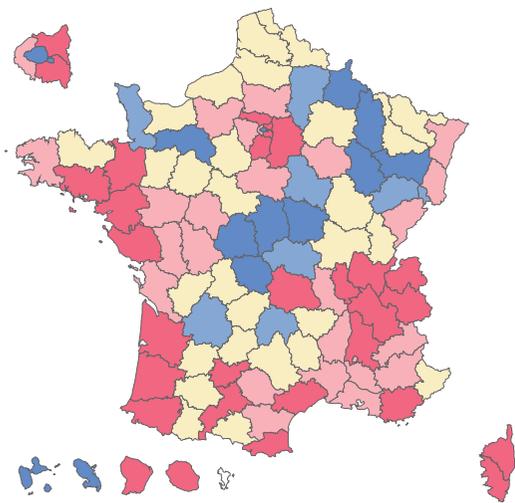
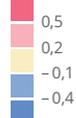
**Lecture :** entre 2013 et 2018, dans l'Ain, la croissance de la population due au solde naturel est de 0,4 % par an en moyenne.

**Champ :** France hors Mayotte.

**Source :** Insee, recensements de la population.

### Évolution annuelle moyenne de la population entre 2013 et 2018

en %



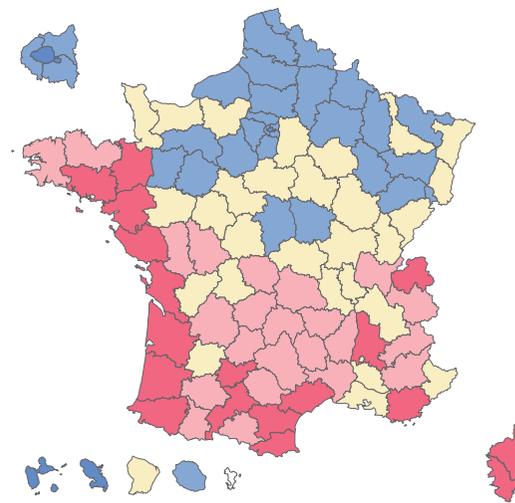
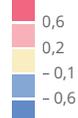
**Lecture :** entre 2013 et 2018, dans l'Ain, la population a augmenté en moyenne de 0,9 % par an.

**Champ :** France hors Mayotte.

**Source :** Insee, recensements de la population.

### Évolution de la population due au solde apparent des entrées et des sorties entre 2013 et 2018

en %



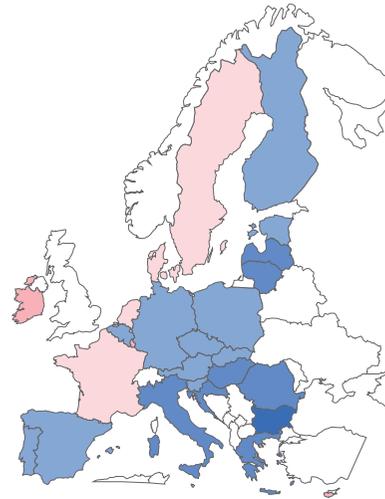
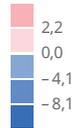
**Lecture :** entre 2013 et 2018, dans l'Ain, la croissance de la population due au solde migratoire apparent est de 0,5 % par an en moyenne.

**Champ :** France hors Mayotte.

**Source :** Insee, recensements de la population.

### Variation de la population due au solde naturel en 2020

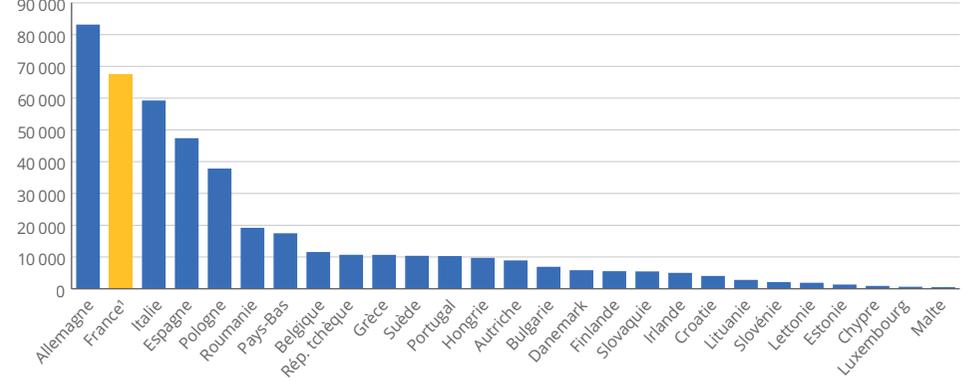
en ‰



**Note :** hors les collectivités d'outre-mer de Saint-Martin et Saint-Barthélemy pour la France.  
**Lecture :** en 2020, la variation de la population due au solde naturel est de 1,0 ‰ en France et de - 2,5 ‰ dans l'ensemble de l'Union européenne à 27 pays.  
**Sources :** Eurostat (extraction du 10 janvier 2022) ; pour la France : Insee, estimations de population et statistiques de l'état civil.

### Population en 2021

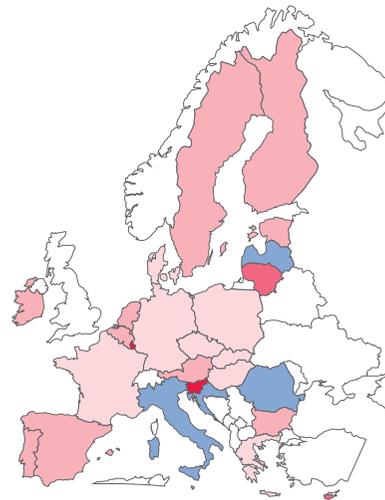
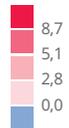
en milliers



**Note :** hors les collectivités d'outre-mer de Saint-Martin et Saint-Barthélemy.  
**Lecture :** au 1<sup>er</sup> janvier 2021, la France compte 67 626 000 habitants.  
**Sources :** Eurostat (extraction du 10 janvier 2022) ; pour la France : Insee, estimations de population et statistiques de l'état civil.

### Variation de la population due au solde migratoire en 2020

en ‰



**Note :** hors les collectivités d'outre-mer de Saint-Martin et Saint-Barthélemy pour la France.  
**Lecture :** en 2020, la variation de la population due au solde migratoire apparent est de 1,6 ‰ en France et de 1,8 ‰ dans l'ensemble de l'Union européenne à 27 pays.  
**Sources :** Eurostat (extraction du 10 janvier 2022) ; pour la France : Insee, estimations de population et statistiques de l'état civil.

## Naissances – Fécondité

En 2021, 738 000 bébés sont nés en France, soit 3 000 **naissances** de plus qu'en 2020 : malgré la chute du nombre de naissances en début d'année, neuf mois après le premier confinement du printemps 2020, la hausse du nombre de naissances a ensuite permis de rattraper le niveau de 2020. Cette remontée met ainsi fin à la baisse observée chaque année entre 2015 et 2020. La population féminine de 20 à 40 ans, âges où les femmes sont les plus fécondes, a globalement diminué depuis le milieu des années 1990 et marque un palier depuis 2016. Le nombre de naissances dépend à la fois du nombre de femmes en âge de procréer et de leur fécondité. Les évolutions récentes s'expliquent donc davantage par l'évolution de la fécondité. En 2021, **l'indicateur conjoncturel de fécondité** s'établit à 1,83 enfant par femme, en légère hausse, après 1,82 en 2020. Il avait diminué chaque année entre 2015 et 2020.

L'âge moyen à l'accouchement continue de croître régulièrement : 30,9 ans en 2021, contre 30,0 ans dix ans plus tôt. Les femmes les plus fécondes sont celles de 25 à 34 ans. Toutefois, le taux de fécondité des femmes de moins de 30 ans baisse depuis les années 2000. Cette diminution s'accroît depuis 2015 et se poursuit en 2021. Le taux de fécondité des femmes de 30 à 34 ans a, quant à lui, baissé plus tardivement et a augmenté en 2021 : il retrouve son niveau de 2016. Le taux de fécondité des femmes âgées de 35 à 39 ans, stable entre 2017 et 2020, augmente lui aussi en 2021.

Les femmes nées en 1951 ont eu en moyenne durant leur vie 2,11 enfants ; les femmes de la génération 1961, 2,09 enfants. Celles nées en 1971 en ont eu moyenne 1,99.

En 2020, les enfants nés d'au moins un parent étranger représentent plus d'un quart de l'ensemble des naissances.

### En savoir plus

« Bilan démographique 2021 », *Insee Première* n° 1889, janvier 2022.

### Nombre de naissances en 2021



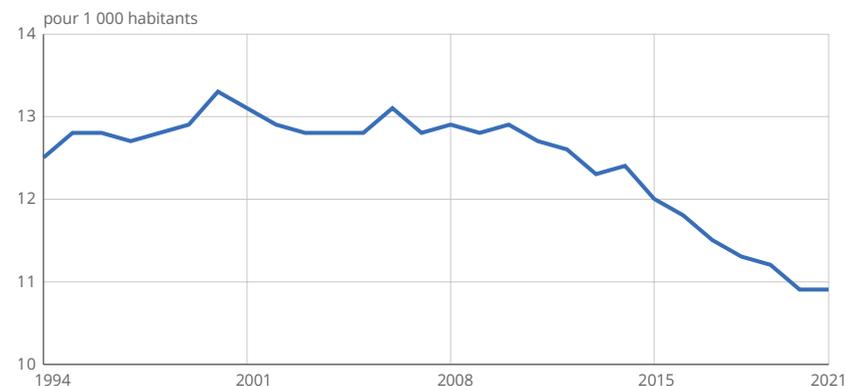
**738 000**  
naissances

**Note** : donnée provisoire arrêtée à fin 2021. Les naissances sont les naissances d'enfants montrant un signe quelconque de vie, c'est-à-dire les naissances vivantes.

**Champ** : France.

**Source** : Insee, statistiques de l'état civil.

### Taux de natalité



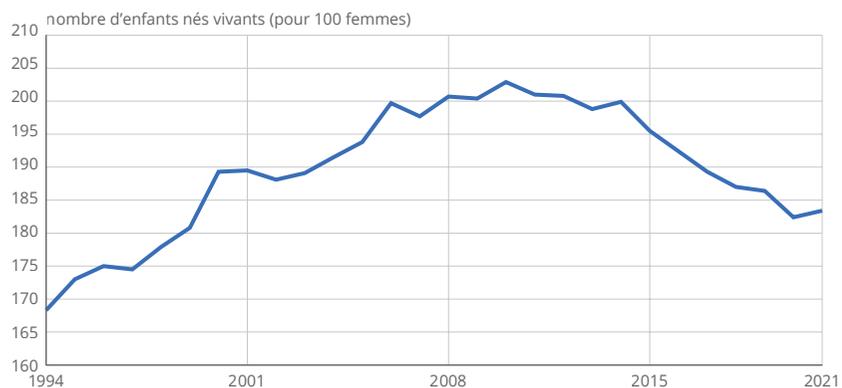
**Note** : données 2019 à 2021 provisoires arrêtées à fin 2021. Les naissances sont les naissances d'enfants montrant un signe quelconque de vie, c'est-à-dire les naissances vivantes.

**Lecture** : en 2021, il y a eu 10,9 naissances vivantes (taux de natalité) pour 1 000 habitants.

**Champ** : France hors Mayotte jusqu'en 2013 et y compris Mayotte à partir de 2014.

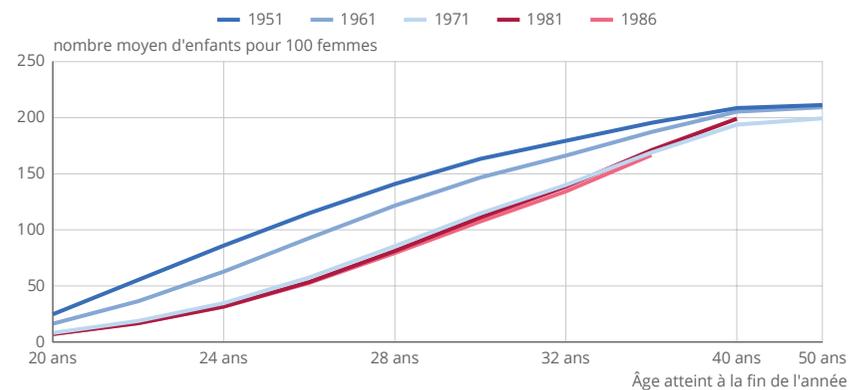
**Source** : Insee, estimations de population et statistiques de l'état civil.

### Indicateur conjoncturel de fécondité



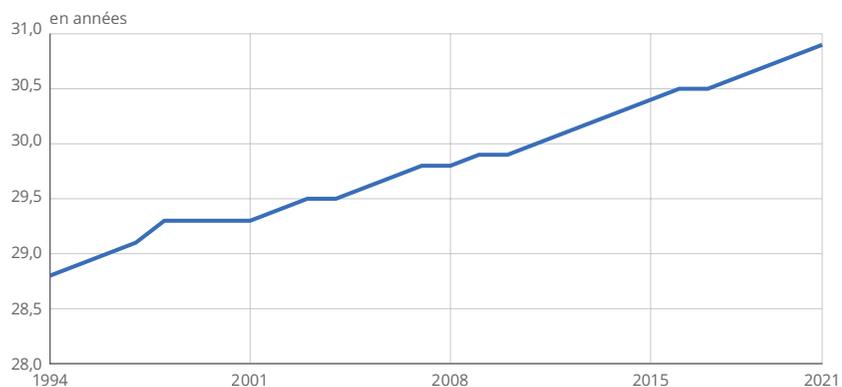
**Note :** données 2019 à 2021 provisoires arrêtées à fin 2021 ; donnée 2020 révisée.  
**Lecture :** si tout au long de leur vie les femmes avaient à chaque âge la fécondité observée en 2021, elles auraient 1,834 enfant (indicateur conjoncturel de fécondité de l'année 2021).  
**Champ :** France hors Mayotte jusqu'en 2013 et y compris Mayotte à partir de 2014.  
**Source :** Insee, estimations de population et statistiques de l'état civil.

### Nombre d'enfants à divers âges par génération



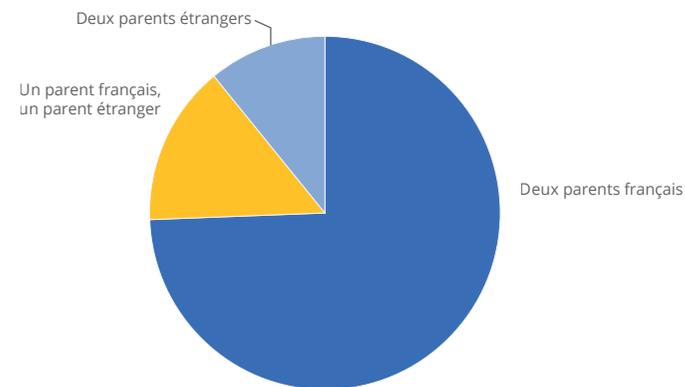
**Lecture :** à la fin de l'année où elles ont atteint 35 ans, 100 femmes nées en 1986 ont déjà mis au monde 166,7 enfants.  
**Champ :** France métropolitaine.  
**Source :** Insee, estimations de population et statistiques de l'état civil.

### Âge moyen de la mère à l'accouchement



**Note :** données 2019 à 2021 provisoires arrêtées à fin 2021 ; âge calculé pour une génération fictive de femmes qui auraient à chaque âge la fécondité observée pour les femmes du même âge l'année considérée.  
**Lecture :** en 2021, l'âge moyen de la mère à l'accouchement atteint 30,9 ans.  
**Champ :** France hors Mayotte jusqu'en 2013 et y compris Mayotte à partir de 2014.  
**Source :** Insee, estimations de population et statistiques de l'état civil.

### Naissances selon la nationalité des parents en 2020



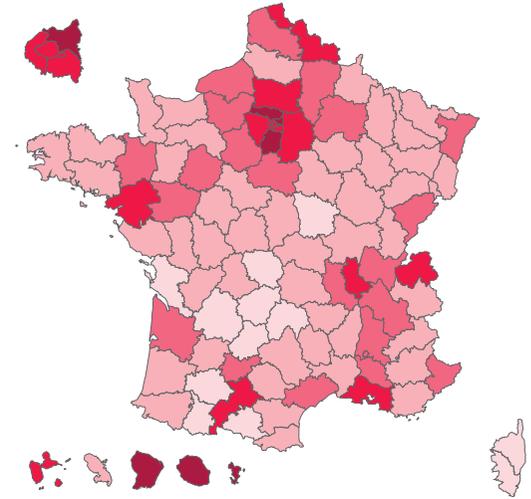
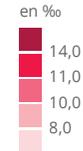
**Lecture :** en 2020, 74,4 % des enfants sont nés de deux parents français.  
**Champ :** France.  
**Source :** Insee, statistiques de l'état civil.

En 2021, le **taux de natalité** est particulièrement élevé dans les départements de la région parisienne, du Rhône, des Bouches-du-Rhône, du Nord, ainsi que dans les départements d'outre-mer (sauf en Martinique). Dans la Creuse et le Lot, le taux de natalité est le plus faible de France (7,1 naissances vivantes pour 1 000 habitants).

En 2021, à Mayotte, dans les Ardennes et en Guyane, l'âge moyen à l'accouchement est autour de 29 ans. À l'inverse, il est plus élevé dans les départements des grandes métropoles. Y faisant des études plus longues, les femmes y retardent leur projet de maternité. L'âge moyen à l'accouchement atteint ainsi 34 ans à Paris.

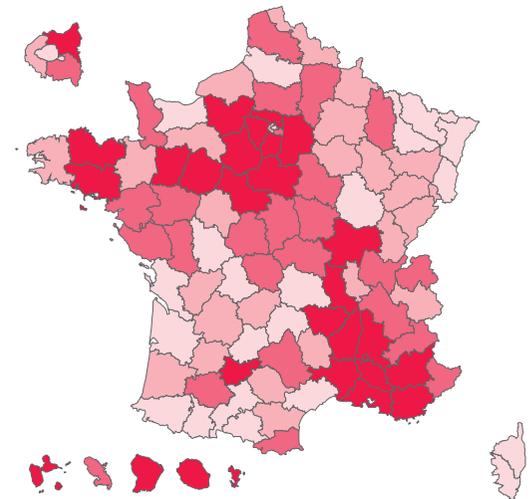
En 2021, l'**indicateur conjoncturel de fécondité (ICF)** est supérieur à la moyenne nationale (183 enfants pour 100 femmes) dans la moitié nord de l'Hexagone excepté dans la région Grand Est, dans le quart sud-est et dans les départements d'outre-mer (DOM).

### Taux de natalité en 2021



**Note** : données provisoires.  
**Lecture** : en 2021, dans l'Ain, il y a eu 10,5 naissances vivantes pour 1 000 habitants (taux de natalité).  
**Champ** : France.  
**Source** : Insee, estimations de population et statistiques de l'état civil.

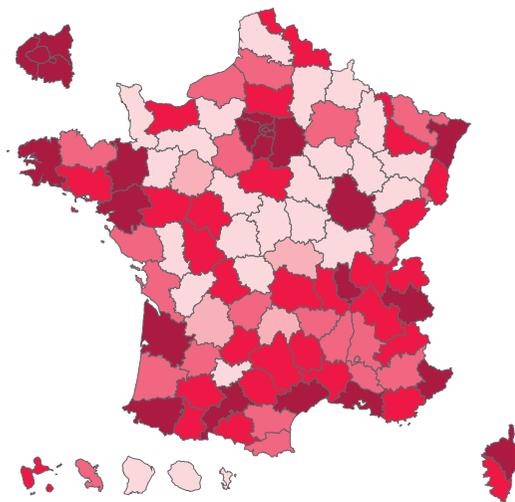
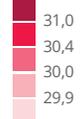
### Indicateur conjoncturel de fécondité en 2021



**Note** : données provisoires.  
**Lecture** : dans l'Ain, si les femmes avaient à chaque âge la fécondité observée en 2021, elles auraient 1,87 enfant tout au long de leur vie (indicateur conjoncturel de fécondité).  
**Champ** : France.  
**Source** : Insee, estimations de population et statistiques de l'état civil.

### Âge moyen de la mère à l'accouchement en 2021

en années



**Note :** données provisoires ; âge calculé pour une génération fictive de femmes qui auraient à chaque âge la fécondité observée pour les femmes du même âge l'année considérée.

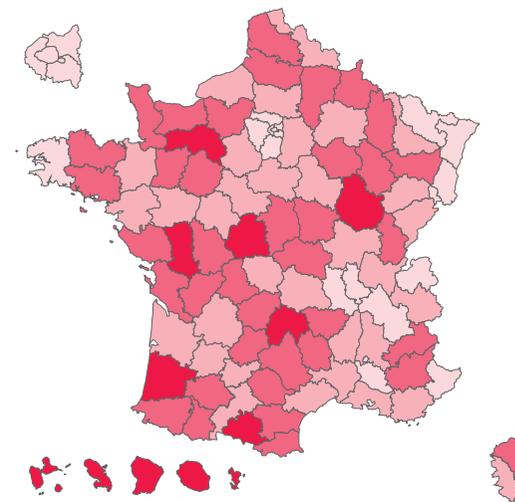
**Lecture :** en 2021, dans l'Ain, l'âge moyen de la mère à l'accouchement est de 30,4 ans.

**Champ :** France.

**Source :** Insee, estimations de population et statistiques de l'état civil.

### Part des naissances vivantes de parents non mariés en 2020

en %



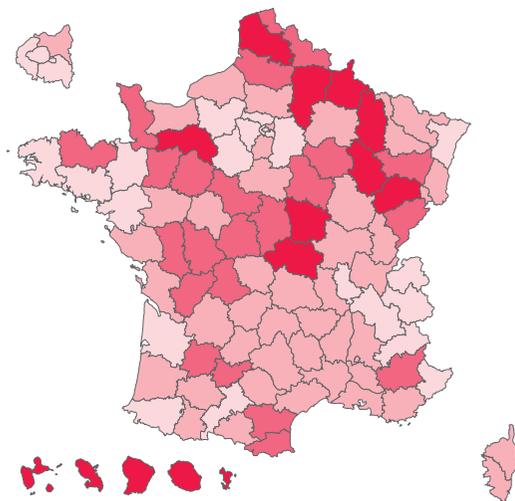
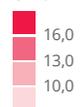
**Lecture :** en 2020, dans l'Ain, 60,8 % des enfants nés vivants ont des parents non mariés.

**Champ :** France.

**Source :** Insee, statistiques de l'état civil.

### Part des naissances vivantes d'une mère âgée de 18 à 24 ans en 2020

en %



**Note :** âge de la mère atteint dans l'année.

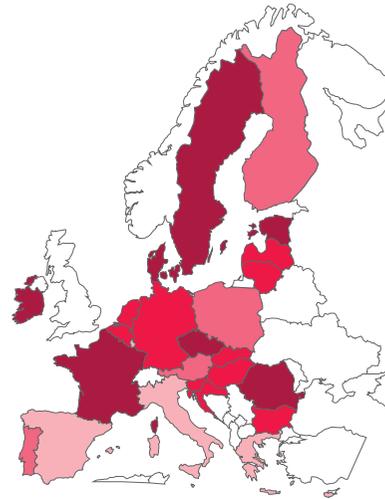
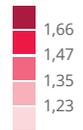
**Lecture :** en 2020, dans l'Ain, 10,6 % des enfants nés vivants ont une mère âgée de 18 à 24 ans.

**Champ :** France.

**Source :** Insee, statistiques de l'état civil.

### Indicateur conjoncturel de fécondité en 2019

en nombre d'enfants par femme



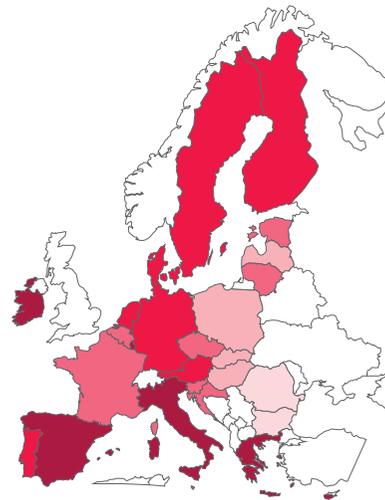
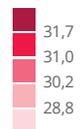
**Note :** donnée non disponible pour le Royaume-Uni.

**Lecture :** en 2019, en France, l'indicateur conjoncturel de fécondité est de 1,86 enfant par femme.

**Source :** Eurostat (extraction du 10 janvier 2022).

### Âge moyen à la maternité en 2019

en années



**Note :** donnée non disponible pour le Royaume-Uni.

**Lecture :** en 2019, en France, l'âge moyen à la maternité est de 30,7 ans.

**Source :** Eurostat (extraction du 10 janvier 2022).

## Décès – Mortalité – Espérance de vie

En 2021, toutes causes de décès confondues, 657 000 personnes sont décédées en France : c'est 12 000 de moins qu'en 2020 (- 1,8 %), mais nettement plus qu'en 2019, avant la pandémie (+ 44 000, soit + 7,1 %). Du fait de l'arrivée des générations nombreuses du *baby-boom* à des âges de forte mortalité, le nombre de décès a tendance à augmenter ces dernières années (+ 0,7 % par an en moyenne entre 2004 et 2014, puis + 1,9 % entre 2014 et 2019), mais l'augmentation en 2020 a été sans commune mesure du fait de l'épidémie de Covid-19.

En 2021, l'**espérance de vie à la naissance** est de 85,4 ans pour les femmes et de 79,3 ans pour les hommes. Les femmes gagnent 0,3 an d'espérance de vie par rapport à 2020 et les hommes 0,2 an. Du fait de la forte baisse en 2020 (- 0,5 an pour les femmes, - 0,6 an pour les hommes), l'espérance de vie ne retrouve cependant pas son niveau d'avant la pandémie (85,6 ans pour les femmes en 2019 et 79,7 ans pour les hommes).

En 2021, les **espérances de vie à 65 ans** augmentent également par rapport à 2020 : 0,2 an pour les femmes, passant de 23,0 ans à 23,2 ans ; et 0,2 an pour les hommes, de 18,9 ans à 19,1 ans.

En 2021, le **taux de mortalité infantile** s'établit à 3,6 pour mille enfants nés vivants.

### En savoir plus

« Bilan démographique 2021 », *Insee Première* n° 1889, janvier 2022.

### Nombre de décès en 2021

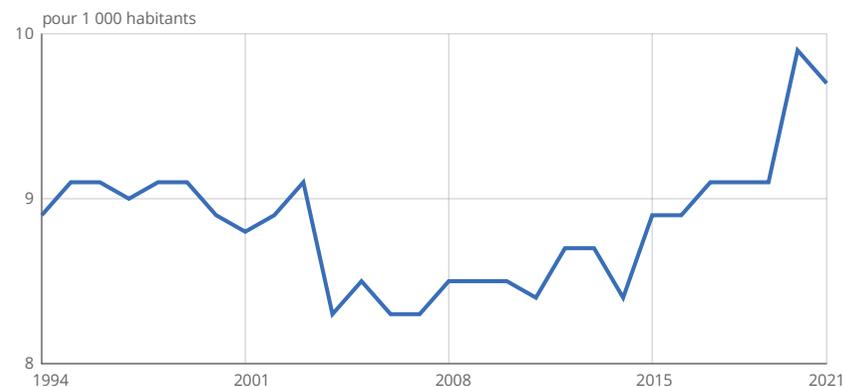
**657 000**  
décès

**Note** : donnée provisoire arrêtée à fin 2021.

**Champ** : France.

**Source** : Insee, statistiques de l'état civil.

### Taux de mortalité



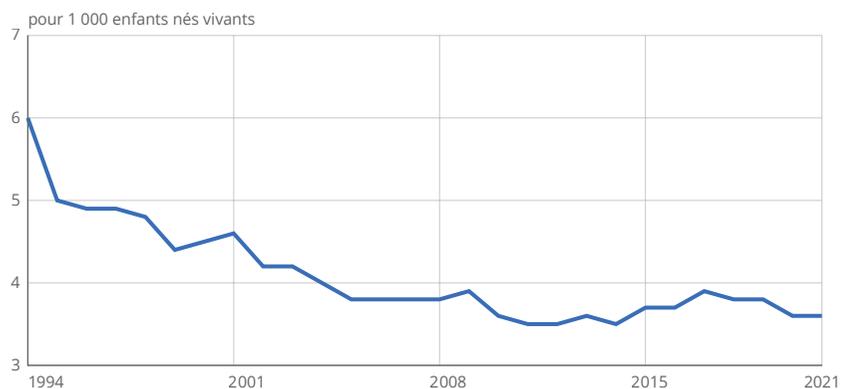
**Note** : données 2019 à 2021 provisoires arrêtées à fin 2021.

**Lecture** : en 2021, il y a eu 9,7 décès (taux de mortalité) pour 1 000 habitants.

**Champ** : France hors Mayotte jusqu'en 2013 et y compris Mayotte à partir de 2014.

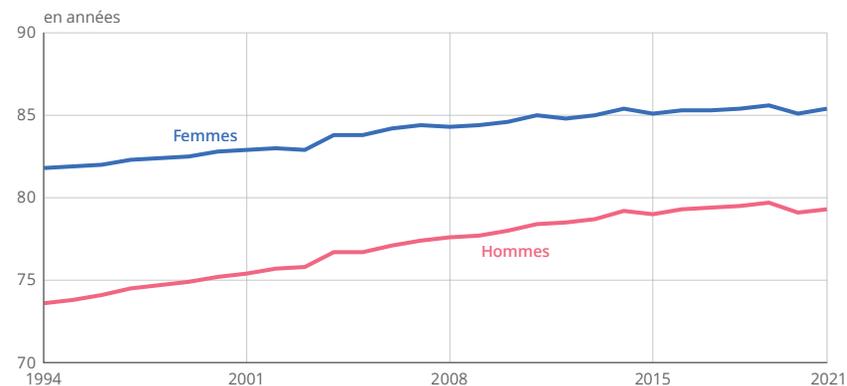
**Source** : Insee, estimations de population et statistiques de l'état civil.

### Taux de mortalité infantile



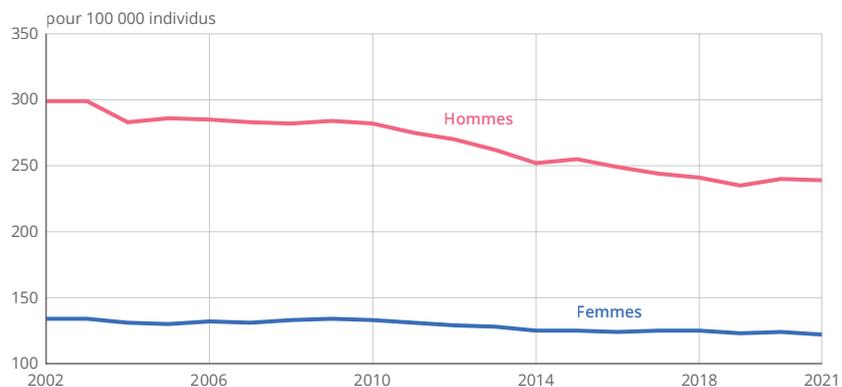
**Note :** données 2019 à 2021 provisoires arrêtées à fin 2021.  
**Lecture :** en 2021, il y a eu 3,6 nouveaux nés décédés dans l'année (taux de mortalité infantile) pour 1 000 enfants nés vivants.  
**Champ :** France hors Mayotte jusqu'en 2013 et y compris Mayotte à partir de 2014.  
**Source :** Insee, statistiques de l'état civil.

### Espérance de vie à la naissance selon le sexe



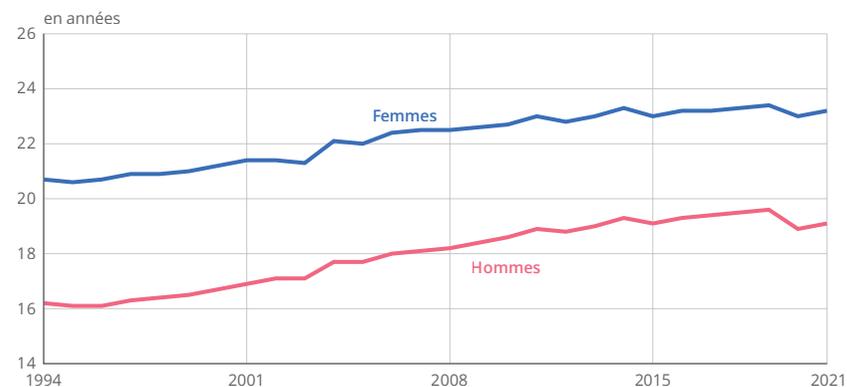
**Note :** données 2019 à 2021 provisoires arrêtées à fin 2021.  
**Lecture :** si une femme avait à chaque âge la mortalité observée en 2021, sa durée de vie serait de 85,4 ans (espérance de vie à la naissance en 2021).  
**Champ :** France hors Mayotte jusqu'en 2013 et y compris Mayotte à partir de 2014.  
**Source :** Insee, estimations de population et statistiques de l'état civil.

### Taux de mortalité prématurée selon le sexe



**Note :** données 2019 à 2021 provisoires arrêtées à fin 2021.  
**Lecture :** en 2021, le taux de mortalité prématurée des femmes s'élève à 122 pour 100 000 femmes de moins de 65 ans.  
**Champ :** France métropolitaine.  
**Source :** Insee, estimations de population et statistiques de l'état civil.

### Espérance de vie à 65 ans selon le sexe



**Note :** données 2019 à 2021 provisoires arrêtées à fin 2021.  
**Lecture :** en 2021, l'espérance de vie d'une femme à 65 ans est de 23,2 ans.  
**Champ :** France hors Mayotte jusqu'en 2013 et y compris Mayotte à partir de 2014.  
**Source :** Insee, estimations de population et statistiques de l'état civil.

Entre 2019 et 2021, avec la pandémie de Covid-19, les décès ont augmenté de 8,0 % en France. Les territoires les plus touchés sont l'Île-de-France, l'Oise, les départements du Grand Est et d'Auvergne-Rhône-Alpes ainsi que Mayotte. Les décès ont notamment augmenté de 15,3 % en Seine-Saint-Denis. À l'inverse, dans les départements de l'ouest, ils sont stables voire moins nombreux.

En 2021, les **taux bruts de mortalité** sont plus faibles en Île-de-France et dans les départements comprenant une grande métropole. Ils sont plus élevés dans les départements ruraux où la population est souvent plus âgée.

Le **taux de mortalité prématurée** est plus élevé dans le nord de la France, excepté en Île-de-France et dans ses départements limitrophes : il atteint 2,5 décès pour 1 000 habitants de moins de 65 ans dans le Pas-de-Calais et dans l'Aisne. Il est également élevé dans les départements d'outre-mer (DOM). À Mayotte, il s'élève même à 3,6 décès pour 1 000 habitants de moins de 65 ans.

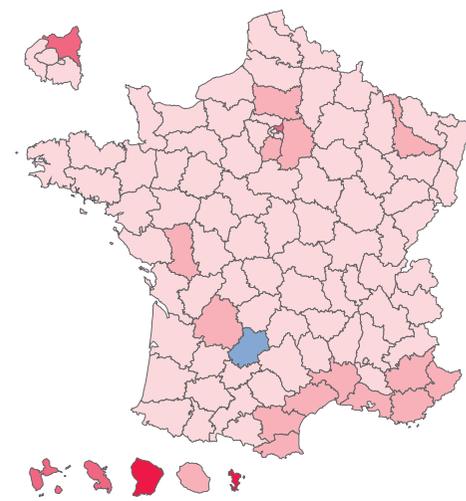
L'**espérance de vie** est ainsi plus faible dans les départements du nord, du nord-est et d'outre-mer. Ces différences peuvent être liées à des différences de structures sociales : la part de personnes peu diplômées, d'ouvriers et d'employés est plus élevée dans ces départements qu'ailleurs en France.

Le **taux de mortalité infantile** est le plus élevé dans les DOM : 9,2 ‰ à Mayotte et 8,2 ‰ en Guyane. En métropole, il est le plus élevé en Seine-Saint-Denis (5,3 ‰), dans le Val-de-Marne (4,5 ‰) et dans plusieurs départements du nord-est.

### Évolution des décès domiciliés entre 2019 et 2021

en %

33,0
15,0
10,0
0,0



**Lecture** : entre 2019 et 2021, dans l'Ain, le nombre de décès a augmenté de 6,2 %.

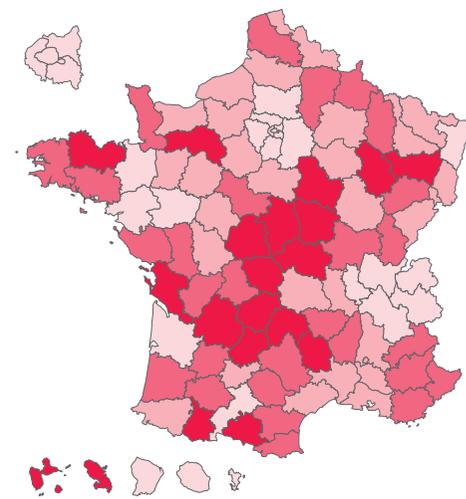
**Champ** : France.

**Source** : Insee, statistiques de l'état civil.

### Taux brut de mortalité en 2021

en ‰

13,0
11,0
9,0



**Note** : données provisoires.

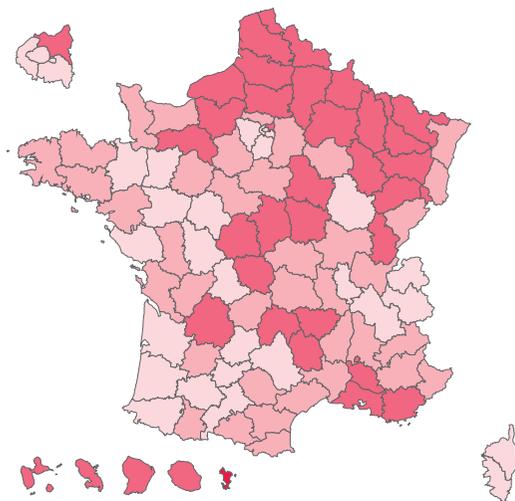
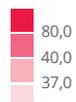
**Lecture** : en 2021, dans l'Ain, il y a eu 8,1 décès pour 1 000 habitants (taux de mortalité).

**Champ** : France.

**Source** : Insee, estimations de population et statistiques de l'état civil.

### Taux de mortalité des plus de 65 ans en 2021

en ‰



**Note** : données provisoires.

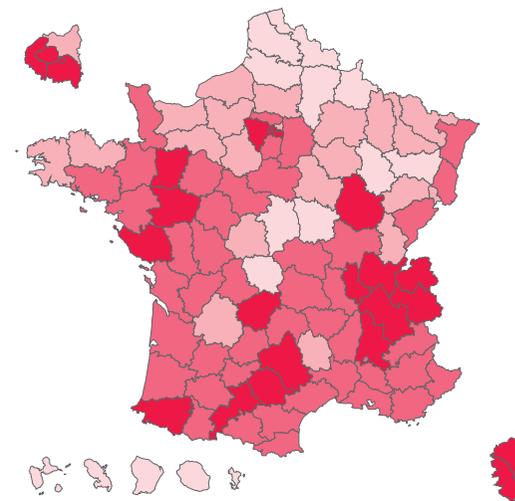
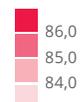
**Lecture** : en 2021, dans l'Ain, il y a eu 38,5 décès pour 1 000 habitants de plus de 65 ans.

**Champ** : France, personnes âgées de 65 ans ou plus.

**Source** : Insee, estimations de population et statistiques de l'état civil.

### Espérance de vie à la naissance des femmes en 2021

en années



**Note** : données provisoires.

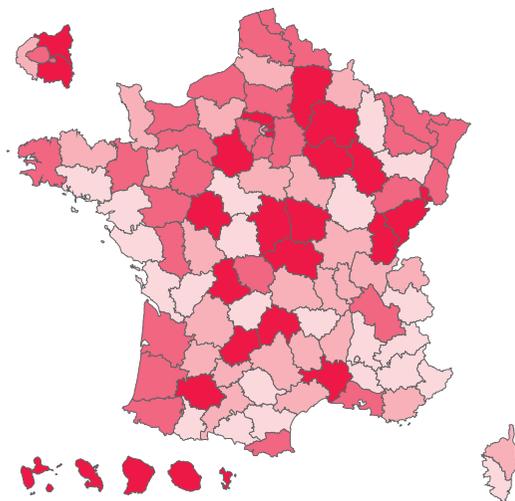
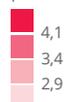
**Lecture** : en 2021, dans l'Ain, l'espérance de vie à la naissance des femmes est de 86,2 ans.

**Champ** : France.

**Source** : Insee, estimations de population et statistiques de l'état civil.

### Taux de mortalité infantile entre 2018 et 2020

pour 1 000 enfants nés vivants



**Note** : données provisoires.

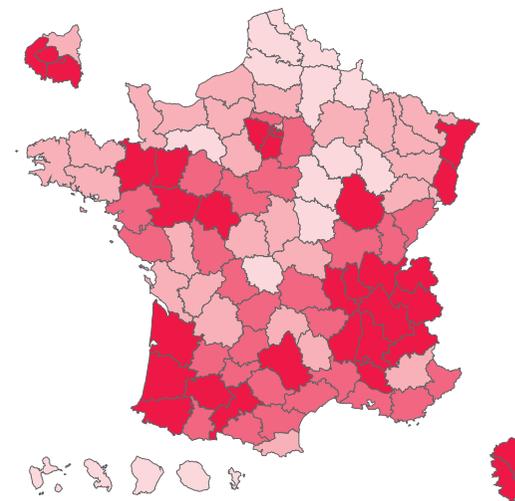
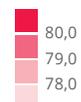
**Lecture** : entre 2018 et 2020, dans l'Ain, 3,2 nouveau-nés sur 1 000 enfants nés vivants sont décédés (taux de mortalité infantile).

**Champ** : France.

**Source** : Insee, statistiques de l'état civil.

### Espérance de vie à la naissance des hommes en 2021

en années



**Note** : données provisoires.

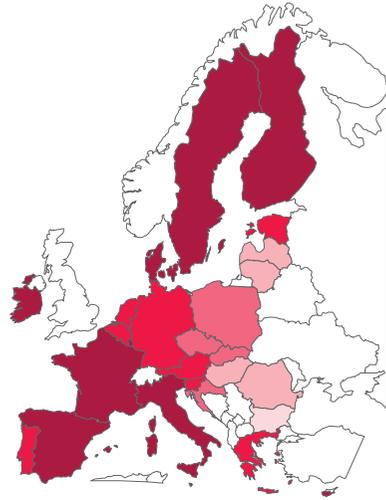
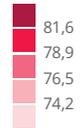
**Lecture** : en 2021, dans l'Ain, l'espérance de vie à la naissance des hommes est de 81,2 ans.

**Champ** : France.

**Source** : Insee, estimations de population et statistiques de l'état civil.

### Espérance de vie à la naissance en 2020

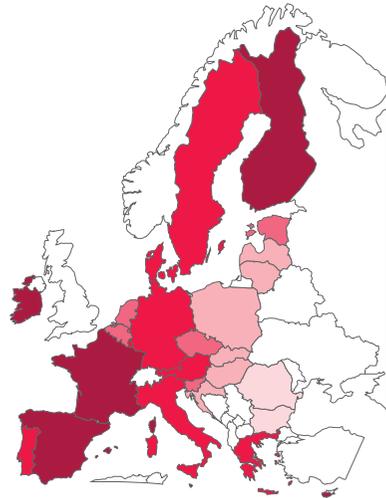
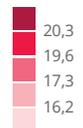
en années



**Lecture :** en 2020, l'espérance de vie à la naissance est de 82,3 ans en France et de 80,4 ans dans l'ensemble de l'Union européenne à 27 pays.  
**Source :** Eurostat (extraction du 17 mai 2022).

### Espérance de vie à 65 ans en 2020

en années



**Lecture :** en 2020, l'espérance de vie à 65 ans est de 21,2 ans en France et de 19,3 ans dans l'ensemble de l'Union européenne à 27 pays.  
**Source :** Eurostat (extraction du 17 mai 2022).

# Couples – Familles – Ménages

En 2019, la France hors Mayotte compte 30,0 millions de **ménages**. Ils sont constitués en moyenne de 2,19 personnes partageant le même logement. Les ménages sont de plus en plus petits car les unions sont plus fragiles et la population vieillit. Ainsi, en 2019, 37 % des ménages sont constitués d'une seule personne, contre 27 % en 1990.

En 2019, les personnes de moins de 65 ans vivent moins souvent en **couple** qu'en 1990. À l'inverse, les seniors vivent plus longtemps avec leur conjoint qu'auparavant du fait de l'allongement de l'espérance de vie. Les femmes de 65 ans et plus vivent deux fois plus souvent seules que les hommes du même âge car du fait de la surmortalité masculine et de l'écart d'âge moyen au sein des couples, elles survivent souvent à leur conjoint.

En 2021, 220 000 mariages ont été célébrés, soit 42 % de plus qu'en 2020, la pandémie ayant alors empêché ou repoussé la tenue des célébrations. En 2020, 174 000 **pactes civils de solidarité (Pacs)** ont été conclus, soit une baisse de 11 % par rapport à 2019, une chute bien moindre que celle des mariages. 6 000 mariages (soit 2,7 %) en 2021 et 8 000 Pacs (soit 4,6 %) en 2020 concernaient des personnes de même sexe.

En 2020, 67,2 % des **enfants** mineurs vivent dans une famille « traditionnelle », 22,2 % dans une **famille monoparentale** et 10,6 % dans une **famille recomposée**. Au total, 28 % des enfants résident donc avec un seul de leurs parents, le plus souvent avec leur mère (82 %). Dans l'ensemble des familles avec enfants mineurs, la part des familles monoparentales a doublé depuis 1990, de 12 % à 24 %. Celle des familles recomposées est stable depuis 1999.

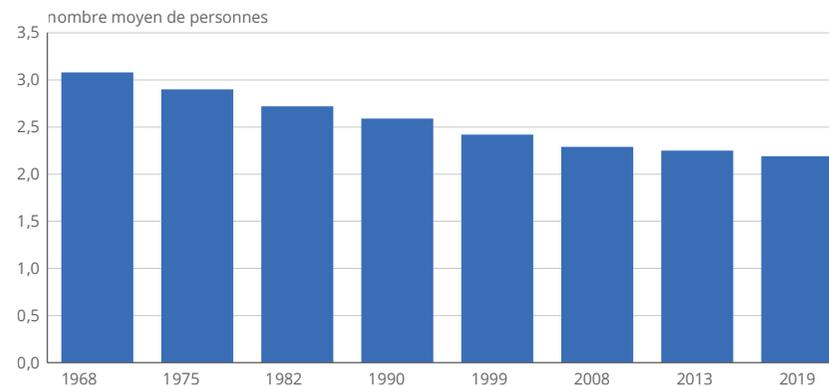
## En savoir plus

« **Bilan démographique 2021** », *Insee Première* n° 1889, janvier 2022.

« **Les familles en 2020 : 25 % de familles monoparentales, 21 % de familles nombreuses** », *Insee Focus* n° 249, septembre 2021.

« **Couples et familles** », *Insee Références*, édition 2015.

## Taille des ménages

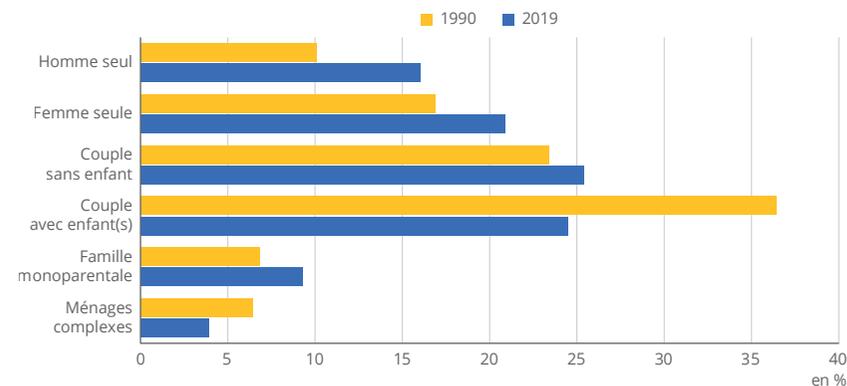


**Lecture** : en 2019, la taille moyenne des ménages est de 2,19 personnes.

**Champ** : France hors Mayotte, population des ménages.

**Source** : Insee, recensements de la population.

## Ménages selon la structure familiale



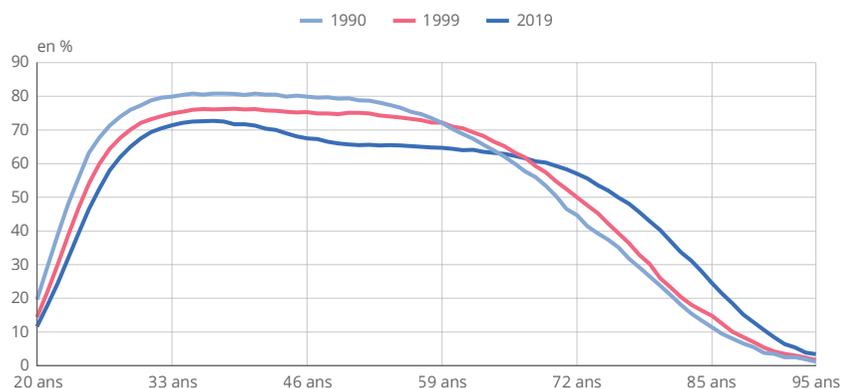
**Note** : certains ménages complexes comprennent des familles monoparentales. Le nombre de familles monoparentales est donc supérieur au nombre de ménages composés uniquement d'une famille monoparentale. De même, certains ménages complexes comprennent deux familles composées d'un couple, avec ou sans enfant.

**Lecture** : en 2019, 25,4 % des ménages sont composés uniquement de couples sans enfant.

**Champ** : France hors Mayotte, population des ménages.

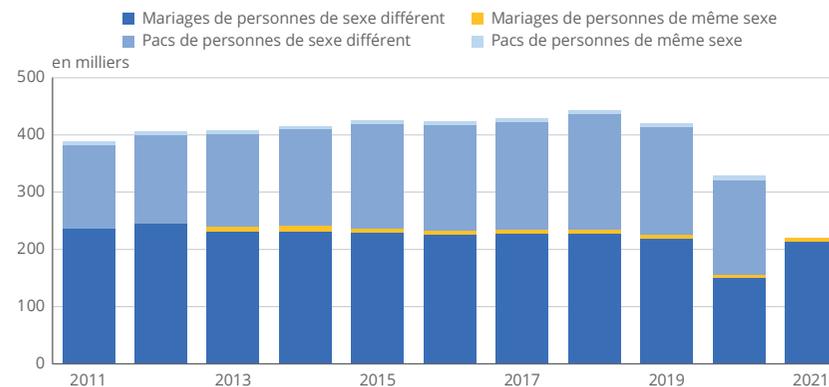
**Source** : Insee, recensements de la population.

### Part des femmes vivant en couple selon l'âge



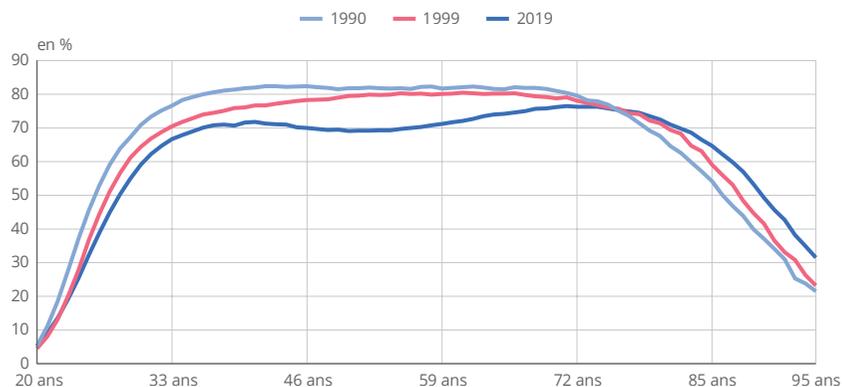
**Lecture :** en 2019, 72,5 % des femmes âgées de 35 ans vivent en couple.  
**Champ :** France hors Mayotte, population totale.  
**Source :** Insee, recensements de la population.

### Mariages et Pacs



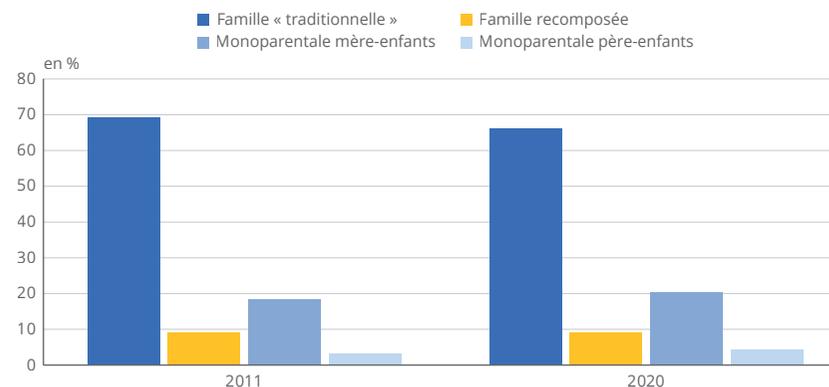
**Note :** données 2018 à 2020 provisoires arrêtées à fin 2021 et données 2021 provisoires arrêtées à fin 2021 et données 2020 révisées pour les mariages.  
**Lecture :** en 2021, 214 000 mariages sont conclus entre personnes de sexe différent et 6 000 entre personnes de même sexe.  
**Champ :** France hors Mayotte jusqu'en 2013 et y compris Mayotte à partir de 2014.  
**Sources :** Insee, statistiques de l'état civil (mariages) ; SDSE, fichiers détails (Pacs).

### Part des hommes vivant en couple selon l'âge



**Lecture :** en 2019, 69,0 % des hommes âgés de 35 ans vivent en couple.  
**Champ :** France hors Mayotte, population totale.  
**Source :** Insee, recensements de la population.

### Familles avec enfants de moins de 18 ans



**Note :** certaines familles partagent leur logement avec d'autres personnes et appartiennent donc à un ménage complexe ; les chiffres présentés ici par type de famille ne sont donc pas directement comparables avec ceux de la figure par type de ménage.  
**Lecture :** en 2020, 24,7 % des familles avec enfants mineurs sont des familles monoparentales : 20,3 % avec une femme à leur tête et 4,3 % avec un homme à leur tête.  
**Champ :** France hors Mayotte, population des ménages, familles avec au moins un enfant de moins de 18 ans.  
**Sources :** Ined-Insee, enquête Migrations, famille et vieillissement 2010 ; Insee, enquête Famille et logements 2011, recensement de la population 2011, enquête annuelle de recensement 2020.

En 2018, la taille moyenne des **ménages** est plus élevée dans les départements du bassin parisien (hors Paris et les Hauts-de-Seine), des Hauts-de-France, ainsi qu'en Guyane et à La Réunion.

En 2018, en France, plus d'un tiers des ménages sont composés d'une seule personne. Cette proportion est supérieure à 39 % dans un quart des départements. Dans la Nièvre, l'Allier ou la Creuse, il s'agit surtout de personnes âgées, tandis qu'à Paris, dans le Rhône et en Haute-Garonne, départements où la ville centre concentre une offre universitaire importante, les moins de 25 ans y sont surreprésentés.

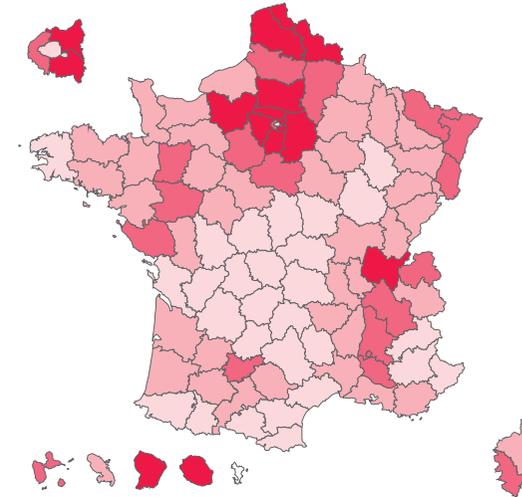
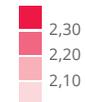
Les **couples** avec **enfants** sont plus présents dans le nord de la France et dans les départements ayant une grande métropole. Les couples sans enfant vivent plutôt dans le centre de la France. Enfin, les familles monoparentales sont surreprésentées dans les départements d'outre-mer (DOM), en Île-de-France, dans le Nord et sur le pourtour méditerranéen.

#### En savoir plus

« Les Pacs à l'Ouest, les mariages à l'Est : une répartition des types d'unions différente selon les territoires », *Insee Première* n° 1682, janvier 2020.

### Taille des ménages en 2018

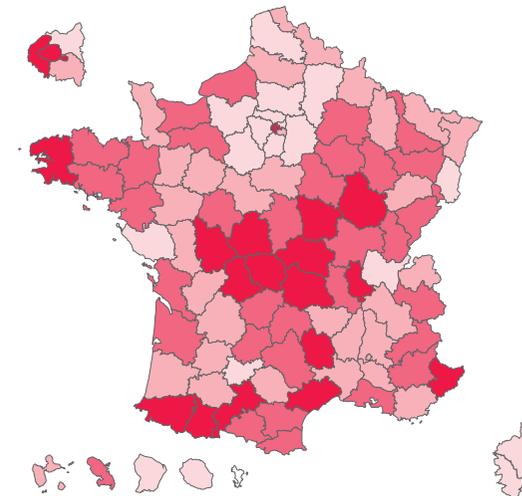
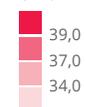
nombre moyen de personnes



**Lecture** : en 2018, dans l'Ain, les ménages comprennent en moyenne 2,31 personnes.  
**Champ** : France hors Mayotte, population des ménages.  
**Source** : Insee, recensement de la population.

### Personnes vivant seules en 2018

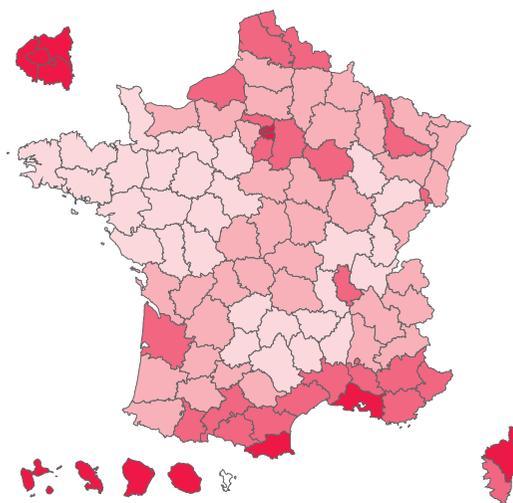
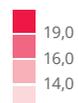
en %



**Lecture** : en 2018, dans l'Ain, 32,1 % des ménages sont composés d'une seule personne.  
**Champ** : France hors Mayotte, population des ménages, personnes de 15 ans ou plus.  
**Source** : Insee, recensement de la population.

### Familles monoparentales en 2018

en %



**Note :** les familles, au sens du recensement, comprennent les couples avec ou sans enfant et les familles monoparentales.

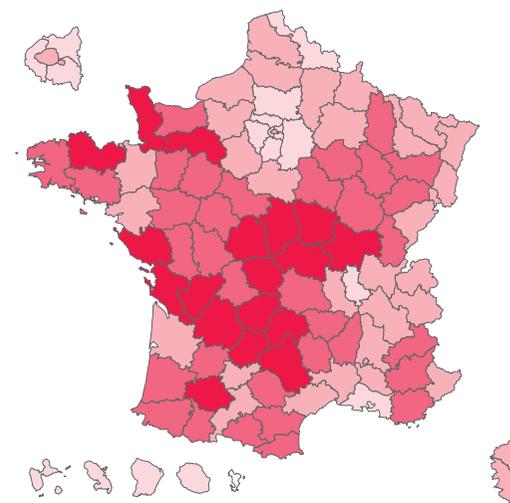
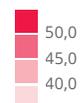
**Lecture :** en 2018, dans l'Ain, 13,3 % des familles sont composées de familles monoparentales.

**Champ :** France hors Mayotte.

**Source :** Insee, recensement de la population.

### Couples sans enfant en 2018

en %



**Note :** les familles, au sens du recensement, comprennent les couples avec ou sans enfant et les familles monoparentales.

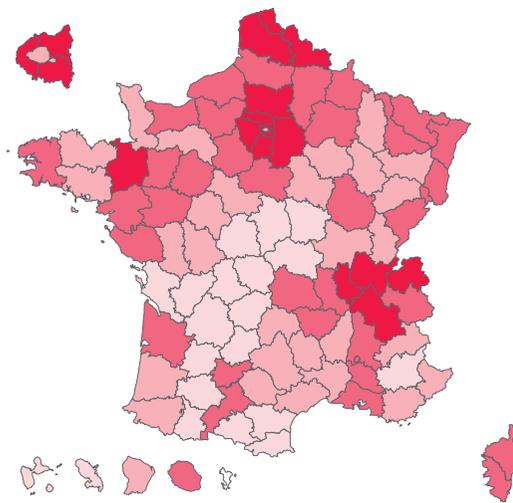
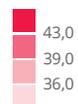
**Lecture :** en 2018, dans l'Ain, 42,0 % des familles sont composées d'un couple sans enfant.

**Champ :** France hors Mayotte.

**Source :** Insee, recensement de la population.

### Couples avec enfant(s) en 2018

en %



**Note :** les familles, au sens du recensement, comprennent les couples avec ou sans enfant et les familles monoparentales.

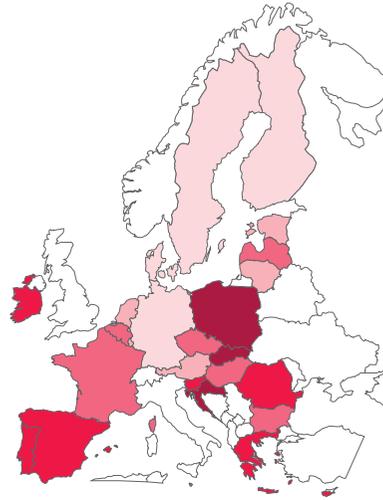
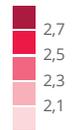
**Lecture :** en 2018, dans l'Ain, 44,8 % des familles sont composées d'un couple avec enfant(s).

**Champ :** France hors Mayotte.

**Source :** Insee, recensement de la population.

## Taille des ménages en 2020

en personnes par ménage



**Note** : donnée non disponible pour l'Italie.

**Lecture** : en 2020, la taille moyenne des ménages est de 2,3 personnes en France comme dans l'ensemble de l'Union européenne à 27 pays.

**Source** : Eurostat (extraction du 24 mars 2022), EU-Silc.

# Étrangers – Immigrés

En 2021, 7,0 millions d'**immigrés** vivent en France, soit 10,3 % de la population totale. 2,5 millions d'immigrés, soit 36,0 % d'entre eux, sont français. Ils ont acquis la nationalité française depuis leur arrivée en France. La population immigrée représentait 7,4 % de la population vivant en France en 1975 et 5,0 % en 1946.

En 2021, la population **étrangère** vivant en France s'élève à 5,2 millions de personnes, soit 7,7 % de la population totale (6,5 % en 1975 et 4,4 % en 1946). Elle se compose de 4,5 millions d'immigrés n'ayant pas acquis la nationalité française et de 0,8 million de personnes nées en France de nationalité étrangère.

En 2021, 48 % des immigrés sont nés en Afrique, 33 % en Europe, 14 % en Asie et 6 % en Amérique et en Océanie. La moitié est âgée de 25 à 54 ans. Les femmes immigrées sont légèrement plus nombreuses que les hommes. Le niveau d'éducation des immigrés est plus polarisé que celui des non-immigrés : 37 % sont peu diplômés et 25 % sont diplômés du supérieur (contre respectivement 18 % et 23 % des descendants d'immigrés et 15 % et 25 % pour les personnes sans ascendance migratoire).

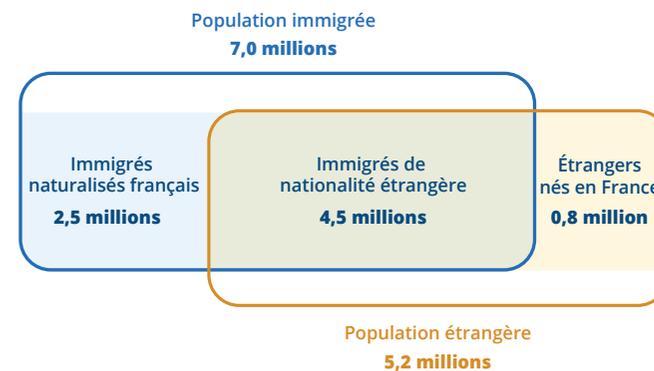
En 2018, le solde migratoire des immigrés s'établit à + 222 000 personnes. Il correspond à la différence entre leurs entrées et leurs sorties du territoire. Stable de 1975 à 1999 (+ 65 000 personnes en moyenne par an), il est en hausse depuis le début des années 2000.

En 2021, 130 000 personnes ont acquis la nationalité française (148 000 en 2006). 57 % de ces acquisitions ont été obtenues par naturalisation, 25 % par déclaration anticipée (cas notamment des enfants nés en France de parents étrangers) et 13 % par mariage.

## En savoir plus

« La diversité des origines et la mixité des unions progressent au fil des générations », *Insee Première* n° 1910, juillet 2022.  
 « L'essentiel sur... les immigrés et étrangers », chiffres-clés, Insee, mars 2022.

## Nombre d'immigrés et d'étrangers en 2021



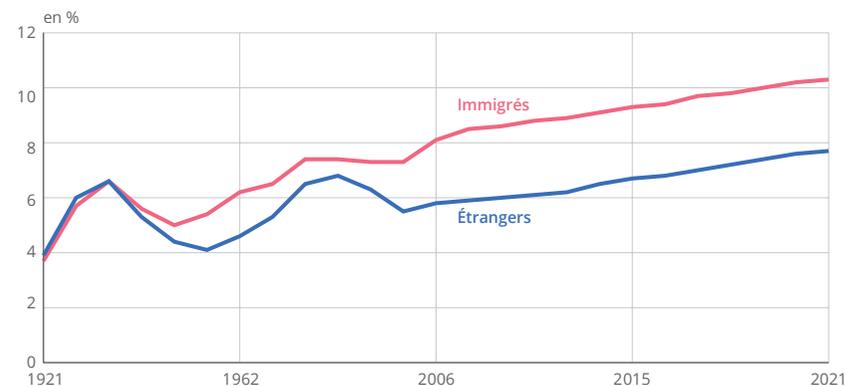
Note : données provisoires.

Lecture : en 2021, 7,0 millions d'immigrés et 5,2 millions d'étrangers vivent en France ; 2,5 millions d'immigrés ont acquis la nationalité française.

Champ : France.

Source : Insee, estimations de population.

## Population immigrée et étrangère en France

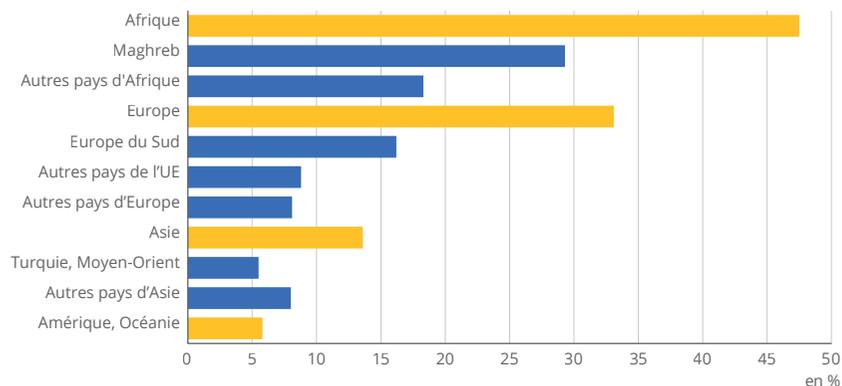


Lecture : en 2021, les étrangers représentent 7,7 % de la population totale, les immigrés 10,3 %.

Champ : France métropolitaine de 1921 à 1982 ; France hors Mayotte de 1990 à 2013 et y compris Mayotte à partir de 2014.

Source : Insee, recensements de la population (données réajustées en 2019) et estimations de population.

### Pays de naissance des immigrés vivants en France en 2021



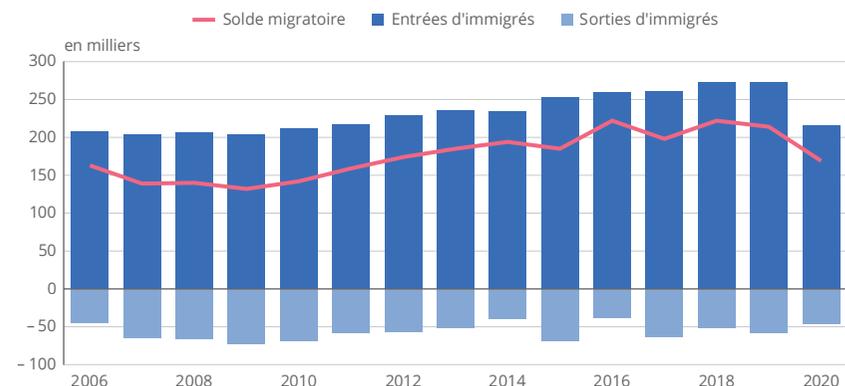
**Note :** données provisoires.

**Lecture :** en 2021, 47,5 % des immigrés sont nés en Afrique.

**Champ :** France.

**Source :** Insee, estimations de population.

### Flux migratoires des immigrés

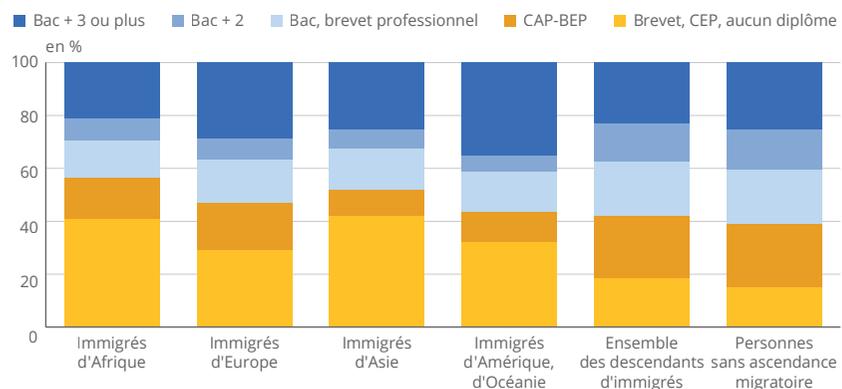


**Lecture :** en 2018, le solde migratoire des immigrés s'établit à + 222 000 personnes.

**Champ :** France hors Mayotte jusqu'en 2013 et y compris Mayotte à partir de 2014.

**Source :** Insee, estimations de population, des flux d'entrées et de sorties.

### Niveau de diplôme des immigrés selon l'origine géographique en 2021

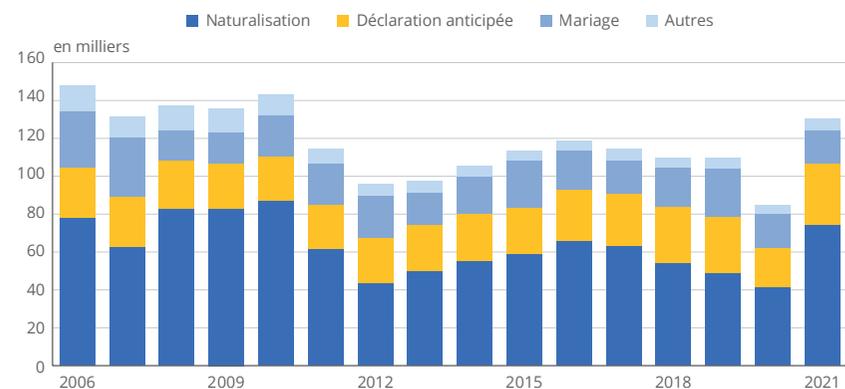


**Lecture :** en 2021, 28,8 % des immigrés originaires d'Europe ont un diplôme supérieur à Bac + 2, contre 23,3 % des descendants d'immigrés et 25,4 % des personnes sans ascendance migratoire.

**Champ :** France hors Mayotte, personnes vivant en logement ordinaire, déclarant avoir terminé leurs études ou n'avoir jamais fait d'études.

**Source :** Insee, enquête Emploi.

### Acquisitions de la nationalité française



**Lecture :** en 2021, 74 000 des acquisitions de nationalité française le sont par naturalisation.

**Champ :** France.

**Sources :** ministère de l'Intérieur ; ministère de la Justice, SDSE.

En 2018, la part des **immigrés** dépasse 30 % à Mayotte, en Seine-Saint-Denis et en Guyane. Elle est aussi significativement plus élevée que la moyenne dans les autres départements franciliens et dans les Alpes-Maritimes. Par sa localisation, la Guyane attire principalement des immigrés venant d'Amérique du Sud.

Les immigrés natifs de l'Union européenne sont surtout présents dans le sud, notamment dans les Pyrénées-Orientales, le Lot-et-Garonne, l'Aude, l'Ariège, les Alpes-Maritimes, la Corse mais aussi en Moselle.

Les immigrés nés au Maghreb sont plus présents dans la région parisienne, les Bouches-du-Rhône, le Vaucluse et le Rhône. Leur part dans la population est la plus élevée en Seine-Saint-Denis (10 %).

Les immigrés nés dans les autres pays d'Afrique sont plus nettement nombreux dans la population à Mayotte (34,5 %) et dans une moindre mesure en région parisienne.

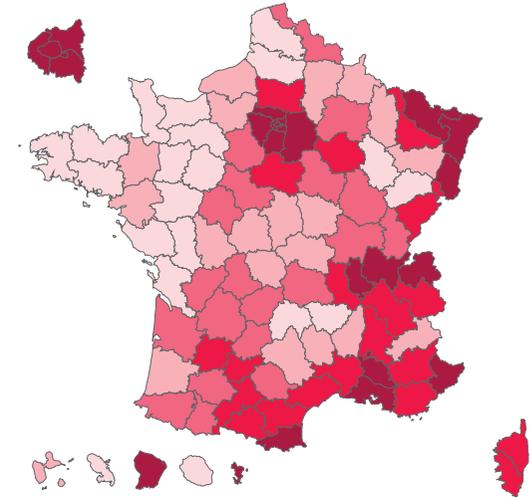
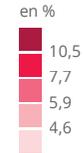
La part des immigrés natifs de Turquie ou du Moyen-Orient est globalement faible. Elle est plus élevée dans les départements de l'est dans le Val-d'Oise et en Seine-Saint-Denis.

Les immigrés sont surreprésentés dans les grandes aires **d'attraction des villes**, en particulier celle de Paris : en 2018, près d'un cinquième de la population de l'aire de Paris est immigrée. Les aires de Lyon (département du Rhône), de Marseille (département des Bouches-du-Rhône) ainsi que celles des départements frontaliers sont également concernées.

#### En savoir plus

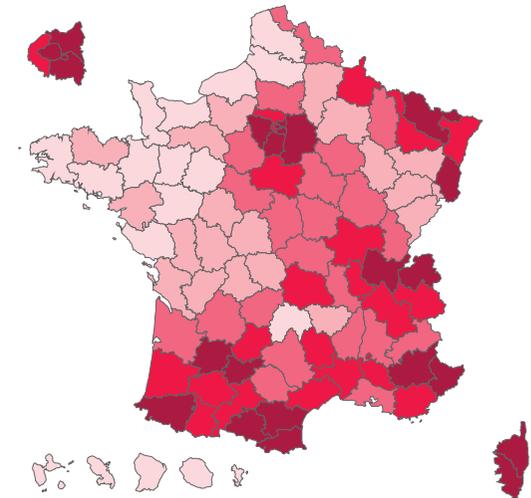
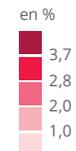
« 148 000 Britanniques résident en France, notamment dans les territoires peu denses de l'Ouest », *Insee Première* n° 1809, juillet 2020.

### Population immigrée en 2018



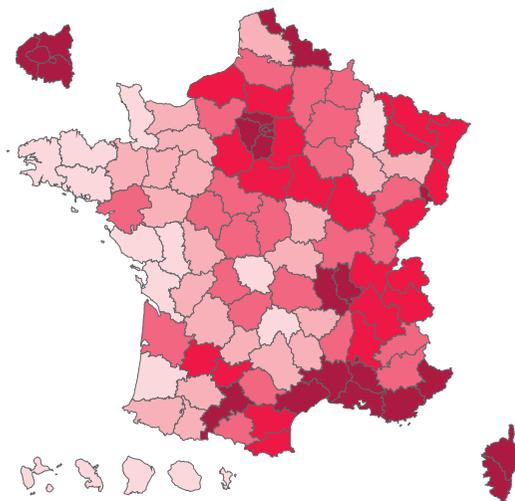
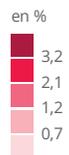
**Lecture** : en 2018, dans l'Ain, 11,8 % de la population est immigrée.  
**Champ** : France.  
**Source** : Insee, recensement de la population.

### Immigrés nés dans l'Union européenne en 2018



**Lecture** : en 2018, dans l'Ain, les immigrés nés dans un pays de l'Union européenne à 27 pays représentent 4,0 % de la population du département.  
**Champ** : France.  
**Source** : Insee, recensement de la population.

### Immigrés nés dans un pays du Maghreb en 2018

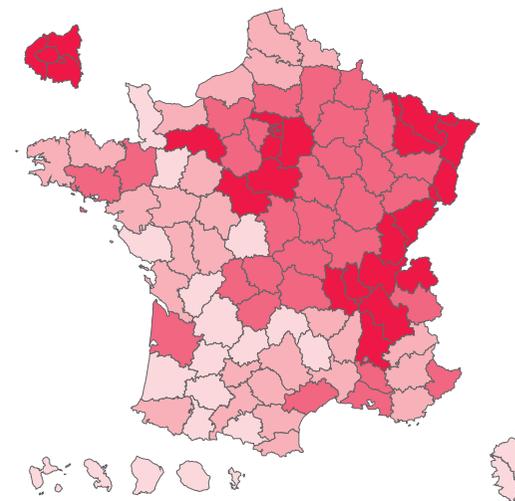
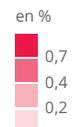


**Lecture :** en 2018, dans l'Ain, les immigrés nés dans un pays du Maghreb représentent 2,3 % de la population du département.

**Champ :** France.

**Source :** Insee, recensement de la population.

### Immigrés nés en Turquie ou au Moyen-Orient en 2018

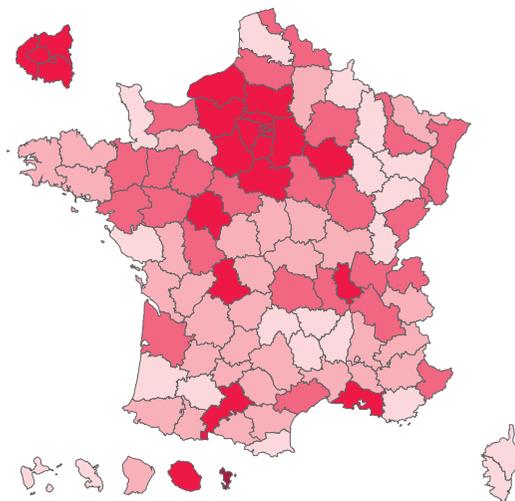
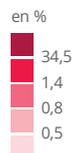


**Lecture :** en 2018, dans l'Ain, les immigrés nés dans la Turquie ou un pays du Moyen-Orient représentent 1,1 % de la population du département.

**Champ :** France.

**Source :** Insee, recensement de la population.

### Immigrés nés dans un autre pays d'Afrique en 2018

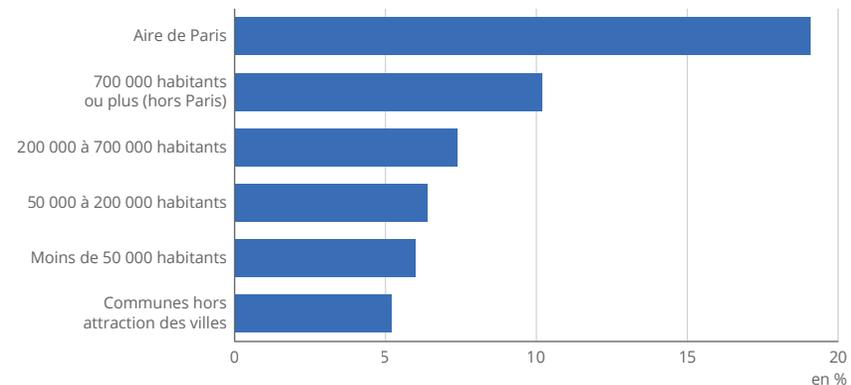


**Lecture :** en 2018, dans l'Ain, les immigrés nés dans un pays d'Afrique (hors Maghreb) représentent 0,8 % de la population du département.

**Champ :** France.

**Source :** Insee, recensement de la population.

### Part des immigrés selon la taille des aires d'attraction des villes en 2018



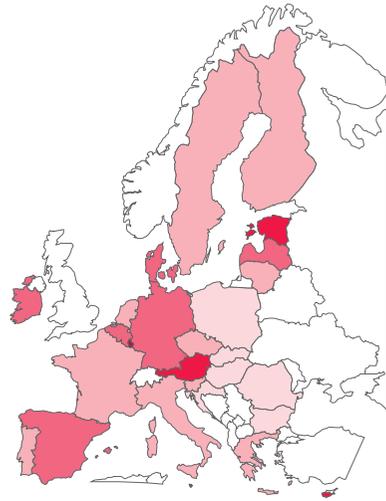
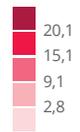
**Lecture :** en 2018, 5,2 % des habitants des communes hors attraction des villes sont immigrés.

**Champ :** France, limites territoriales communales en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2021.

**Source :** Insee, recensement de la population.

### Population étrangère en 2021

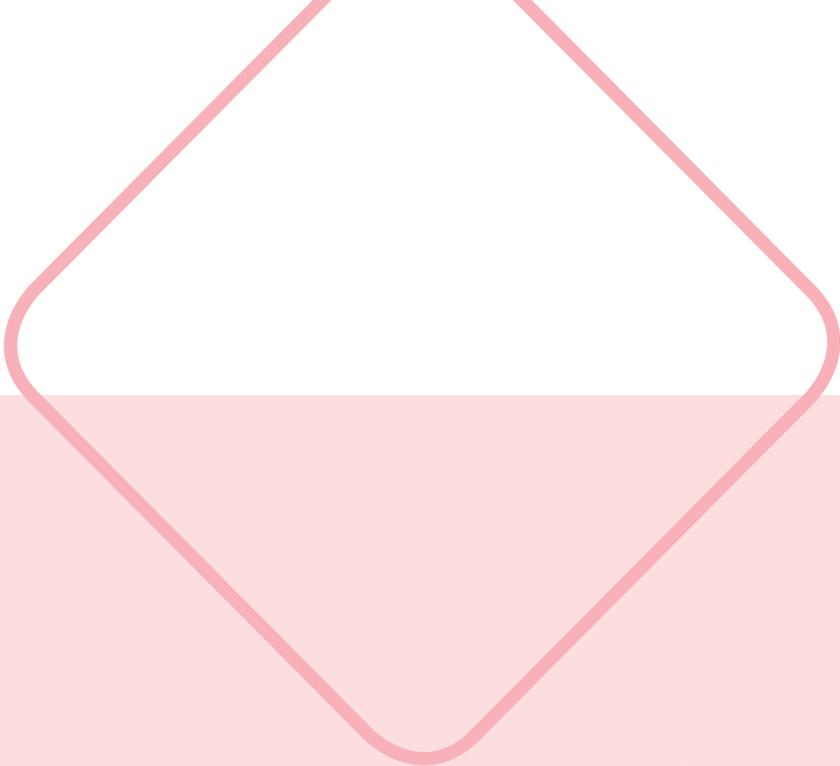
en % de la population totale



**Lecture :** en 2021, en France, les étrangers représentent 7,7 % de la population totale.  
**Source :** Eurostat (extraction du 29 juin 2022).







## Revenus – Pouvoir d’achat – Consommation

## Revenus – Niveaux de vie – Pouvoir d’achat

En 2019, en France métropolitaine, le **niveau de vie médian** de la population s’élève à 22 040 euros annuels. Il correspond à un **revenu disponible** de 1 837 euros par mois pour une personne seule et de 3 857 euros par mois pour un couple avec deux enfants de moins de 14 ans. Les 10 % de personnes les plus modestes ont un niveau de vie inférieur à 11 660 euros. Les 10 % les plus aisées ont un niveau de vie au moins 3,4 fois supérieur, au-delà de 39 930 euros.

L’**indice de Gini**, indicateur d’inégalités de niveaux de vie, diminue en 2019 (0,289), après avoir fortement augmenté en 2018. Il retrouve son niveau de 2017.

En 2019, le niveau de vie médian des salariés est près de 60 % supérieur à celui des chômeurs (24 410 euros contre 15 310 euros). Les retraités ont un niveau de vie médian bien plus proche de celui des salariés (22 380 euros) : même si les retraites sont en moyenne plus faibles que les salaires, des revenus du patrimoine plus élevés compensent en partie cet écart. De plus, le nombre d’**unités de consommation** des ménages retraités est inférieur à celui des ménages actifs.

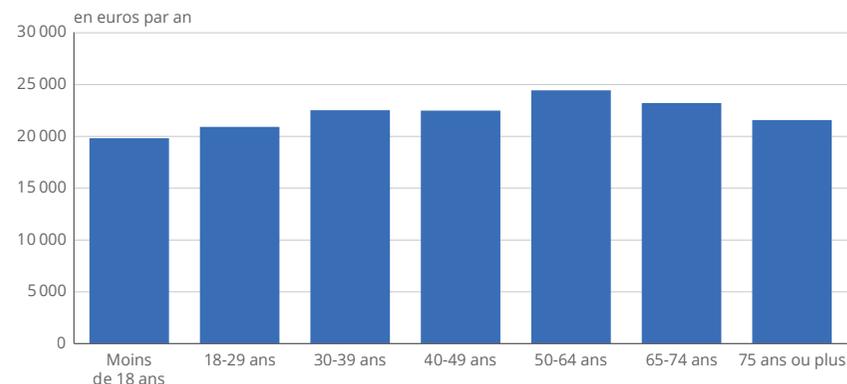
Les niveaux de vie diffèrent aussi selon la configuration familiale. Ne bénéficiant des revenus d’activité ou de remplacement que d’un seul parent, les familles monoparentales disposent du niveau de vie médian le plus faible (16 030 euros). Il est bien plus élevé pour les couples sans enfant (27 710 euros). La composition de leur revenu disponible varie également : les prestations sociales représentent en moyenne plus de 20 % du revenu disponible des familles monoparentales et près de 7 % de celui des couples avec enfants.

En 2021, le **pouvoir d’achat** du **revenu disponible** augmente de 2,3 %. Cette évolution, mesurée sur l’ensemble des ménages, inclut l’effet de la croissance de la population. Ramené au niveau individuel, le pouvoir d’achat par unité de consommation augmente de 1,9 %.

### En savoir plus

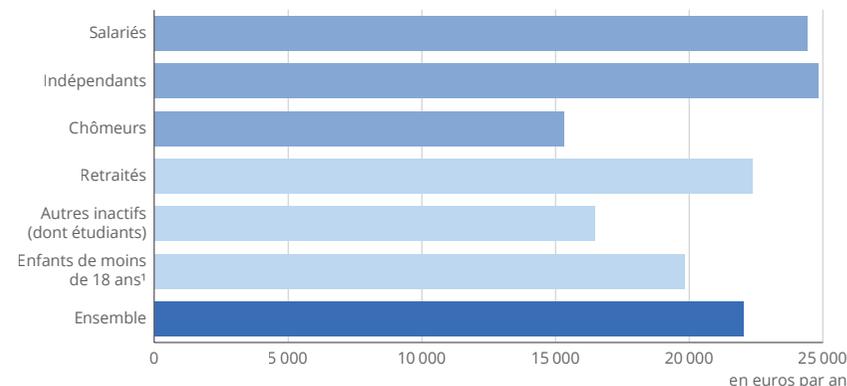
« En 2019, le niveau de vie médian augmente nettement et le taux de pauvreté diminue », *Insee Première* n° 1875, octobre 2021.  
« Revenus et patrimoine des ménages », *Insee Références*, édition 2021.

### Niveau de vie médian selon l’âge en 2019



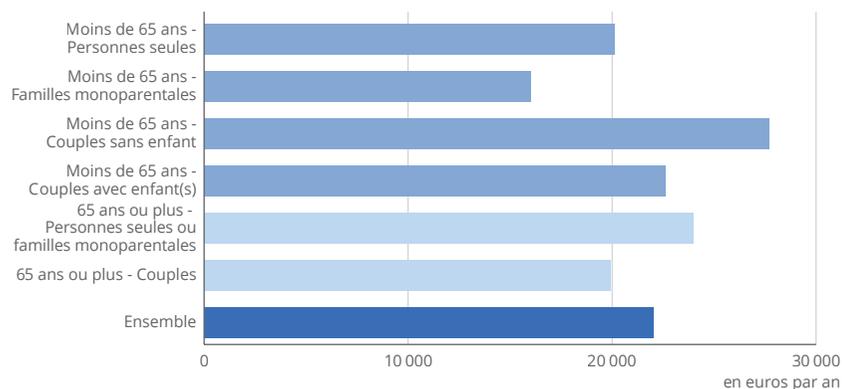
**Lecture** : en 2019, la moitié des personnes de moins de 18 ans a un niveau de vie inférieur à 19 830 euros par an.  
**Champ** : France métropolitaine, individus vivant dans un ménage (en logement ordinaire) dont le revenu déclaré est positif ou nul et dont la personne de référence n’est pas étudiante.  
**Sources** : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquête Revenus fiscaux et sociaux.

### Niveau de vie médian selon le statut d’activité en 2019



**1.** Toutes les personnes de moins de 18 ans sont considérées comme enfant quel que soit leur statut d’activité.  
**Lecture** : en 2019, la moitié des salariés de 18 ans ou plus a un niveau de vie inférieur à 24 410 euros par an.  
**Champ** : France métropolitaine, individus vivant dans un ménage (en logement ordinaire) dont le revenu déclaré est positif ou nul et dont la personne de référence n’est pas étudiante.  
**Sources** : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquête Revenus fiscaux et sociaux.

## Niveau de vie médian selon le type de ménage en 2019

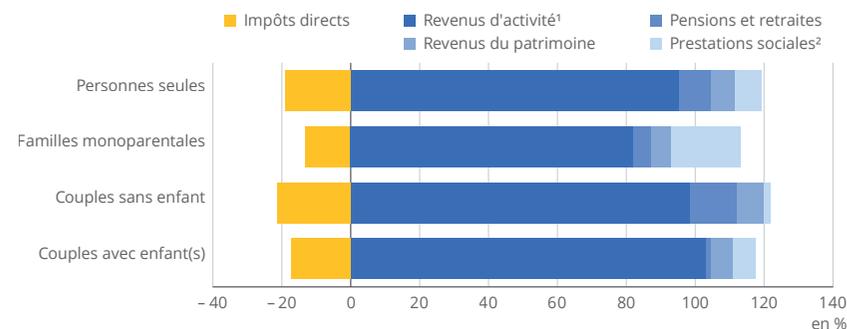


**Lecture** : en 2019, la moitié des personnes en couple sans enfant dont la personne de référence a moins de 65 ans a un niveau de vie inférieur à 27 710 euros par an.

**Champ** : France métropolitaine, individus vivant dans un ménage (en logement ordinaire) dont le revenu déclaré est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

**Sources** : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquête Revenus fiscaux et sociaux.

## Composition du revenu disponible moyen selon le type de ménage des moins de 65 ans en 2019



1. Salaires (y compris chômage, CSG et CRDS, hors cotisations sociales) et revenus d'indépendants.

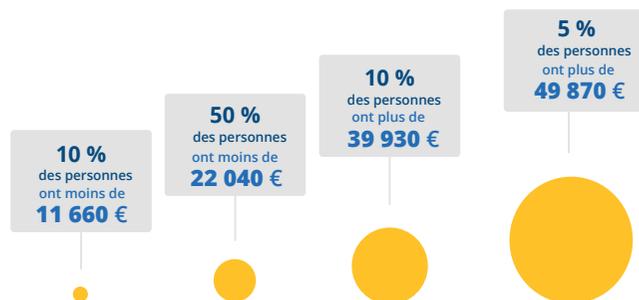
2. Prestations familiales et logement (y compris CRDS), minima sociaux et prime d'activité.

**Lecture** : en 2019, les revenus d'activité des personnes en couples sans enfant dont la personne de référence a moins de 65 ans, représentent 98,3 % du revenu disponible moyen.

**Champ** : France métropolitaine, ménages (vivant en logement ordinaire) dont le revenu déclaré est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

**Sources** : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquête Revenus fiscaux et sociaux.

## Distribution des niveaux de vie en 2019

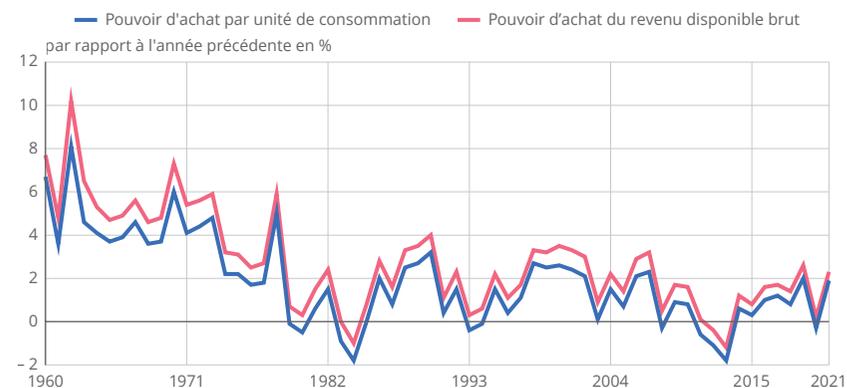


**Lecture** : en 2019, les 10 % d'individus les plus modestes (1<sup>er</sup> décile) ont un niveau de vie inférieur à 11 660 euros par an.

**Champ** : France métropolitaine, individus vivant dans un ménage (en logement ordinaire) dont le revenu déclaré est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

**Sources** : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquête Revenus fiscaux et sociaux.

## Évolution du revenu disponible brut et du pouvoir d'achat



**Note** : l'évolution du pouvoir d'achat est déflatée à l'aide de l'indice du prix de la dépense de consommation finale des ménages.

**Lecture** : en 2021, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut augmente de 2,3 %. Ramené à une unité de consommation, il augmente de 1,9 %.

**Champ** : France, ménages y compris entreprises individuelles.

**Source** : Insee, comptes nationaux - base 2014.

En 2019, les habitants de Paris, des Hauts-de-Seine, des Yvelines et de Haute-Savoie ont les **niveaux de vie médians** les plus élevés et ceux des départements d'outre-mer (DOM), de Seine-Saint-Denis et de l'Aude, les plus bas.

Les niveaux de vie médians sont généralement plus faibles dans les pôles des **aires d'attraction des villes** que dans les couronnes. Ils augmentent avec la taille de la population de l'aire. Dans les aires de 50 000 à 700 000 habitants (hors Paris), les habitants des pôles ont un niveau de vie médian 10 % inférieur à celui de la population des couronnes environnantes. Dans l'aire de Paris et dans les aires de moins de 50 000 habitants, ces écarts sont moindres.

Les niveaux de vie sont les plus dispersés en Île-de-France, dans les DOM, les départements frontaliers et sur le pourtour méditerranéen.

La part des revenus d'activité est la plus élevée en Île-de-France, dans les départements frontaliers de la Suisse et de l'Allemagne ou abritant une métropole ainsi qu'en Guyane et à Mayotte. La contribution des retraites au **revenu** est plus élevée pour ceux qui vivent dans la diagonale traversant des départements de faible densité ainsi que dans certains départements littoraux.

La part des ménages pauvres est plus élevée sur le pourtour méditerranéen, en Seine-Saint-Denis et dans le nord de la France alors qu'elle est la plus faible dans l'ouest et dans l'est de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

La part des ménages aisés est la plus élevée en Île-de-France (hors Seine-Saint-Denis et Seine-et-Marne), dans la plupart des départements frontaliers de l'Allemagne et de la Suisse ou abritant de grandes métropoles. 31,3 % des ménages sont aisés à Paris contre seulement 4,2 % dans la Creuse.

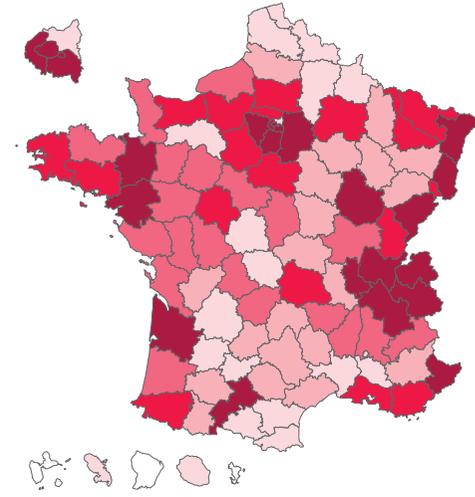
**En savoir plus**

« Des disparités de revenu plus élevées dans les grandes villes », *Insee Focus* n° 237, mai 2021.

« La France et ses territoires », *Insee Références*, édition 2021.

**Niveau de vie annuel médian en 2019**

en euros  
 22 280  
 21 630  
 20 990  
 20 420

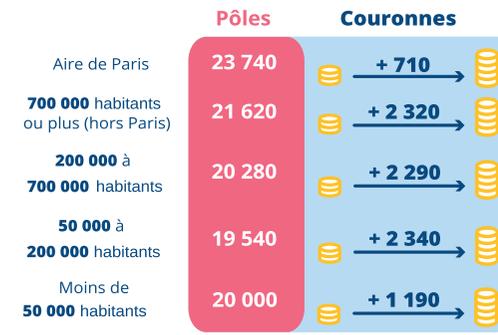


**Lecture** : en 2019, dans l'Ain, la moitié de la population a un niveau de vie inférieur à 23 490 euros.

**Champ** : France métropolitaine, Martinique et La Réunion, personnes appartenant à des ménages fiscaux en logement ordinaire dont le revenu disponible est positif ou nul.

**Sources** : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, Fichier localisé social et fiscal (Filosophi).

**Niveau de vie annuel médian selon la taille des aires d'attraction des villes en 2019**



Communes hors attraction des villes : 20 580 euros par an

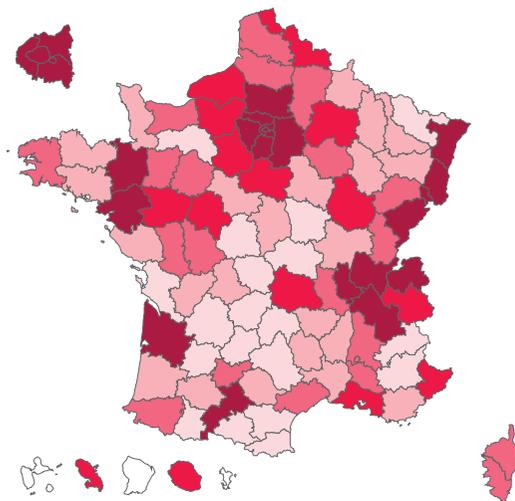
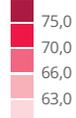
**Lecture** : en 2019, dans les communes hors attraction des villes, la moitié de la population a un niveau de vie inférieur à 20 580 euros. Le revenu annuel médian atteint 23 740 euros pour les habitants du pôle de l'aire de Paris ; il est de 710 euros plus élevé pour ceux de la couronne parisienne.

**Champ** : France métropolitaine, Martinique et La Réunion, personnes appartenant à des ménages fiscaux en logement ordinaire dont le revenu disponible est positif ou nul.

**Sources** : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, Fichier localisé social et fiscal (Filosophi).

### Part des revenus d'activité dans le revenu disponible en 2019

en %



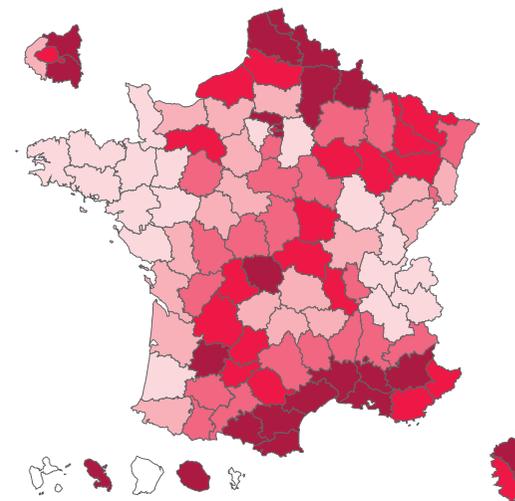
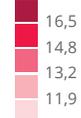
**Lecture** : en 2019, dans l'Ain, les revenus d'activité constituent 78,0 % du revenu disponible des ménages.

**Champ** : France métropolitaine, Martinique et La Réunion, ménages fiscaux en logement ordinaire dont le revenu disponible est positif ou nul.

**Sources** : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, Fichier localisé social et fiscal (Filosophi).

### Part des individus appartenant à un ménage pauvre en 2019

en %



**Note** : dans Filosofi, le seuil de pauvreté est fixé à 60 % du niveau de vie médian de France métropolitaine qui correspond à celui utilisé dans l'enquête Revenus fiscaux et sociaux.

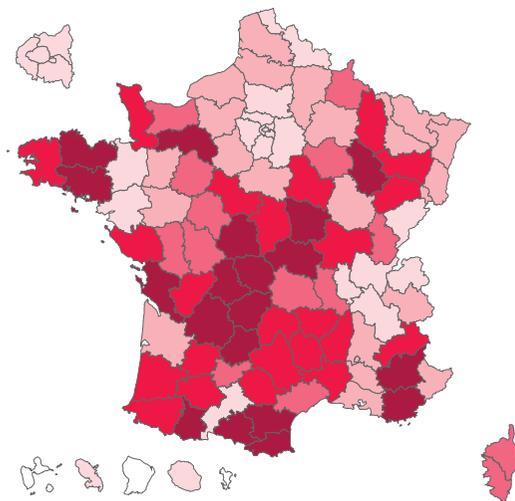
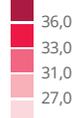
**Lecture** : en 2019, dans l'Ain, 10,7 % des personnes ont un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté.

**Champ** : France métropolitaine, Martinique et La Réunion, personnes appartenant à des ménages fiscaux en logement ordinaire dont le revenu disponible est positif ou nul.

**Sources** : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, Fichier localisé social et fiscal (Filosophi).

### Part des pensions, retraites et rentes dans le revenu disponible en 2019

en %



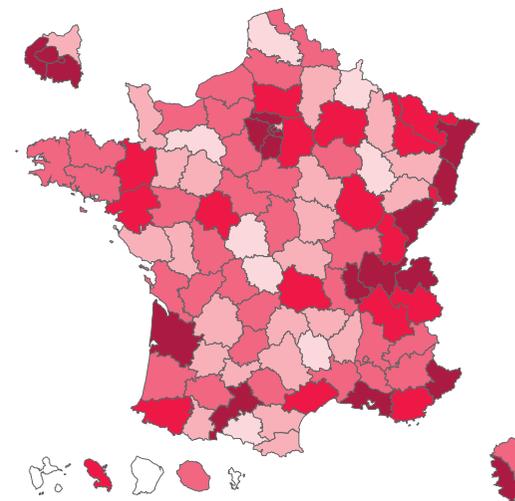
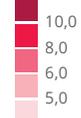
**Lecture** : en 2019, dans l'Ain, les pensions, retraites et rentes constituent 24,9 % du revenu disponible des ménages.

**Champ** : France métropolitaine, Martinique et La Réunion, ménages fiscaux en logement ordinaire dont le revenu disponible est positif ou nul.

**Sources** : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, Fichier localisé social et fiscal (Filosophi).

### Part des individus appartenant à un ménage aisé en 2019

en %



**Note** : un ménage est considéré aisé quand son niveau de vie est supérieur à 180 % du niveau de vie médian.

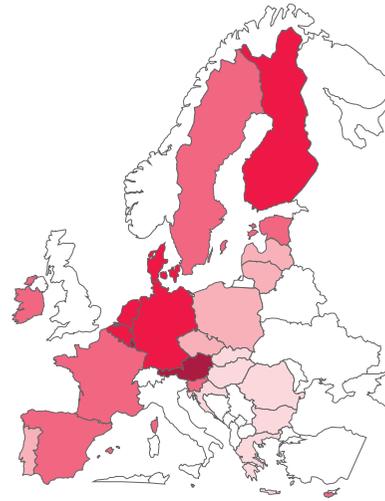
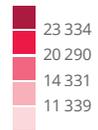
**Lecture** : en 2019, dans l'Ain, 13,7 % des personnes appartiennent à un ménage aisé.

**Champ** : France métropolitaine, Martinique et La Réunion, personnes appartenant aux ménages fiscaux en logement ordinaire dont le revenu disponible est positif ou nul.

**Sources** : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, Fichier localisé social et fiscal (Filosophi).

### Niveau de vie médian en 2019

en standard de pouvoir d'achat (SPA)

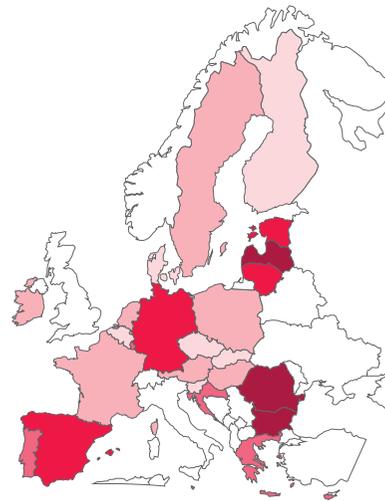
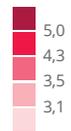


**Note :** données non disponibles pour l'Italie et le Royaume-Uni.

**Lecture :** en 2019, en France, le niveau de vie médian en standard de pouvoir d'achat (SPA) est de 19 151.

**Source :** Eurostat (extraction du 7 décembre 2021), EU-Silc.

### Rapport interdécile (D9/D1) en 2019



**Note :** données non disponibles pour l'Italie et le Royaume-Uni.

**Lecture :** en 2019, en France, les 10 % d'individus les plus aisés ont un niveau de vie 3,4 fois plus élevé que les 10 % les plus modestes.

**Source :** Eurostat (extraction du 7 décembre 2021), EU-Silc.

## Protection sociale – Retraites

En 2020, 16,9 millions de personnes sont retraitées de droit direct d’au moins un régime français. Entre 2005 et 2020, le nombre de personnes en emploi augmente moins vite que le nombre de retraités si bien que le **rapport** des deux diminue : de 2,0 en 2005 à 1,7 en 2020.

En 2020, l’**âge conjoncturel de départ à la retraite** est de 62 ans et 4 mois. Il augmente depuis 2010 (+ 1 an et 9 mois), principalement avec le relèvement de l’âge d’ouverture des droits à la retraite issu de la réforme de 2010. Les femmes partent en moyenne 7 mois après les hommes : 62 ans et 7 mois pour les femmes et 62 ans pour les hommes. L’écart se réduit progressivement au fil des générations.

En 2020, la **pension** moyenne de droit direct tous régimes confondus des retraités résidant en France est de 1 509 euros bruts par mois. En 2020, celle des femmes est inférieure de 40 % à celle des hommes. Cet écart s’explique en partie par des durées de cotisations plus courtes : 56 % des femmes retraitées de la génération 1950 ont validé une **carrière complète** contre 72 % des hommes retraités de la même génération. Il est aussi dû à la nature de l’activité professionnelle exercée par les femmes, souvent moins rémunératrice.

Au 31 décembre 2020, 4,5 millions de personnes sont **allocataires** de l’un des **minima sociaux**. Parmi elles, 2,1 millions sont allocataires du **revenu de solidarité active (RSA)**. Près d’un tiers de ces allocataires sont des hommes seuls.

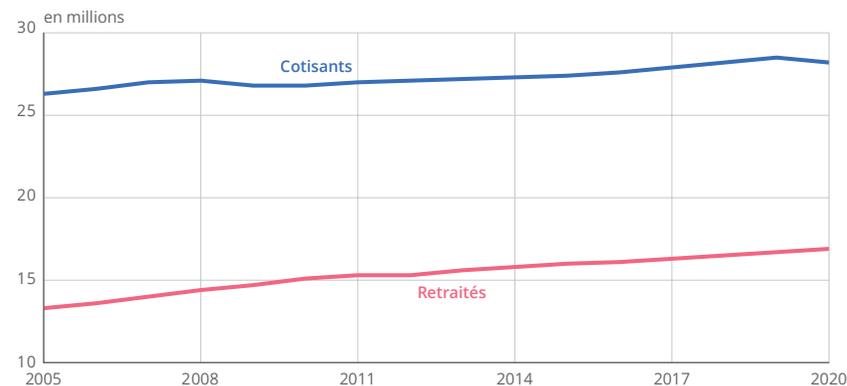
### En savoir plus

« **Les retraités et les retraites** », *Panoramas de la Drees social*, Drees, édition 2022.

« **Minima sociaux et prestations sociales** », *Panoramas de la Drees social*, Drees, édition 2021.

FRANCE

### Cotisants et retraités

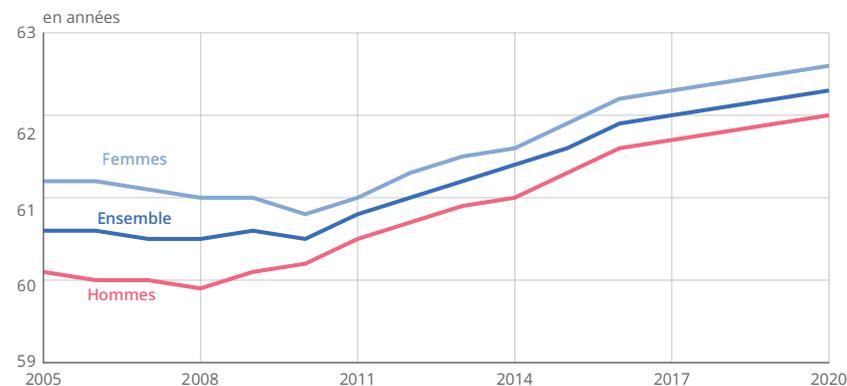


**Note** : hors personnes ayant perçu un versement forfaitaire unique ; y compris fonctionnaires liquidant une pension d’invalidité et ayant atteint l’âge minimum de départ à la retraite.

**Lecture** : en 2020, le nombre de retraités s’élève à 16,9 millions, celui de cotisants à 28,2 millions.

**Champ** : retraités ayant perçu un droit direct au cours de l’année, vivants au 31 décembre ; tous régimes confondus. **Sources** : Drees, EACR, EIR, modèle ANCETRE ; Insee, comptes nationaux.

### Âge conjoncturel moyen de départ à la retraite selon le sexe

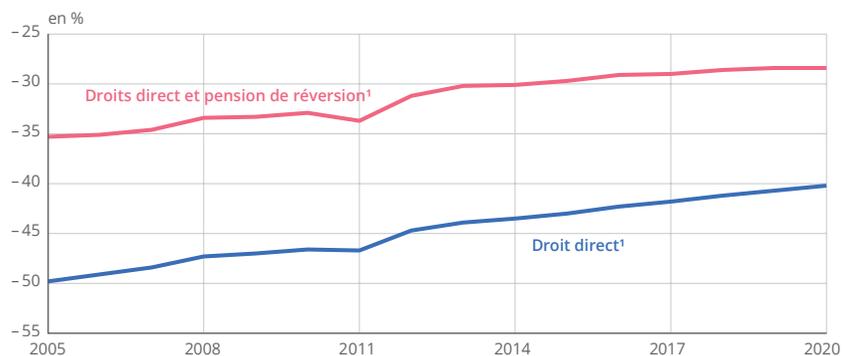


**Lecture** : en 2020, l’âge conjoncturel moyen de départ à la retraite est de 62,6 ans pour les femmes et de 62,0 ans pour les hommes.

**Champ** : personnes résidant en France, hors personnes qui ne liquideront aucun droit de retraite.

**Sources** : Drees, EACR, EIR, modèle ANCETRE ; Insee, bilan démographique.

## Évolution de l'écart des pensions mensuelles brutes entre les femmes et les hommes



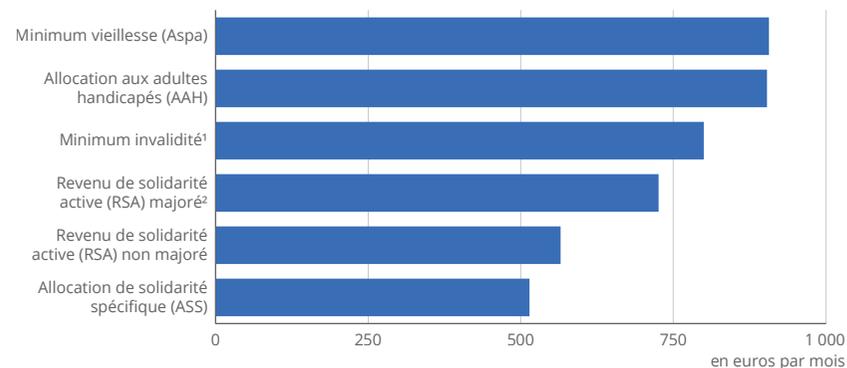
1. Y compris la majoration pour 3 enfants ou plus.

**Lecture :** en 2020, la pension mensuelle brute de droit direct des femmes est, en moyenne, inférieure de 40,2 % à celle des hommes. Une fois prise en compte la pension de réversion, l'écart est de 28,4 %.

**Champ :** retraités ayant perçu un droit direct au cours de l'année, résidant en France, vivants au 31 décembre ; tous régimes confondus.

**Source :** Drees, EACR, EIR, modèle ANCETRE.

## Barèmes des minima sociaux au 1<sup>er</sup> avril 2021 pour une personne seule sans enfant



1. Somme de la pension d'invalidité minimale et de l'allocation supplémentaire invalidité (ASI).

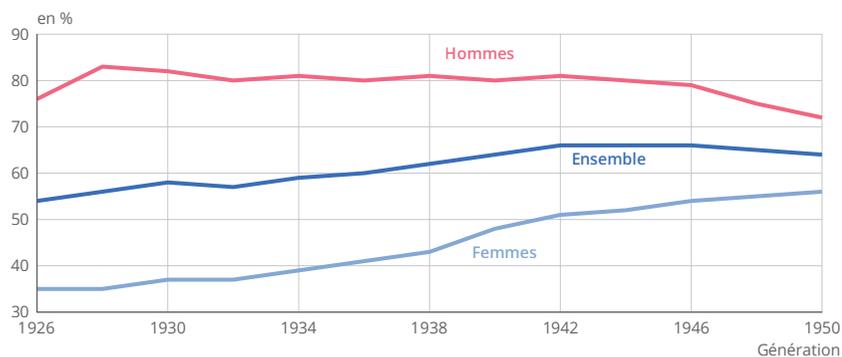
2. Barème pour une femme enceinte.

**Lecture :** au 1<sup>er</sup> avril 2021, l'allocation aux adultes handicapés (AAH) s'élève au plus à 903,60 euros par mois pour une personne seule sans enfant.

**Champ :** France.

**Source :** Législation.

## Carrières complètes selon le sexe et la génération en 2016



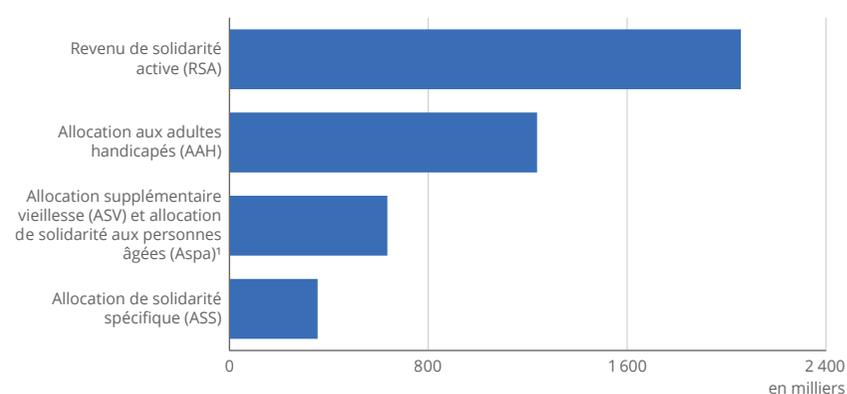
**Note :** la carrière est considérée complète si la somme des coefficients de proratisation dans les régimes de base est égale à 100 % ou plus.

**Lecture :** en 2016, 56 % des femmes retraitées de la génération 1950 ont validé une carrière complète contre 72 % des hommes retraités de la même génération.

**Champ :** retraités ayant perçu un droit direct au cours de l'année, résidant en France, vivants au 31 décembre 2016 ; tous régimes confondus.

**Source :** Drees, EIR.

## Allocataires des principaux minima sociaux en 2020



1. L'Aspa, entrée en vigueur en 2007, se substitue, pour les nouveaux bénéficiaires, aux anciennes allocations du minimum vieillesse, notamment à l'ASV.

**Lecture :** au 31 décembre 2020, 2 058 100 personnes perçoivent le RSA en France.

**Champ :** France.

**Sources :** CDC ; Cnaf ; Cnamts ; Cnav ; Drees ; FSV ; MSA ; OFII ; Pôle Emploi ; Régime des caisses des DOM.

En France, fin 2019, la part des retraités du régime général dans la population varie selon les départements. Cette part est particulièrement faible en Guyane (4 %), département à la population jeune. En France métropolitaine, elle est peu élevée en Île-de-France, comprise entre 13 % en Seine-Saint-Denis et 17 % à Paris. À l'inverse, elle dépasse souvent 24 % dans le centre et l'ouest de la France.

Fin 2019, 3,4 % de la population âgée de 60 ans ou plus perçoit l'**allocation supplémentaire du minimum vieillesse (ASV)** ou l'**allocation de solidarité aux personnes âgées (Aspa)**. Cette part est bien plus élevée dans les départements d'outre-mer (DOM) ainsi que sur le pourtour méditerranéen. Fin 2019, les **allocataires** des trois autres principaux minima (**revenu de solidarité active (RSA)**, **allocation de l'adulte handicapé (AAH)** et **allocation spécifique de solidarité (ASS)**) représentent 8,4 % de la population âgée de 15 à 64 ans. Dans les DOM, près d'une personne âgée de 15 à 64 ans sur cinq est allocataire d'un de ces trois minima, soit plus du double de la moyenne métropolitaine (8,0 %).

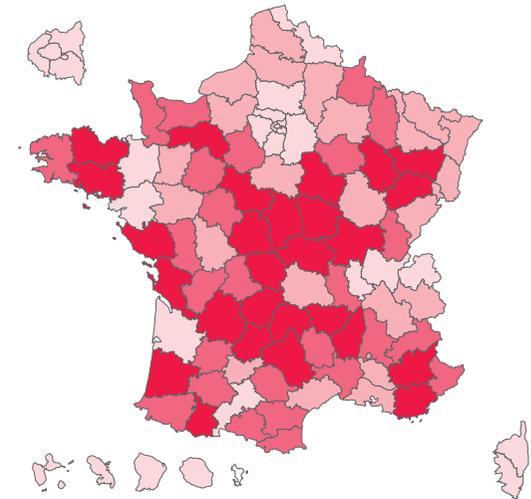
En France métropolitaine, la proportion d'allocataires est élevée sur le pourtour méditerranéen où elle dépasse souvent 10 % et s'agissant plus particulièrement du RSA, dans les départements du nord de la France et la Seine-Saint-Denis. À l'inverse, cette part est plus faible (moins de 7 %) dans les départements situés sur un axe Pays de la Loire-Île-de-France (hormis la Seine-Saint-Denis), dans les départements alsaciens et du nord des Alpes.

L'aide sociale, qui relève de la compétence des conseils départementaux, comprend des prestations et des services destinés aux personnes en situation de besoin en raison de la vieillesse, du handicap ou de difficultés sociales. En 2019, en France, elle représente une dépense de 610 euros par habitant. L'aide sociale départementale varie de 250 euros par habitant en Guyane à plus de 1 100 euros par habitant en Guadeloupe, en Martinique et à La Réunion.

### Retraités du régime général en 2019

en %

- 24,1
- 21,6
- 19,4

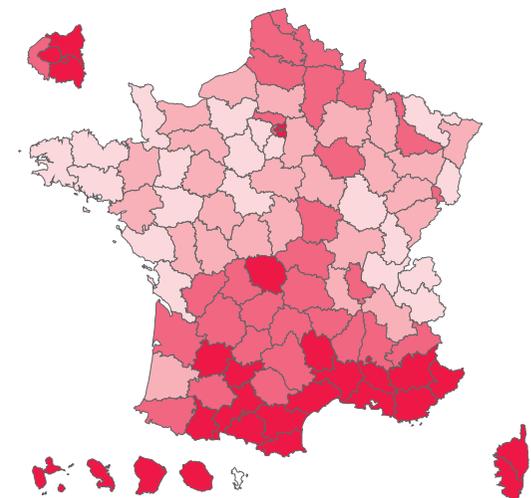


**Lecture :** au 31 décembre 2019, dans l'Ain, 17,9 % de la population est retraitée du régime général.  
**Champ :** France hors Mayotte.  
**Source :** Drees.

### Bénéficiaires du minimum vieillesse en 2019

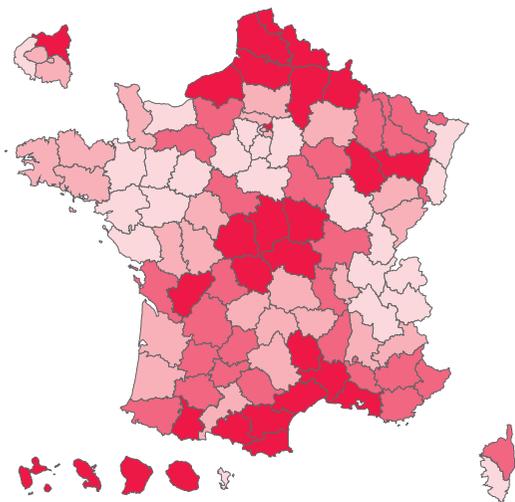
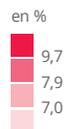
en %

- 3,6
- 2,7
- 2,3



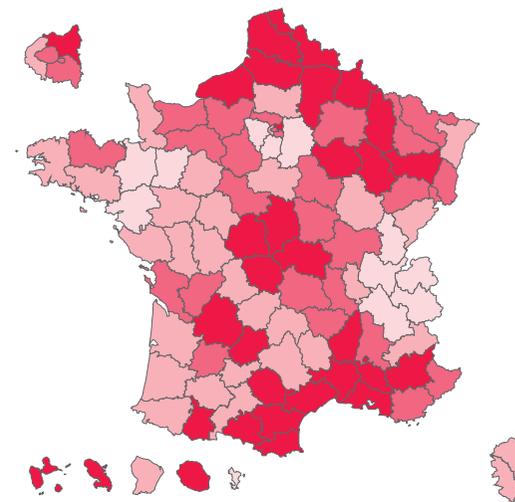
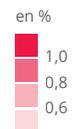
**Lecture :** au 31 décembre 2019, dans l'Ain, 1,8 % de la population âgée de 60 ans ou plus perçoit le minimum vieillesse.  
**Champ :** France hors Mayotte, personnes âgées de 60 ans ou plus.  
**Sources :** Cavimac pour la France métropolitaine ; CDC ; Cnav ; Drees, enquête auprès de la Cnav ; Enim ; FSV ; Insee, estimations de population ; MSA ; Pôle Emploi ; Régime des caisses des DOM ; SNCF.

### Allocataires des minima sociaux, AAH, ASS ou du RSA socle en 2019



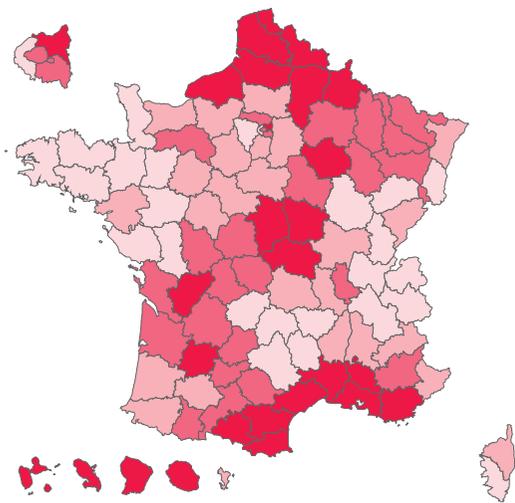
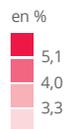
**Note :** les données portant sur les allocataires relevant des CAF sont établies selon le territoire de gestion des CAF et non selon le lieu de résidence.  
**Lecture :** au 31 décembre 2019, dans l'Ain, 4,1 % de la population âgée de 15 à 64 ans perçoivent l'allocation aux adultes handicapés (AAH), l'allocation de solidarité spécifique (ASS) ou le revenu de solidarité active (RSA) socle.  
**Champ :** France, personnes âgées de 15 à 64 ans.  
**Sources :** Cnaf ; Insee, estimations de population ; MSA ; Pôle Emploi.

### Allocataires de l'ASS en 2019



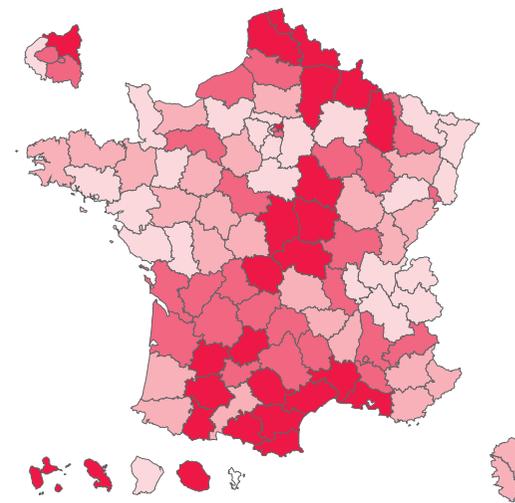
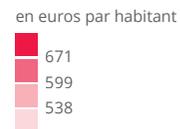
**Note :** les données départementales de la Haute-Corse et de la Corse-du-Sud correspondent au nombre d'allocataires au niveau régional divisé par deux.  
**Lecture :** au 31 décembre 2019, dans l'Ain, 0,4 % de la population âgée de 15 à 64 ans perçoit l'allocation de solidarité spécifique (ASS).  
**Champ :** France, personnes âgées de 15 à 64 ans.  
**Sources :** Insee, estimations de population ; Pôle Emploi.

### Allocataires du RSA socle en 2019



**Note :** les données portant sur les allocataires relevant des CAF sont établies selon le territoire de gestion des CAF et non selon le lieu de résidence.  
**Lecture :** au 31 décembre 2019, dans l'Ain, 1,9 % de la population âgée de 15 à 64 ans perçoit le revenu de solidarité active (RSA) socle.  
**Champ :** France, personnes âgées de 15 à 64 ans.  
**Sources :** Cnaf ; Insee, estimations de population ; MSA.

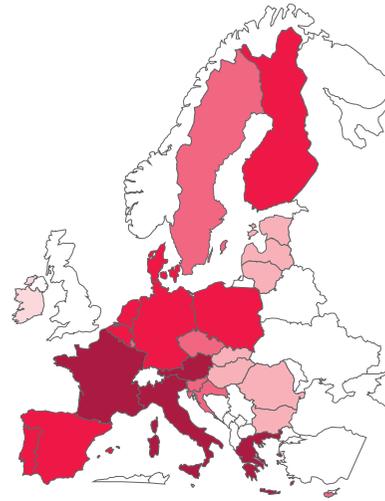
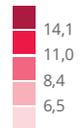
### Dépenses totales brutes d'aide sociale départementale en 2019



**Note :** ces dépenses sont exprimées après récupérations faites auprès des bénéficiaires, des obligés alimentaires et sur successions dans le cadre de l'aide sociale à l'hébergement (ASH) aux personnes âgées.  
**Lecture :** au 31 décembre 2019, dans l'Ain, les dépenses totales brutes d'aide sociale départementale s'élèvent à 408 euros par habitant.  
**Champ :** France.  
**Sources :** Drees, enquête Aide sociale ; Insee, estimations de population.

## Dépenses de pensions en 2019

en % du PIB



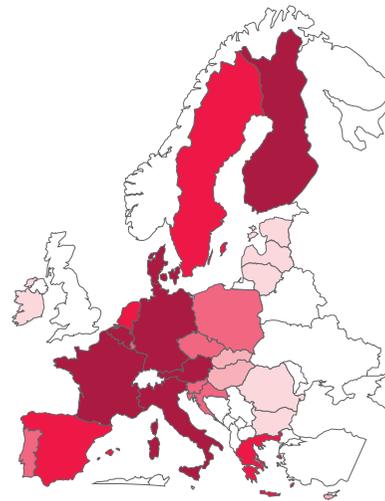
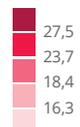
**Note** : donnée non disponible pour le Royaume-Uni ; somme des pensions d'invalidité, de vieillesse, anticipées de vieillesse, partielles, de survie et des préretraites pour cause de réduction de la capacité de travail et pour motifs économiques.

**Lecture** : en 2019, en France, les dépenses de pensions représentent 14,8 % du produit intérieur brut (PIB).

**Source** : Eurostat (extraction du 10 janvier 2022).

## Dépenses de protection sociale en 2019

en % du PIB



**Note** : les données relatives au Luxembourg ne sont pas entièrement comparables aux autres pays car environ 40 % des bénéficiaires de prestations vivent en dehors du pays (travailleurs frontaliers notamment). Donnée non disponible pour le Royaume-Uni.

**Lecture** : en 2019, en France, les dépenses de protection sociale représentent 31,4 % du produit intérieur brut (PIB).

**Source** : Eurostat, Sespros (extraction du 27 janvier 2022)

## Pauvreté – Précarité

En 2019, 9,2 millions de personnes vivent avec un **niveau de vie** inférieur au seuil de **pauvreté monétaire**, soit 1 102 euros par mois. Ce seuil correspond à un revenu disponible de 1 102 euros pour une personne seule et de 2 314 euros pour un couple avec deux enfants de moins de 14 ans. Le **taux de pauvreté** s’établit à 14,6 % en 2019. Il diminue de 0,2 point par rapport à 2018, après une période de stabilisation entre 2014 et 2017. La diminution du taux de pauvreté en 2019 intervient dans un contexte de nette baisse du taux de chômage.

Les retraités sont sous-représentés parmi les premiers **déciles** de niveau de vie. Leur taux de pauvreté reste ainsi très inférieur à celui de l’ensemble de la population en 2019 (9,5 %). *A contrario*, le taux de pauvreté des chômeurs est bien plus élevé ; il est plus de cinq fois supérieur à celui des actifs occupés salariés (38,9 % contre 6,8 %). Le taux de pauvreté des enfants de moins de 18 ans est également très élevé, à 20,2 % en 2019.

La situation au regard de la pauvreté monétaire est en effet très contrastée selon la composition familiale. En 2019, la pauvreté monétaire touche 7,2 % des personnes vivant en couple sans enfant et dont la personne de référence du ménage a moins de 65 ans, mais près d’un tiers des personnes vivant au sein d’une famille monoparentale (32,8 %).

### En savoir plus

« En 2019, le niveau de vie médian augmente nettement et le taux de pauvreté diminue », *Insee Première* n° 1875, octobre 2021.

« Revenus et patrimoine des ménages », *Insee Références*, édition 2021.

FRANCE

### Personnes pauvres en 2019

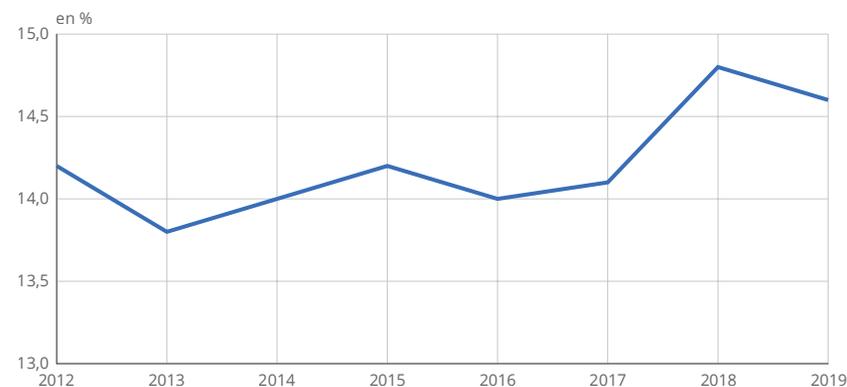


**Lecture** : en 2019, 9 244 000 personnes sont pauvres au sens monétaire en France métropolitaine.

**Champ** : France métropolitaine, individus vivant dans un ménage (en logement ordinaire) dont le revenu déclaré est positif ou nul et dont la personne de référence n’est pas étudiante.

**Sources** : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquête Revenus fiscaux et sociaux.

### Taux de pauvreté

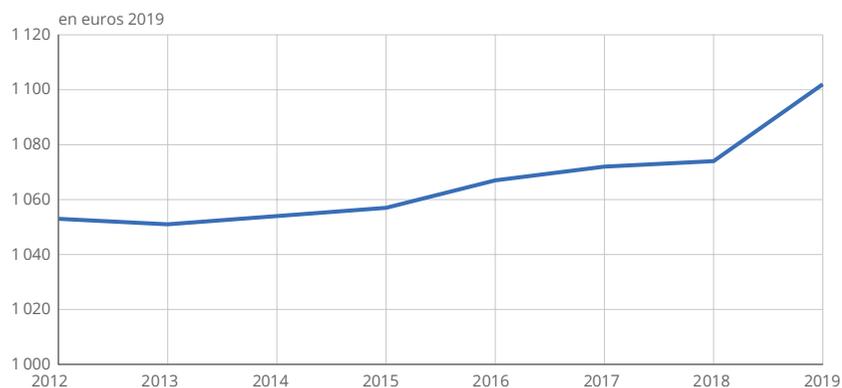


**Lecture** : en 2019, au seuil de 60 % du niveau de vie médian, le taux de pauvreté est de 14,6 %.

**Champ** : France métropolitaine, individus vivant dans un ménage (en logement ordinaire) dont le revenu déclaré est positif ou nul et dont la personne de référence n’est pas étudiante.

**Sources** : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux.

## Seuils de pauvreté mensuels

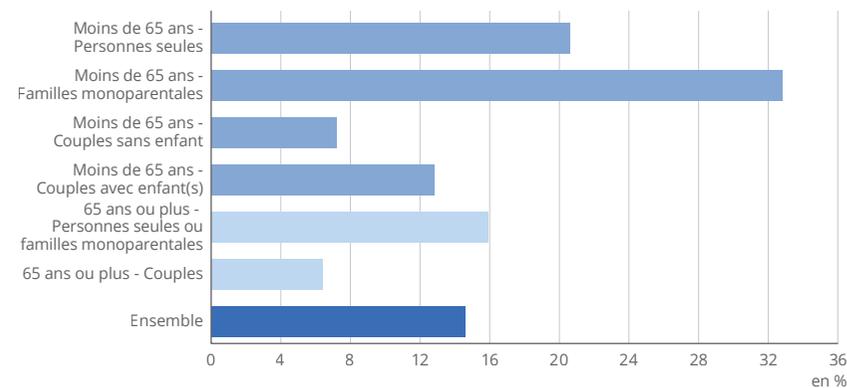


**Lecture** : en 2019, au seuil de 60 % du niveau de vie médian, sont considérées comme pauvres les personnes ayant un niveau de vie inférieur à 1 102 euros par mois.

**Champ** : France métropolitaine, individus vivant dans un ménage (en logement ordinaire) dont le revenu déclaré est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

**Sources** : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux.

## Taux de pauvreté selon le type de ménage en 2019

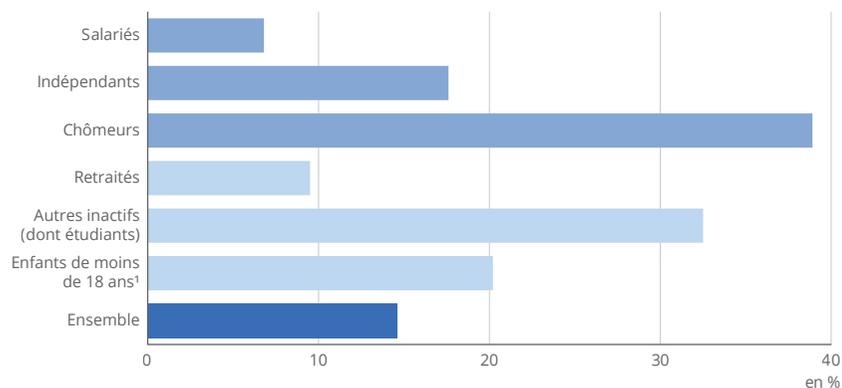


**Lecture** : en 2019, au seuil de 60 % du niveau de vie médian, le taux de pauvreté des personnes seules de moins de 65 ans est de 20,6 %.

**Champ** : France métropolitaine, individus vivant dans un ménage (en logement ordinaire) dont le revenu déclaré est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

**Sources** : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquête Revenus fiscaux et sociaux.

## Taux de pauvreté selon le statut d'activité en 2019



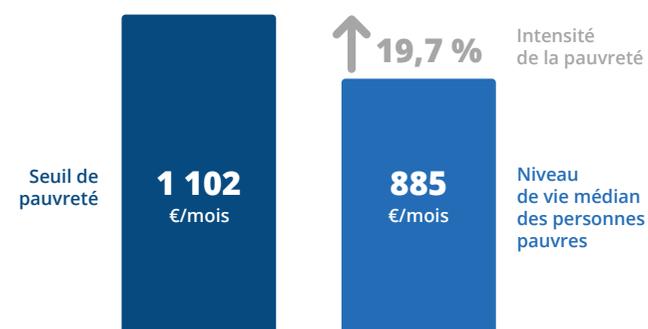
1. Toutes les personnes de moins de 18 ans sont considérées comme enfants quel que soit leur statut d'activité.

**Lecture** : en 2019, au seuil de 60 % du niveau de vie médian, le taux de pauvreté des salariés est de 6,8 %.

**Champ** : France métropolitaine, individus vivant dans un ménage (en logement ordinaire) dont le revenu déclaré est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

**Sources** : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquête Revenus fiscaux et sociaux.

## Intensité de la pauvreté en 2019



**Lecture** : en 2019, la moitié des personnes pauvres a un niveau de vie inférieur à 885 euros par mois, soit 19,7 % de moins que le seuil de pauvreté (intensité de la pauvreté).

**Champ** : France métropolitaine, individus vivant dans un ménage (en logement ordinaire) dont le revenu déclaré est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

**Sources** : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquête Revenus fiscaux et sociaux.

En 2019, 14,6 % de la population vit avec un **niveau de vie** inférieur au seuil de **pauvreté**. Ce **taux de pauvreté** est plus bas, autour de 10 % en Savoie et Haute-Savoie, en Vendée et dans les Yvelines. Il est plus élevé que la moyenne nationale en Haute-Corse et dans les départements du nord et du pourtour méditerranéen (près de 20 %), tout en restant nettement inférieur au niveau atteint en Seine-Saint-Denis (28 %) et dans les départements d'outre-mer (DOM).

Les disparités territoriales de pauvreté sont, par ailleurs, marquées selon la localisation au sein des aires **d'attraction des villes** (pôle ou couronne). Quelle que soit la taille de l'aire, à l'exception de celles de moins de 50 000 habitants, le taux de pauvreté varie presque du simple au double en passant de la couronne au pôle.

En 2019, la moitié des personnes pauvres a un niveau de vie inférieur à 885 euros par mois. Il est ainsi inférieur de 19,7 % au seuil de pauvreté. Cet écart mesure l'**intensité de la pauvreté**. La pauvreté est particulièrement intense sur le pourtour méditerranéen, en Moselle et Meurthe-et-Moselle ainsi qu'en Île-de-France.

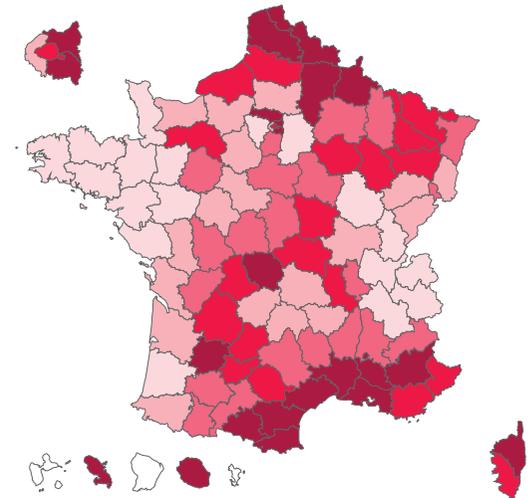
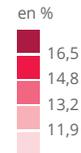
En 2018, 18 % de la population française (hors Mayotte) en situation de grande pauvreté en logement ordinaire vit dans un DOM hors Mayotte, alors que ces territoires ultramarins représentent seulement 3 % de la population. Les personnes en situation de grande pauvreté cumulent deux aspects de la pauvreté. D'une part, elles subissent une forme sévère de pauvreté monétaire car leur niveau de vie est inférieur à 50 % du niveau de vie **médian** de l'ensemble de la population. D'autre part, elles sont en situation de privation matérielle et sociale sévère : elles déclarent au moins sept privations dans leur vie quotidienne parmi une liste de treize relatives au logement, à l'habillement, aux loisirs, etc.... Par exemple, elles ne peuvent pas maintenir leur logement à bonne température ou ne peuvent pas avoir un repas contenant des protéines au moins tous les deux jours pour raisons financières.

En 2018, la part des personnes vivant en logement ordinaire en situation de grande pauvreté est de 10 % en Martinique, 12 % en Guadeloupe, 14 % à La Réunion et atteint 29 % en Guyane, département le plus fortement touché, contre 2 % en France métropolitaine.

**En savoir plus**

« La grande pauvreté bien plus fréquente et beaucoup plus intense dans les DOM », *Insee Focus* n° 270, juillet 2022.  
 « La France et ses territoires », *Insee Références*, édition 2021.

**Taux de pauvreté en 2019**



**Note** : dans Filosofi, le seuil de pauvreté est fixé à 60 % du niveau de vie médian de France métropolitaine qui correspond à celui utilisé dans l'enquête Revenus fiscaux et sociaux.  
**Lecture** : en 2019, dans l'Ain, 10,7 % des personnes ont un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté.  
**Champ** : France métropolitaine, Martinique et La Réunion, personnes appartenant à des ménages fiscaux en logement ordinaire dont le revenu disponible est positif ou nul.  
**Sources** : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, Fichier localisé social et fiscal (Filosofi).

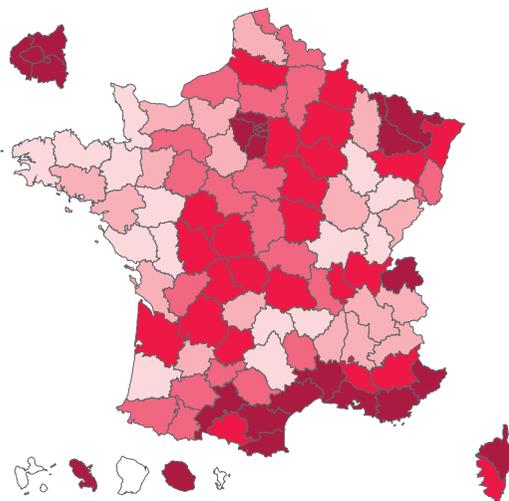
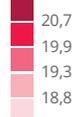
**Taux de pauvreté selon la taille des aires d'attraction des villes en 2019**

	Pôles	Couronnes
Aire de Paris	16,7	9,3
700 000 habitants ou plus (hors Paris)	18,7	9,4
200 000 à 700 000 habitants	20,6	11,0
50 000 à 200 000 habitants	21,4	10,6
Moins de 50 000 habitants	17,6	11,9
Communes hors attraction des villes : 14,5 %		

**Note** : dans Filosofi, le seuil de pauvreté est fixé à 60 % du niveau de vie médian de France métropolitaine qui correspond à celui utilisé dans l'enquête Revenus fiscaux et sociaux.  
**Lecture** : en 2019, dans les communes hors attraction des villes, 14,5 % des personnes ont un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté.  
**Champ** : France métropolitaine, Martinique et La Réunion, personnes appartenant à des ménages fiscaux en logement ordinaire dont le revenu disponible est positif ou nul.  
**Sources** : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, Fichier localisé social et fiscal (Filosofi).

## Intensité de la pauvreté en 2019

en %



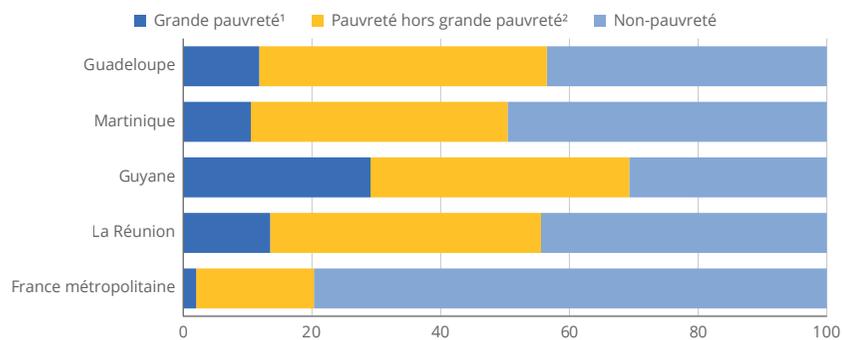
**Note** : dans Filosofi, le seuil de pauvreté est fixé à 60 % du niveau de vie médian de France métropolitaine qui correspond à celui utilisé dans l'enquête Revenus fiscaux et sociaux.

**Lecture** : en 2019, dans l'Ain, la moitié des personnes pauvres dispose d'un niveau de vie inférieur de 20,5 % au seuil de pauvreté.

**Champ** : France métropolitaine, Martinique et La Réunion, personnes appartenant à des ménages fiscaux en logement ordinaire dont le revenu disponible est positif ou nul.

**Sources** : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, Fichier localisé social et fiscal (Filosofi).

## Situations de pauvreté dans les départements d'outre-mer en 2018



**1.** Situation sévère de pauvreté monétaire (niveau de vie inférieur à 50 % du niveau de vie médian français) et de privation matérielle et sociale (au moins 7 privations sur 13).

**2.** Situation de pauvreté monétaire (niveau de vie inférieur à 60 % du niveau de vie médian français) et/ou de privation matérielle et sociale (au moins 5 privations sur 13), hors grande pauvreté.

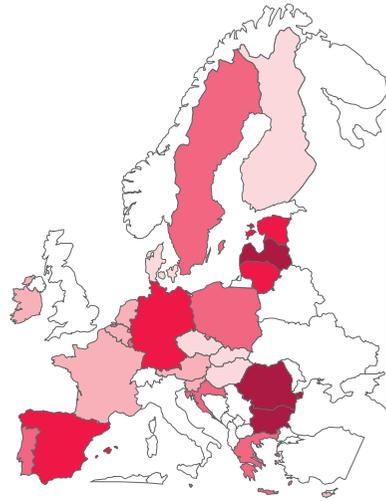
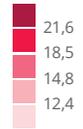
**Lecture** : en 2018, en Martinique, 10,5 % des personnes sont en situation de grande pauvreté, 39,9 % sont dans une situation de pauvreté autre que la grande pauvreté et 49,6 % ne sont ni en pauvres monétairement, ni en situation de pauvreté matérielle et sociale.

**Champ** : France hors Mayotte, personnes vivant en logement ordinaire.

**Source** : Insee, dispositif SRCV.

### Taux de pauvreté en 2019

en %



**Note :** pour la France, le taux de pauvreté est différent de celui de l'enquête Revenus fiscaux et sociaux, qui est la source de référence pour les données françaises, en raison d'un champ différent. Données non disponibles pour l'Italie et le Royaume-Uni.

**Lecture :** en 2019, en France, au seuil de 60 % du niveau de vie médian, le taux de pauvreté est de 13,8 %.

**Source :** Eurostat (extraction du 7 décembre 2021), EU-Silc.

# Patrimoine

Début 2020, en France hors Mayotte, 83,9 % des ménages possèdent au moins un livret d’épargne : c’est le produit financier le plus fréquemment détenu. L’immobilier a également une place importante dans le patrimoine des ménages : 61,2 % d’entre eux possèdent un patrimoine immobilier, qu’il s’agisse de leur résidence principale ou d’un autre logement.

Ces taux de détention par type d’actifs varient selon l’âge, la catégorie socioprofessionnelle et le type de ménage. Le patrimoine immobilier croît avec l’âge de la personne de référence, et est plus élevé pour les indépendants ainsi que pour les couples sans enfants.

Début 2018, la moitié des ménages vivant en France déclarent un patrimoine brut supérieur à 163 100 euros et un patrimoine net, c’est-à-dire déduction faite de leurs emprunts privés et professionnels, supérieur à 117 000 euros. Ils possèdent collectivement 92,1 % de la masse totale de patrimoine. Les 10 % des ménages aux patrimoines les plus élevés détiennent un patrimoine brut moyen de 1 279 000 euros et un patrimoine net de 1 175 000 euros.

La composition du patrimoine des ménages diffère selon le montant de patrimoine brut. Le patrimoine immobilier est largement majoritaire chez les ménages situés entre le 4<sup>e</sup> et le 9<sup>e</sup> **décile**, avec une part comprise entre 70 % et 77 %.

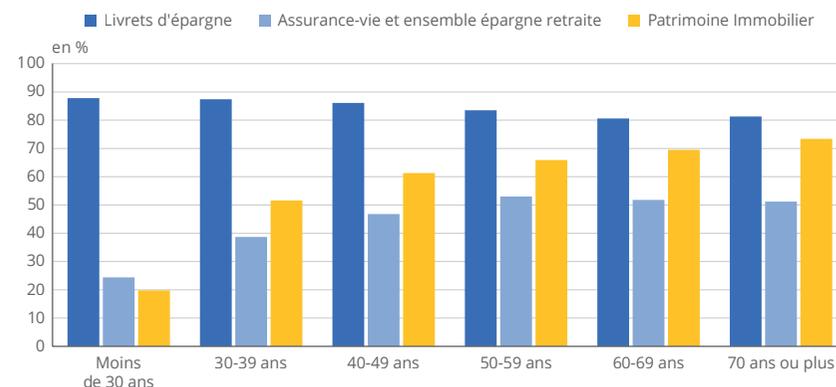
## En savoir plus

« La composition du patrimoine des ménages évolue peu à la suite de la crise sanitaire », *Insee Première* n° 1899, mai 2022.

« Revenus et patrimoine des ménages », *Insee Références*, édition 2021.

« 10 % des ménages détiennent près de la moitié du patrimoine total », *Insee Focus* n° 176, décembre 2019.

## Taux de détention des actifs par les ménages selon l’âge en 2020

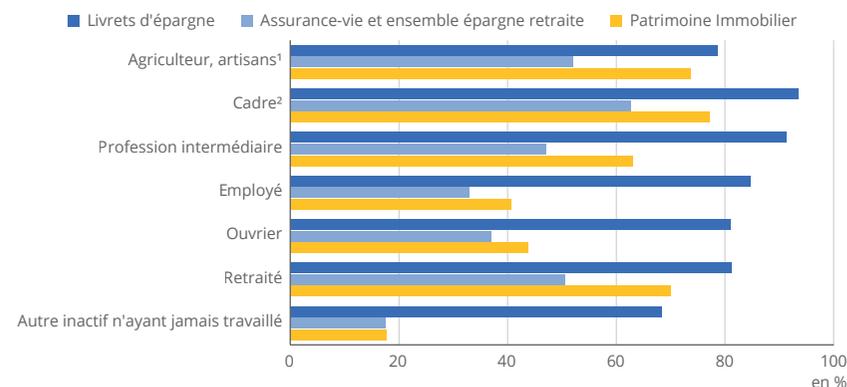


**Lecture** : début 2020, 51,2 % des ménages dont la personne de référence est âgée de 70 ans ou plus détiennent une assurance-vie et/ou un ensemble d’épargne retraite.

**Champ** : France hors Mayotte, population des ménages ordinaires.

**Source** : Insee, enquête Histoire de vie et Patrimoine.

## Taux de détention des actifs par les ménages selon la catégorie socioprofessionnelle en 2020



**1.** Agriculteur, artisans, commerçants et chefs d’entreprise. **2.** Cadre, profession libérale.

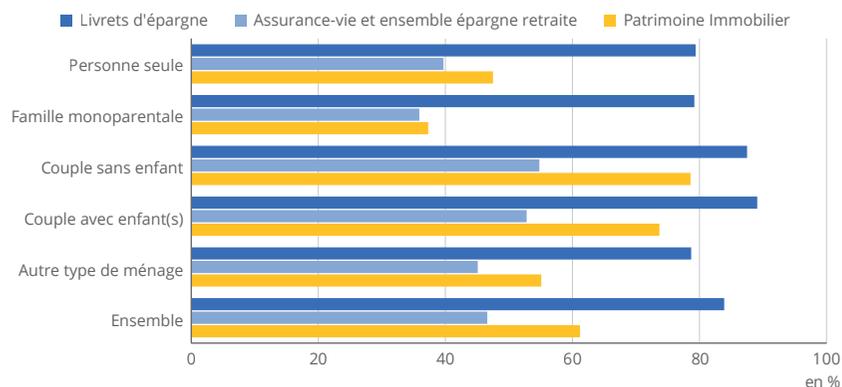
**Note** : hors catégorie socioprofessionnelle impossible à coder (1,0 %).

**Lecture** : début 2020, 84,7 % des ménages dont la personne de référence est employée détiennent au moins un livret d’épargne.

**Champ** : France hors Mayotte, population des ménages ordinaires.

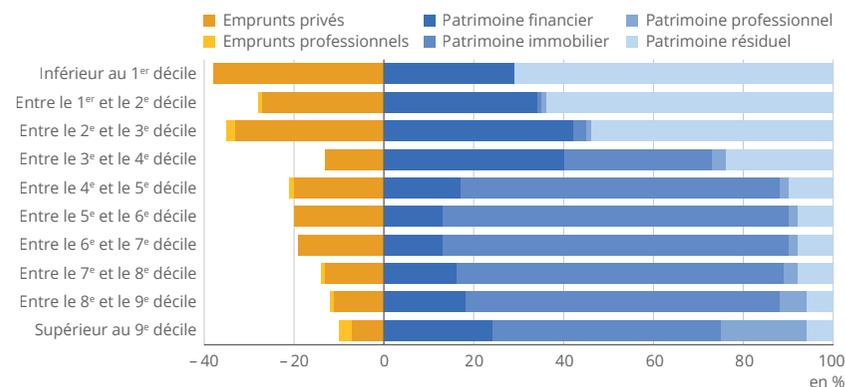
**Source** : Insee, enquête Histoire de vie et Patrimoine.

### Taux de détention des actifs par les ménages selon le type de ménage en 2020



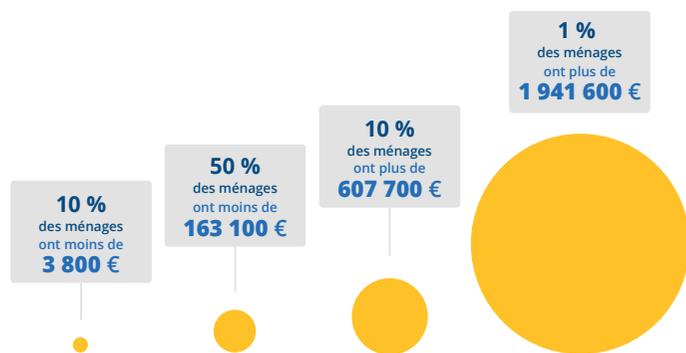
**Lecture :** début 2020, 37,3 % des familles monoparentales détiennent un patrimoine immobilier.  
**Champ :** France hors Mayotte, population des ménages ordinaires.  
**Source :** Insee, enquête Histoire de vie et Patrimoine.

### Composition du patrimoine brut par décile en 2018



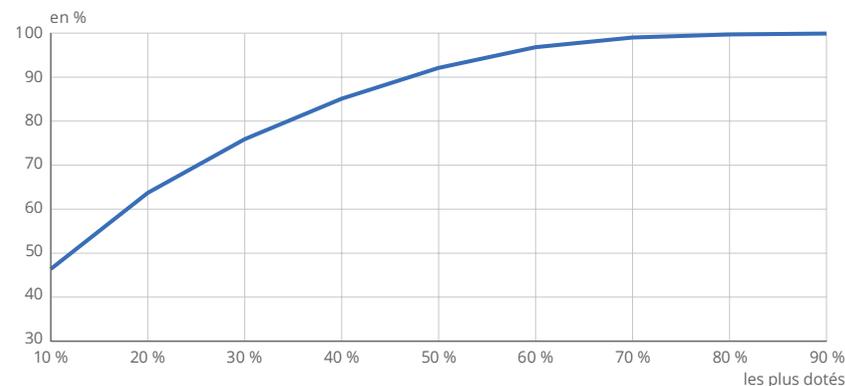
**Lecture :** début 2018, le patrimoine détenu par les 10 % des ménages les mieux dotés en patrimoine brut est composé à 24 % d'actifs financiers, 51 % d'actifs immobiliers, 19 % d'actifs professionnels et 6 % de patrimoine résiduel. Les emprunts privés équivalent à 7 % de leur patrimoine brut et les emprunts professionnels à 3 %.  
**Champ :** France hors Mayotte, population des ménages ordinaires.  
**Source :** Insee, enquête Histoire de vie et Patrimoine 2017-2018.

### Distribution du patrimoine brut des ménages en 2018



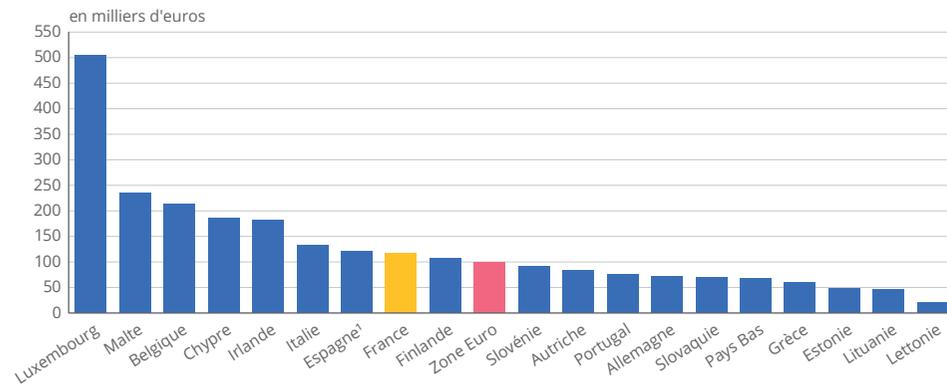
**Lecture :** début 2018, 10 % des ménages français ont un patrimoine brut supérieur à 607 700 euros (D9).  
**Champ :** France hors Mayotte, population des ménages ordinaires.  
**Source :** Insee, enquête Histoire de vie et Patrimoine 2017-2018.

### Masse du patrimoine brut détenue par les ménages les plus dotés en 2018



**Lecture :** début 2018, les 10 % des ménages aux patrimoines les plus élevés détiennent 46,4 % de la masse totale du patrimoine brut.  
**Champ :** France hors Mayotte, population des ménages ordinaires.  
**Source :** Insee, enquête Histoire de vie et Patrimoine 2017-2018.

### Patrimoine net médian dans la zone euro en 2017



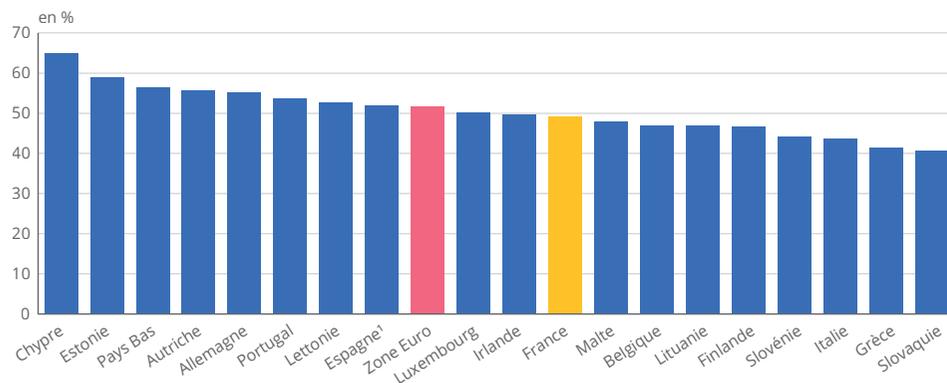
1. Donnée 2014.

**Lecture** : en 2017, en France, le patrimoine net médian s'élève à 117 600 euros.

**Champ** : pays de l'Union européenne de la zone euro.

**Source** : BCE, enquête HFCS vague 3.

### Patrimoine net détenu par les 10 % les plus dotés dans la zone euro en 2017



1. Donnée 2014.

**Lecture** : en 2017, en France, les 10 % des ménages les plus dotés en patrimoine détiennent 49,3 % du patrimoine net de l'ensemble des ménages.

**Champ** : pays de l'Union européenne de la zone euro.

**Source** : BCE, enquête HFCS vague 3.

# Consommation et équipement des ménages

Depuis 60 ans, les ménages français consomment un peu plus chaque année si bien qu’aujourd’hui le volume annuel de leurs **dépenses de consommation** est 4,4 fois plus élevé qu’en 1961. Cette progression globale recouvre de profonds changements entre les différents postes de consommation : les parts réservées à l’alimentation et à l’habillement se sont réduites au profit notamment des transports et du logement. Ce dernier est aujourd’hui le principal poste de dépenses des ménages (32,7 % en 2021). En 2021, la dépense de consommation finale des ménages chute de 7,1 % en volume en raison de la crise sanitaire. La chute de la consommation en volume est particulièrement forte pour les dépenses en hébergement et restauration, en transports et en loisirs et culture.

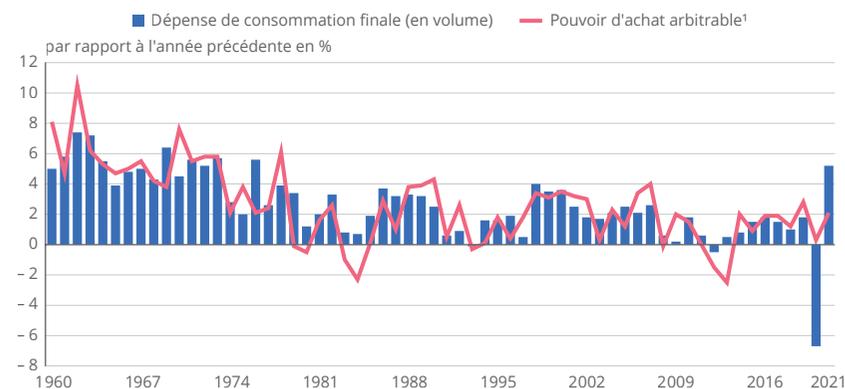
En 60 ans, les volumes de **consommation** de biens durables ont augmenté en moyenne de 5 % par an : tirés par la motorisation des ménages et l’équipement des foyers, ils ont augmenté en moyenne de 6 % par an entre 1961 et 1991. Depuis 1991, ce rythme de croissance est moins soutenu (+ 3 % par an) mais reste supérieur à celui de la consommation de services (+ 2 % par an).

Les dépenses liées aux technologies, contenus et supports de l’information (TCSI) ont été multipliées par 6,7 en volume depuis 1990. Le rythme de croissance a été particulièrement élevé entre 2000 et 2010, porté par la diffusion massive des biens électroniques (ordinateurs, téléphones portables) et des services de télécommunication associés. En 2020, plus de 8 ménages sur 10 sont équipés d’un micro-ordinateur. Les formes de vente évoluent également : en 2021, 69 % des individus de 15 ans ou plus ont réalisé un achat sur internet au cours des 12 derniers mois contre 48 % dix ans plus tôt.

## En savoir plus

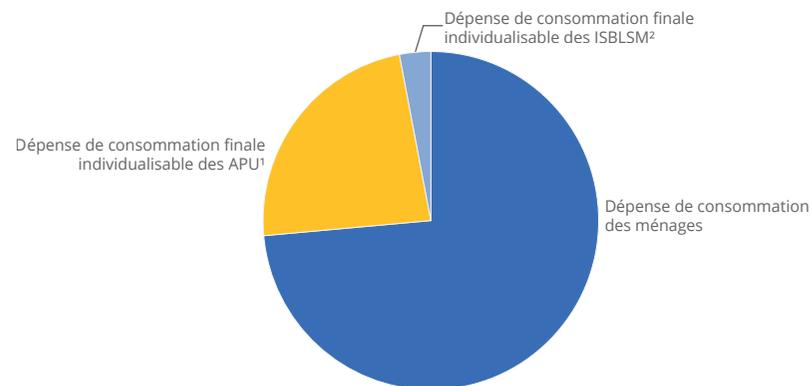
« En 2021, la consommation des ménages rebondit mais reste en deçà de sa tendance d’avant-crise », *Insee Première* n° 1908, juin 2022.

## Évolution de la dépense et du pouvoir d’achat des ménages



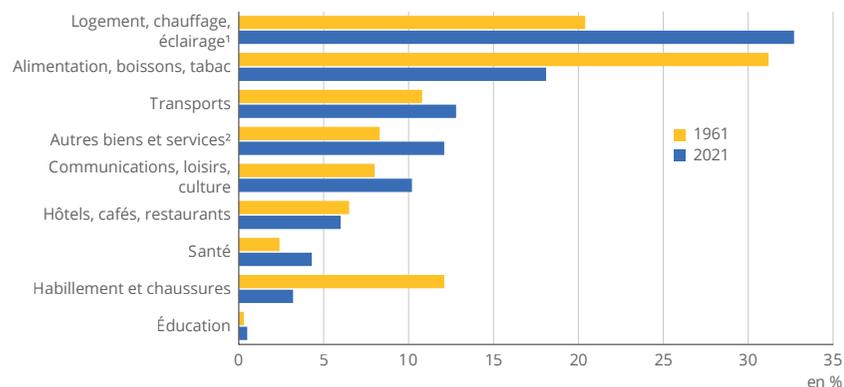
1. Évolution déflatée à l'aide de l'indice du prix des dépenses de consommation non « pré-engagées » des ménages.  
**Lecture** : en 2021, la dépense de consommation finale des ménages augmente de 5,2 % en volume.  
**Champ** : France, ménages y compris entreprises individuelles.  
**Source** : Insee, comptes nationaux - base 2014.

## Consommation effective des ménages en 2021



1. Administrations publiques (APU).  
 2. Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).  
**Lecture** : en 2021, la consommation effective des ménages s'élève à 1 720,0 milliards d'euros. Les ménages en financent 73,5 %.  
**Champ** : France.  
**Source** : Insee, comptes nationaux - base 2014.

## Dépense de consommation des ménages par fonction



1. Y compris équipement du logement.

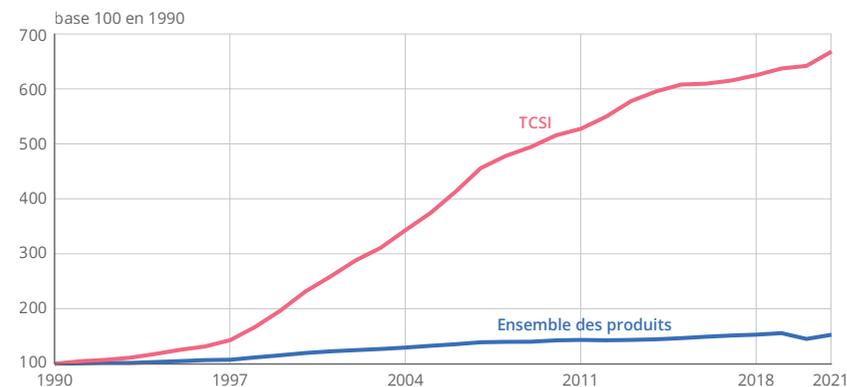
2. Y compris correction territoriale.

**Lecture** : en 2021, les ménages consacrent 18,1 % de leurs dépenses de consommation à l'alimentation, les boissons et le tabac.

**Champ** : France.

**Source** : Insee, comptes nationaux - base 2014.

## Évolution de la dépense de consommation des ménages en technologies, contenus et supports de l'information

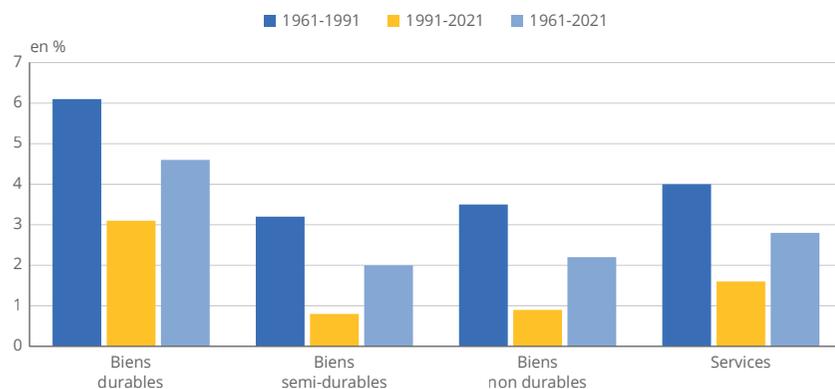


**Lecture** : entre 1990 et 2021, la dépense de consommation des ménages en produits des technologies, contenus et supports de l'information (TCSI) a été multipliée par 6,7 en volume.

**Champ** : France.

**Source** : Insee, comptes nationaux - base 2014.

## Évolution de la consommation effective des ménages par durabilité

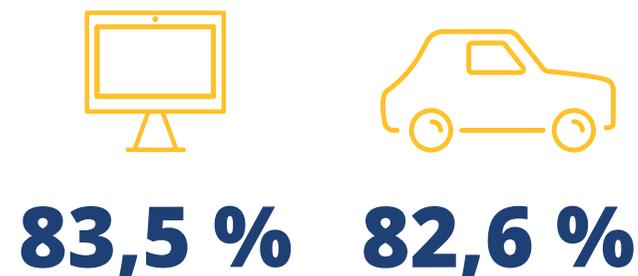


**Lecture** : entre 1961 et 2021, la consommation effective des ménages en biens durables progresse en moyenne de 4,6 % par an en volume.

**Champ** : France.

**Source** : Insee, comptes nationaux - base 2014.

## Taux d'équipement des ménages en biens durables en 2020



**Note** : données provisoires.

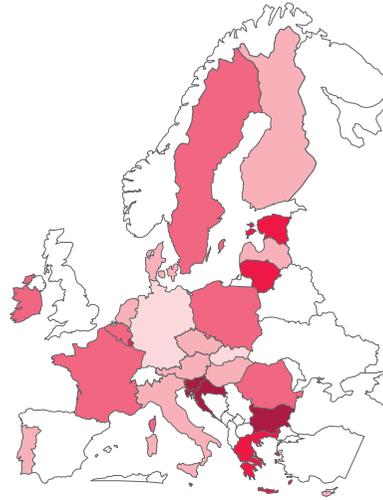
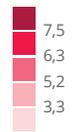
**Lecture** : en 2020, 82,6 % des ménages possèdent une voiture.

**Champ** : France métropolitaine, ensemble des ménages dont la personne de référence a 16 ans ou plus.

**Source** : Insee, dispositif SRCV-Silc.

### Évolution de la consommation effective des ménages en 2021

par rapport à l'année précédente en volume en %

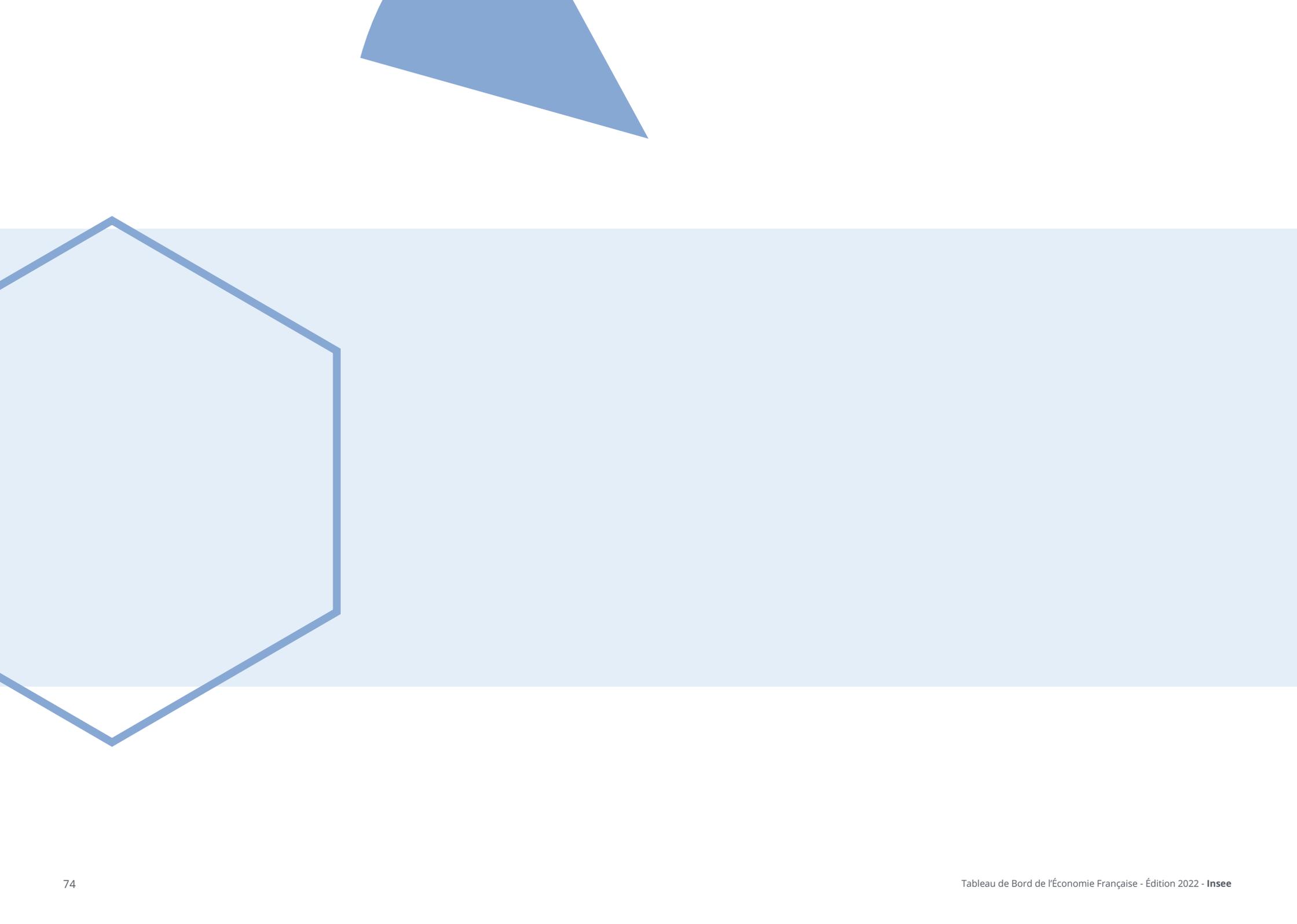


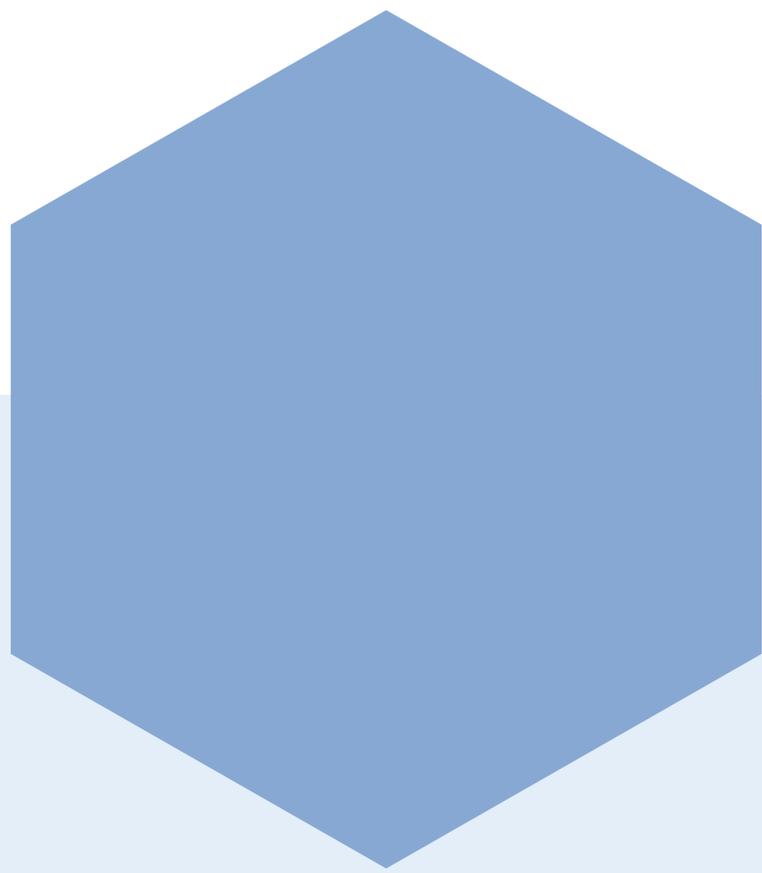
**Note :** les volumes sont mesurés aux prix de l'année précédente chaînés. Donnée non disponible pour l'Espagne.

**Lecture :** en 2021, la consommation effective des ménages augmente de 6,0 % en volume en France et de 4,3 % dans l'ensemble de l'Union européenne à 27 pays.

**Source :** Eurostat (extraction du 8 juin 2022).







## Conditions de vie – Société

## Société – Vie sociale – Élection

Au 9 mars 2022, 48,8 millions de personnes sont inscrites au Répertoire électoral unique sur les listes électorales françaises hors Nouvelle-Calédonie. En France, le taux d'inscription sur les listes électorales est de 95 %. Grâce à la procédure de l'inscription d'office, la quasi-totalité des adultes de moins de 30 ans est inscrite. Ce taux est le plus bas pour les 35-49 ans (91 %), car tous les électeurs ne se réinscrivent pas immédiatement sur la liste de leur nouvelle commune après un déménagement. Il remonte ensuite avec l'âge, avant de décroître vers 80 ans. En 2017, pour l'élection présidentielle, 73 % des électeurs ont voté aux deux tours de scrutin et 15 % n'ont voté à aucun des deux tours. Cette abstention systématique est plus fréquente parmi les jeunes et les personnes les plus âgées.

En 2021, les personnes âgées de 16 ans ou plus attribuent en moyenne une note de satisfaction de 6,8 sur 10 à la vie qu'elles mènent actuellement. L'absence de difficultés matérielles mais aussi la richesse des liens sociaux vont de pair avec de hauts niveaux de satisfaction. Adhérer à une association permet de multiplier les relations sociales : en 2016, 41 % des personnes sont membres d'au moins une association, une participation stable depuis plus de 30 ans. L'essor d'internet favorise également la fréquence des échanges à distance : en 2021, 90 % des 16-24 ans utilisent internet pour communiquer par messagerie. En 2019, les contacts avec l'administration sont, en revanche, inexistantes pour près de 30 % des 15-29 ans.

### En savoir plus

« 48,7 millions d'électeurs inscrits pour l'élection présidentielle 2022 », *Insee Focus* n° 264, mars 2022.

« Élections présidentielle et législatives de 2017 : neuf inscrits sur dix ont voté à au moins un tour de scrutin », *Insee Première* n° 1670, octobre 2017.

FRANCE

### Nombre d'électeurs inscrits au 9 mars 2022



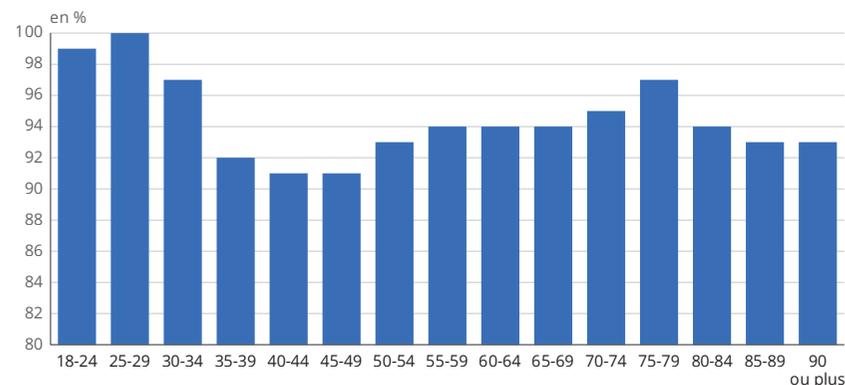
**48 803 175**  
électeurs inscrits

**Lecture** : au 9 mars 2022, 48,8 millions d'électeurs sont inscrits sur les listes électorales françaises.

**Champ** : France y compris collectivités d'outre-mer sauf Nouvelle-Calédonie.

**Source** : Insee, Répertoire électoral unique (REU), données au 9 mars 2022.

### Taux d'inscription au 9 mars 2022 selon l'âge

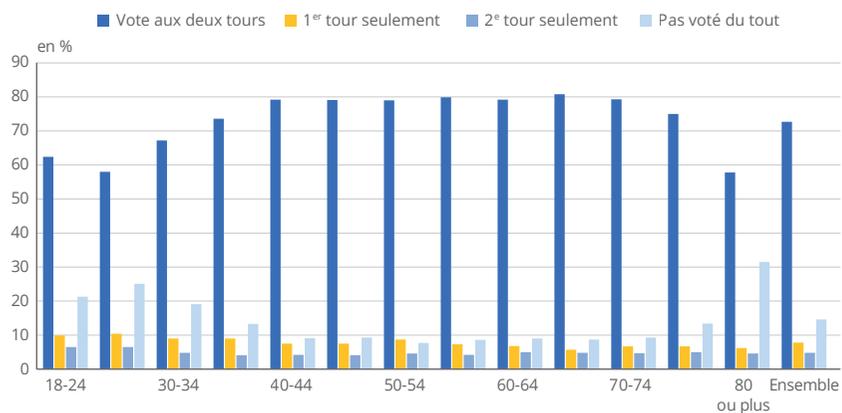


**Lecture** : au 9 mars 2022, 99 % des personnes âgées de 18 à 24 ans (au 1<sup>er</sup> février) sont inscrites sur les listes principales communales.

**Champ** : France.

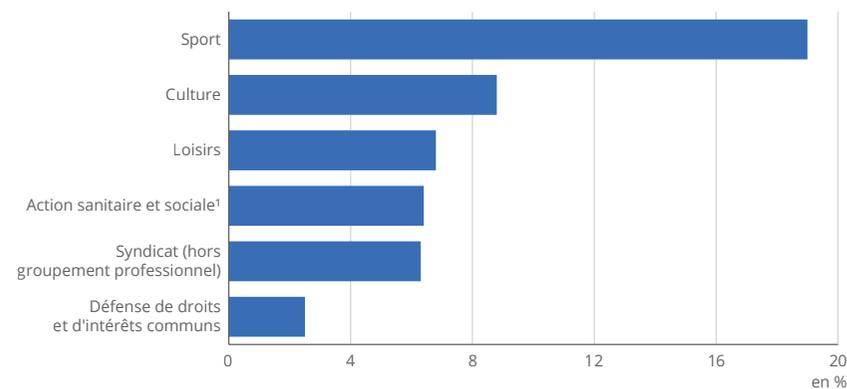
**Source** : Insee, estimations de population (données provisoires arrêtées à fin janvier 2022), Répertoire électoral unique (REU) – électeurs inscrits sur les listes principales communales au 9 mars 2022.

## Participation aux élections présidentielles selon l'âge en 2017



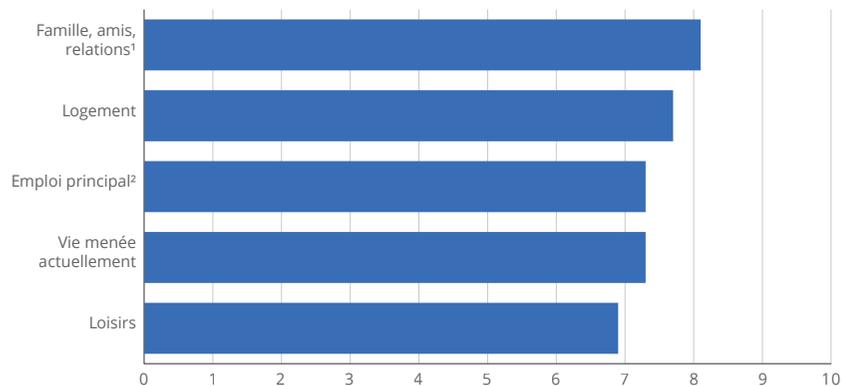
**Lecture :** en 2017, 62,4 % des électeurs âgés de 18 à 24 ans ont voté aux deux tours de l'élection présidentielle.  
**Champ :** France hors Mayotte ; inscrits sur les listes électorales en 2017 et résidant en France en 2015.  
**Source :** Insee, enquête participation électorale.

## Taux d'adhésion aux associations en 2016



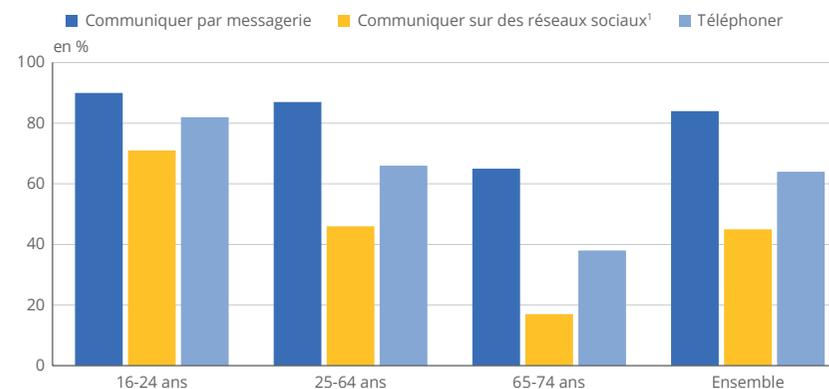
**1.** Ou humanitaire et caritative.  
**Lecture :** en 2016, 19,0 % des personnes âgées de 16 ans ou plus adhèrent à au moins une association sportive.  
**Champ :** France métropolitaine, personnes âgées de 16 ans ou plus résidant en ménages ordinaires.  
**Source :** Insee, dispositif SRCV-Silc.

## Niveau de satisfaction relatif à divers domaines de la vie en 2019



**1.** Moyenne du niveau de satisfaction relatif aux relations familiales et de celui relatif aux relations amicales.  
**2.** Uniquement pour les personnes en emploi au moment de l'enquête.  
**Note :** notation de 0 (pas du tout satisfait) à 10 (très satisfait).  
**Lecture :** en 2019, les personnes interrogées ont attribué une note moyenne de 8,1 aux relations familiales et amicales.  
**Champ :** France métropolitaine, personnes âgées de 16 ans ou plus.  
**Source :** Insee, dispositif SRCV-Silc.

## Usage d'internet pour les relations sociales selon l'âge en 2021



**1.** Créer un profil d'utilisateur, envoyer des messages ou intervenir sur un ou plusieurs réseaux sociaux.  
**Lecture :** en 2021, 90 % des personnes âgées de 16 à 24 ans utilisent internet pour communiquer par messagerie.  
**Champ :** France, personnes de 16 à 74 ans.  
**Source :** Eurostat (extraction du 10 février 2021), EU-TIC.

Au 9 mars 2022, en France métropolitaine, parmi les 7,3 millions de personnes inscrites sur les listes principales, 16 % le sont en Île-de-France et seulement 0,5 % en Corse. En outre-mer, la liste électorale de La Réunion compte le plus grand nombre d'inscrits.

Le taux de participation au premier tour des élections présidentielles de 2022 est plus élevé dans le sud-ouest de la France. Les départements du sud-est et du quart nord-est enregistrent, quant à eux, les taux les plus bas.

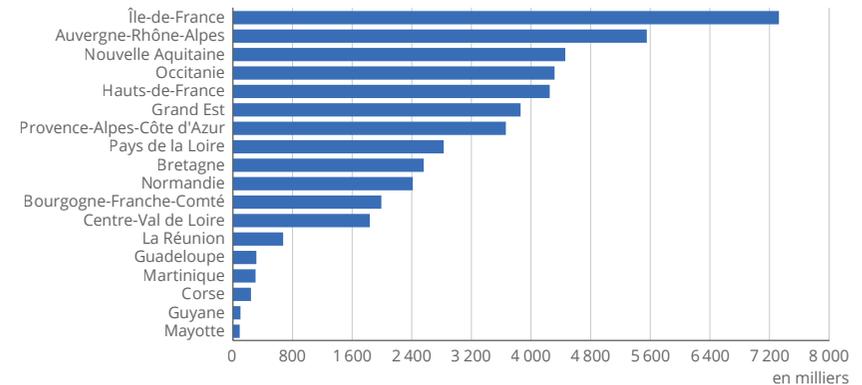
Le taux de participation au premier tour des élections municipales de 2020 est plus faible dans les départements comptant de grandes agglomérations. Il est à l'opposé élevé dans les départements ruraux du sud-ouest, du sud-est, de l'est et en Corse.

Le taux de participation au premier tour des élections européennes de 2019 est élevé dans les départements du sud-ouest. À l'instar des autres scrutins la participation est plus faible dans les départements du nord-est et du pourtour méditerranéen.

Par ailleurs, la satisfaction générale dans la vie varie suivant le type de territoire de résidence. D'une part, les habitants les plus satisfaits vivent dans les communes les plus riches. D'autre part, leur satisfaction varie selon la taille de l'aire d'attraction des villes combinée au type de commune dans laquelle ils résident. Entre 2010 et 2019, la satisfaction générale est minimale dans les pôles des petites aires (leurs habitants attribuent une note moyenne de 7,1 sur 10 dans les aires de 50 000 à 200 000 habitants et 7,2 dans celles de moins de 50 000 habitants) et maximale à 7,5 dans la couronne de l'aire de Paris ou dans la couronne des aires de 200 000 à 700 000 habitants.

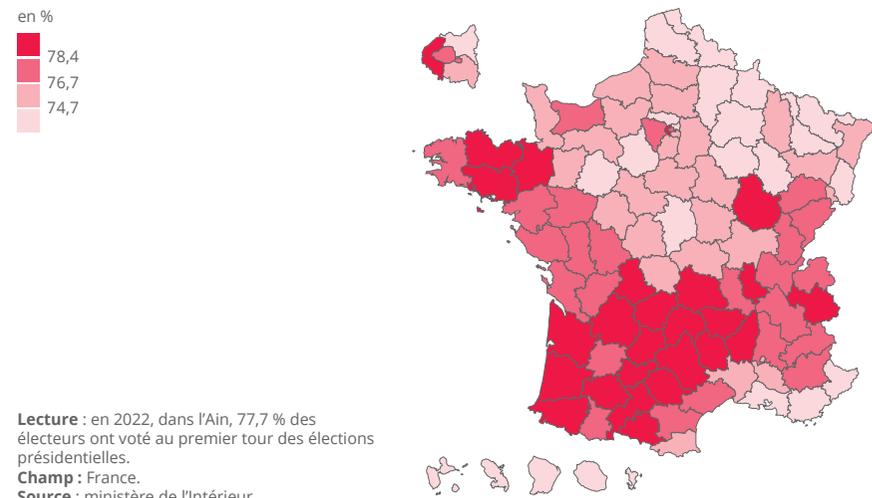
**En savoir plus**  
 « Vivre en Île-de-France a un effet négatif sur la satisfaction dans la vie », *Insee Analyses* n° 71, février 2022.

### Nombre d'électeurs au 9 mars 2022



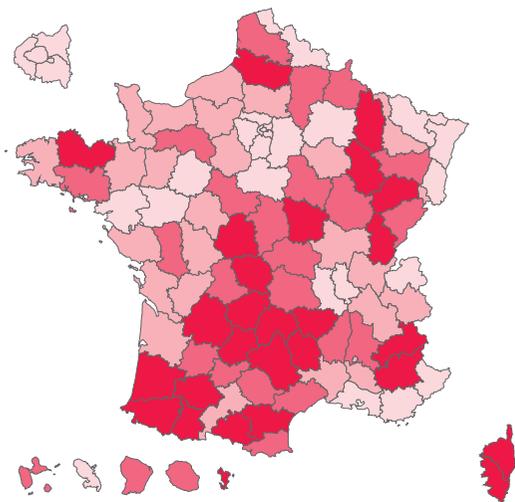
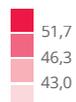
**Lecture :** au 9 mars 2022, en Île-de-France, 7 327 400 électeurs sont inscrits sur liste principale.  
**Champ :** France.  
**Source :** Insee, Répertoire électoral unique (REU), données au 9 mars 2022.

### Taux de participation au premier tour des élections présidentielles de 2022



### Taux de participation au premier tour des élections municipales de 2020

en %



**Lecture** : en 2020, dans l'Ain, 43,6 % des électeurs ont voté au premier tour des élections municipales.

**Champ** : France.

**Source** : ministère de l'Intérieur.

### Satisfaction de sa vie selon la taille des aires d'attraction des villes entre 2010 et 2019

	Pôles	Couronnes
Aire de Paris	7,3	7,5
700 000 habitants ou plus (hors Paris)	7,3	7,4
200 000 à 700 000 habitants	7,3	7,5
50 000 à 200 000 habitants	7,1	7,4
Moins de 50 000 habitants	7,2	7,3
Communes hors attraction des villes : 7,3 sur 10		

**Note** : notation moyenne brute de 0 (pas du tout satisfait) à 10 (très satisfait).

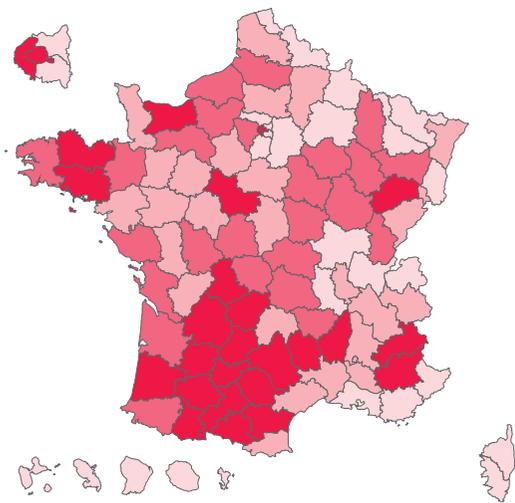
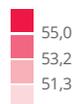
**Lecture** : entre 2010 et 2019, les personnes vivant dans les communes hors attraction des villes évaluent en moyenne à 7,3 leur satisfaction de la vie qu'elles mènent actuellement.

**Champ** : France, individus de 16 ans ou plus.

**Source** : Insee, dispositif SRCV-Silc.

### Taux de participation au premier tour des élections européennes de 2019

en %



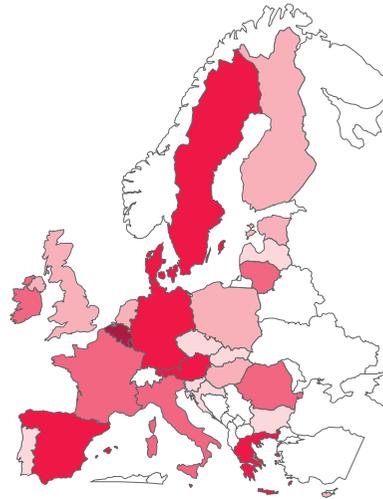
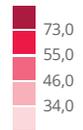
**Lecture** : en 2019, dans l'Ain, 49,8 % des électeurs ont voté au premier tour des élections européennes.

**Champ** : France.

**Source** : ministère de l'Intérieur.

### Participation aux élections européennes en 2019

en %



**Note :** vote obligatoire pour la Belgique, la Grèce et le Luxembourg.

**Lecture :** en 2019, 50,1 % des électeurs ont voté aux élections européennes en France. Ce taux est de 51,0 % dans l'ensemble de l'Union européenne à 28 pays.

**Source :** Parlement européen.

# Éducation – Formation – Compétences

À la rentrée 2020, près de 16 millions d'élèves et d'étudiants sont scolarisés en France. Les effectifs d'élèves dans le **premier** et le **second degrés** sont plutôt stables depuis les années 1980. En revanche, la population des étudiants a plus que doublé, atteignant 2,8 millions en 2020. Sur la même période, les effectifs d'**apprentis** ont globalement augmenté, ils sont six fois plus nombreux dans l'**enseignement supérieur** en 2020 qu'en 2000.

La **dépense intérieure d'éducation** en euros constants augmente depuis les années 1980 mais représente une part globalement stable du **produit intérieur brut (PIB)** : 7,0 % en 2020. La dépense moyenne par élève, étudiant (y compris apprenti) augmente dans tous les niveaux d'enseignement entre 1980 et 2010. Par la suite, l'effort porte essentiellement sur le premier degré pour atteindre une dépense moyenne par écolier de 6 980 euros en 2020.

La proportion de bacheliers dans une génération est de 87 % en 2020, elle a augmenté de 25 points depuis le début des années 2000. Cette forte progression résulte de la croissance de la voie générale et de l'important essor de la voie professionnelle. La poursuite d'études dans l'enseignement supérieur concerne la quasi-totalité (93 %) des bacheliers de la voie générale, 79 % de ceux de la voie technologique et 43 % de ceux de la voie professionnelle. En 2019, près de 200 000 diplômes de licence et près de 200 000 diplômes de **BTS-DUT** ont été délivrés, ainsi qu'environ 150 000 diplômes de master et doctorat et 90 000 diplômes d'écoles d'ingénieur ou de commerce.

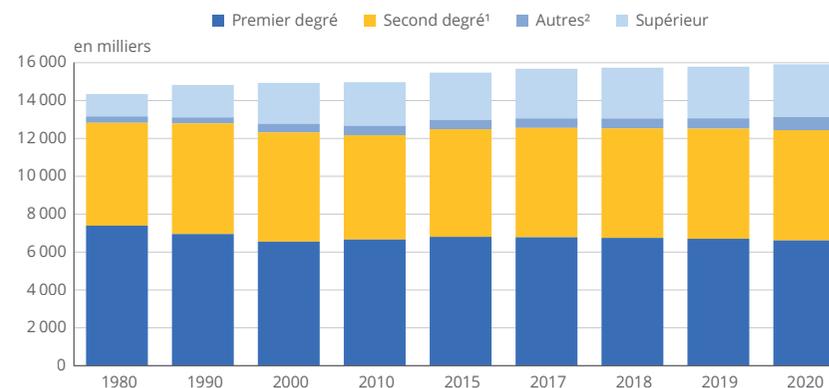
## En savoir plus

« L'état de l'école 2021 », n° 31, Depp-MENJS-Mesri, novembre 2021.

« Repères et références statistiques sur les enseignements, la formation et la recherche », Depp-MENJS-Mesri, édition 2021.

« L'état de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation en France », Mesri-SIES, édition 2021.

## Élèves et étudiants



1. Y compris agricole.

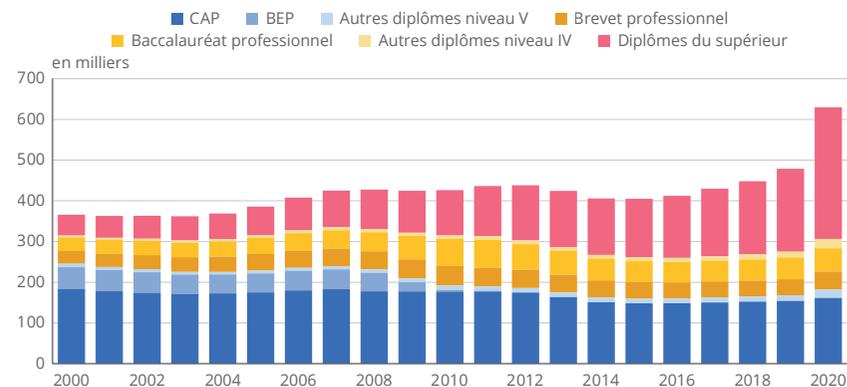
2. Formation secondaire et supérieure des apprentis ; scolarisation dans les établissements de santé.

**Lecture** : à la rentrée scolaire 2020, 2 784 987 étudiants sont inscrits dans l'enseignement supérieur.

**Champ** : France hors Mayotte jusqu'en 2010, France y compris Mayotte à partir de 2011.

**Sources** : Depp ; SIES.

## Apprentis selon le diplôme préparé

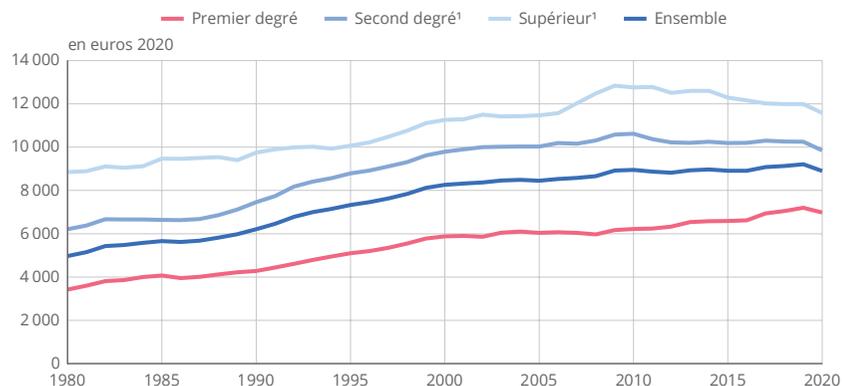


**Lecture** : à la rentrée scolaire 2020, 57 500 apprentis préparent un baccalauréat professionnel et 22 900 un diplôme de niveau IV.

**Champ** : France hors Mayotte jusqu'à 2010, France y compris Mayotte à partir de 2011.

**Source** : Depp.

## Dépense intérieure d'éducation par élève ou étudiant selon le niveau d'enseignement



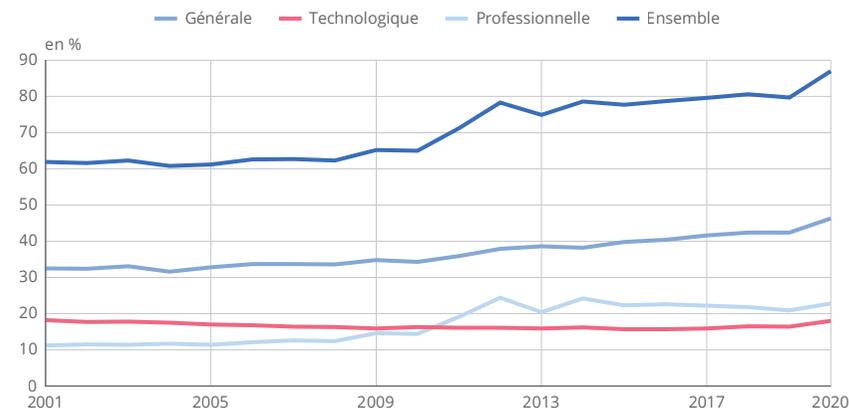
1. Y compris apprentissage depuis 1999.

**Lecture** : en 2020, la dépense moyenne d'éducation par élève du 1<sup>er</sup> degré est égale à 6 980 euros.

**Champ** : France.

**Source** : Depp, Compte de l'éducation.

## Proportion de bacheliers dans une génération selon la filière

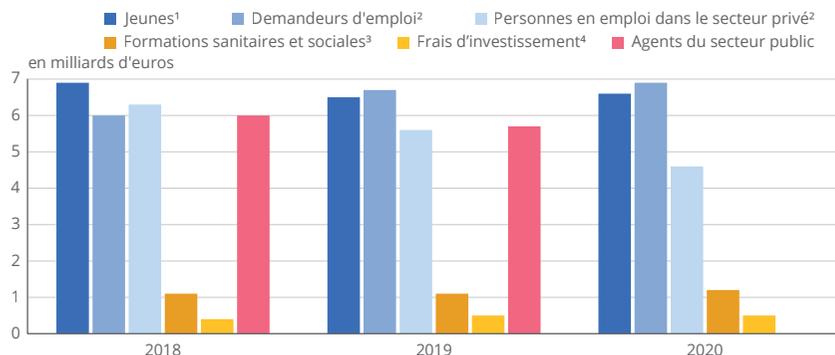


**Lecture** : en 2020, 87,0 % d'une génération est bachelière.

**Champ** : France hors Mayotte.

**Sources** : Depp ; Insee ; ministère en charge de l'agriculture.

## Dépense pour la formation continue



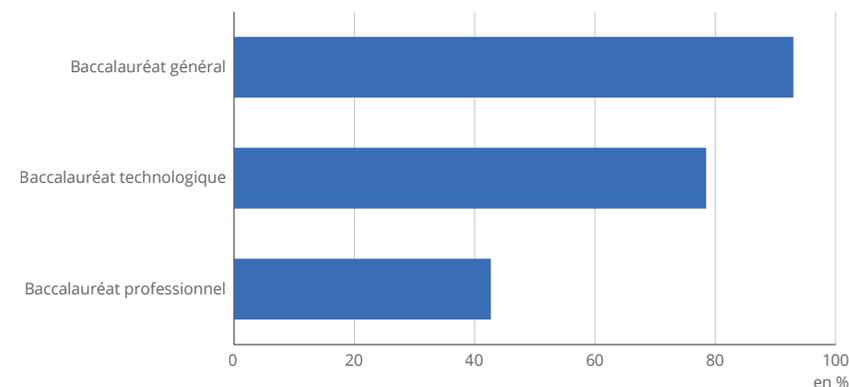
1. Dépenses en faveur des jeunes (de moins de 26 ans en général) en insertion professionnelle ou en contrat d'apprentissage. 2. Y compris une partie des dépenses en faveur des jeunes. 3. Y compris formation initiale. 4. Hors investissement pour les agents du secteur public.

**Lecture** : en 2020, la dépense de formation continue en faveur des demandeurs d'emploi s'élève à 6,9 milliards.

**Champ** : France.

**Source** : Dares.

## Inscription des bacheliers dans l'enseignement supérieur selon la filière du baccalauréat en 2020



**Note** : données provisoires, hors inscriptions simultanées en licence et classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE).

**Lecture** : en 2020, 93,0 % des bacheliers ayant obtenu un baccalauréat général sont inscrits dans l'enseignement supérieur.

**Champ** : France.

**Source** : SIES.

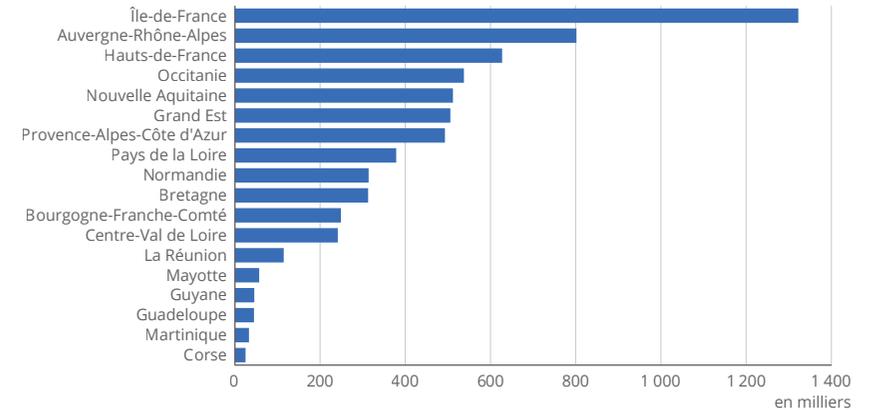
À la rentrée 2020, près de 6,6 millions d'élèves du **premier degré** et 5,7 millions d'élèves du **second degré** sont scolarisés en France. Les établissements de **l'enseignement supérieur** accueillent près de 2,8 millions d'étudiants. Au 31 décembre 2020, près de 630 000 **apprentis** suivent une formation en France. La répartition spatiale des élèves, des apprentis et des étudiants suit la concentration de la population. Ainsi, les effectifs les plus élevés se situent dans les départements les plus urbains, notamment, la région parisienne.

À la rentrée 2020, la part des néo-bacheliers qui poursuivent leurs études dans le supérieur varie de 70 % à 80 % dans la majorité des régions. Elle est la plus basse en Guyane (68 %) tandis qu'il atteint 81 % en Bretagne. L'Île-de-France est la capitale des étudiants et des diplômés du supérieur : la région francilienne concentre plus du quart des étudiants à la rentrée 2020 et, en 2021, 65 % des 25-34 ans y sont diplômés du supérieur. À l'inverse, en Guyane, seulement 20 % des 25-34 ans sont titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur tandis que 29 % des 16-25 ans sont sans diplôme et en dehors de tout dispositif de formation.

En 2020, les dépenses des conseils régionaux pour la formation professionnelle continue s'élèvent à 2,4 milliards d'euros. Cinq régions concentrent 60 % de ces dépenses : l'Île-de-France, les Hauts-de-France, Grand Est, Occitanie et Nouvelle Aquitaine.

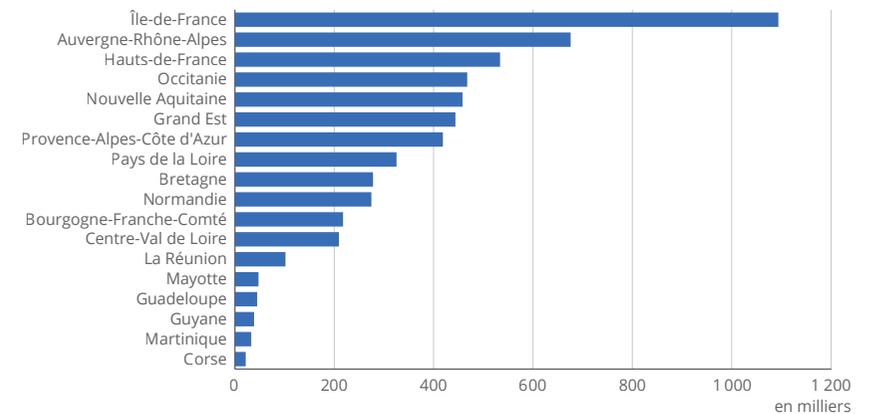
**En savoir plus**  
« Géographie de l'école 2021 », n° 13, Depp-MENJS-Mesri, juin 2021.

### Élèves du premier degré à la rentrée 2020



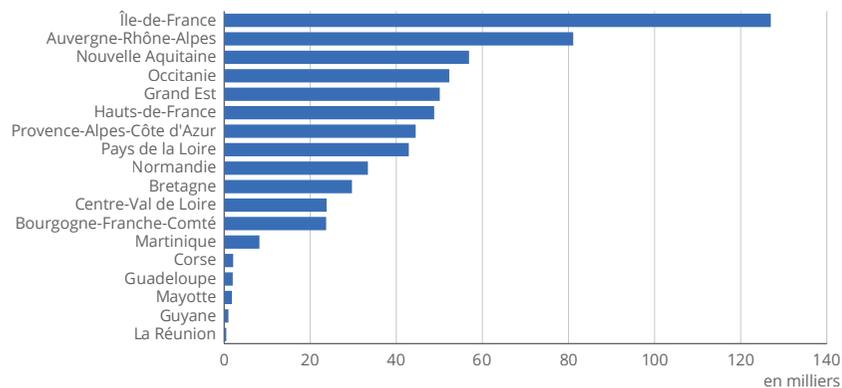
**Lecture** : à la rentrée scolaire 2020, en Île-de-France, 1 322 500 élèves sont inscrits dans le premier degré.  
**Champ** : France.  
**Source** : Depp.

### Élèves du second degré à la rentrée 2020



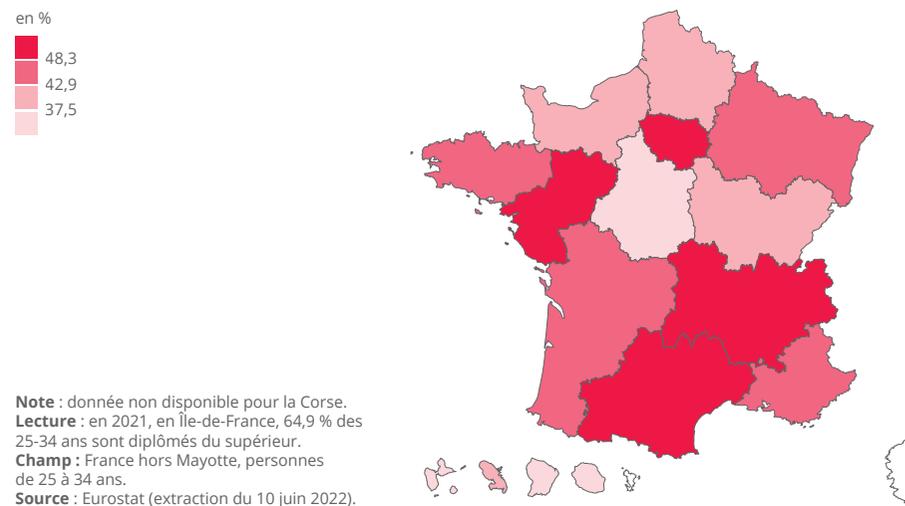
**Lecture** : à la rentrée scolaire 2020, en Île-de-France, 1 093 900 élèves sont inscrits dans le second degré.  
**Champ** : France.  
**Source** : Depp.

### Apprentis au 31 décembre 2020

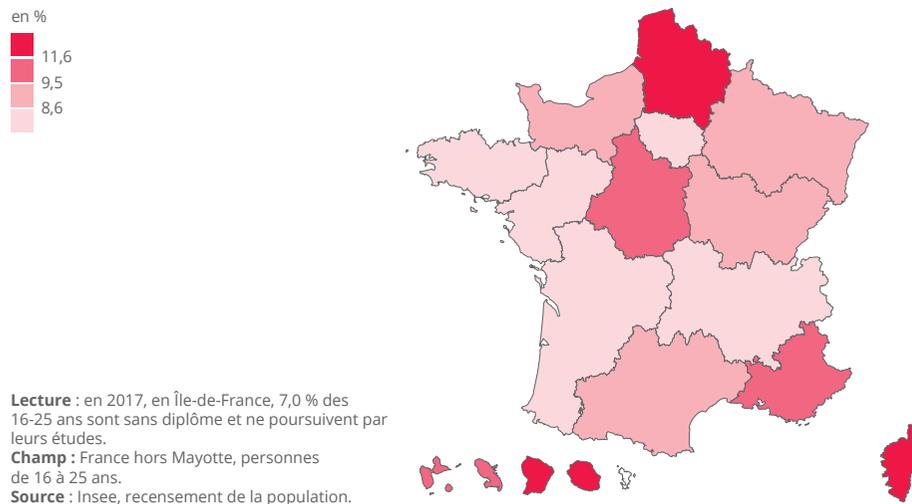


**Note :** effectifs d'apprentis inscrits dans un centre de formation d'apprentis (CFA).  
**Lecture :** au 31 décembre 2020, en Île-de-France, 127 000 apprentis suivent une formation dans un centre de formation d'apprentis.  
**Champ :** France.  
**Source :** Depp.

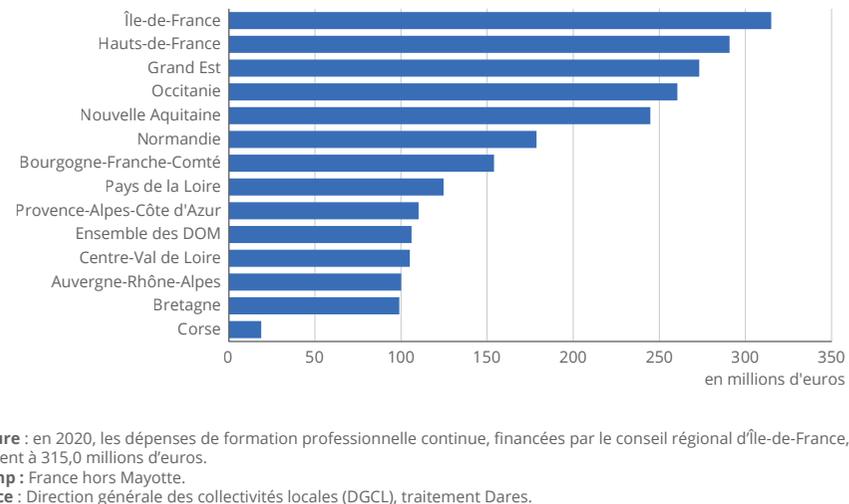
### Part des 25-34 ans diplômés du supérieur en 2021



### Part des 16-25 ans sans diplôme et ne poursuivant pas leurs études en 2017

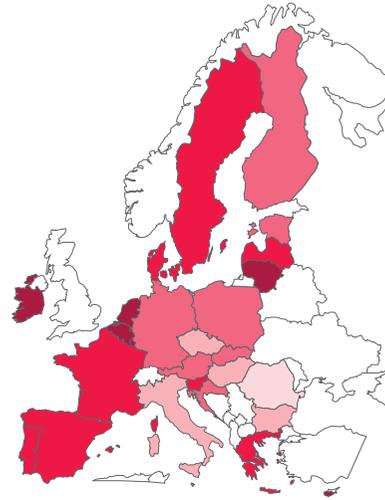
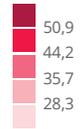


### Dépenses des régions liées à la formation professionnelle continue en 2020



### Part des 25-34 ans diplômés du supérieur en 2021

en %



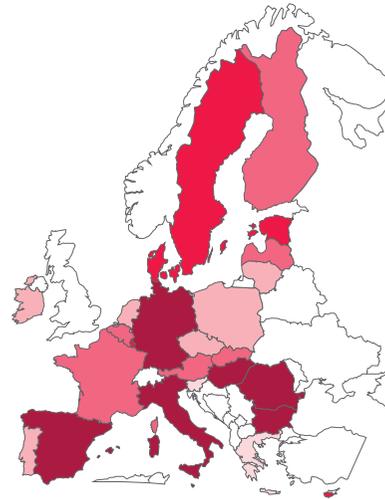
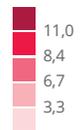
**Lecture** : en 2021, le taux des 25-34 ans diplômés de l'enseignement supérieur est de 50,3 % en France et de 41,2 % dans l'ensemble de l'Union européenne à 27 pays.

**Champ** : personnes de 25 à 34 ans.

**Source** : Eurostat (extraction du 16 mai 2022), EU-LFS.

### Sortants précoces du système éducatif en 2021

en %



**Lecture** : en 2021, la part des sortants précoces du système éducatif s'élève à 7,8 % en France et à 9,7 % dans l'ensemble de l'Union européenne à 27 pays.

**Champ** : personnes de 18 à 24 ans.

**Source** : Eurostat (extraction du 16 mai 2022), EU-LFS.

## Logement

En 2021, 81,8 % des **logements** en France hors Mayotte sont des **résidences principales**, 9,9 % des **résidences secondaires** ou des logements occasionnels et 8,3 % des **logements vacants**. L'habitat individuel représente 55,4 % des logements. Ce type d'habitat est majoritaire parmi les résidences principales comme parmi les résidences secondaires.

En 2021, 57,7 % des **ménages** sont propriétaires de leur résidence principale, et un peu plus d'un tiers d'entre eux doivent encore rembourser des emprunts liés à l'acquisition de ce logement. 39,9 % des ménages sont locataires de leur résidence principale. Les ménages propriétaires de leur logement sont plus souvent des ménages de deux, trois ou quatre personnes, à l'inverse des ménages locataires qui sont dans presque un cas sur deux des personnes seules.

En 2019, 23,4 % des résidences principales sont difficiles ou trop coûteuses à chauffer, contre 27,6 % six ans auparavant. La part des dépenses de logement dans le revenu des ménages (ou **taux d'effort** en logement) a quant à elle crû de 1,6 point entre 2006 et 2013, et plus particulièrement pour les locataires.

L'évolution des **loyers** est portée par les revalorisations pour les locataires en place : après une période de forte hausse à la fin des années 80, la hausse des loyers s'est atténuée jusqu'à atteindre une évolution très faible depuis 2015. Les prix des logements, essentiellement portés par les logements anciens, ont quant à eux évolué de manière beaucoup plus dynamique, malgré une période de baisse en 2009.

### En savoir plus

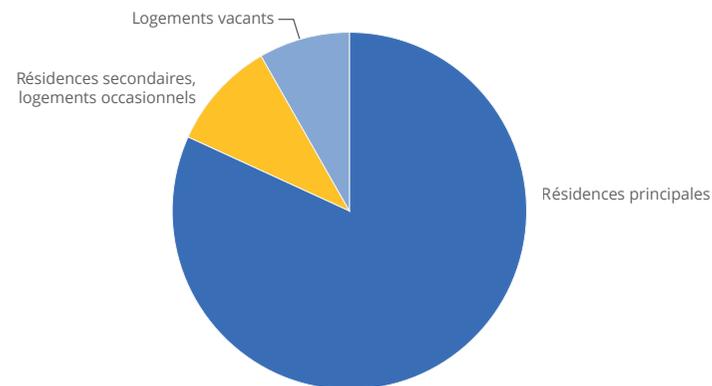
« **Au premier trimestre 2022, la hausse des prix des logements se poursuit** », *Informations rapides* n° 168, juin 2022.

« **Entre janvier et avril 2022, les loyers augmentent de 0,2 %** », *Informations rapides* n° 157, juin 2022.

« **37,2 millions de logements en France au 1<sup>er</sup> janvier 2021** », *Insee Focus* n° 254, novembre 2021.

FRANCE

### Parc de logements selon la catégorie en 2021



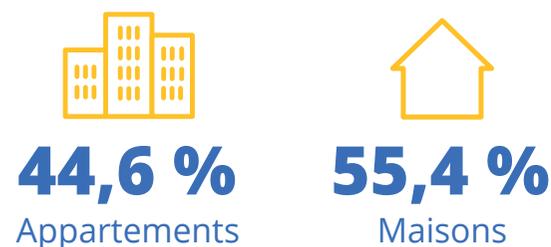
**Note** : données provisoires.

**Lecture** : au 1<sup>er</sup> janvier 2021, les résidences principales représentent 81,8 % des logements.

**Champ** : France hors Mayotte.

**Sources** : Insee-SDES, estimations annuelles du parc de logements.

### Parc de logements selon le type d'habitat en 2021



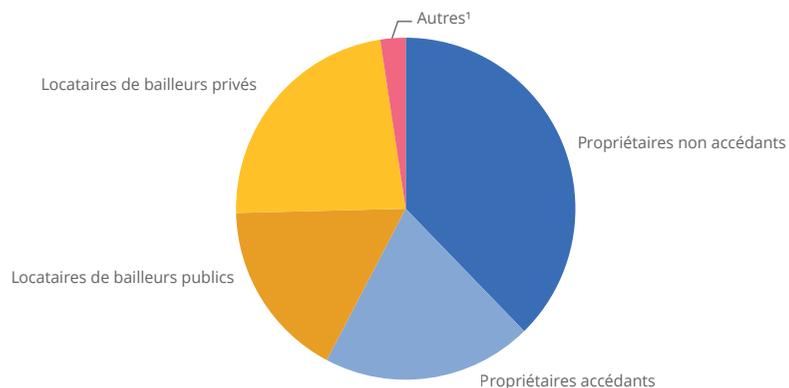
**Note** : données provisoires.

**Lecture** : au 1<sup>er</sup> janvier 2021, les maisons représentent 55,4 % des logements.

**Champ** : France hors Mayotte.

**Sources** : Insee-SDES, estimations annuelles du parc de logements.

## Statut d'occupation des résidences principales en 2021



1. Essentiellement des ménages logés gratuitement.

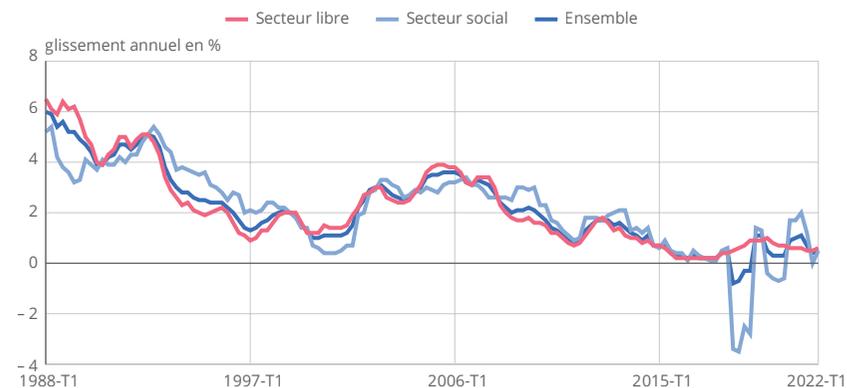
**Note** : données provisoires.

**Lecture** : au 1<sup>er</sup> janvier 2021, 23,0 % des résidences principales sont occupées par des locataires de bailleurs privés et 16,9 % par des locataires de bailleurs publics.

**Champ** : France hors Mayotte, résidences principales.

**Sources** : Insee-SDES, estimations annuelles du parc de logements.

## Indice des loyers d'habitation selon le secteur



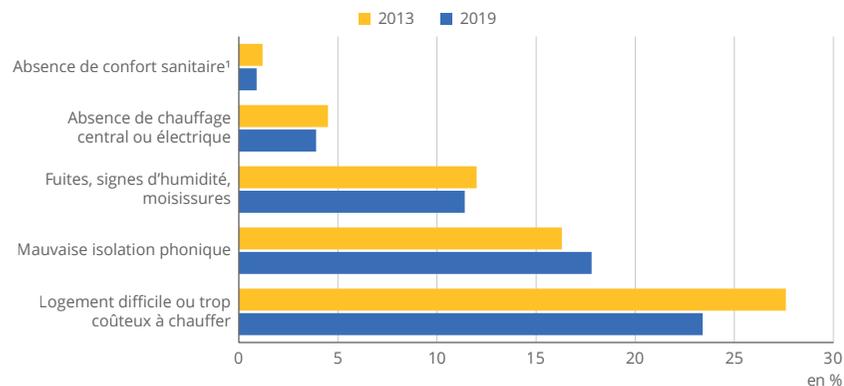
**Note** : pour une année N, le glissement annuel du T1 correspond à l'évolution entre l'indice des loyers d'avril N-1 et celui d'avril N, le point du T2 à l'évolution entre l'indice de juillet N-1 et celui de juillet N, le point du T3 à l'évolution entre l'indice d'octobre N-1 et celui d'octobre N et le point du T4 à l'évolution entre l'indice de janvier N et celui de janvier N+1.

**Lecture** : entre avril 2021 et avril 2022, les loyers d'habitation du secteur libre (y compris loi 1948) ont augmenté de 0,6 %.

**Champ** : France métropolitaine.

**Source** : Insee, enquêtes loyers et charges et bailleurs sociaux.

## Défauts de confort du parc de résidences principales



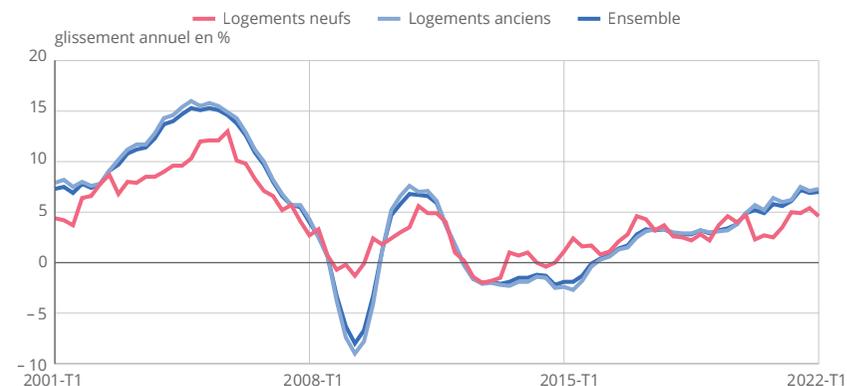
1. Absence d'au moins un élément suivant : eau chaude courante, douche ou baignoire, WC.

**Lecture** : en 2019, 3,9 % des résidences principales ne disposent pas de chauffage central ou électrique.

**Champ** : France métropolitaine, résidences principales.

**Source** : Insee, dispositif SRCV-Silc.

## Indice du prix des logements



**Lecture** : entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2021 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2022, le prix des logements (neufs et anciens confondus) a augmenté de 7,0 %.

**Champ** : France métropolitaine.

**Source** : Insee, élaboration des indices de prix des logements.

En 2018, en France (hors Mayotte), le nombre de **logements** par région varie de 91 600 en Guyane à 5,8 millions en Île-de-France.

Près d'un logement sur dix est une **résidence secondaire**. Cette part est la plus élevée en Corse, sur la façade atlantique et dans le sud-est avec notamment plus de 45 % de résidences secondaires dans les Hautes-Alpes. À l'inverse, elle est la plus faible en région parisienne, dans le quart nord-est et dans les régions d'outre-mer.

Les **logements vacants** sont plus souvent localisés le long d'une diagonale traversant des départements de faible densité depuis la Lorraine vers le sud-ouest du Massif central ; c'est particulièrement le cas au nord du Massif central avec 15 % de logements vacants dans la Creuse et dans l'Allier. La proportion de logements vacants est aussi élevée outre-mer, notamment en Martinique et en Guadeloupe.

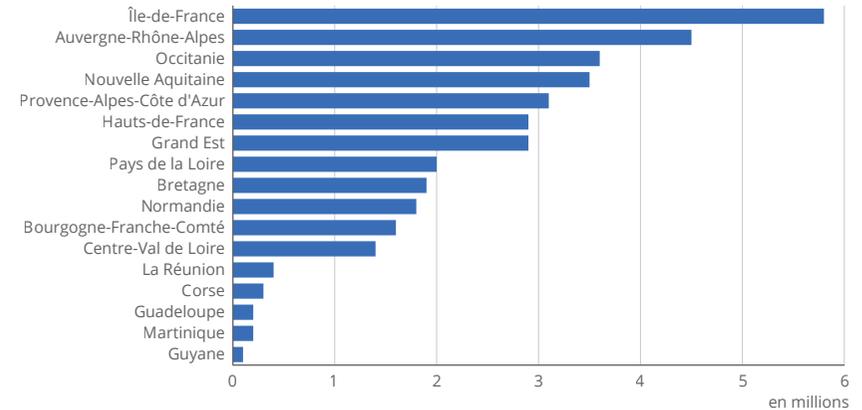
Les conditions de logement des **ménages** dépendent de la morphologie du territoire, en particulier de la densité de la population. Ainsi, les ménages sont plus souvent locataires dans les espaces urbains que ruraux ; en particulier, dans les centres urbains où plus d'un ménage sur deux est locataire de sa **résidence principale**. Le constat est identique pour les locataires des habitations à loyer modéré (HLM) : ils représentent plus de 20 % des ménages dans les centres urbains contre moins de 3 % dans le rural à habitat dispersé ou très dispersé. Dans le centre urbain de Paris, plus de 13 % des résidences principales sont sur-occupées ; cette proportion est de 6 % dans les autres grands centres urbains, alors qu'elle est inférieure à 2 % dans l'espace rural.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2021, le **loyer** moyen dans le parc social conventionné est de 5,99 euros par m<sup>2</sup>. Il s'élève à 5,66 euros par m<sup>2</sup> en province et à 7,02 euros par m<sup>2</sup> en Île-de-France.

**En savoir plus**

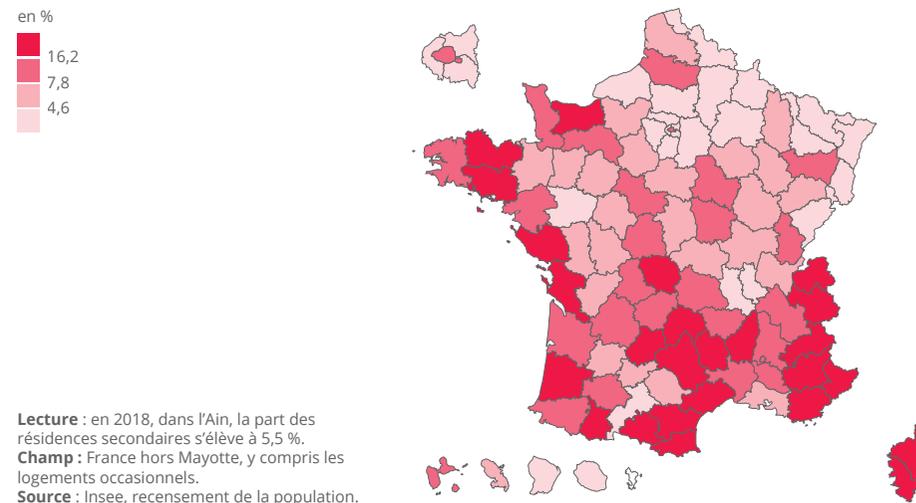
- « Deux résidences secondaires sur trois sont détenues par un ménage de 60 ans ou plus », *Insee Première* n° 1871, août 2021.
- « La France et ses territoires – Disparités départementales du parc de logements », *Insee Références*, édition 2021.
- « Logements suroccupés, personnes âgées isolées... : des conditions de confinement diverses selon les territoires », *Insee Focus* n° 189, avril 2020.

**Nombre de logements en 2018**



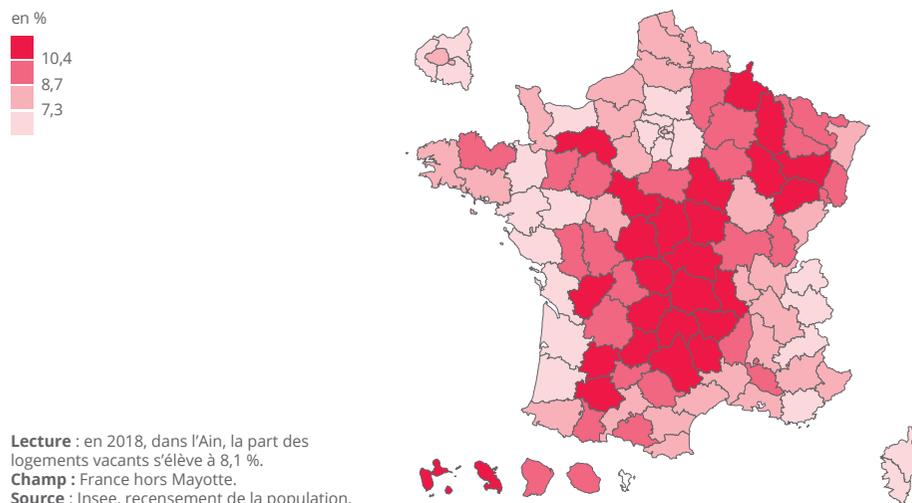
**Lecture** : en 2018, en Île-de-France, le nombre de logements s'élève à 5,8 millions.  
**Champ** : France hors Mayotte.  
**Source** : Insee, recensement de la population.

**Part des résidences secondaires en 2018**



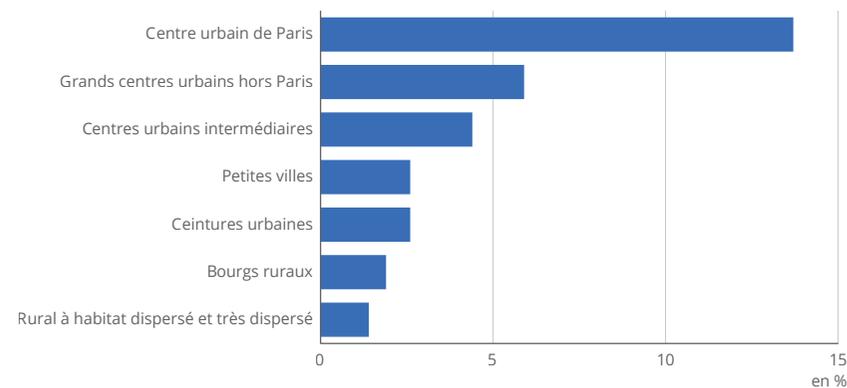
**Lecture** : en 2018, dans l'Ain, la part des résidences secondaires s'élève à 5,5 %.  
**Champ** : France hors Mayotte, y compris les logements occasionnels.  
**Source** : Insee, recensement de la population.

### Part des logements vacants en 2018



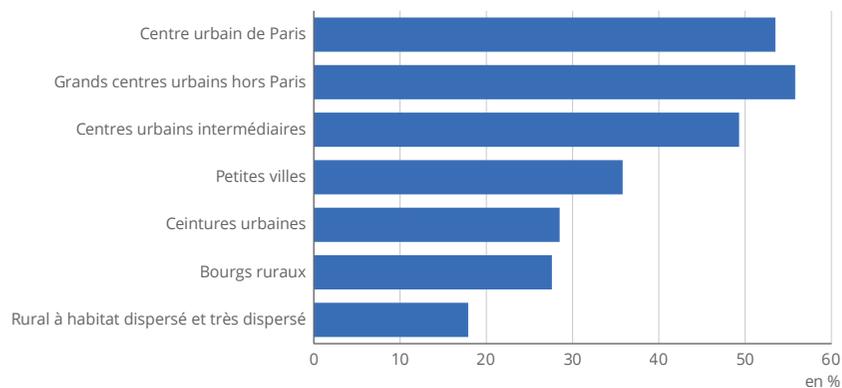
**Lecture :** en 2018, dans l'Ain, la part des logements vacants s'élève à 8,1 %.  
**Champ :** France hors Mayotte.  
**Source :** Insee, recensement de la population.

### Part des résidences suroccupées selon la densité des communes en 2018



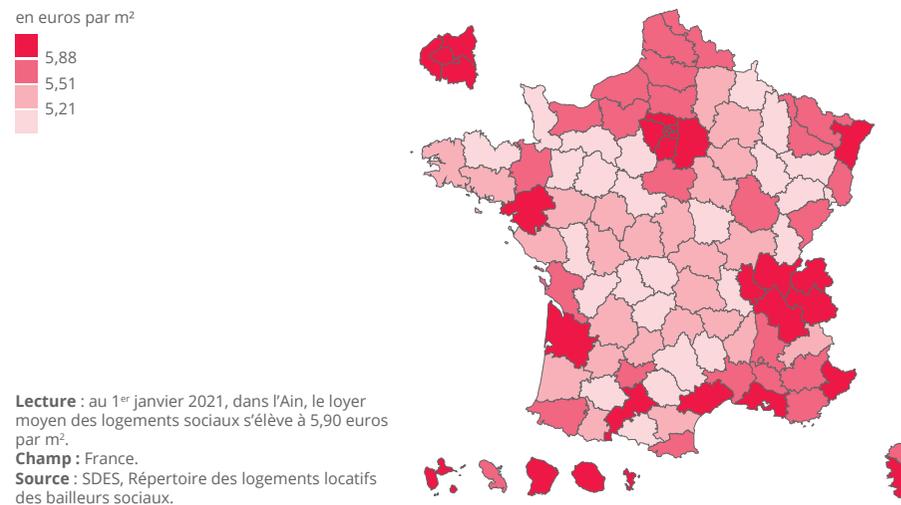
**Lecture :** en 2018, dans le centre urbain de Paris, la part des résidences suroccupées dans les résidences principales représente 13,7 %.  
**Champ :** France.  
**Source :** SDES, Répertoire des logements locatifs des bailleurs sociaux.

### Part des locataires dans les résidences principales selon la densité des communes en 2018



**Lecture :** en 2018, dans le centre urbain de Paris, la part des locataires dans les résidences principales représente 53,5 %.  
**Champ :** France.  
**Source :** SDES, Répertoire des logements locatifs des bailleurs sociaux.

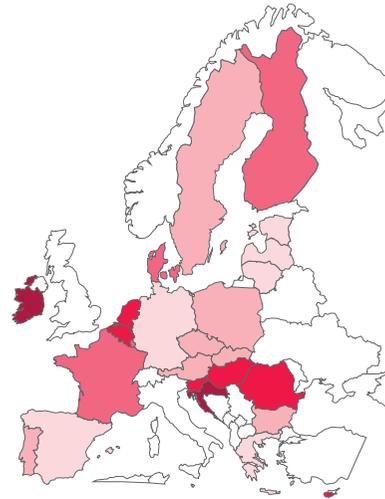
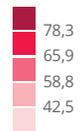
### Loyer moyen des logements sociaux au 1<sup>er</sup> janvier 2021



**Lecture :** au 1<sup>er</sup> janvier 2021, dans l'Ain, le loyer moyen des logements sociaux s'élève à 5,90 euros par m<sup>2</sup>.  
**Champ :** France.  
**Source :** SDES, Répertoire des logements locatifs des bailleurs sociaux.

### Maisons en 2020

en % des logements ordinaires



**Note** : donnée de la France métropolitaine pour la France. Donnée non disponible pour l'Italie.

**Lecture** : en 2020, 65,3 % de la population française et 52,9 % de la population de l'ensemble de l'Union européenne à 27 pays vivent dans une maison.

**Source** : Eurostat (extraction du 13 décembre 2021), EU-Silc.

# Égalité femmes-hommes

En 2021, l'**espérance de vie à la naissance** des femmes est de 85,4 ans : c'est 6,1 ans de plus que les hommes.

En 2021, les femmes âgées de 25 à 64 ans sont plus diplômées que les hommes : 62,0 % d'entre elles ont au moins le baccalauréat, soit 6,5 points de plus que leurs homologues masculins. 27,6 % des femmes sont titulaires d'un diplôme de niveau Bac + 3 ou supérieur, contre 24,8 % des hommes.

Le **taux d'activité** des femmes âgées de 15 à 64 ans s'élève à 70,0 % en 2021 ; il est inférieur de 6,2 points à celui des hommes. En 45 ans, l'écart de taux d'activité entre les femmes et les hommes s'est considérablement réduit : il était de près de 29,4 points en 1975. Le taux d'activité des femmes a augmenté de 15,5 points entre 1975 et 2021, tandis que celui des hommes a diminué de 7,7 points.

Le **taux de chômage** des femmes atteint 7,8 % en 2021, un taux quasi identique à celui des hommes (8,0 %). L'écart existant en défaveur des femmes depuis 1975 s'est inversé en 2012, le taux de chômage des hommes ayant davantage augmenté après la crise économique de 2008.

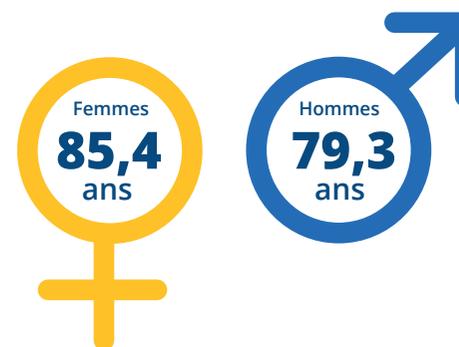
En 2021, 41,1 % des femmes en emploi occupent des postes d'employés, contre 11,9 % des hommes. Ces derniers sont quant à eux plus souvent ouvriers (30,0 % contre 7,7 %). La part des cadres est plus élevée chez les hommes (24,3 %) que chez les femmes (18,7 %). Les femmes sont 28,0 % à travailler à **temps partiel** : c'est 3,4 fois plus que les hommes.

Les différences de salaires entre les femmes et les hommes se réduisent depuis 2010. En 2019, les femmes ont toutefois un  **salaire en équivalent temps plein**  qui reste inférieur de 15,6 % à celui des hommes. L'écart de salaire reste le plus élevé chez les cadres (17,0 % en défaveur des femmes), même s'il s'est réduit de plus de 5 points depuis 2010.

## En savoir plus

« Femmes et hommes – L'égalité en question », Insee Références, édition 2022.

## Espérance de vie à la naissance en 2021



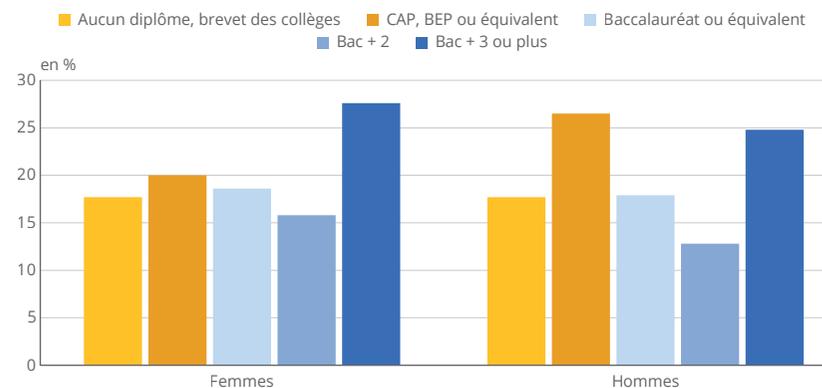
**Note** : données provisoires arrêtées à fin 2021.

**Lecture** : si une femme avait à chaque âge la mortalité des femmes observée en 2021, sa durée de vie serait de 85,4 ans (espérance de vie à la naissance en 2021) ; celle d'un homme serait de 79,3.

**Champ** : France.

**Source** : Insee, estimations de population et statistiques de l'état civil.

## Diplôme le plus élevé selon le sexe en 2021

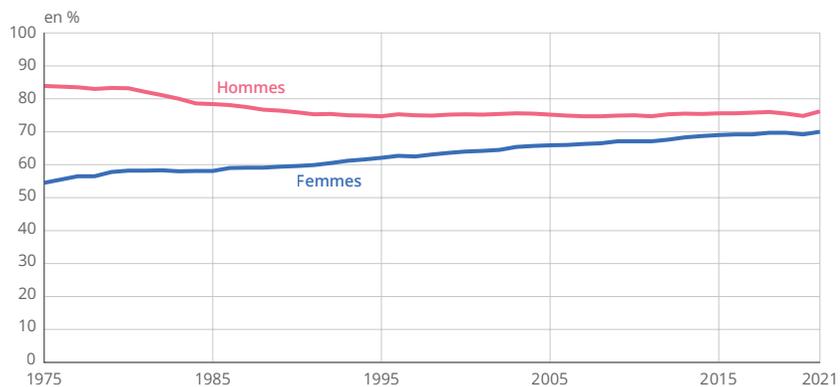


**Lecture** : en 2021, 27,6 % des femmes et 24,8 % des hommes ont un diplôme supérieur ou égal à Bac + 3.

**Champ** : France hors Mayotte, personnes de 25 à 64 ans vivant en logement ordinaire.

**Source** : Insee, enquête Emploi.

### Taux d'activité selon le sexe



**Note :** données révisées.

**Lecture :** en 2021, 70,0 % des femmes âgées de 15 à 64 ans sont actives.

**Champ :** France hors Mayotte, personnes de 15 à 64 ans vivant en logement ordinaire.

**Source :** Insee, enquêtes Emploi, séries longues sur le marché du travail.

### Temps partiel selon le sexe en 2021

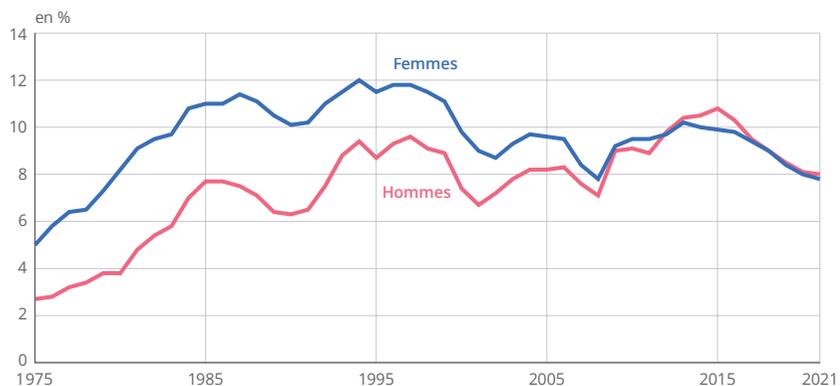


**Lecture :** en 2021, 28,0 % des femmes en emploi travaillent à temps partiel.

**Champ :** France hors Mayotte, personnes en emploi vivant en logement ordinaire.

**Source :** Insee, enquête Emploi.

### Taux de chômage selon le sexe



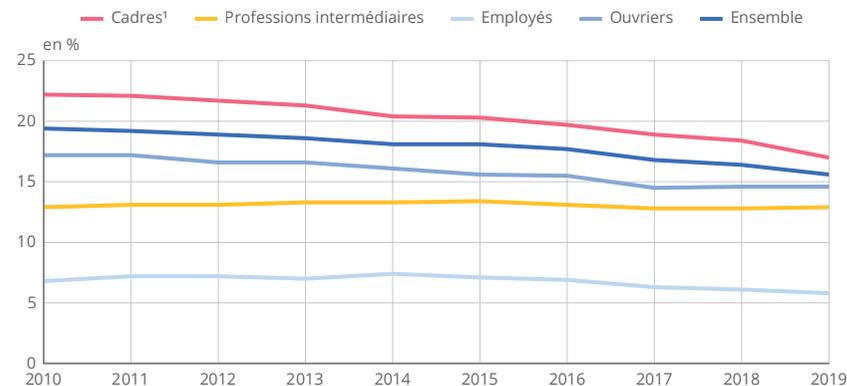
**Note :** données révisées.

**Lecture :** en 2021, 7,8 % des femmes sont au chômage.

**Champ :** France hors Mayotte, personnes actives de 15 ans ou plus vivant en logement ordinaire.

**Source :** Insee, enquêtes Emploi, séries longues sur le marché du travail.

### Écart de salaires en équivalent temps plein entre femmes et hommes



1. Y compris chefs d'entreprise salariés.

**Note :** écart de salaire (H-F)/H.

**Lecture :** en 2019, les femmes ont un salaire en équivalent temps plein inférieur de 15,6 % à celui des hommes.

**Champ :** France hors Mayotte, salariés du privé et des entreprises publiques, y compris bénéficiaires de contrats aidés et de contrats de professionnalisation, apprentis et stagiaires, hors salariés agricoles et salariés des particuliers-employeurs.

**Source :** Insee, bases Tous salariés.

En 2021, 54 % ou plus de femmes âgées de 25 à 34 ans sont diplômées du supérieur dans les régions d'Île-de-France, d'Auvergne-Rhône-Alpes, de Bretagne et des Pays de la Loire.

En 2018, en France hors Mayotte, le **taux d'activité** des femmes est inférieur à celui des hommes, à l'exception de la Martinique ; en 2020, le **taux de chômage** des femmes est supérieur à celui des hommes principalement dans les départements du centre, du nord-ouest et de l'est de la France.

Quelle que soit la région, les femmes sont très minoritaires parmi les cadres dirigeants. Elles en représentent en 2019, au plus 28 %, en Île-de-France.

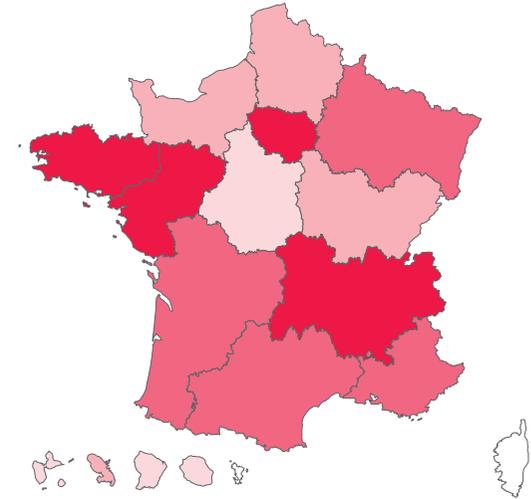
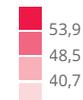
Les hommes travaillent moins souvent à **temps partiel** que les femmes quel que soit le département. Dans un grand quart sud-est de la France métropolitaine, le travail à temps partiel, fréquent, des femmes est à mettre en lien avec la précarité de l'emploi. Dans la région Pays de la Loire, dans les territoires frontaliers de la Belgique et de la Suisse, ainsi que dans la vallée du Rhône, il est associé à une surreprésentation des familles de trois enfants ou plus. La part des hommes occupant un travail à temps partiel est plus élevée dans les départements du sud de la France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer (DOM).

Les femmes sont partout moins bien rémunérées que les hommes, mais ces écarts de rémunération sont plus ou moins prononcés selon les départements : les plus marqués à l'est de la France et dans les départements qui abritent les grandes métropoles ; les plus faibles dans les DOM.

En 2021, en France, 20 % des maires sont des femmes. Il y a plus de 22 % de femmes maires en Nouvelle Aquitaine, en Centre-Val de Loire, en Île-de-France et en Guyane.

### Femmes de 25 à 34 ans diplômées du supérieur en 2021

en %



**Note** : donnée non disponible pour la Corse.

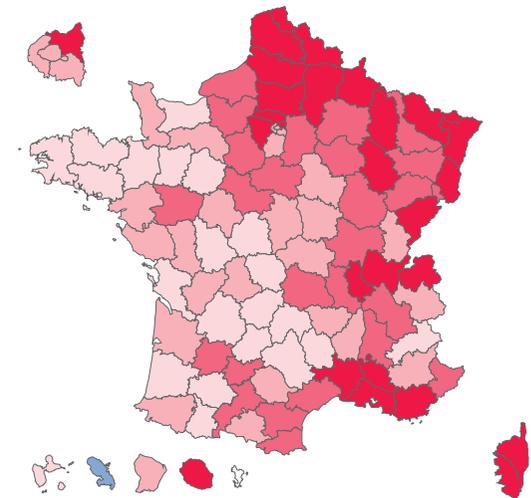
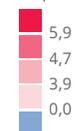
**Lecture** : en 2021, en Île-de-France, 67,7 % des femmes âgées de 25 à 34 ans sont diplômées de l'enseignement supérieur.

**Champ** : France hors Mayotte, femmes de 25 à 34 ans.

**Source** : Eurostat (extraction du 14 juin 2022).

### Écart de taux d'activité entre femmes et hommes en 2018

en points

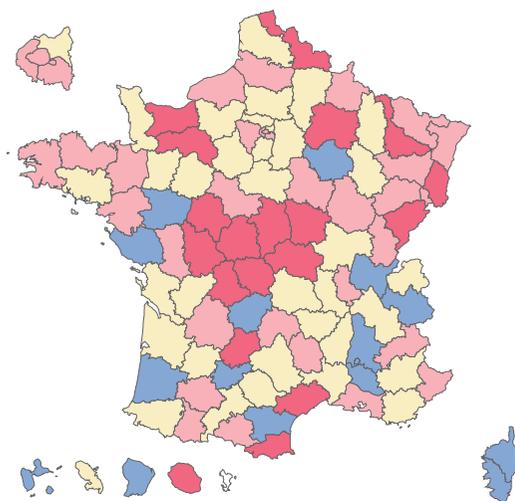
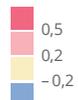


**Lecture** : en 2018, dans l'Ain, le taux d'activité des femmes est inférieur de 6,1 points à celui des hommes.

**Champ** : France, population active de 15 à 64 ans.  
**Source** : Insee, recensement de la population.

### Écart de taux de chômage entre femmes et hommes en 2020

en points



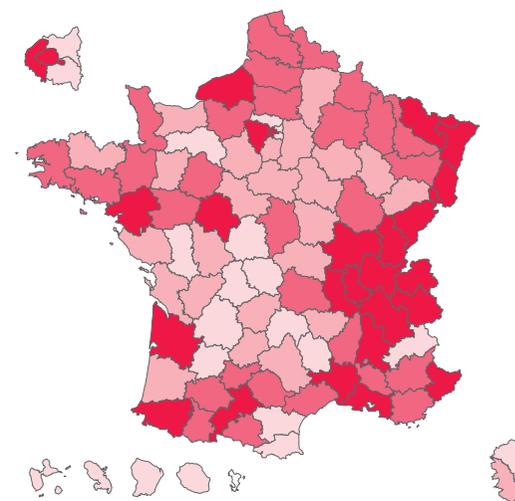
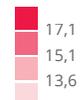
**Lecture** : en 2020, dans l'Ain, le taux de chômage des femmes est supérieur de 0,5 point à celui des hommes.

**Champ** : France hors Mayotte.

**Source** : Insee, taux de chômage localisés.

### Écart de salaire horaire net moyen entre femmes et hommes en 2019

en %



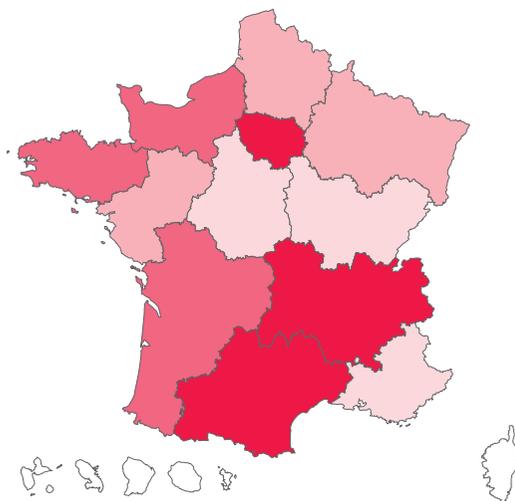
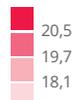
**Lecture** : en 2019, dans l'Ain, le salaire net horaire moyen des femmes est inférieur de 17,5 % à celui des hommes.

**Champ** : entreprises du secteur privé et entreprises publiques localisées en France hors Mayotte.

**Source** : Insee, bases Tous salariés, fichier salariés au lieu de résidence.

### Part des femmes parmi les cadres dirigeants en 2019

en %



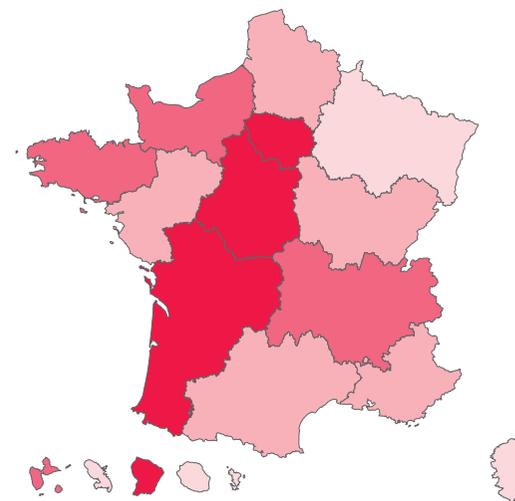
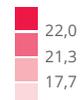
**Note** : donnée non significative pour la Corse.  
**Lecture** : en 2019, en Île-de-France, 28,4 % des cadres dirigeants sont des femmes.

**Champ** : France métropolitaine, salariés en équivalent temps plein (EQTP) du privé et des entreprises publiques, y compris bénéficiaires de contrats aidés et de contrats de professionnalisation ; hors apprentis, stagiaires, salariés agricoles et salariés des particuliers employeurs.

**Source** : Insee, bases Tous salariés, fichier salariés au lieu de résidence.

### Part des femmes parmi les maires en 2021

en %



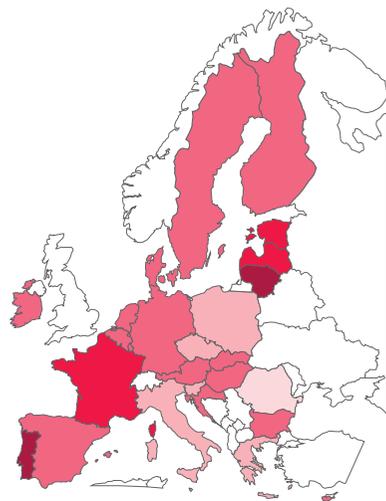
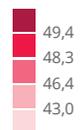
**Lecture** : en 2021, en Île-de-France, 22,0 % des maires sont des femmes.

**Champ** : France, conseils municipaux.

**Source** : RNE (répertoire national des élus), décembre 2021 ; ministère de l'Intérieur.

### Part des femmes dans la population active en 2021

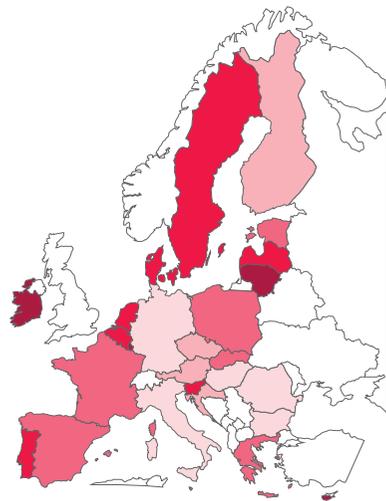
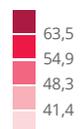
en %



**Lecture** : en 2021, 48,9 % des actifs de 15 à 64 ans sont des femmes en France. Ce taux est de 46,5 % dans l'ensemble de l'Union européenne à 27 pays.  
**Source** : Eurostat (extraction du 21 avril 2022).

### Femmes de 25 à 34 ans diplômées du supérieur en 2021

en %



**Lecture** : en 2021, le taux des femmes de 25 à 34 ans diplômées de l'enseignement supérieur est de 54,2 % en France et de 46,8 % dans l'ensemble de l'Union européenne à 27 pays.  
**Champ** : femmes de 25 à 34 ans.  
**Source** : Eurostat (extraction du 16 mai 2022), EU-LFS.

## Santé – Handicap – Dépendance

En 2020, deux tiers des personnes âgées de 16 ans ou plus déclarent en bonne ou très bonne santé. À l’opposé, 9,0 % jugent leur état de santé mauvais voire très mauvais. En 2020, 9,4 % des personnes âgées de 16 ans ou plus déclarent être sévèrement limitées dans les activités que les gens font habituellement, et sont donc des personnes handicapées au sens de l’**indicateur GALI** : 6,0 % des 16 à 64 ans et 19,0 % des 65 ans ou plus.

Selon leur âge et leur situation, les personnes en situation de handicap ou de perte d’autonomie peuvent prétendre à différentes prestations. Fin 2020, 52 000 personnes ont un droit ouvert à l’**allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP)** et 347 000 à la **prestation de compensation du handicap (PCH)**. Par ailleurs, 1,3 million de personnes de 60 ans ou plus ont perçu l’**allocation personnalisée d’autonomie (APA)** au titre du mois de décembre 2020. Les personnes de 85 ans ou plus représentent plus de la moitié des bénéficiaires de l’APA à domicile et près de 70 % des bénéficiaires de l’APA en établissement. Enfin, 116 000 personnes de 60 ans ou plus bénéficient de l’**aide sociale à l’hébergement (ASH)** en établissement.

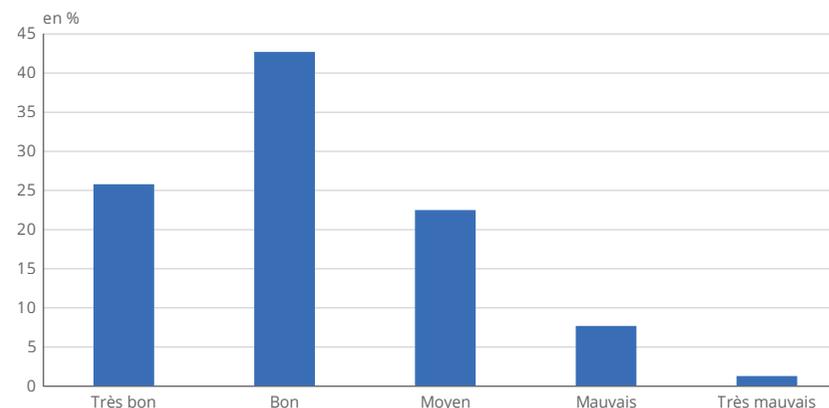
Les tumeurs et les maladies de l’appareil circulatoire constituent les principales causes de décès. Au 1<sup>er</sup> janvier 2021, un peu plus de 764 000 infirmiers et de 228 000 médecins sont en activité. La consommation de **soins hospitaliers** et de **soins de ville** représente 75,4 % de la **consommation de soins et de biens médicaux (CSBM)** qui s’élève à 209 milliards d’euros en 2020.

### En savoir plus

« **Les dépenses de santé en 2020** », *Panoramas de la Drees santé*, Drees, édition 2021.

FRANCE

### État de santé perçue en 2020

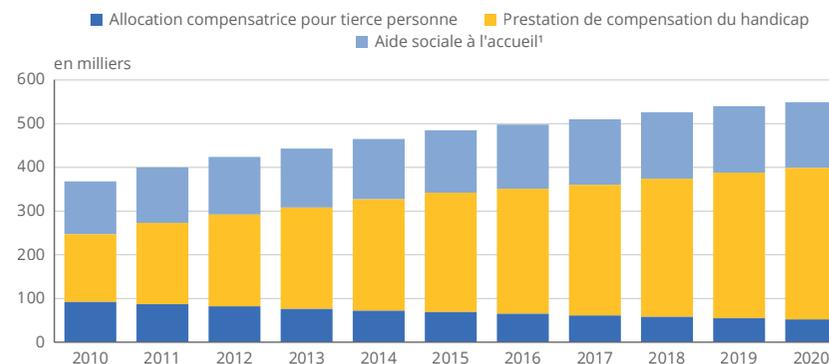


**Lecture** : en 2020, 25,8 % de la population se considère en très bonne santé.

**Champ** : France, personnes de 16 ans ou plus.

**Source** : Eurostat (extraction du 31 janvier 2022), EU-Silc.

### Bénéficiaires de prestations liées au handicap



1. Aide sociale à l’hébergement, accueil des particuliers et accueil de jour.

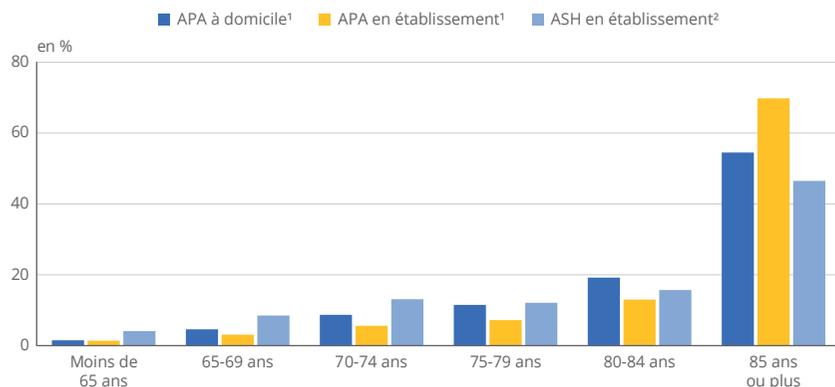
**Note** : bénéficiaires ayant droit ouvert à la prestation au 31 décembre de l’année considérée, qu’il ait donné lieu à un paiement ou non.

**Lecture** : au 31 décembre 2020, 52 000 personnes sont bénéficiaires de l’allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP), 347 000 de la prestation de compensation du handicap (PCH) et 150 000 d’une aide sociale à l’accueil.

**Champ** : France hors Mayotte, bénéficiaires vivant à domicile ou en établissement.

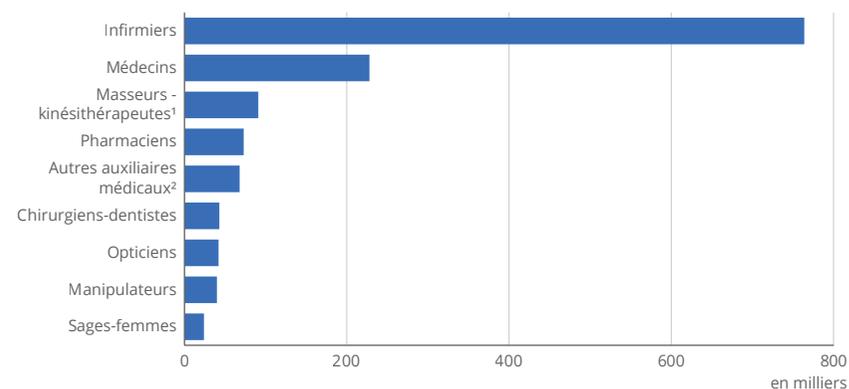
**Source** : Drees, enquêtes Aide sociale.

## Bénéficiaires de prestations liées à la perte d'autonomie selon l'âge en 2020



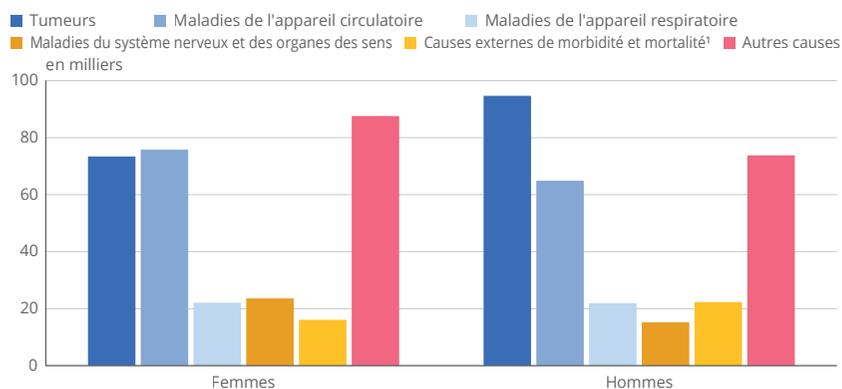
1. Bénéficiaires ayant un droit ouvert qui a donné lieu à un paiement au titre du mois de décembre 2020.  
 2. Bénéficiaires ayant un droit ouvert à la prestation au 31 décembre 2020, qu'il ait donné lieu à un paiement ou non.  
**Lecture** : au 31 décembre 2020, 54,5 % des bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) à domicile et 46,5 % des bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement (ASH) en établissement ont 85 ans ou plus.  
**Champ** : France hors Mayotte.  
**Source** : Drees, enquête Aide sociale.

## Professions de santé en 2021



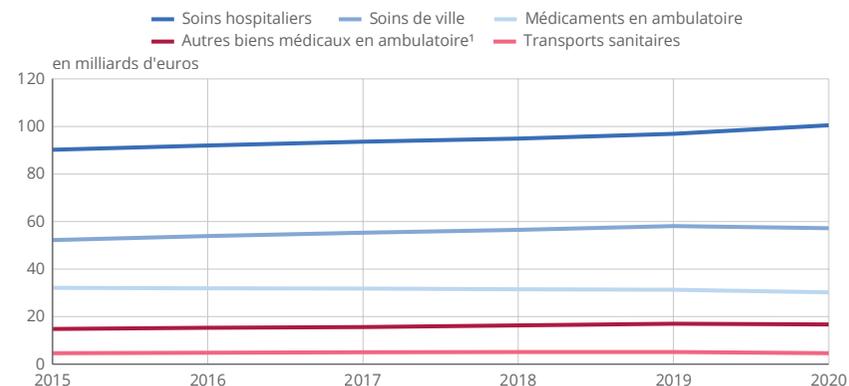
1. Donnée 2020.  
 2. Audioprothésistes, ergothérapeutes, orthophonistes, orthoptistes, psychomotriciens.  
**Lecture** : au 1<sup>er</sup> janvier 2021, il y a 764 000 infirmiers.  
**Champ** : professionnels de santé actifs au 1<sup>er</sup> janvier.  
**Source** : Drees, RPPS, Répertoire Adeli.

## Causes de décès selon le sexe en 2017



1. Y compris accidents, suicides et lésions auto-infligées.  
**Lecture** : en 2017, 73 400 femmes sont décédées des suites d'une tumeur.  
**Champ** : France métropolitaine, décès domiciliés.  
**Source** : Inserm-CépiDc (Centre d'épidémiologie sur les causes médicales de décès).

## Consommation de soins et de biens médicaux



1. Optique, orthèses, prothèses, véhicules pour handicapés physiques, aliments, matériels, pansements.  
**Note** : données révisées.  
**Lecture** : en 2020, la consommation de soins hospitaliers s'élève à 100,5 milliards d'euros, de soins de ville à 57,2 milliards d'euros et de transports sanitaires à 4,6 milliards d'euros.  
**Champ** : France.  
**Source** : Drees, comptes nationaux de la santé.

Selon leur âge et leur situation, les personnes en situation de handicap ou de perte d'autonomie peuvent prétendre à différentes prestations. Fin 2019, les bénéficiaires de l'**allocation personnalisée d'autonomie (APA)** représentent 7,5 % des personnes âgées de 60 ans ou plus en France (hors Mayotte). Cette part est plus élevée dans les départements du centre et du sud-ouest, dans le Pas-de-Calais, à La Réunion et en Martinique.

Le nombre d'allocataires de l'**allocation aux adultes handicapés (AAH)**, rapporté à la population âgée de 15 à 64 ans, est de 2,9 % fin 2019. Cette part est plus importante dans les départements ruraux ou semi-urbains, notamment dans les départements du centre et du sud-ouest. La part d'allocataires culmine en Lozère (6,3 %). Elle est également plus élevée que la moyenne dans les départements d'outre-mer (sauf en Guyane et à Mayotte). À l'opposé, elle est particulièrement faible en Île-de-France.

Fin 2019, en France (hors Mayotte), 5,8 personnes sur 1 000 sont bénéficiaires de la **prestation de compensation du handicap (PCH)** ou de l'**allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP)**. En Corse, dans l'Aude et en Lozère, cette proportion dépasse 10,0 %. À l'inverse, dans la moitié des départements franciliens, dans les Landes, en Corrèze et en Guyane, elle est inférieure à 4,0 %.

La densité de médecins est variable d'un département à l'autre : elle est plus élevée dans les départements regroupant de grandes villes. Au 1<sup>er</sup> janvier 2021, près de 900 médecins pour 100 000 habitants exercent à Paris. Cette part est 10 fois plus faible à Mayotte (moins de 90 médecins pour 100 000 habitants).

En 2020, 9,4 % de la population se considère en mauvaise ou très mauvaise santé et déclare être sévèrement limitée dans des activités du quotidien. Elles sont handicapées au sens de l'**indicateur de limitation d'activité générale (GALI)**. En banlieue et dans les villes moins peuplées, cette proportion est plus élevée.

### Bénéficiaires de l'APA en 2019

en %



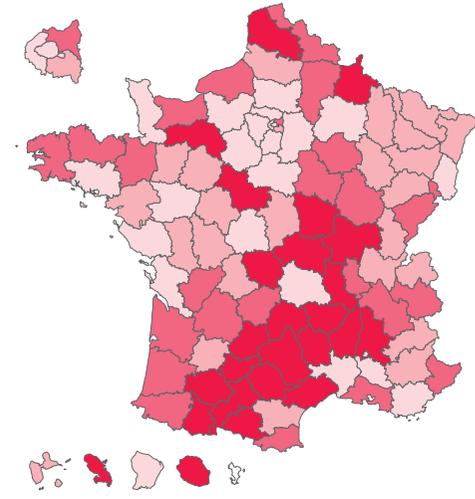
1. Bénéficiaires ayant un droit ouvert qui a donné lieu à un paiement au titre du mois de décembre 2019.

**Note** : les données départementales de la Haute-Corse et de la Corse-du-Sud correspondent à la part des bénéficiaires de l'APA pour la collectivité de Corse.

**Lecture** : au 31 décembre 2019, dans l'Ain, 6,7 % de la population de 60 ans ou plus sont bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) à domicile ou en établissement.

**Champ** : France hors Mayotte, personnes de 60 ans ou plus.

**Sources** : Drees, enquête Aide sociale ; Insee, estimations de population provisoires au 1<sup>er</sup> janvier 2020.



### Allocataires de l'AAH en 2019

en %

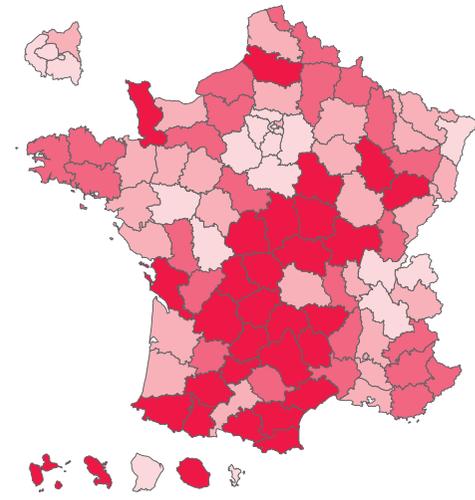


**Note** : les données portant sur les allocataires relevant des CAF sont établies selon le territoire de gestion des CAF et non selon le lieu de résidence.

**Lecture** : au 31 décembre 2019, dans l'Ain, 1,8 % de la population âgée de 15 à 64 ans perçoit l'allocation aux adultes handicapés (AAH).

**Champ** : France, personnes âgées de 15 à 64 ans.

**Sources** : Drees, enquête Aide sociale ; Insee, estimations de population provisoires au 1<sup>er</sup> janvier 2020.



## Bénéficiaires de la PCH ou de l'ACTP en 2019

pour 1 000 habitants



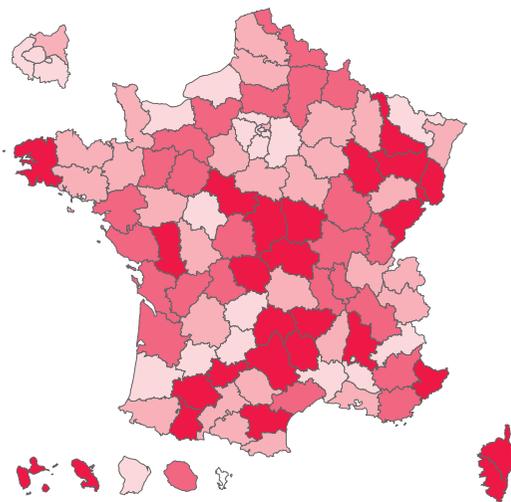
1. Bénéficiaires ayant un droit ouvert à la prestation au 31 décembre de l'année considérée, qu'il ait donné lieu à un paiement ou non.

**Note :** les données départementales de la Haute-Corse et de la Corse-du-Sud correspondent à la part des bénéficiaires de la PCH ou de l'ACTP pour la collectivité de Corse.

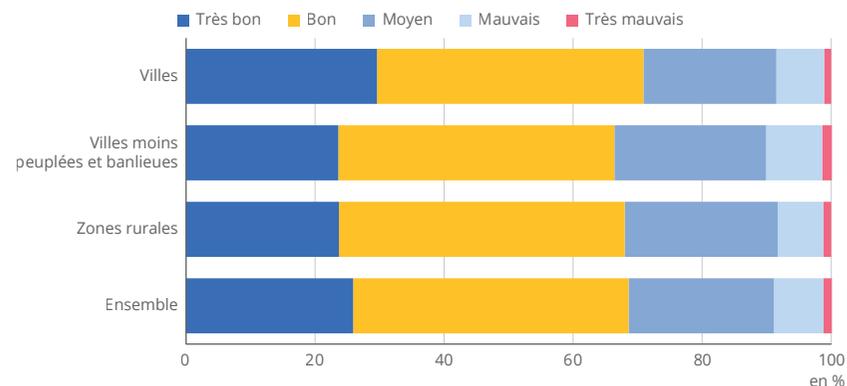
**Lecture :** au 31 décembre 2019, dans l'Ain, la part des bénéficiaires de la prestation de compensation du handicap (PCH) ou de l'allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP) est de 5,1 pour 1 000 habitants.

**Champ :** France hors Mayotte, tous âges confondus, bénéficiaires vivant à domicile ou en établissement.

**Sources :** Drees, enquête Aide sociale ; Insee, estimations de population provisoires au 1<sup>er</sup> janvier 2020.



## État de santé perçue selon le degré d'urbanisation en 2020



**Lecture :** en 2020, 29,6 % de la population vivant dans les villes se considère en très bonne santé.

**Champ :** France, personnes de 16 ans ou plus.

**Source :** Eurostat (extraction du 4 mai 2022), EU-Silc.

## Densité de médecins au 1<sup>er</sup> janvier 2021

pour 100 000 habitants

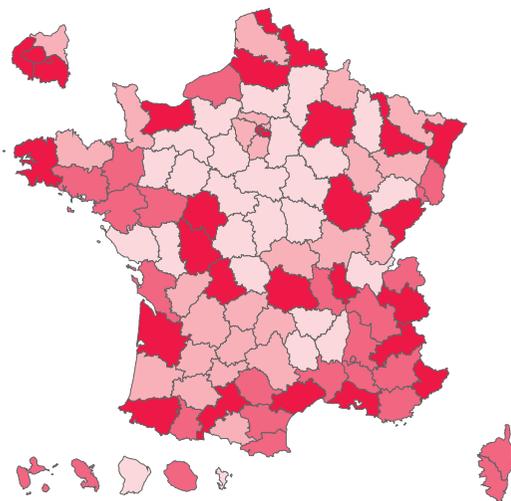


**Lecture :** au 1<sup>er</sup> janvier 2021, dans l'Ain, il y a 175,3 médecins pour 100 000 habitants.

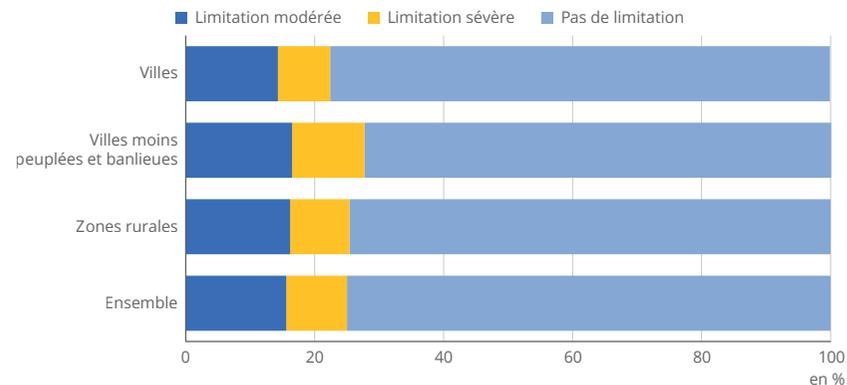
**Champ :** France.

**Sources :** Drees, ASIP-Santé RPPS ;

Insee, estimations de population provisoires au 1<sup>er</sup> janvier 2020.



## Limitation d'activité générale selon le degré d'urbanisation en 2020



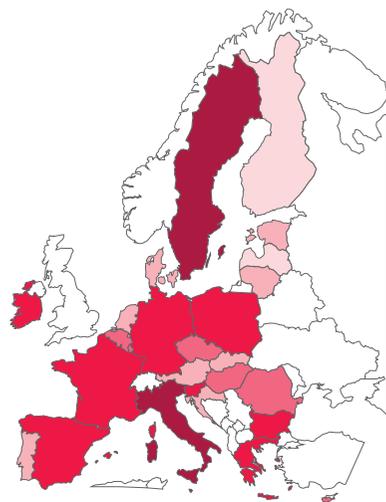
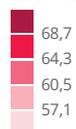
**Lecture :** en 2020, 8,1 % des personnes de 16 ans ou plus vivant dans les villes déclarent être sévèrement limitées depuis au moins 6 mois, pour une raison de santé, dans les activités que les gens font habituellement. Elles sont handicapées au sens de l'indicateur de limitation d'activité générale (GALI).

**Champ :** France, personnes de 16 ans ou plus.

**Source :** Eurostat (extraction du 4 mai 2022), EU-Silc.

### Espérance de vie en bonne santé des femmes en 2020

en années

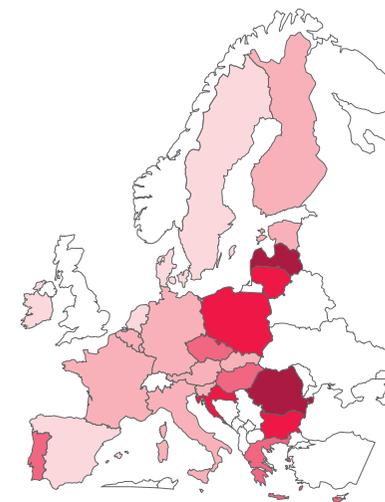
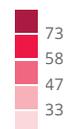


**Lecture :** en 2020, l'espérance de vie en bonne santé des femmes est de 65,3 ans en France et de 64,5 ans dans l'ensemble de l'Union européenne à 27 pays.

**Source :** Eurostat (extraction du 17 mai 2022).

### Victimes d'accidents de la route en 2020

en nombre de décès par million d'habitants



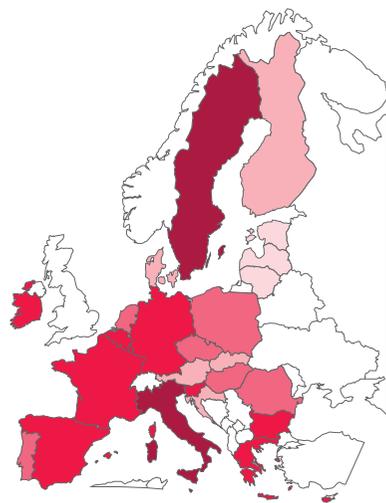
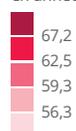
**Lecture :** en 2020, le nombre de décès après un accident de la route s'élève à 39 pour un million d'habitants en France et à 42 pour un million d'habitants dans l'ensemble de l'Union européenne à 27 pays.

**Champ :** décès survenus dans les 30 jours suivant l'accident.

**Source :** Commission européenne.

### Espérance de vie en bonne santé des hommes en 2020

en années

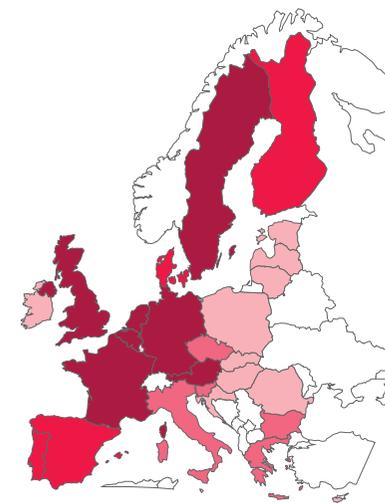
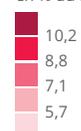


**Lecture :** en 2020, l'espérance de vie en bonne santé des hommes est de 63,9 ans en France et de 63,5 ans dans l'ensemble de l'Union européenne à 27 pays.

**Source :** Eurostat (extraction du 17 mai 2022).

### Dépense courante de santé en 2019

en % du PIB



**Note :** donnée non disponible pour Malte.

**Lecture :** en 2019, la dépense courante de santé représente 11,1 % du produit intérieur brut (PIB) en France et 10,0 % du PIB dans l'ensemble de l'Union européenne à 28 pays.

**Source :** Eurostat (extraction du 21 janvier 2022).

## Sécurité – Justice

En 2019, en France métropolitaine, 812 000 personnes âgées de 18 à 75 ans ont déclaré avoir été victimes de violences physiques ou sexuelles hors de leur ménage, dans l'année précédant l'enquête Cadre de Vie et Sécurité. Plus de la moitié de ces déclarations concerne les femmes et deux tiers les jeunes adultes de 18-39 ans.

Les femmes sont aussi davantage exposées aux menaces, injures ou insultes. Elles représentent 54 % des 5,5 millions de personnes qui ont déclaré ce type d'atteintes. En 2019, elles ressentent ainsi plus souvent que les hommes un sentiment d'insécurité au point de renoncer souvent ou parfois à sortir seules de leur domicile (17 % contre 4 % des hommes).

En 2019, 490 000 ménages se sont déclarés victimes d'un (ou d'une tentative de)  **cambriolage**  de leur résidence principale et 198 000 d'un (ou d'une tentative de) vol de leur voiture, dans l'année précédant l'enquête Cadre de Vie et Sécurité.

Les victimes ne déposent pas systématiquement plainte auprès des services de police ou de gendarmerie. Ainsi, en 2020, 17 400 personnes ont été  **mises en cause**  pour cambriolages et 9 700 pour vols de véhicules.

En 2020, les juridictions pénales ont rendu plus de 720 000 décisions. Elles ont prononcé près de 470 000  **condamnations**  pour  **crime, délit**  ou contravention de 5<sup>e</sup> classe dont 215 000 peines  **d'emprisonnement**  et  **réclusion**  criminelle.

Toutes les condamnations à une peine d'emprisonnement ne conduisent pas à la détention. Au 1<sup>er</sup> janvier 2021, 62 673 personnes sont  **détenues**  : 42 394 condamnées sans aménagement de peine, 17 856 prévenues placées en  **détention provisoire**  et 2 423 à la fois prévenues dans une affaire et condamnées dans une autre. L'administration pénitentiaire prend également en charge 12 348 personnes non détenues. Parmi elles, 11 669 sont placées sous surveillance électronique.

### En savoir plus

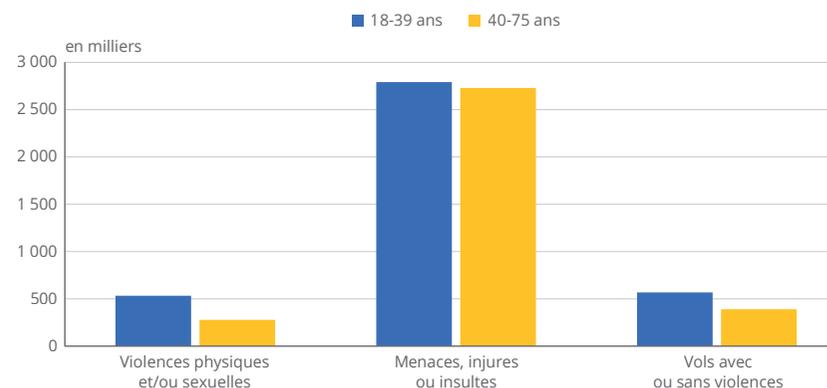
«  **Références statistiques justice**  », ministère de la justice, édition 2020.

«  **Sécurité et société**  », *Insee Références*, édition 2021.

«  **Insécurité et délinquance en 2020 : bilan statistique**  », Hors collection, SSMSI, avril 2021.

«  **Insécurité et délinquance en 2020 : une première photographie**  », *Interstats Analyse* n° 32, SSMSI, janvier 2021.

### Victimes d'agression ou de vol hors ménage selon l'âge en 2019

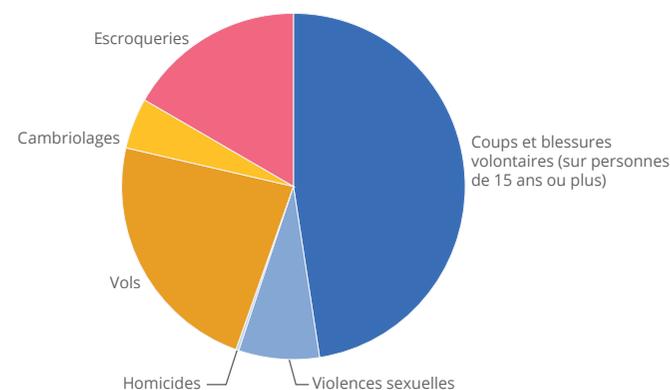


**Lecture** : en 2019, 533 000 personnes âgées de 18 à 39 ans déclarent avoir subi des violences physiques et/ou sexuelles en dehors de leur ménage, dans l'année précédant l'enquête.

**Champ** : France métropolitaine, personnes de 18 à 75 ans vivant en ménage ordinaire.

**Sources** : Insee-ONDRP-SSMSI, traitements SSMSI, enquête Cadre de vie et sécurité.

### Personnes mises en cause pour des crimes ou délits non routiers en 2020

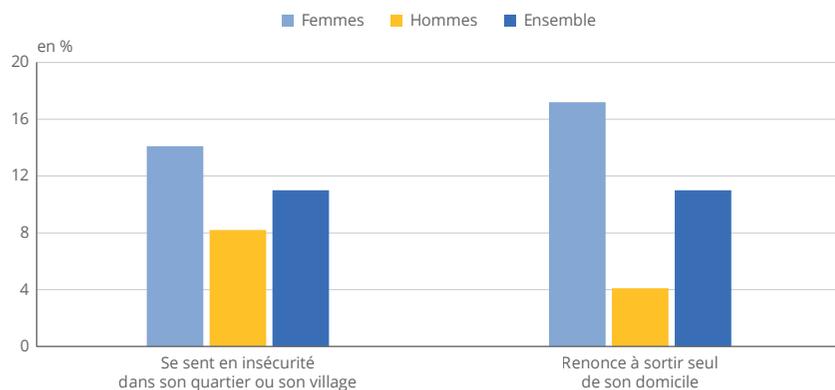


**Lecture** : en 2020, 27 900 personnes sont mises en cause par la police et la gendarmerie nationales pour violences sexuelles.

**Champ** : France métropolitaine.

**Source** : SSMSI, base des mis en cause pour crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie.

## Sentiment d'insécurité selon le sexe en 2019

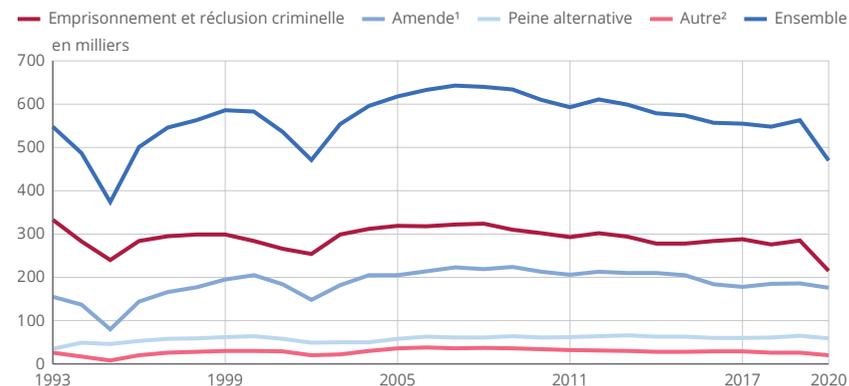


**Lecture :** en 2019, 14,1 % des femmes se sentent souvent ou parfois en insécurité dans leur quartier ou leur village et 17,2 % renoncent souvent ou parfois à sortir seules de leur domicile.

**Champ :** France métropolitaine, individus âgés de 14 ans ou plus résidant en ménages ordinaires.

**Sources :** Insee-ONDRP-SSMSI, traitements SSMSI, enquête Cadre de vie et sécurité.

## Condamnations prononcées



1. Depuis 2016, les condamnations prononcées par les tribunaux de police ne sont plus disponibles.

2. Mesures et sanctions éducatives ; dispenses de peine ; contrainte pénale ; détention à domicile sous surveillance électronique.

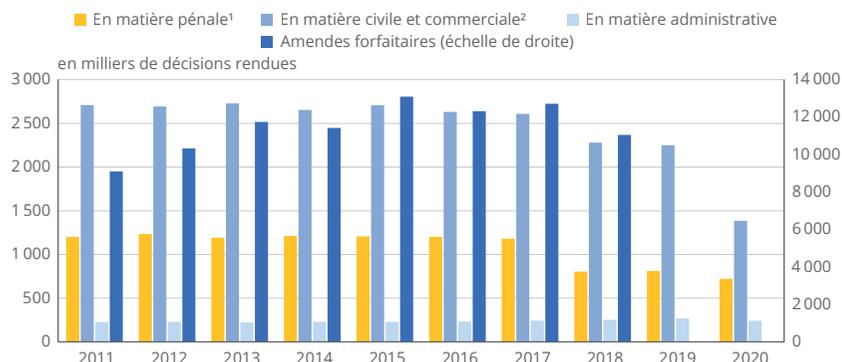
**Note :** les baisses de 1995 et 2002 correspondent aux années d'amnisties.

**Lecture :** en 2020, 470 000 condamnations sont prononcées.

**Champ :** France y compris collectivités d'outre-mer et Nouvelle-Calédonie jusqu'en 2017 et France à partir de 2018.

**Source :** sous-direction de la statistique et des études (SDSE).

## Activité judiciaire



1. En décisions-personnes pour : cours d'assises, tribunaux correctionnels, tribunaux de police, juridictions de proximité, juges et tribunaux pour enfants ; en décisions pour : cour de cassation et cours d'appel. Hors tribunaux de police depuis 2018.

2. En mineurs ayant fait l'objet d'une décision pour les juges des enfants ; en affaires terminées pour les autres juridictions.

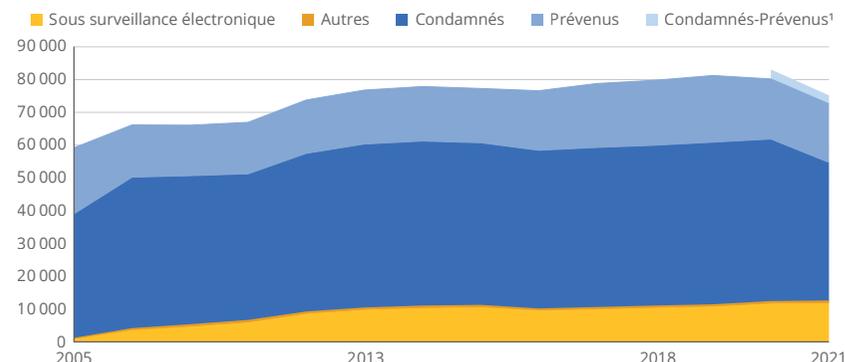
Depuis 2017, une partie du contentieux des divorces est transférée aux notaires.

**Lecture :** en 2020, les juridictions pénales ont rendu 721 500 décisions.

**Champ :** France y compris collectivités d'outre-mer et Nouvelle-Calédonie jusqu'en 2017 et France à partir de 2018.

**Source :** sous-direction de la statistique et des études (SDSE).

## Administration pénitentiaire



1. Les personnes à la fois condamnées dans une affaire et prévenues dans une autre sont individualisées dans la catégorie « condamnés-prévenus » depuis 2020. Auparavant, elles étaient essentiellement comptabilisées parmi les prévenus.

**Note :** données au 1<sup>er</sup> janvier.

**Lecture :** au 1<sup>er</sup> janvier 2021, 62 673 personnes sont détenues. Parmi elles, 42 394 sont condamnées, 2 423 sont condamnées-prévenues et 17 856 sont prévenues.

**Champ :** France y compris collectivités d'outre-mer et Nouvelle-Calédonie.

**Source :** direction de l'Administration pénitentiaire.

Entre 2019 et 2021, les forces de sécurité intérieure ont enregistré en moyenne chaque année 5,7 **cambrjolages** pour 1 000 logements et 1,9 vol de véhicules pour 1 000 habitants. Les départements les plus touchés sont situés en région parisienne, dans le nord de la France, le long de la vallée du Rhône et sur le pourtour méditerranéen, ainsi qu'en Loire-Atlantique et en Gironde. Les départements aux plus faibles taux se situent en Bretagne, en Normandie et dans le centre de la France. Cette géographie reflète largement celle de la densité de la population de la France métropolitaine. Dans les départements d'outre-mer (DOM), la situation est contrastée avec le taux de cambriolages le plus élevé de France en Guyane (11 ‰) mais avec des taux de cambriolages et de vols de véhicules plus faibles que la moyenne nationale à La Réunion.

Entre 2019 et 2021, les forces de sécurité intérieure ont enregistré en moyenne 4,2 coups et blessures volontaires sur personnes de 15 ans ou plus pour 1 000 habitants. La moitié des faits a lieu dans le cadre familial. Les départements les plus touchés par les violences intrafamiliales et par les autres coups et blessures volontaires sont situés dans le nord du pays, l'est parisien, les Bouches-du-Rhône, les Alpes-Maritimes et dans les DOM.

Entre 2019 et 2021, les forces de sécurité intérieure ont enregistré en moyenne chaque année 9,3 vols sans violence pour 1 000 habitants. Le département le plus touché est Paris (58,6 ‰). Dans les départements de la couronne parisienne et de la majorité des grandes villes (Rhône, Hérault, Alpes-Maritimes, Haute-Garonne, Bouches-du-Rhône, Gironde, Loire-Atlantique), ce taux dépasse les 10 ‰.

Le sentiment d'insécurité est davantage présent dans les unités urbaines de plus de 100 000 habitants (25 %) et dans l'agglomération parisienne (23 %) que dans les communes hors unité urbaine (14 %).

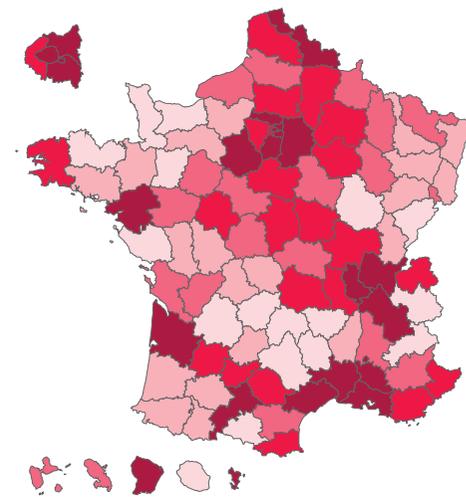
En 2020, 1,3 million d'auteurs d'infractions pénales ont été considérés comme poursuivables par le parquet. La géographie des poursuites pénales est relativement proche de la géographie de la délinquance. Le taux d'auteurs poursuivables pour 1 000 habitants est, en effet, plus élevé dans le nord de la France et sur le pourtour méditerranéen.

Les personnes soumises à des décisions pénales restrictives ou privatives de liberté sont prises en charge par l'administration pénitentiaire lorsqu'elles sont majeures ou, pour les personnes mineures, par la protection judiciaire de la jeunesse, à l'exception des mineurs écroués dans des établissements pénitentiaires. Au 31 décembre 2020, 62 673 personnes sont **détenues**, prévenues ou **condamnées**, pour 60 583 places disponibles, soit une densité carcérale moyenne de 103,4. La suroccupation carcérale touche davantage les départements de l'ouest de la France.

### Taux annuel moyen de cambriolages entre 2019 et 2021

en ‰

6,6
4,8
3,8
3,3



**Lecture** : entre 2019 et 2021, dans l'Ain, le taux de cambriolages s'élève en moyenne chaque année à 7,5 ‰.

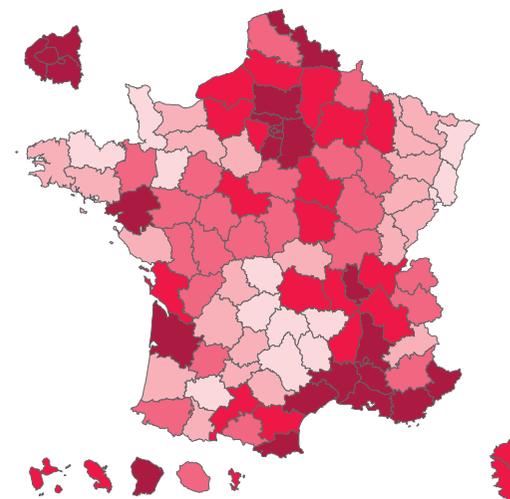
**Champ** : France.

**Sources** : SSMSI, base des crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie ; Insee, recensement de la population 2018, millésime 2017 pour Mayotte.

### Taux annuel moyen de vols de véhicules entre 2019 et 2021

en ‰

2,2
1,4
1,1
0,8



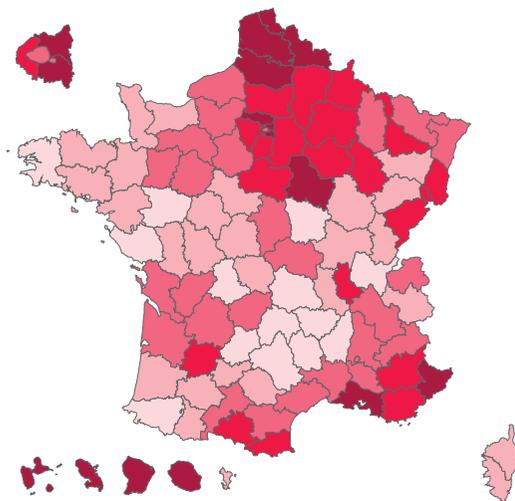
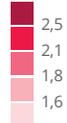
**Lecture** : entre 2019 et 2021, dans l'Ain, le taux de vols de véhicules s'élève en moyenne chaque année à 1,5 ‰.

**Champ** : France.

**Sources** : SSMSI, base des crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie ; Insee, recensement de la population 2018, millésime 2017 pour Mayotte.

### Taux annuel moyen de violences intrafamiliales entre 2019 et 2021

en %



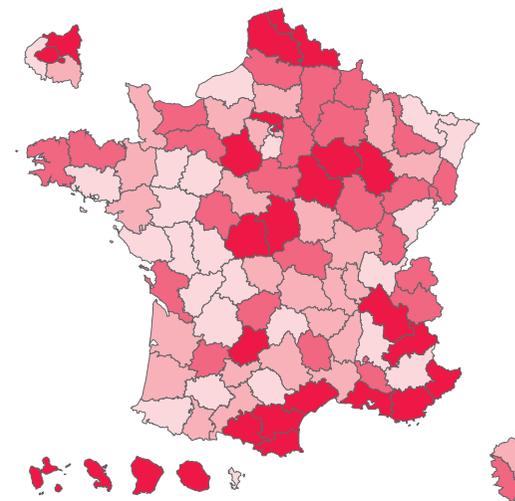
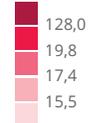
**Lecture** : entre 2019 et 2021, dans l'Ain, le taux de violences intrafamiliales s'élève en moyenne chaque année à 1,4 %.

**Champ** : France.

**Sources** : SSMSI, base des crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie ; Insee, recensement de la population 2018, millésime 2017 pour Mayotte.

### Auteurs poursuivables en 2020

en ‰



**Lecture** : en 2020, dans l'Ain, le taux d'auteurs poursuivables, rapport entre le nombre d'auteurs poursuivables et la population, s'élève à 15,2 ‰.

**Champ** : France.

**Sources** : ministère en charge de la Justice-SG-SEM-SDSE, fichier statistique Cassiopée ; Insee, recensement de la population.

### Part des personnes se sentant en insécurité selon la taille de l'unité urbaine en 2019



**14 %**

Communes hors unité urbaine



**18 %**

Moins de 20 000 habitants



**20 %**

de 20 000 à 100 000 habitants



**25 %**

100 000 habitants ou plus (hors Paris)



**23 %**

Agglomération parisienne

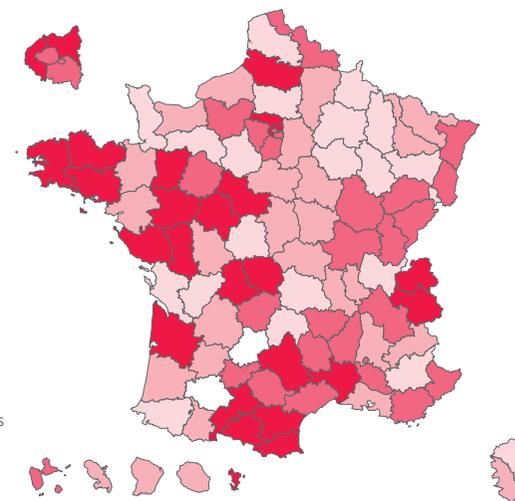
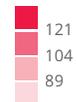
**Lecture** : en 2019, 14 % des personnes vivant dans des communes hors unité urbaine se sentent en insécurité.

**Champ** : France métropolitaine, personnes de 14 ans ou plus vivant en ménage ordinaire.

**Sources** : Insee-ONDRP-SSMSI, enquête Cadre de vie et sécurité.

### Densité carcérale pour 100 places au 31 décembre 2020

en %



**Note** : absence de résultat due à la nature des choses pour le Gers et le Lot.

**Lecture** : au 31 décembre 2020, dans l'Ain, la densité carcérale, rapport entre le nombre de places occupées et le nombre de places disponibles en établissement pénitentiaire, s'élève à 87 %.

**Champ** : France.

**Sources** : DAP ; EX3 ; ministère en charge de la Justice.

## Loisirs – Culture

En 2021, les **dépenses** liées à la culture et aux loisirs s'élèvent à 97 milliards d'euros. Les services récréatifs et culturels, sportifs et culturels rassemblent 32 % de ces dépenses.

En 2020, 17,0 millions de **licences** et autres titres de participation ont été délivrés par des **fédérations sportives** dont plus de la moitié par des fédérations unisport olympiques. Piliers de la pratique sportive, les associations sportives encadrent la pratique de leurs adhérents : en 2016, plus des trois quarts des adhérents déclarent participer régulièrement aux activités de leur association.

Les usages numériques de la population pour les loisirs se développent : lire la presse, consulter des sites d'actualité, regarder des vidéos ou la télévision en ligne ou encore écouter la radio sont des activités qui concernent désormais plus de la moitié de la population ; les 16-24 ans, générations natives du numérique, sont encore plus concernés que leurs aînés.

Avec plus 2 millions de visiteurs, le **musée** du Louvre est le musée le plus visité en 2020.

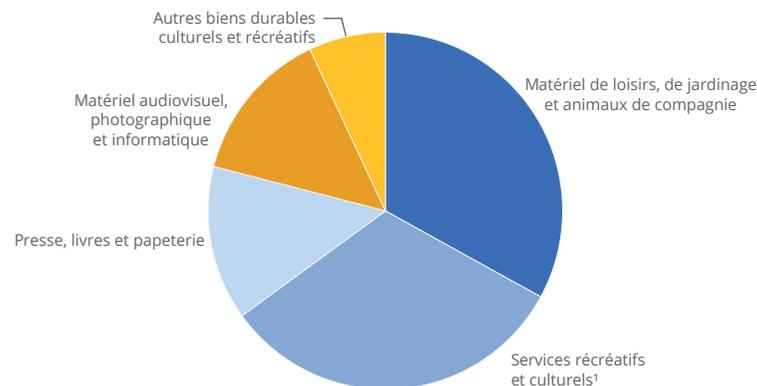
La sortie au cinéma reste la sortie culturelle la plus populaire et concerne près des deux tiers de la population. Plus de huit cadres sur dix et près des deux tiers des employés y sont allés au moins une fois dans l'année. Les plus jeunes sont ceux qui fréquentent le plus le cinéma, puis la fréquentation fléchit avec l'avancée en âge : les 15-19 ans sont près de neuf sur dix à s'y être rendus au moins une fois dans l'année en 2015, contre 37 % des 60 ans ou plus.

### En savoir plus

« **Chiffres clés 2021, statistiques de la culture et de la communication** », Depts, décembre 2021.

FRANCE

### Dépenses culturelles et de loisirs en 2021



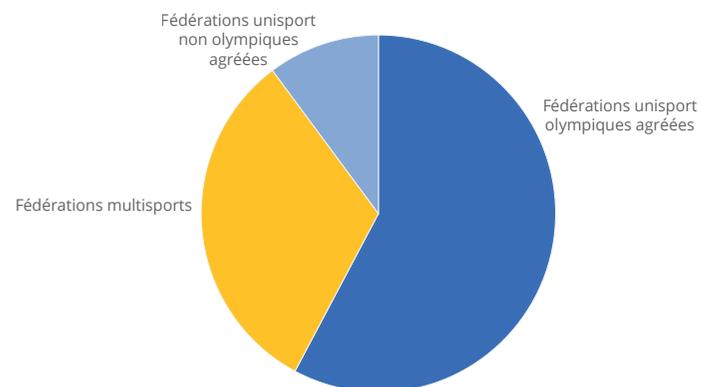
1. Y compris forfaits touristiques.

**Lecture** : en 2021, les services récréatifs et culturels représentent 32 % des dépenses culturelles et de loisirs des ménages.

**Champ** : France.

**Source** : Insee, comptes nationaux - base 2014.

### Licences sportives et autres titres de participation par fédération agréée en 2020

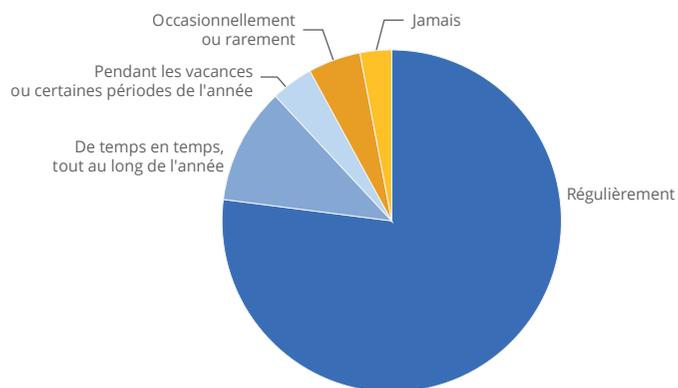


**Lecture** : en 2020, 57,8 % des licences sportives et autres titres de participation (ATP) ont été délivrées par les fédérations unisport olympiques agréées.

**Champ** : France y compris collectivités d'outre-mer, Monaco et l'étranger, licences et autres titres de participation délivrés par les fédérations sportives agréées par le ministère des Sports.

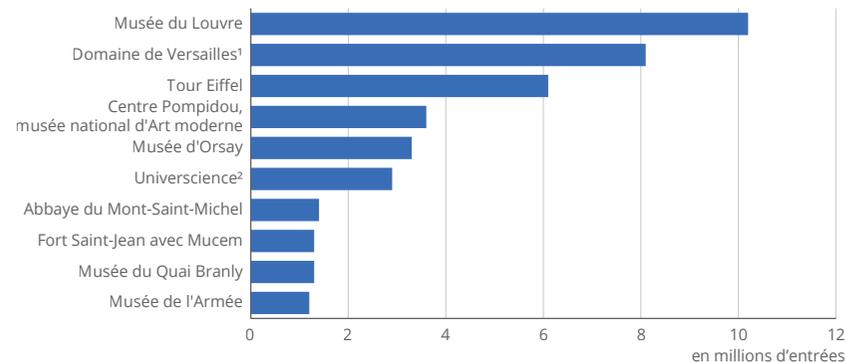
**Source** : Injep-Medes, recensement des licences et clubs sportifs rattachés aux fédérations sportives agréées par le ministère en charge des Sports.

### Fréquence de participation aux activités d'associations sportives en 2016



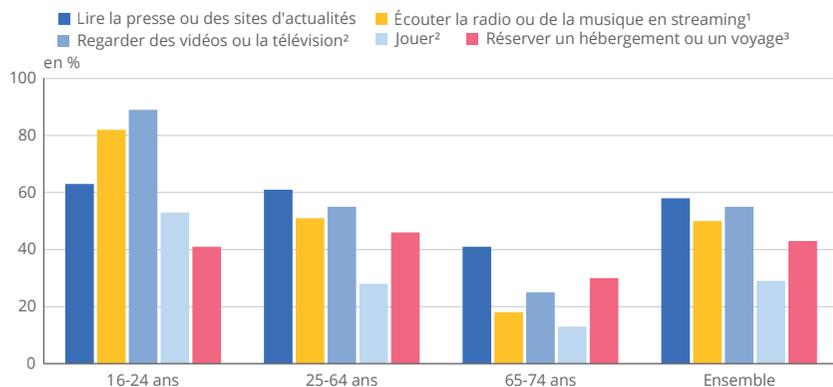
**Lecture** : en 2016, 77 % des adhérents d'associations sportives participent régulièrement aux activités de leur association.  
**Champ** : France métropolitaine, personnes âgées de 16 ans ou plus résidant en ménages ordinaires.  
**Source** : Insee, dispositif SRCV-Silc.

### Sites patrimoniaux les plus fréquentés en 2018



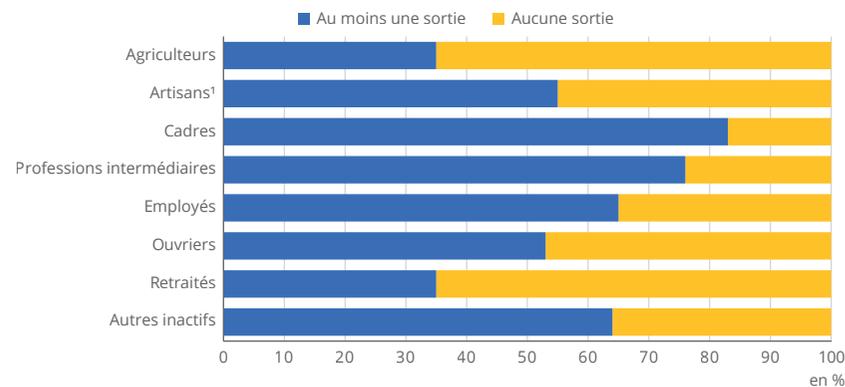
**1.** Château, musée et domaine national de Versailles (y compris spectacles hors parc).  
**2.** Palais de la découverte et Cité des sciences et de l'industrie.  
**Note** : seuls les sites dont l'accès est soumis à une billetterie sont retenus. C'est le cas des tours de Notre-Dame de Paris mais pas de l'accès à la cathédrale, raison pour laquelle celle-ci n'apparaît pas dans ce classement.  
**Lecture** : en 2018, la fréquentation du musée du Louvre s'élève à 10,2 millions d'entrées.  
**Champ** : France.  
**Source** : Deps.

### Usage d'internet pour les loisirs selon l'âge en 2021



**1.** Données 2019. **2.** Données 2018. **3.** Données 2017.  
**Lecture** : en 2021, 63 % des personnes âgées de 16 à 24 ans utilisent internet pour lire la presse ou des sites d'actualités.  
**Champ** : France, ensemble des particuliers.  
**Source** : Eurostat (extraction du 10 février 2022), EU-TIC.

### Sorties au cinéma selon la catégorie socioprofessionnelle en 2015



**1.** Artisans, commerçants et chefs d'entreprise.  
**Lecture** : en 2015, 83 % des cadres sont allés au moins une fois au cinéma au cours des douze derniers mois.  
**Champ** : France métropolitaine, personnes âgées de 16 ans ou plus.  
**Source** : Insee, dispositif SRCV-Silc.

Bibliothèques, médiathèques, points lecture : les lieux de lecture publique sont le premier équipement culturel français. Ils sont largement présents sur l'ensemble du territoire y compris dans des zones peu urbanisées : en 2021, 19 % d'entre eux sont situés dans les communes hors **attraction des villes**. C'est également le cas du patrimoine artistique et monumental. À l'inverse, les autres équipements sont plus présents en zone urbaine, voire dans les grandes métropoles régionales : les deux tiers des établissements dédiés aux arts visuels, par exemple, sont situés dans des aires de 200 000 habitants ou plus.

En 2021, plus d'un millier de « musées de France » couvrent le territoire national avec une densité variable selon les départements. La fréquentation reste avant tout concentrée à Paris : plus de quatre entrées sur dix sont réalisées dans des établissements parisiens en 2019.

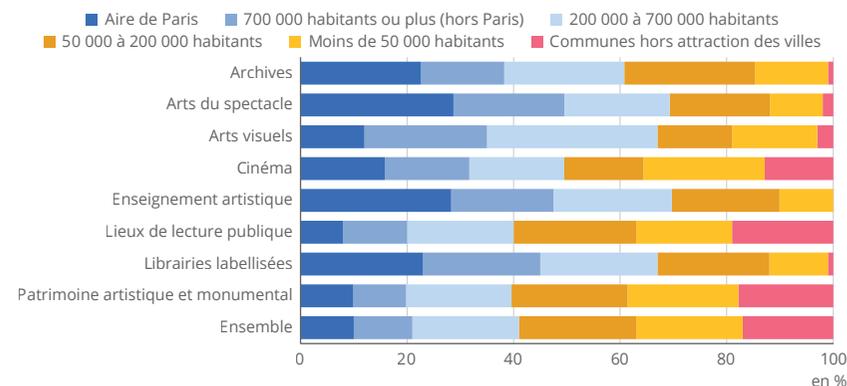
En 2020, la capacité d'accueil des établissements cinématographiques s'élève à 1,14 million de fauteuils, soit un fauteuil pour 56 habitants. L'offre correspond à seulement un fauteuil pour 98 habitants dans l'Allier alors qu'elle atteint un pour 26 dans les Hautes-Alpes, à l'image d'autres régions touristiques, en particulier dans le sud de la France. En 2020, l'Île-de-France totalise 17,4 millions d'entrées dans les salles de cinéma soit plus du quart des entrées réalisées cette année-là en France.

En 2019, le financement de la culture par les collectivités territoriales repose d'abord sur les communes et les intercommunalités qui assument près de 80 % des dépenses.

En 2020, en France, deux tiers des personnes de 15 ans ou plus déclarent avoir pratiqué au moins une pratique sportive au cours des 12 derniers mois. La pratique sportive est la plus fréquente dans les départements d'outre-mer (DOM).

Le nombre d'équipements sportifs par habitant est le plus faible dans les territoires les plus denses, l'Île-de-France et les départements regroupant de grandes villes. À l'inverse, certains départements qui bénéficient d'un cadre propice aux sites de nature, tels que les Pyrénées-Atlantiques, sont mieux équipés ; pourtant le taux d'équipement des DOM est plus faible que la moyenne française.

### Sites et équipements culturels selon la taille des aires d'attraction des villes en 2021

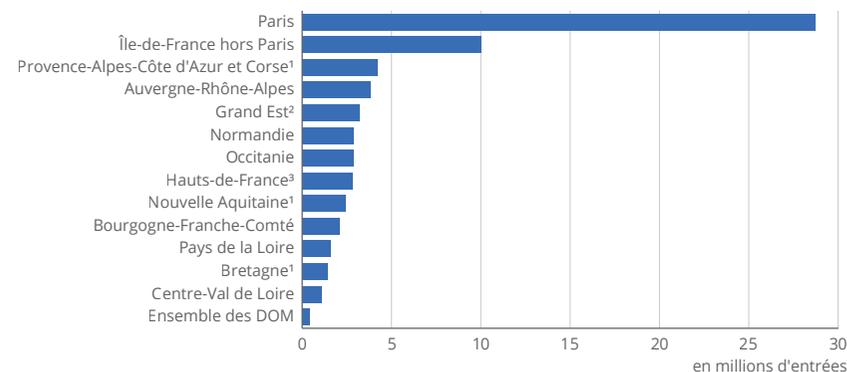


**Lecture** : en 2021, 18 % des établissements dédiés au patrimoine artistique et monumental sont localisés dans les communes hors attraction des villes.

**Champ** : France.

**Sources** : Deps ; Insee.

### Fréquentation muséale en 2019



1. Les entrées dans les annexes du musée de la Marine (Brest, Port-Louis, Rochefort et Toulon) sont comptées dans leur département respectif.

2. Les entrées réalisées par le Centre Pompidou Metz sont comptées en Moselle.

3. Les entrées réalisées par le Louvre-Lens sont comptées dans le Pas-de-Calais.

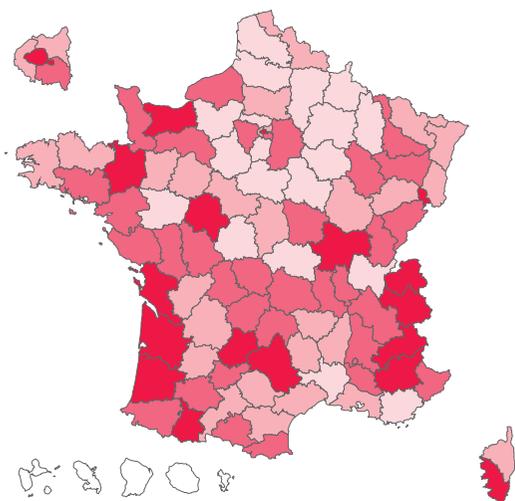
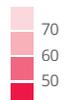
**Lecture** : en 2019, en Île de France, la fréquentation des musées s'élève à 38,7 millions d'entrées, dont 28,7 millions à Paris.

**Champ** : France.

**Source** : Deps.

### Offre cinématographique en 2020

un fauteuil pour x habitants



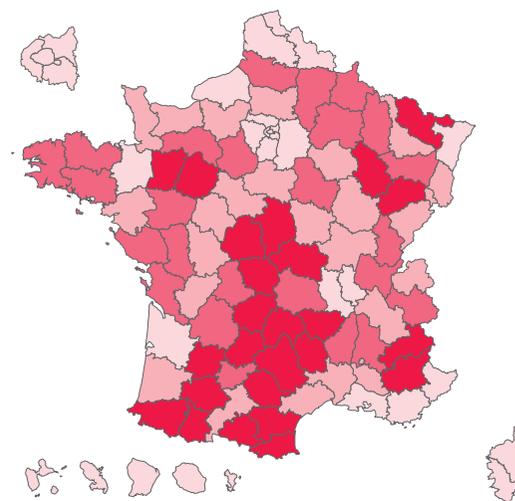
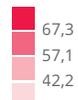
**Lecture** : en 2020, dans l'Ain, l'offre cinématographique est d'un fauteuil pour 87 personnes.

**Champ** : France métropolitaine.

**Source** : Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC).

### Nombre d'équipements sportifs, sites et espaces de sport de nature en 2018

pour 10 000 habitants

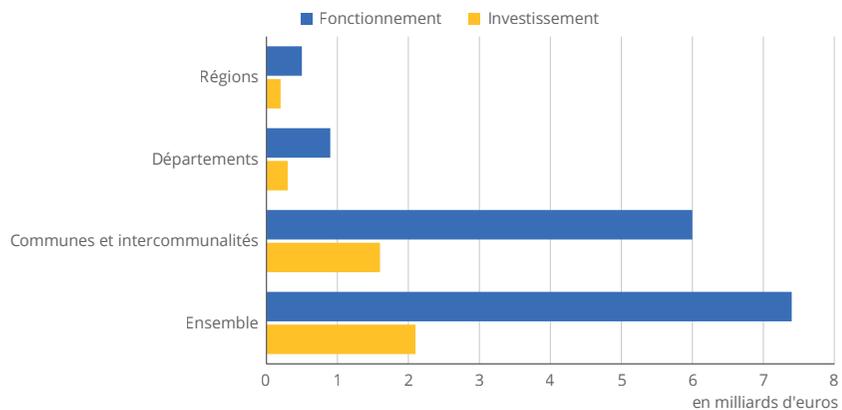


**Lecture** : début 2018, dans l'Ain, le nombre d'équipements sportifs, sites et espaces de sport nature s'élève à 58 pour 10 000 habitants.

**Champ** : France.

**Sources** : Injep-Medes ; Insee, recensement de la population.

### Dépenses culturelles des collectivités territoriales en 2019



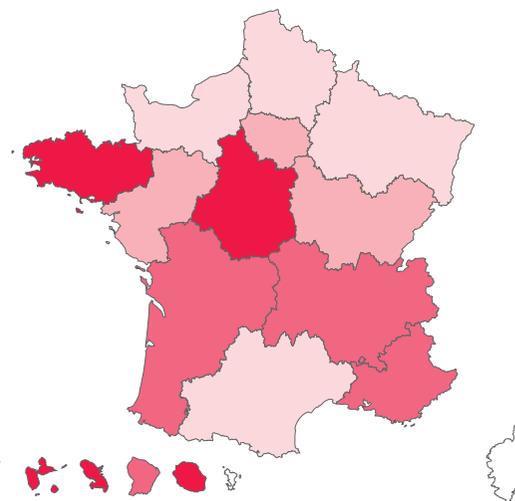
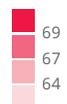
**Lecture** : en 2019, les dépenses culturelles des communes et intercommunalités s'élèvent à 7,6 milliards d'euros.

**Champ** : France.

**Source** : Deps.

### Taux de pratique sportive en 2020

en %



**Note** : donnée non disponible pour la Corse.

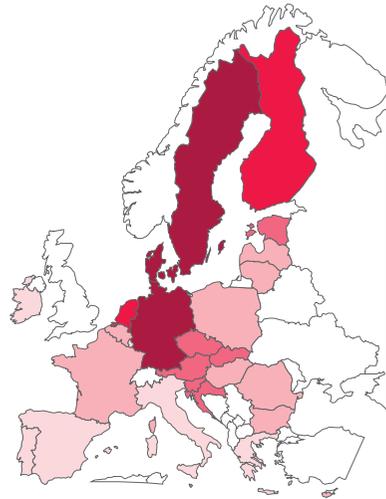
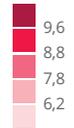
**Lecture** : en 2020, en Île de France, 66,0 % des personnes de 15 ou plus déclarent avoir pratiqué une activité sportive au cours des 12 derniers mois.

**Champ** : France hors Mayotte, personnes de 15 ans ou plus résidant en France.

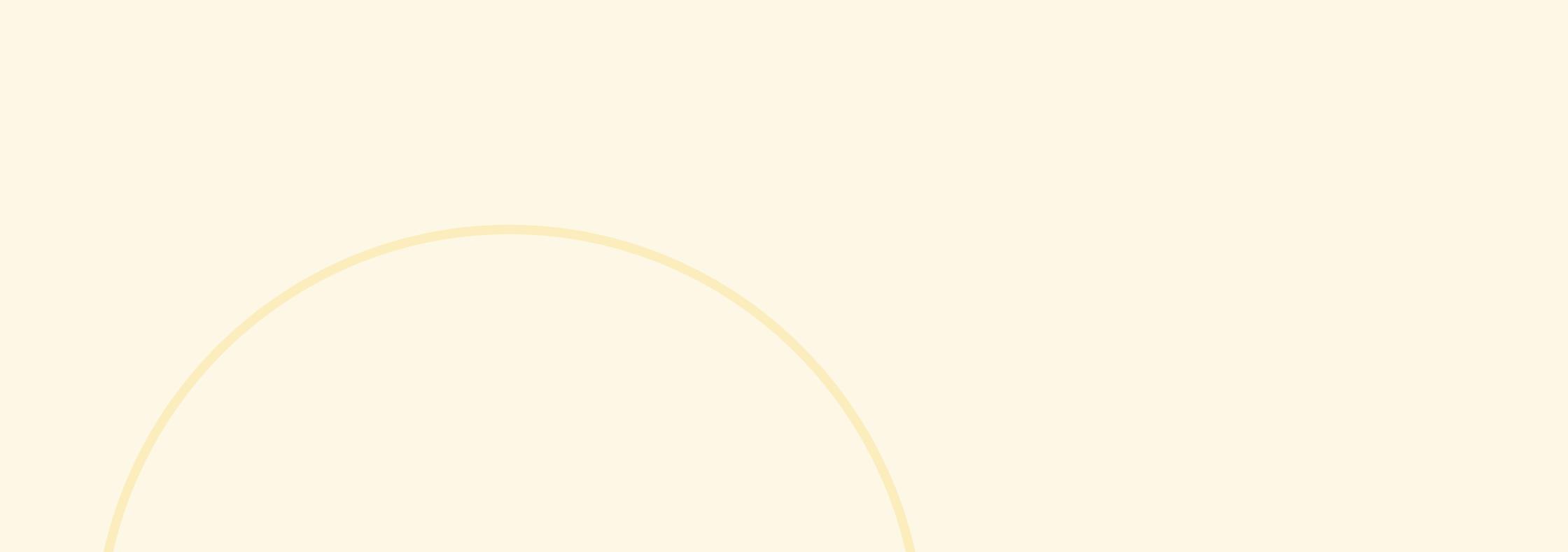
**Source** : Injep-Medes.

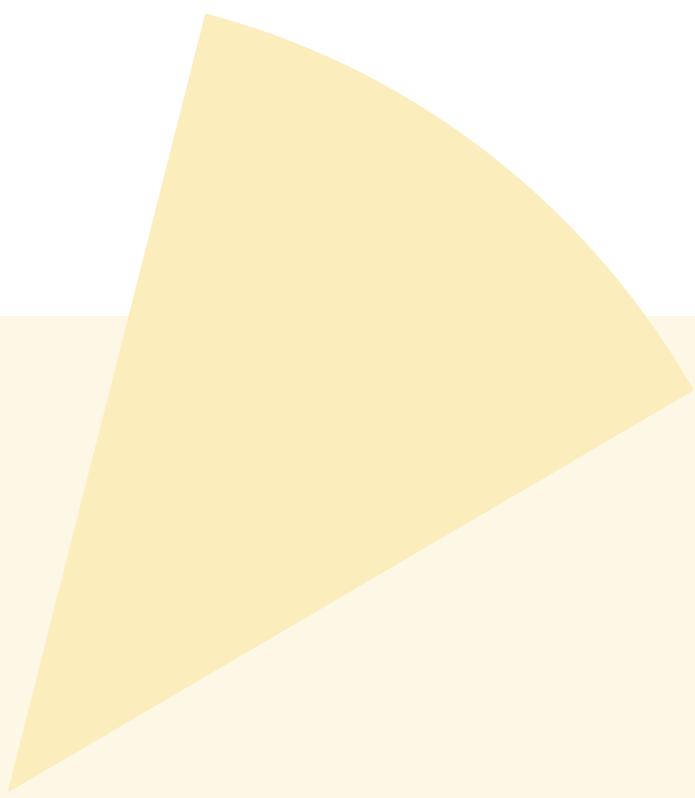
### Dépenses culturelles et de loisirs en 2020

en %



**Lecture** : en 2020, les dépenses culturelles et de loisirs représentent 7,5 % des dépenses des ménages en France. Ce taux est de 7,8 % dans l'ensemble de l'Union européenne à 27 pays.  
**Source** : Eurostat (extraction du 8 juin 2022).





## Marché du travail – Salaires

## Emploi – Population active

En 2021, en France, 73,0 % des personnes âgées de 15 à 64 ans sont **actives**, c'est-à-dire en **emploi** ou au chômage. Ce **taux d'activité** moyen diffère selon l'âge : 39,7 % pour les 15 à 24 ans ; 88,1 % pour les 25 à 49 ans et 69,3 % chez les 50 à 64 ans.

Le taux d'activité des jeunes a baissé depuis 1975, en lien avec l'allongement de la durée des études. Celui des seniors (50 à 64 ans) s'est redressé depuis le milieu des années 90, sous l'effet du recul de l'âge de départ à la retraite. En 45 ans, le taux d'activité des femmes s'est rapproché de celui des hommes.

Les fluctuations du taux d'activité sont liées à celles du **taux d'emploi** : 32,2 % des jeunes sont en emploi en 2021 contre 53,8 % en 1975. À l'inverse, le taux d'emploi des seniors et celui des femmes ont progressé. Fin 2020, 28,5 millions de personnes occupent un emploi. En cette année marquée par la crise sanitaire, l'emploi a diminué de 255 800 par rapport à fin 2019, soit - 0,9 %. Il n'y avait pas eu de destruction nette d'emploi sur un an depuis la crise économique de 2008-2009. **L'emploi salarié** privé, et, en son sein, le secteur tertiaire marchand, sont les principales composantes des fluctuations d'ensemble.

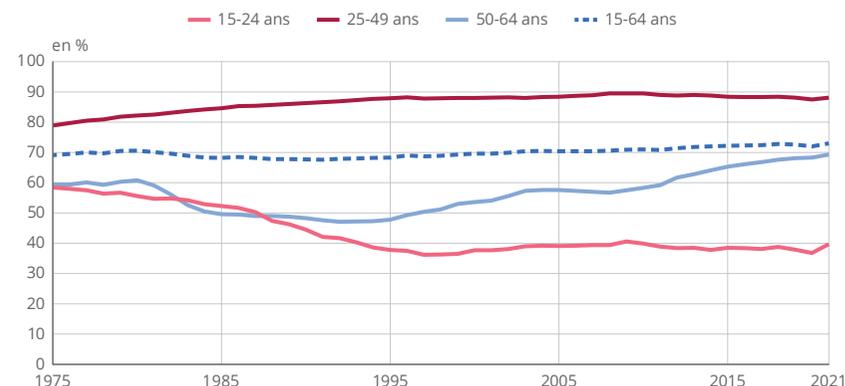
La grande majorité des personnes en emploi sont salariées (87,4 % en 2021) avec un **contrat à durée indéterminée** ou fonctionnaire (73,7 % des personnes en emploi). La composition par statut d'emploi, type de contrat ou catégorie socioprofessionnelle diffère selon l'âge. Parmi les jeunes en emploi il y a bien plus de contrat en alternance (26,7 %) et ils sont plus souvent en intérim (5,6 %) ou en **contrat à durée déterminée** (21,0 %) que leurs aînés. Ils occupent majoritairement des postes d'employés (36,5 %) ou d'ouvriers (28,8 %) ; à l'opposé les seniors sont plus souvent artisans, commerçants ou chefs d'entreprise (8,4 %) ou agriculteurs (2,6 %) que les moins de 50 ans.

### En savoir plus

« Une photographie du marché du travail en 2021 », *Insee Première* n° 1896, mars 2022.

« **Emploi, chômage, revenus du travail** », *Insee Références*, édition 2021.

### Taux d'activité selon l'âge



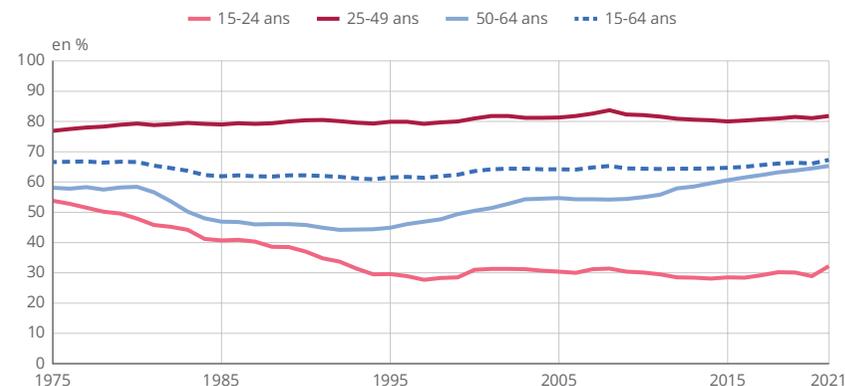
Note : données révisées.

Lecture : en 2021, 39,7 % des personnes âgées de 15 à 24 ans sont actives.

Champ : France hors Mayotte, personnes de 15 à 64 ans vivant en logement ordinaire.

Source : Insee, enquêtes Emploi, séries longues sur le marché du travail.

### Taux d'emploi selon l'âge



Note : données révisées.

Lecture : en 2021, 32,2 % des personnes âgées de 15 à 24 ans sont en emploi.

Champ : France hors Mayotte, personnes de 15 à 64 ans vivant en logement ordinaire.

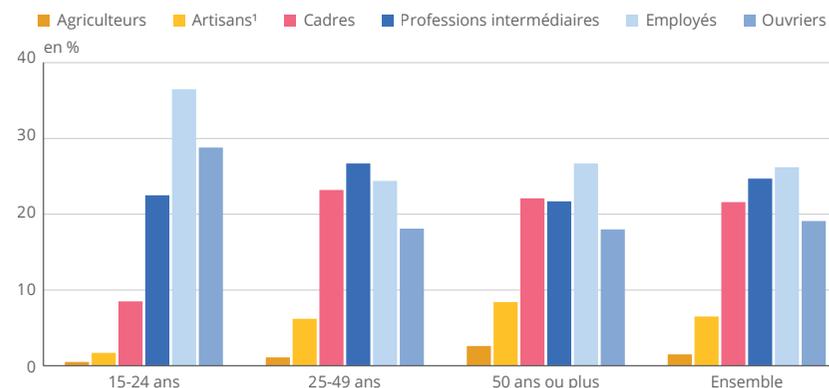
Source : Insee, enquêtes Emploi, séries longues sur le marché du travail.

## Emploi selon le secteur d'activité en 2020



**Note :** l'emploi est mesuré en fin d'année, c'est-à-dire lors de la dernière semaine de décembre. Données brutes provisoires.  
**Lecture :** fin décembre 2020, 28,5 millions de personnes sont en emploi.  
**Champ :** France hors Mayotte, personnes de 15 ans ou plus.  
**Source :** Insee, estimations d'emploi.

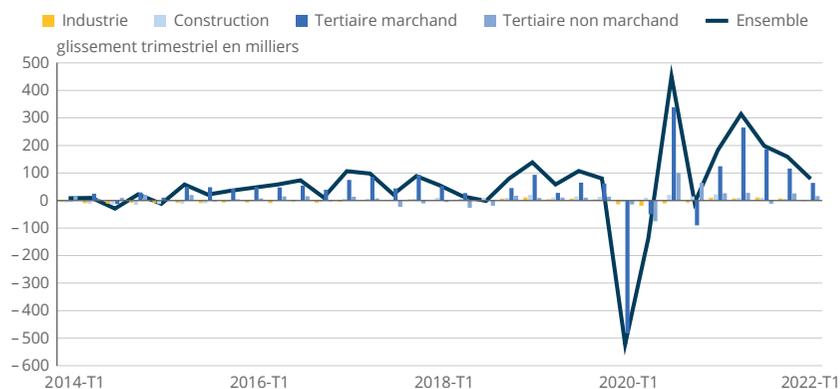
## Emploi selon la catégorie socioprofessionnelle et l'âge en 2021



1. Artisans, commerçants et chefs d'entreprise.

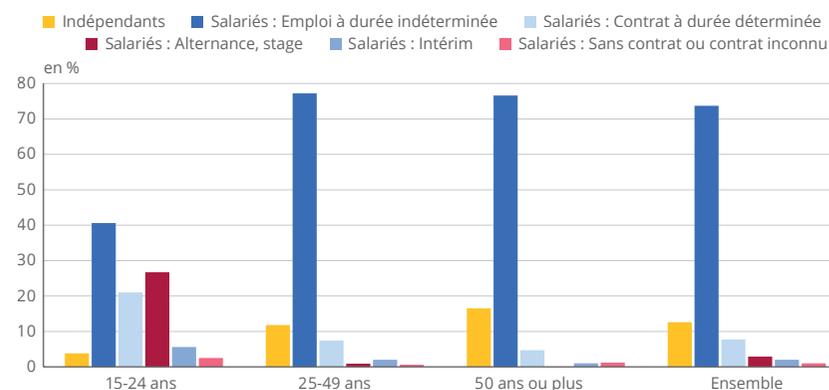
**Note :** données révisées.  
**Lecture :** en 2021, 19,1 % des personnes en emploi sont des ouvriers.  
**Champ :** France hors Mayotte, personnes en emploi vivant en logement ordinaire.  
**Source :** Insee, enquête Emploi.

## Évolution de l'emploi salarié



**Note :** données révisées ; données corrigées des variations saisonnières en fin de trimestre.  
**Lecture :** au 1<sup>er</sup> trimestre 2022, 64 200 emplois salariés nets sont créés dans le tertiaire marchand par rapport au trimestre précédent.  
**Champ :** France hors Mayotte, personnes de 15 ans ou plus.  
**Sources :** Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

## Statut d'emploi et type de contrat selon l'âge en 2021



**Lecture :** en 2021, 5,6 % des personnes en emploi âgées de 15 à 24 ans sont des salariées en intérim.  
**Champ :** France hors Mayotte, personnes en emploi vivant en logement ordinaire.  
**Source :** Insee, enquête Emploi.

Les **emplois** sont globalement concentrés dans les territoires les plus denses : en 2020, 23 % des emplois sont situés en Île-de-France.

En 2018, le **taux d'activité** des 15-64 ans au sens du recensement s'élevait en France à 73 %. Les taux les plus bas sont atteints par des départements de la façade méditerranéenne, du nord et des départements d'outre-mer (DOM), notamment en Guyane (62 %). À l'inverse, ils dépassent 75 % dans les départements des Alpes du Nord et de l'ouest du bassin parisien.

Les emplois industriels représentent 12 % de l'emploi au niveau national ; leur part est plus élevée dans une large moitié nord, à l'exception des départements densément peuplés, notamment ceux d'Île-de-France. À l'opposé, le poids du secteur tertiaire marchand est plus élevé dans les départements les plus densément peuplés et dans le sud-est (pourtour méditerranéen, Alpes).

Au niveau national, environ un dixième des emplois sont des **emplois non-salariés**. Cette part est plus grande dans le sud de la France, notamment dans des départements faiblement peuplés (environ 20 % en Aveyron, Lozère, dans le Gers et dans les Hautes-Alpes) et dans les départements touristiques.

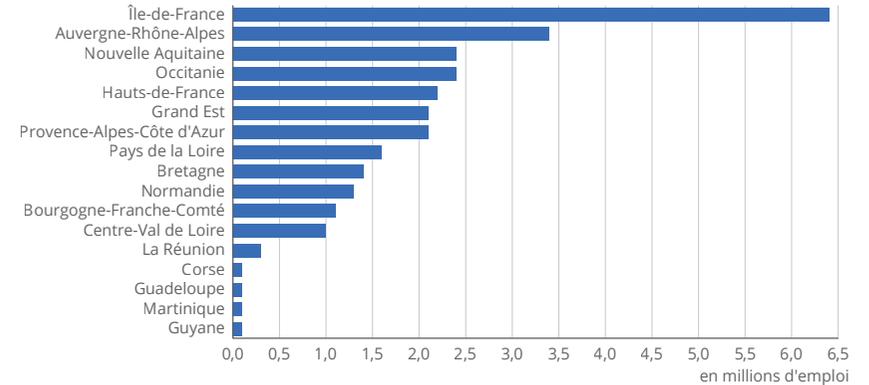
Entre 2010 et 2020, le nombre d'emplois a augmenté de 5 % en France. Cette hausse est notamment portée par l'Île-de-France et par une zone géographique, en forme de U, qui comprend la façade atlantique, une partie de l'Occitanie, la façade méditerranéenne et la vallée du Rhône.

**En savoir plus**

« En quarante ans, l'emploi se concentre progressivement dans les grandes zones d'emploi hors Île-de-France », *Insee Première* n° 1895, mars 2022.

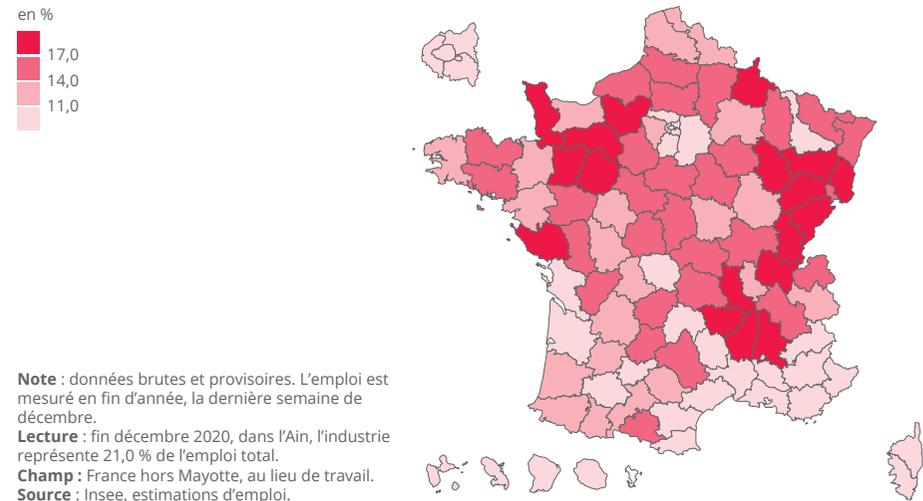
« La France et ses territoires », *Insee Références*, édition 2021.

**Emploi en 2020**

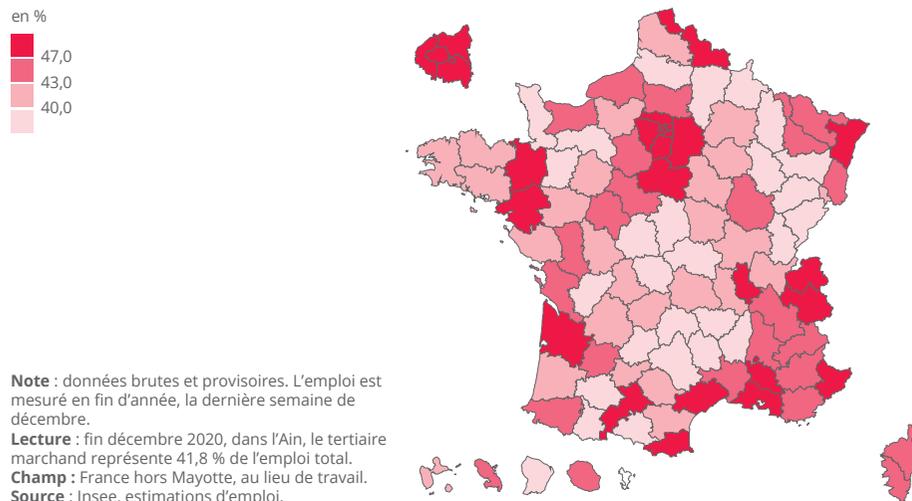


**Note** : données provisoires.  
**Lecture** : fin décembre 2020, en Île-de-France, 6,4 millions de personnes sont en emploi.  
**Champ** : France hors Mayotte.  
**Source** : Insee, estimations d'emploi.

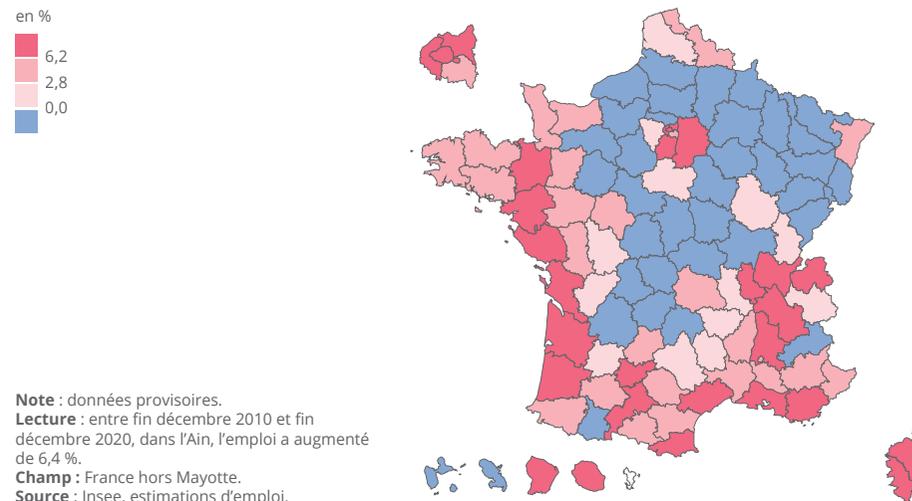
**Part de l'industrie dans l'emploi en 2020**



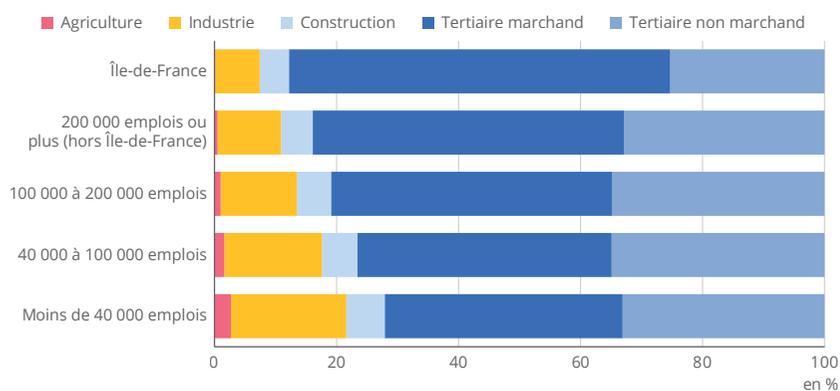
### Part du tertiaire marchand dans l'emploi en 2020



### Évolution de l'emploi en fin d'année entre 2010 et 2020

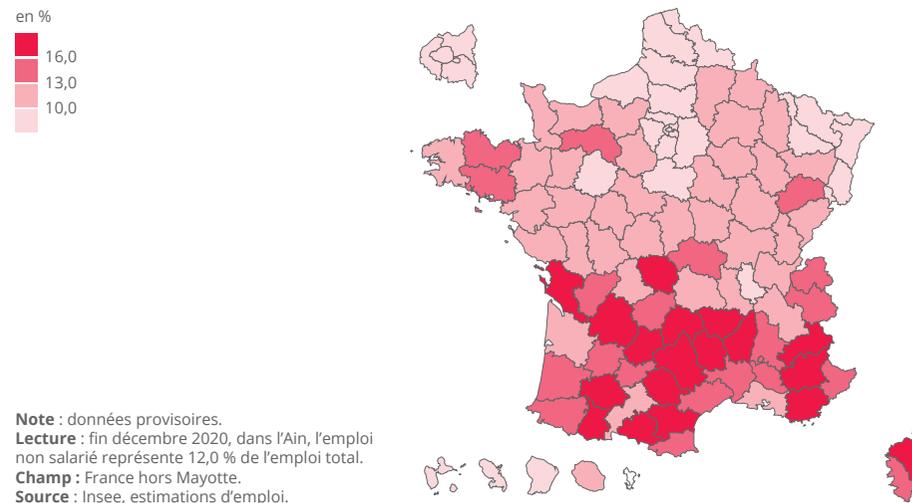


### Emploi salarié selon le secteur d'activité et la taille de la zone d'emploi en 2018



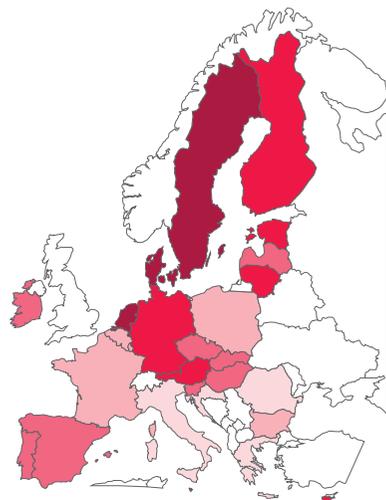
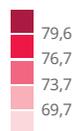
**Lecture :** en 2018, l'agriculture représente 2,7 % de l'emploi des zones d'emplois de moins de 40 000 emplois.  
**Champ :** France hors Mayotte.  
**Source :** Insee, estimations d'emploi.

### Part de l'emploi non salarié dans l'emploi en 2020



### Taux d'activité en 2021

en %



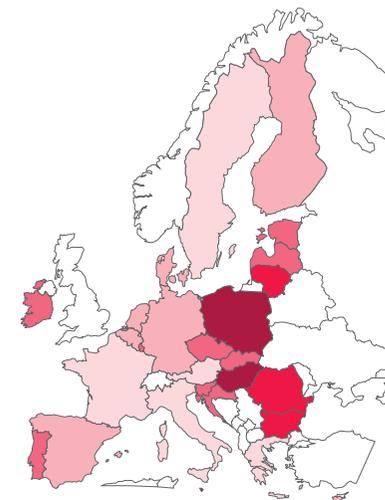
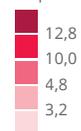
**Lecture** : en 2021, 67,2 % des personnes âgées de 15 à 64 ans sont en emploi en France. Ce taux est de 68,4 % dans l'ensemble de l'Union européenne à 27 pays.

**Champ** : personnes de 15 à 64 ans vivant en logement ordinaire.

**Source** : Instituts nationaux de statistiques, enquêtes Forces de travail (Labour force survey), Eurostat (extraction du 21 avril 2022).

### Évolution du taux d'emploi entre 2011 et 2021

en points



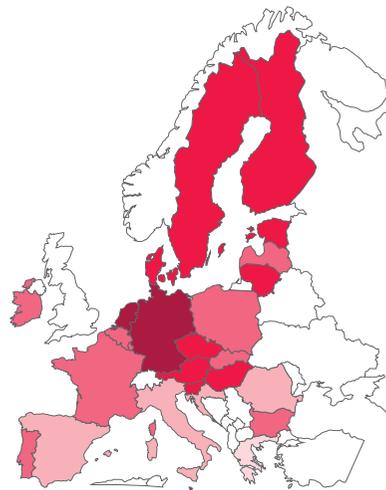
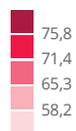
**Lecture** : entre 2011 et 2021, le taux d'emploi augmente de 2,9 points en France et de 5,6 points dans l'ensemble de l'Union européenne à 27 pays.

**Champ** : personnes de 15 à 64 ans vivant en logement ordinaire.

**Source** : Instituts nationaux de statistiques, enquêtes Forces de travail (Labour force survey), Eurostat (extraction du 21 avril 2022).

### Taux d'emploi en 2021

en %



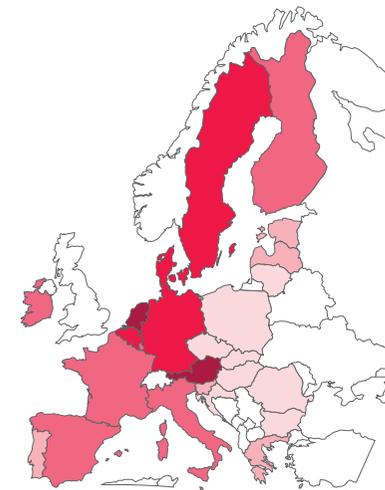
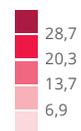
**Lecture** : en 2021, 67,2 % des femmes âgées de 15 à 64 ans occupent un emploi en France. Ce taux est de 68,4 % dans l'ensemble de l'Union européenne à 27 pays.

**Champ** : personnes de 15 à 64 ans vivant en logement ordinaire.

**Source** : Instituts nationaux de statistiques, enquêtes Forces de travail (Labour force survey), Eurostat (extraction du 21 avril 2022).

### Part des personnes en emploi à temps partiel en 2021

en %



**Lecture** : en 2021, 17,3 % des personnes en emploi sont à temps partiel en France. Ce taux est de 17,7 % dans l'ensemble de l'Union européenne à 27 pays.

**Champ** : personnes de 15 à 64 ans vivant en logement ordinaire.

**Source** : Instituts nationaux de statistiques, enquêtes Forces de travail (Labour force survey), Eurostat (extraction du 21 avril 2022).

# Chômage

En 2021, en France (hors Mayotte), le **taux de chômage** a baissé pour la sixième année consécutive, à 7,9 % de la population active. Sa baisse s'est accentuée début et fin 2020 : du fait des deux confinements généralisés de la population, nombre de personnes sans emploi n'ont pas recherché d'emploi et ne peuvent être considérées comme au **chômage au sens du Bureau international du travail (BIT)**.

Depuis 2009, le taux de chômage des hommes est très proche de celui des femmes. Avant la crise économique de 2008-2009, il lui était nettement inférieur.

Le taux de chômage des jeunes atteint 18,9 % en 2021 chez les 15-24 ans, contre 7,1 % chez les 25-49 ans et 5,7 % chez les 50 ans ou plus. Le taux de chômage est calculé au sein des seuls **actifs** ; or, avant 25 ans, la plupart des jeunes sont encore en études et peu sont donc actifs. Le taux de chômage des jeunes est aussi plus sensible aux retournements conjoncturels.

En 2021, le taux de chômage atteint 14,4 % pour les actifs ayant au plus le brevet des collèges, contre 5,3 % pour ceux diplômés du supérieur. Il se situe à un niveau intermédiaire pour les titulaires d'un BEP ou CAP ou du baccalauréat. Pour tous les niveaux de diplômes, plus le temps depuis la sortie de formation initiale est grand plus le taux de chômage est bas.

Le taux de chômage est très hétérogène selon les catégories socioprofessionnelles : en 2021, celui des ouvriers est 3 fois supérieur à celui des cadres.

En moyenne en 2021, 2,4 millions de personnes sont au chômage et 2,0 millions souhaitent travailler, sans pour autant être au chômage au sens du BIT. Elles forment le « **halo** » autour du chômage.

## En savoir plus

« **Au premier trimestre 2022, le taux de chômage est quasi stable à 7,3 %** », *Informations rapides* n° 127, mai 2022.

« **Une photographie du marché du travail en 2021** », *Insee Première* n° 1896, mars 2022.

« **Emploi, chômage, revenus du travail** », *Insee Références*, édition 2021.

## Taux de chômage



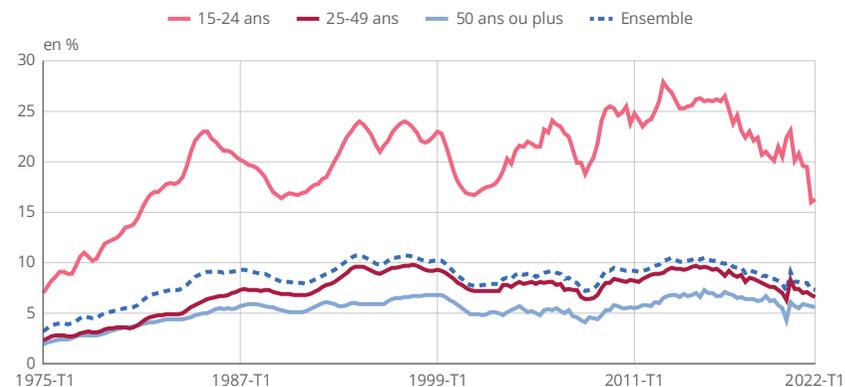
**Note** : données corrigées des variations saisonnières, en moyenne trimestrielle.

**Lecture** : au 1<sup>er</sup> trimestre 2022, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) est de 7,3 %.

**Champ** : France hors Mayotte, personnes actives de 15 ans ou plus vivant en logement ordinaire.

**Source** : Insee, enquêtes Emploi, séries longues sur le marché du travail.

## Taux de chômage selon l'âge



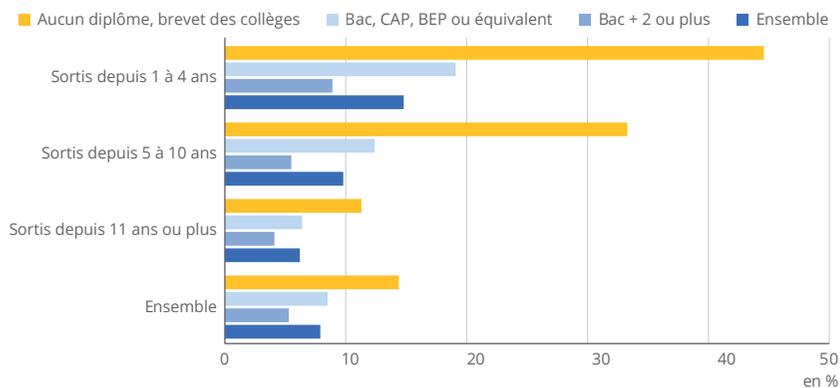
**Note** : données corrigées des variations saisonnières, en moyenne trimestrielle.

**Lecture** : au 1<sup>er</sup> trimestre 2022, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) des 15-24 ans est de 16,3 %.

**Champ** : France hors Mayotte, personnes actives de 15 ans ou plus vivant en logement ordinaire.

**Source** : Insee, enquêtes Emploi, séries longues sur le marché du travail.

### Taux de chômage selon le diplôme et la durée depuis la sortie de formation initiale en 2021

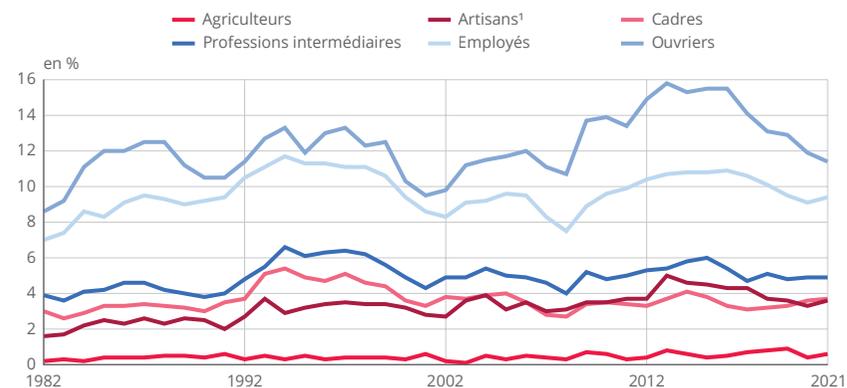


**Lecture** : en 2021, 8,9 % des personnes actives ayant un diplôme de niveau bac + 2 ou plus et ayant achevé leur formation initiale depuis 1 à 4 ans sont au chômage.

**Champ** : France hors Mayotte, personnes actives de 15 ans ou plus vivant en logement ordinaire.

**Source** : Insee, enquête Emploi.

### Taux de chômage selon la catégorie socioprofessionnelle



1. Artisans, commerçants et chefs d'entreprise.

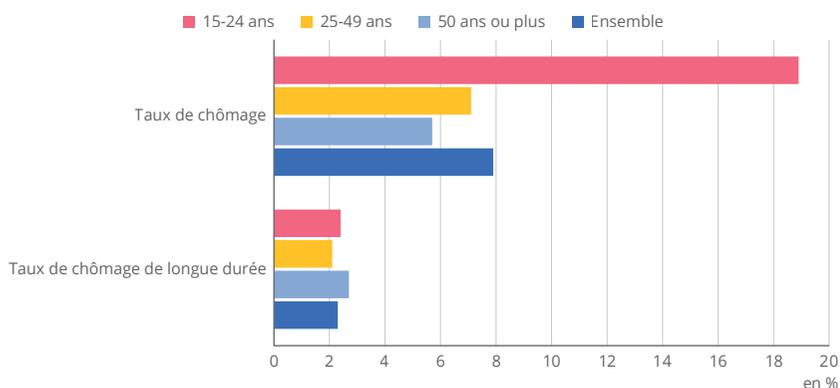
**Note** : données révisées.

**Lecture** : en 2021, le taux de chômage des employés est de 9,4 %.

**Champ** : France hors Mayotte, personnes actives ayant déjà travaillé, de 15 ans ou plus, vivant en logement ordinaire.

**Source** : Insee, enquêtes Emploi, séries longues sur le marché du travail.

### Taux de chômage et taux de chômage de longue durée selon l'âge en 2021

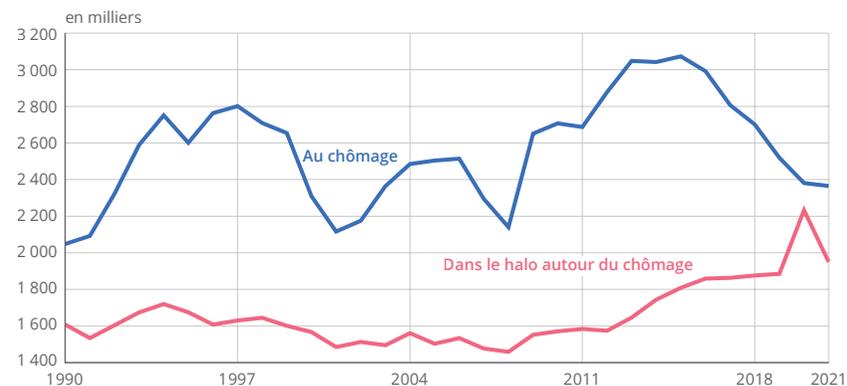


**Lecture** : en 2021, 2,4 % des 15-24 ans sont au chômage depuis plus d'un an (chômage de longue durée).

**Champ** : France hors Mayotte, personnes actives de 15 ans ou plus vivant en logement ordinaire.

**Source** : Insee, enquête Emploi.

### Personnes au chômage et dans le halo autour du chômage



**Note** : données révisées.

**Lecture** : en 2021, 2 365 000 personnes sont au chômage et 1 950 000 dans le halo autour du chômage.

**Champ** : France hors Mayotte, personnes actives de 15 ans ou plus vivant en logement ordinaire.

**Source** : Insee, enquêtes Emploi, séries longues sur le marché du travail.

En 2020, le **taux de chômage** annuel (8 % de la population active en France hors Mayotte) est plus élevé dans les régions du sud (Provence-Alpes-Côte d'Azur et Occitanie) et les Hauts-de-France, et plus faible dans les régions de l'ouest (Bretagne et Pays de la Loire) et de l'est (Auvergne-Rhône-Alpes et Bourgogne-Franche-Comté). Le taux de chômage est supérieur à 12 % dans les départements d'outre-mer (DOM).

Dans la plupart des régions, les taux de chômage des femmes et des hommes sont très proches, avec davantage d'écarts sur la moitié Nord, excepté l'Île-de-France. Le taux de chômage des femmes est particulièrement plus élevé que celui des hommes en Guadeloupe et plus encore en Guyane.

Le taux de chômage est supérieur parmi les 15-24 ans (20 % au niveau national), et inférieur parmi les seniors (50 ans ou plus). Mais les disparités territoriales sont similaires quelle que soit la classe d'âge.

Ces disparités territoriales sont assez stables dans le temps. Depuis 2014, le taux de chômage de l'ensemble des départements des Hauts-de-France et du pourtour méditerranéen est supérieur à celui des autres départements de métropole ; celui d'Île-de-France est le plus faible, sauf depuis fin 2020. Le taux de chômage de l'ensemble des DOM est très supérieur sur toute la période.

Sur plus longue période, depuis fin 2007, le taux de chômage de l'ensemble des **zones d'emploi** de taille intermédiaire (entre 100 000 et 200 000 emplois) est plus élevé que celui des autres catégories de zones d'emploi. Et depuis 2006, le taux de chômage de l'ensemble des zones d'emploi d'Île-de-France est plus faible.

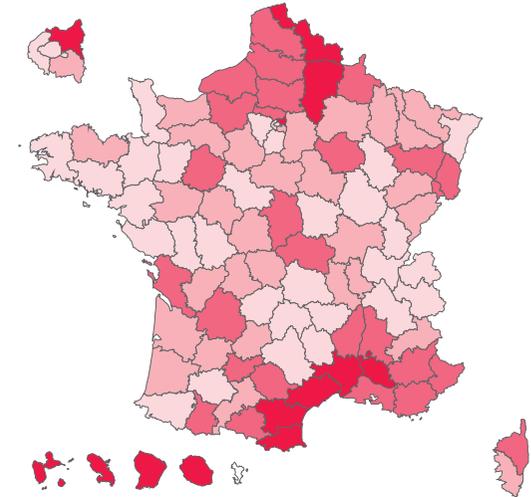
#### En savoir plus

« **Au quatrième trimestre 2021, la plupart des régions ont dépassé leur niveau d'emploi salarié d'avant la crise sanitaire** », *Informations rapides* n° 110, avril 2022.

### Taux de chômage en 2020

en %

- 10,0
- 8,0
- 7,0



**Lecture** : en 2020, dans l'Ain, le taux de chômage s'élève à 6,0 %.

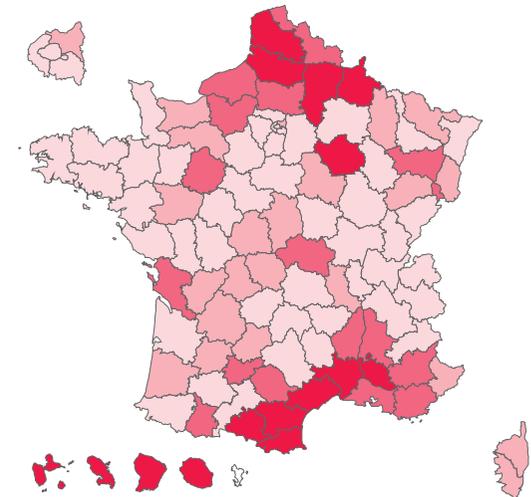
**Champ** : France hors Mayotte.

**Source** : Insee, taux de chômage localisés.

### Taux de chômage des 15 à 24 ans en 2020

en %

- 25,0
- 22,0
- 20,0

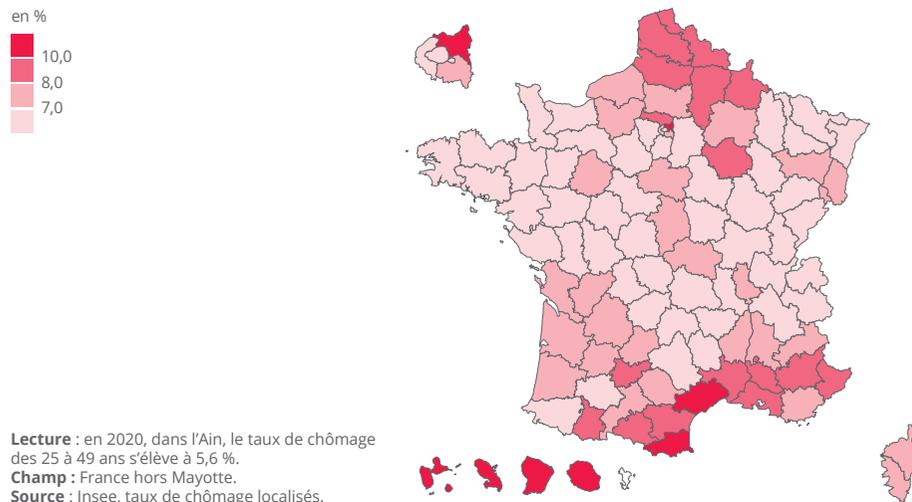


**Lecture** : en 2020, dans l'Ain, le taux de chômage des 15 à 24 ans s'élève à 16,3 %.

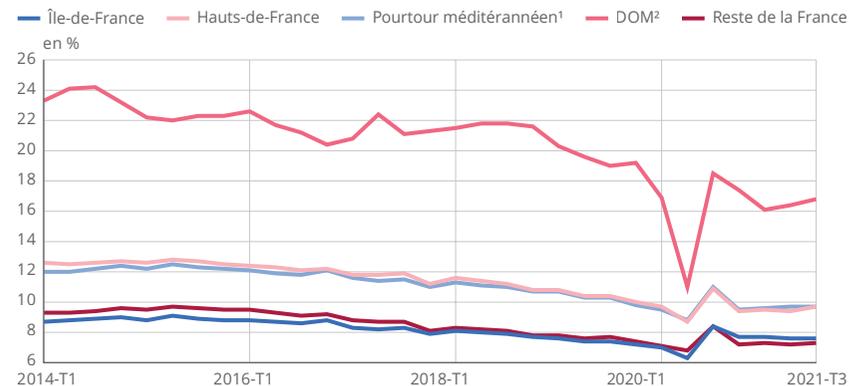
**Champ** : France hors Mayotte.

**Source** : Insee, taux de chômage localisés.

### Taux de chômage des 25 à 49 ans en 2020

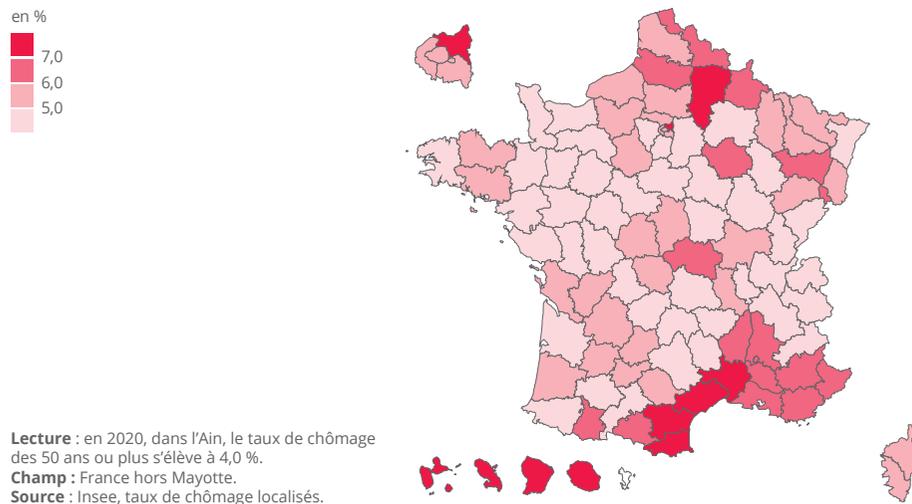


### Taux de chômage selon cinq grandes zones

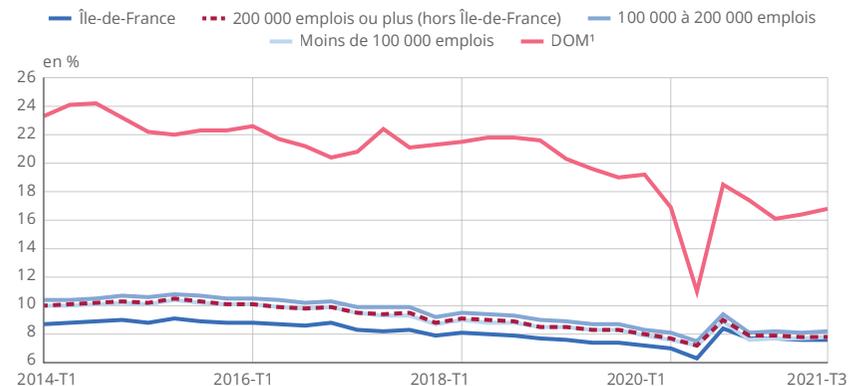


1. Provence-Alpes-Côte d'Azur, Languedoc-Roussillon et Corse.  
 2. Départements d'outre-mer (DOM).

### Taux de chômage des 50 ans ou plus en 2020



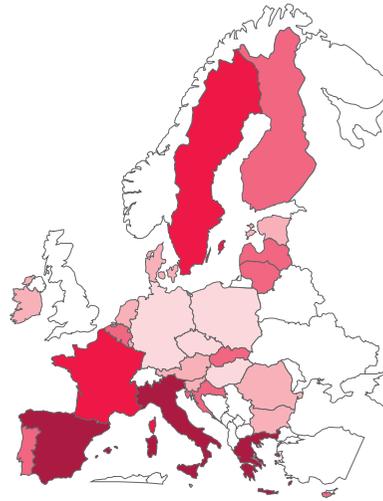
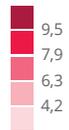
### Taux de chômage selon la taille des zones d'emploi



1. Départements d'outre-mer (DOM).

### Taux de chômage des 15-74 ans en 2021

en %



**Note :** données en moyenne annuelle.

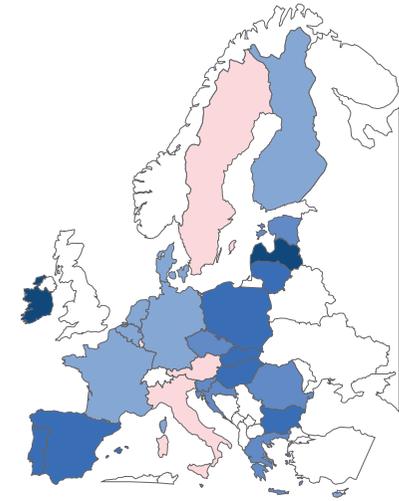
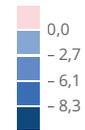
**Lecture :** en 2021, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) des 15-74 ans est de 7,9 % en France et de 7,0 % dans l'ensemble de l'Union européenne à 27 pays.

**Champ :** personnes actives de 15 ans à 74 ans vivant en logement ordinaire.

**Source :** Instituts nationaux de statistiques, enquêtes Forces de travail (Labour force survey), Eurostat (extraction du 21 avril 2022).

### Évolution du taux de chômage entre 2011 et 2021

en points



**Note :** données en moyenne annuelle.

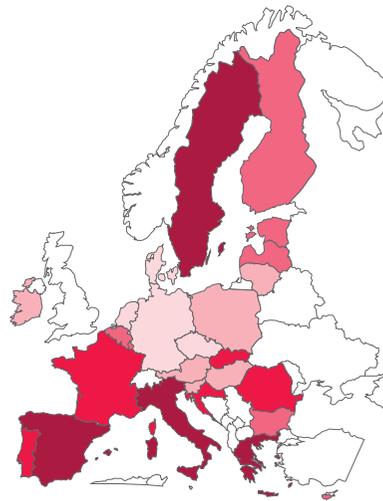
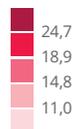
**Lecture :** entre 2011 et 2021, le taux de chômage au sens du bureau international du travail (BIT) diminue de 1,3 point en France et de 3,1 points dans l'ensemble de l'Union européenne à 27 pays.

**Champ :** personnes actives de 15 ans à 74 ans vivant en logement ordinaire.

**Source :** Instituts nationaux de statistiques, enquêtes Forces de travail (Labour force survey), Eurostat (extraction du 21 avril 2022).

### Taux de chômage des moins de 25 ans en 2021

en %



**Note :** données en moyenne annuelle.

**Lecture :** en 2021, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) des moins de 25 ans est de 18,9 % en France et de 16,6 % pour l'ensemble de l'Union européenne à 27 pays.

**Champ :** personnes actives de 15 ans à 24 ans vivant en logement ordinaire.

**Source :** Instituts nationaux de statistiques, enquêtes Forces de travail (Labour force survey), Eurostat (extraction du 21 avril 2022).

## Salaires et revenus d'activité

En France, le montant horaire brut du **salair e minimum interprofessionnel de croissance (Smic)** est de 10,31 euros en 2021. Depuis 1990, il a progressé de 130 %, environ deux fois plus vite que les prix.

En 2019, le **salair e mensuel moyen en équivalent temps plein (EQTP)** dans le secteur privé est de 2 420 euros, nets de cotisations et contributions sociales. En euros constants, c'est-à-dire corrigé de l'inflation, il a augmenté en moyenne de 0,8 % par an depuis 2014. Aux extrémités de l'échelle, un salarié du privé sur dix perçoit moins de 1 320 euros par mois et un sur dix plus de 3 840 euros. Le salair e des femmes est inférieur de 16,0 % en moyenne à celui des hommes.

Dans la **fonction publique**, tous statuts confondus, un salarié gagne en moyenne 2 320 euros nets par mois en EQTP en 2019. Les salaires ont progressé de 0,2 % en moyenne par an depuis 2014, en euros constants.

En 2019, hors agriculture, les **non-salariés** classiques (**micro-entrepreneurs** exclus) retirent en moyenne 3 830 euros par mois de leur activité non salariée. Cette moyenne recouvre de fortes disparités selon la nature de l'activité exercée.

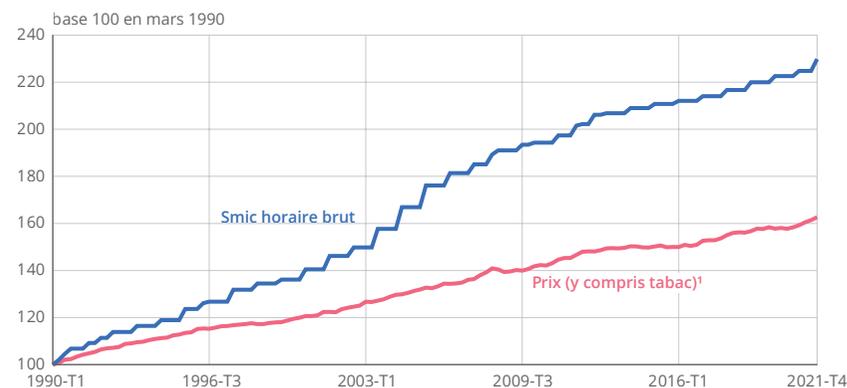
En France, le **coût horaire du travail** a progressé modérément au milieu de la décennie 2010 du fait de mesures d'allègement, et est redevenu plus dynamique depuis 2018. Il a augmenté nettement début 2020 sous l'effet du recours massif au chômage partiel durant la crise sanitaire. Au printemps 2021, il a diminué par contrecoup, avec la levée progressive des restrictions sanitaires et le moindre recours au chômage partiel. Au premier trimestre 2022, il augmente (+ 2,8 % par rapport au premier trimestre 2021).

### En savoir plus

« En 2019, le revenu d'activité moyen des non-salariés baisse après plusieurs années de hausse », *Insee Première* n° 1870, juillet 2021.

« En 2019, le salair e net moyen dans le secteur privé a progressé de 1,2 % en euros constants », *Insee Première* n° 1863 juin 2021.

### Évolution du Smic horaire brut et des prix



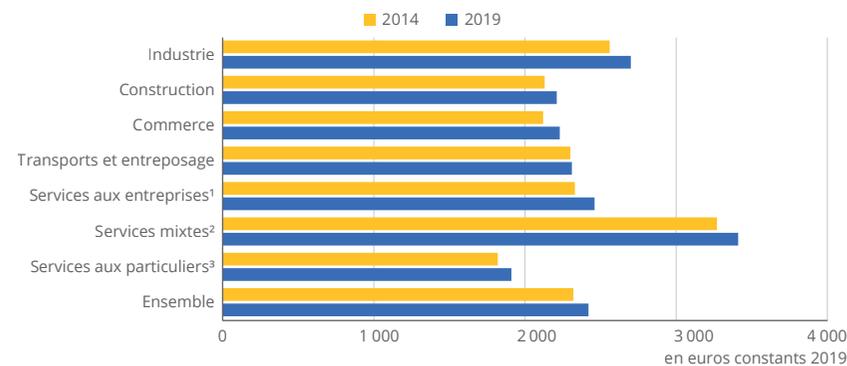
1. Indice mensuel des prix à la consommation, y compris tabac, pour l'ensemble des ménages.

**Lecture** : au 4<sup>e</sup> trimestre 2021, le Smic horaire brut a été multiplié par 2,3 et les prix (y compris tabac) par 1,6 depuis mars 1990.

**Champ** : France métropolitaine de 1990 à 1995, France hors Mayotte à partir de 1996.

**Source** : ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion.

### Salaires mensuels nets moyens dans le secteur privé selon l'activité



1. Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien.

2. Information et communication, services financiers et immobiliers.

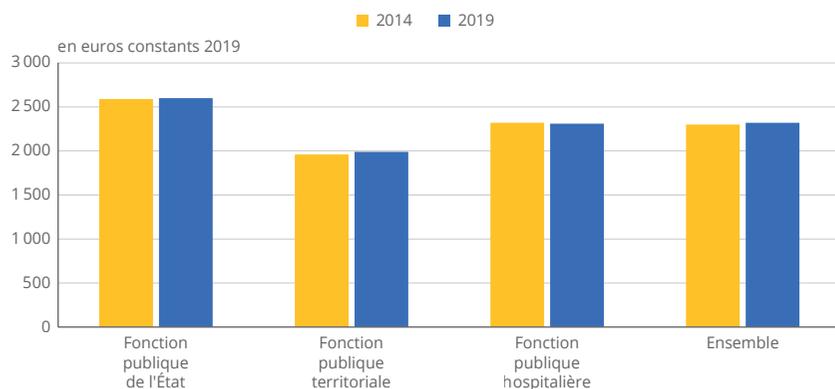
3. Hébergement et restauration, arts, spectacles et activités récréatives et autres activités de services.

**Lecture** : en 2019, le salair e net moyen en équivalent temps plein (EQTP) dans l'industrie est de 2 700 euros par mois.

**Champ** : France hors Mayotte, salariés du privé et des entreprises publiques, y compris bénéficiaires de contrats aidés et de contrats de professionnalisation ; hors apprentis, stagiaires, salariés agricoles et salariés des particuliers-employeurs.

**Source** : Insee, bases Tous salariés.

## Salaires mensuels nets moyens dans la fonction publique

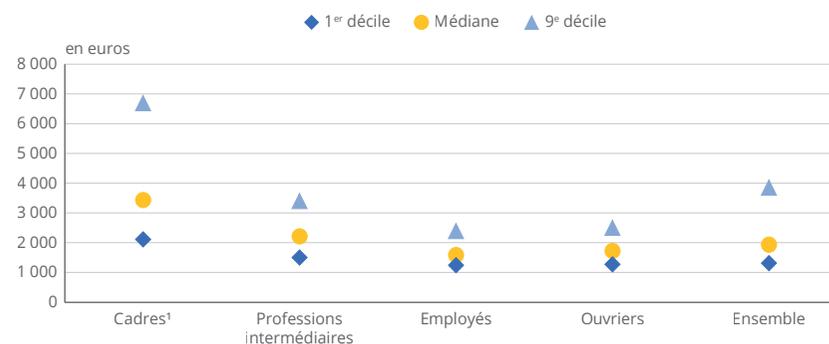


**Lecture** : en 2019, dans la fonction publique de l'État, le salaire net moyen est de 2 600 euros par mois en équivalent temps plein.

**Champ** : France hors Mayotte, salariés en équivalent temps plein, hors apprentis en 2019, militaires, assistants maternels, internes et externes des hôpitaux ; y compris bénéficiaires de contrats aidés.

**Source** : Insee, système d'information sur les agents des services publics (Siasp).

## Dispersion des salaires mensuels nets en EQTP dans le secteur privé selon la catégorie socioprofessionnelle en 2019



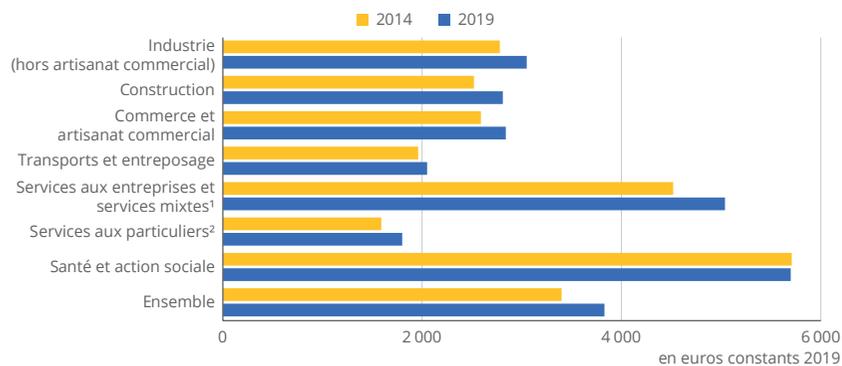
**1.** Y compris chefs d'entreprise salariés.

**Lecture** : en 2019, dans le secteur privé, la moitié des cadres perçoivent moins de 3 440 euros par mois en équivalent temps plein (médiane), 10 % moins de 2 120 euros (1<sup>er</sup> décile).

**Champ** : France hors Mayotte, salariés en EQTP du secteur privé et des entreprises publiques, y compris bénéficiaires de contrats aidés et de contrats de professionnalisation ; hors apprentis, stagiaires, salariés agricoles et salariés des particuliers-employeurs.

**Source** : Insee, base Tous salariés.

## Revenus d'activité mensuels moyens des non-salariés, hors micro-entrepreneurs



**1.** Activités spécialisées, scientifiques et techniques, activités de services administratifs et de soutien, information et communication, services financiers et immobiliers.

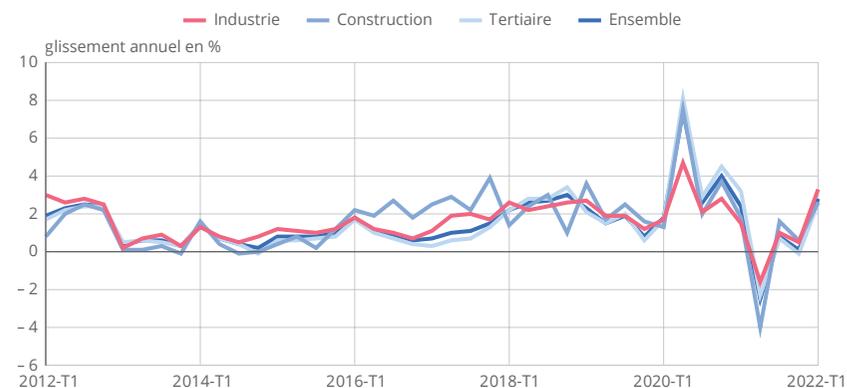
**2.** Hébergement et restauration, enseignement, arts, spectacles et activités récréatives et autres services personnels, hors santé.

**Lecture** : en 2019, le revenu d'activité moyen des non-salariés dans l'industrie est de 3 050 euros par mois.

**Champ** : France hors Mayotte, personnes exerçant une activité non salariée au 31 décembre, hors taxés d'office, hors micro-entrepreneurs et hors agriculture.

**Source** : Insee, bases Non-salariés.

## Évolution du coût horaire du travail selon le secteur d'activité



**Lecture** : entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2021 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2022, dans l'industrie, le coût horaire du travail augmente de 3,3 %.

**Champ** : France, salaires et charges du secteur marchand non agricole, hors services aux ménages.

**Sources** : Acof-Dares-Insee, indicateurs du coût du travail.

En France, en 2018, les **salaires** du secteur privé sont les plus élevés en Île-de-France, notamment dans les Hauts-de-Seine (3 740 euros par mois en moyenne en équivalent temps plein). En dehors de la région parisienne, les salaires sont plus élevés dans les grandes zones d'emploi. Ils sont les plus faibles dans le sud du Massif central (1 830 euros par mois en moyenne en Lozère et dans le Cantal).

Les écarts de salaires d'un département à l'autre sont plus grands parmi les cadres que parmi les ouvriers. En 2019, un cadre gagne en moyenne 35,4 euros par heure à Paris, soit 1,7 fois de plus qu'en Lozère (20,4 euros par heure). Un ouvrier perçoit 10,8 euros par heure dans la Creuse et 1,2 fois plus en Savoie (12,9 euros de l'heure). Le salaire horaire des ouvriers est plus élevé dans le nord et l'est, lieux d'implantation historiques de nombreuses industries.

La géographie des salaires de la **fonction publique** est moins contrastée ; les salaires mensuels nets pour un équivalent temps plein sont compris entre 2 050 euros par mois dans la Creuse et 2 690 euros par mois à Paris. Du fait de dispositif de majoration des traitements des fonctionnaires travaillant en outre-mer, les régions d'outre-mer se distinguent de la métropole avec des salaires plus élevés, proches de 2 900 euros en moyenne.

Pour les **non-salariés**, les disparités géographiques de revenus d'activité sont plus importantes dans le secteur agricole, avec des revenus jusqu'à cinq fois plus élevés dans le Nord et en Champagne que dans les Pyrénées (plus de 3 600 euros mensuels dans la Marne contre 710 euros dans les Hautes-Pyrénées). Dans le secteur non agricole, les non-salariés perçoivent des revenus d'activité plus élevés dans la moitié nord de la France que dans la moitié sud : de 1 810 euros en Ariège à 4 200 euros à Paris.

#### En savoir plus

« **Emploi, chômage, revenus du travail - Les cadres sont plus présents dans les grandes aires d'attraction des villes et leurs salaires y sont plus élevés** », *Insee Références*, édition 2021.

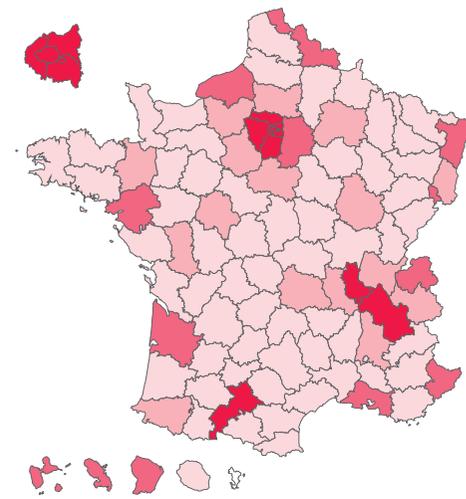
« **La France et ses territoires - Disparités territoriales de salaires** », *Insee Références*, édition 2021.

« **Datavisualisation interactive - Salaires dans le secteur privé** », Insee.

### Salaires mensuels nets en EQTP dans le secteur privé en 2018

en euros

- 2 400
- 2 200
- 2 100



**Lecture** : en 2018, dans l'Ain, le salaire net moyen en équivalent temps plein (EQTP) s'élève à 2 150 euros par mois dans le secteur privé.

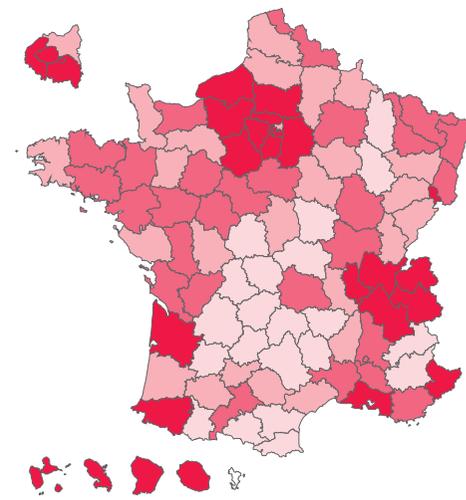
**Champ** : France hors Mayotte, salariés du privé et des entreprises publiques, y compris bénéficiaires de contrats aidés et de contrats de professionnalisation ; hors apprentis et stagiaires, salariés agricoles et salariés des particuliers-employeurs.

**Source** : Insee, bases Tous salariés.

### Salaires nets horaires moyens des cadres en 2019

en euros

- 25,3
- 24,2
- 23,4

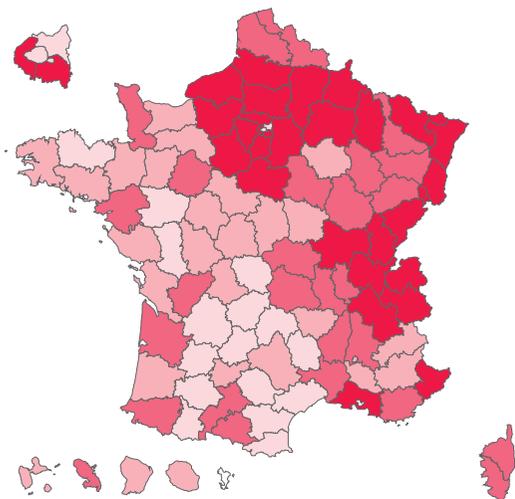
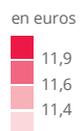


**Lecture** : en 2019, dans l'Ain, le salaire net horaire moyen des cadres s'élève à 25,3 euros.

**Champ** : France hors Mayotte, salariés du privé et des entreprises publiques, y compris bénéficiaires de contrats aidés et de contrats de professionnalisation ; hors apprentis et stagiaires, salariés agricoles et salariés des particuliers-employeurs.

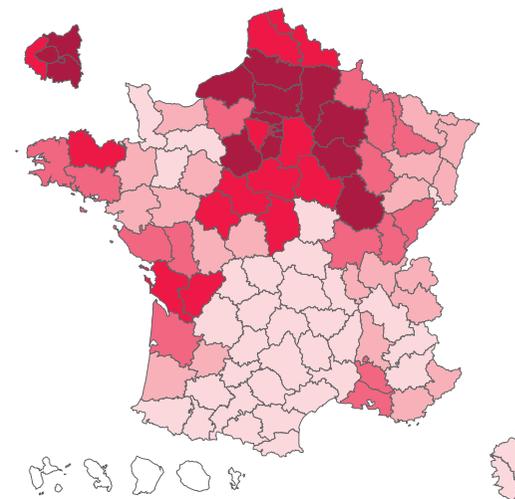
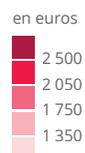
**Source** : Insee, bases Tous salariés.

### Salaire net horaire moyen des ouvriers en 2019



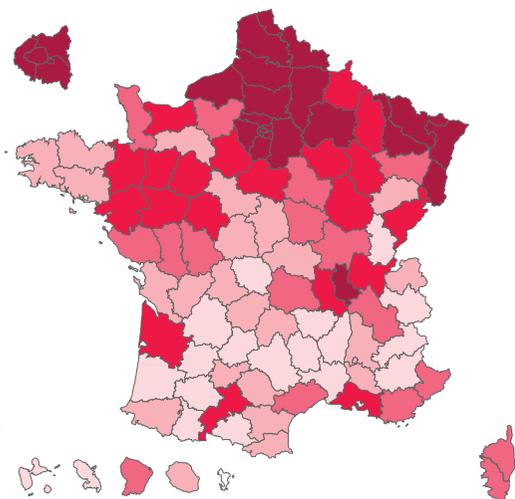
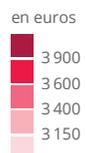
**Lecture :** en 2019, dans l'Ain, le salaire net horaire moyen des ouvriers s'élève à 11,9 euros.  
**Champ :** France hors Mayotte, salariés du privé et des entreprises publiques, y compris bénéficiaires de contrats aidés et de contrats de professionnalisation ; hors apprentis et stagiaires, salariés agricoles et salariés des particuliers-employeurs.  
**Source :** Insee, bases Tous salariés.

### Revenu mensuel moyen des non-salariés agricoles en 2018



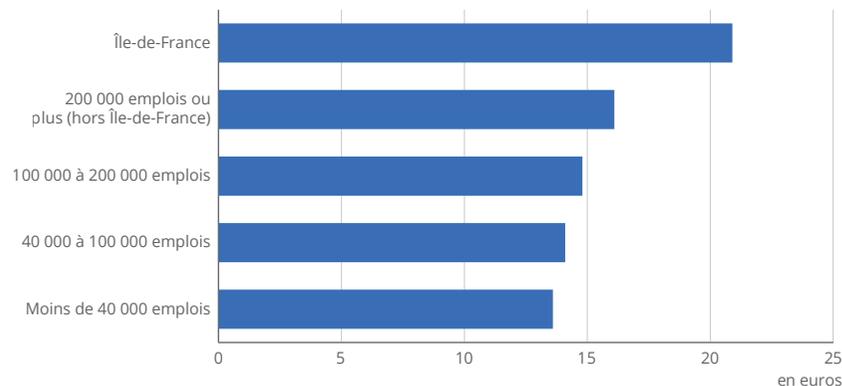
**Lecture :** en 2018, dans l'Ain, le revenu d'activité moyen des non-salariés agricoles est de 1 696 euros par mois.  
**Champ :** France métropolitaine, personnes exerçant une activité non-salariée au 31 décembre 2018 dans l'agriculture, la sylviculture et les services d'aménagement paysager, hors nouveaux installés.  
**Source :** Insee, bases Non-salariés.

### Revenu mensuel moyen des non-salariés non agricoles en 2018



**Lecture :** en 2018, dans l'Ain, le revenu d'activité moyen des non-salariés est de 3 605 euros par mois.  
**Champ :** France hors Mayotte, personnes exerçant une activité non-salariée au 31 décembre 2018, hors agriculture et hors micro-entrepreneurs.  
**Source :** Insee, bases Non-salariés.

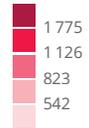
### Salaire net horaire moyen selon la taille de la zone d'emploi en 2020



**Lecture :** en 2020, le salaire net horaire moyen s'élève à 13,6 euros pour les zones d'emplois de moins de 40 000 emplois.  
**Champ :** France hors Mayotte.  
**Source :** Insee, bases Tous salariés, fichier salariés au lieu de résidence.

## Salaire minimum brut mensuel en 2022

en euros



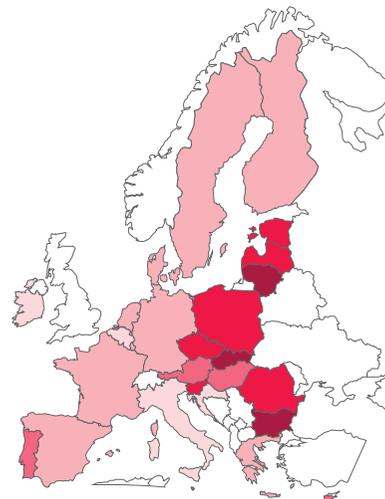
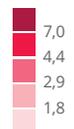
**Note** : absence de résultat due à la nature des choses pour l'Autriche, Chypre, le Danemark, la Finlande, l'Italie et la Suède.

**Lecture** : en 2022, en France, le salaire minimum brut est de 1 603 euros par mois.

**Source** : Eurostat (extraction du 21 avril 2022).

## Évolution annuelle moyenne du coût horaire de la main d'œuvre entre 2018 et 2021

en %

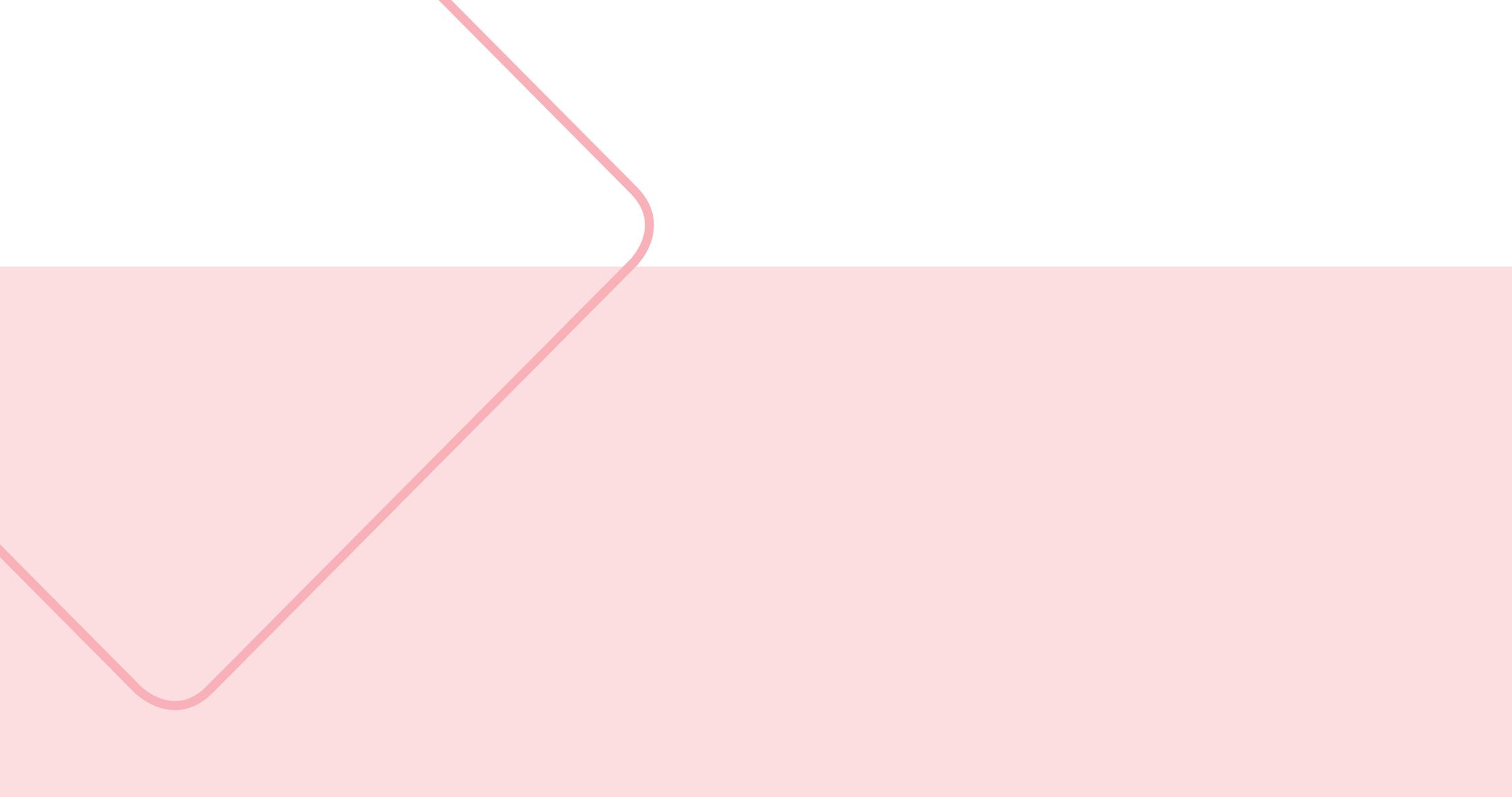


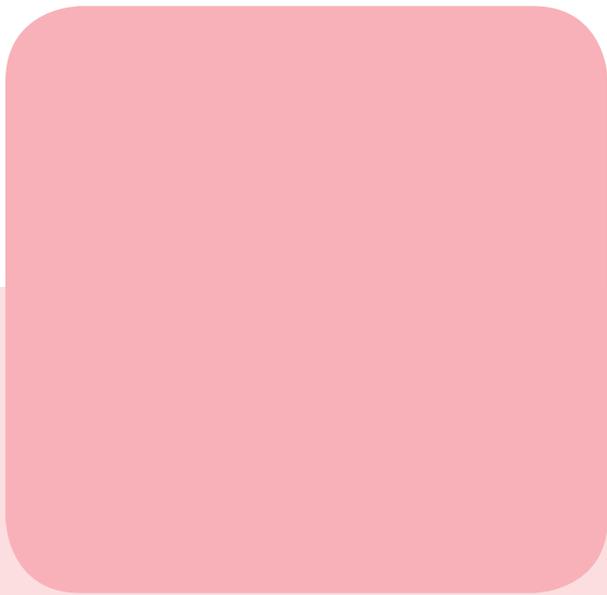
**Lecture** : entre 2018 et 2021, le coût horaire de la main d'œuvre a augmenté en moyenne de 1,8 % par an en France et de 2,5 % pour l'Union européenne à 27 pays.

**Champ** : entreprises de 10 salariés ou plus de l'industrie, de la construction et des services (hors administration publique, défense et sécurité sociale obligatoire).

**Source** : Eurostat (extraction du 21 avril 2022), coûts annuels de la main-d'œuvre.







## Entreprises

# Caractéristiques des entreprises

En 2019, les secteurs marchands non agricoles et non financiers sont composés de 4,0 millions d'entreprises. Ce sont essentiellement des **microentreprises** (96,1 %), mais pour autant, les **petites et moyennes entreprises (PME)**, les **entreprises de taille intermédiaire (ETI)** et les **grandes entreprises (GE)** emploient plus de huit salariés sur dix (en équivalent temps plein (EQTP)) et génèrent 86 % du chiffre d'affaires dégagé par les entreprises en France.

Le commerce et l'industrie concentrent chacun plus de 30 % du chiffre d'affaires total, tandis que près de 40 % de la valeur ajoutée est réalisée par les entreprises de services (hors commerce et transport). Les **taux de marge** sont globalement homogènes et s'échelonnent de 21 % dans la construction à 30 % dans les services (hors commerce et transport) et l'industrie. Les **taux de valeur ajoutée** sont, en revanche, plus hétérogènes. Seul le commerce présente un taux de valeur ajoutée très en deçà de son taux de marge.

Fin 2019, l'**artisanat** compte en France environ 1,7 million d'**unités légales**. Un peu plus des trois quarts (78 %) n'emploient aucun salarié ou n'en emploient qu'un, et neuf sur dix (92 %) ont cinq salariés ou moins.

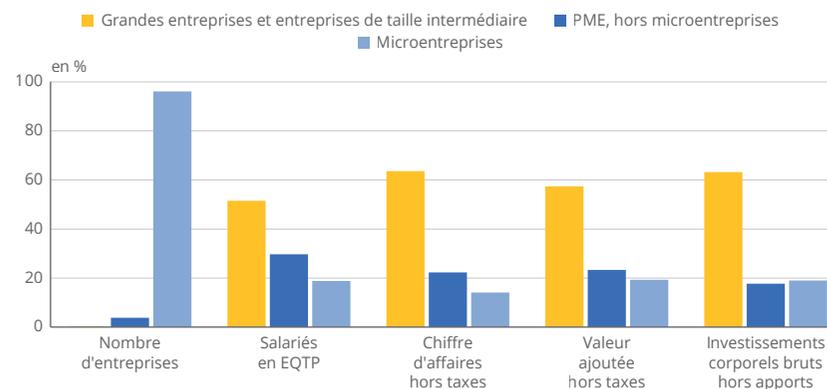
Les entreprises actives en France peuvent être détenues par des **firmes multinationales sous contrôle français** ou **étranger** ou encore par des **groupes** franco-français. Les firmes multinationales (qu'elles soient sous contrôle français ou étranger) emploient près de la moitié (47 %) des salariés français (en EQTP).

Enfin, en 2019, l'État contrôle 2 000 sociétés françaises. Elles emploient 783 000 salariés.

## En savoir plus

« Les entreprises en France », *Insee Références*, édition 2021.  
 « Caractéristiques comptables, financières et d'emploi des entreprises en 2019 », *Insee Résultats*, septembre 2021.

## Caractéristiques des entreprises selon leur taille en 2019

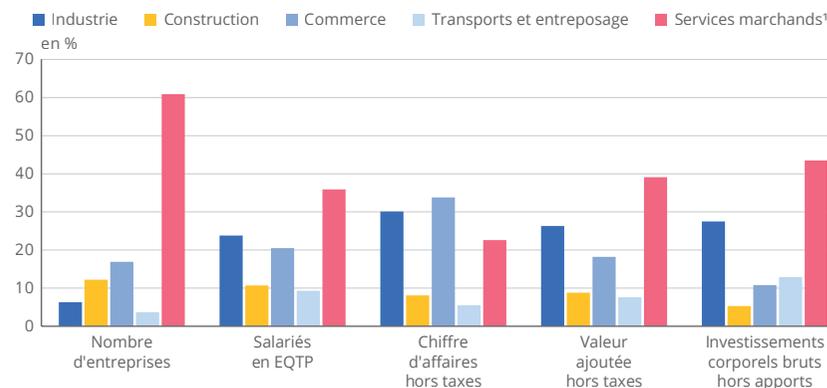


**Lecture** : en 2019, les petites et moyennes entreprises (PME), hors microentreprises, emploient 29,7 % des salariés en équivalent temps plein (EQTP) des secteurs marchands.

**Champ** : France, entreprises des secteurs marchands non agricoles et non financiers.

**Source** : Insee, Ésane.

## Caractéristiques des entreprises selon le secteur d'activité en 2019



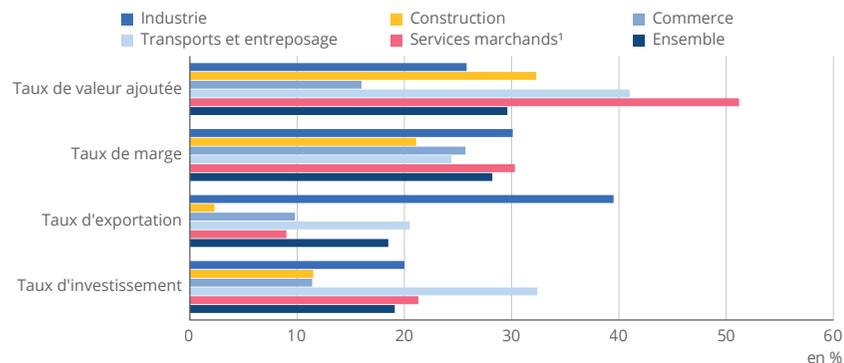
1. Hors commerce et transport.

**Lecture** : en 2019, les entreprises de l'industrie emploient 23,8 % des salariés en équivalent temps plein (EQTP) des secteurs marchands.

**Champ** : France, entreprises des secteurs marchands non agricoles et non financiers.

**Source** : Insee, Ésane.

### Ratios des entreprises selon le secteur d'activité en 2019



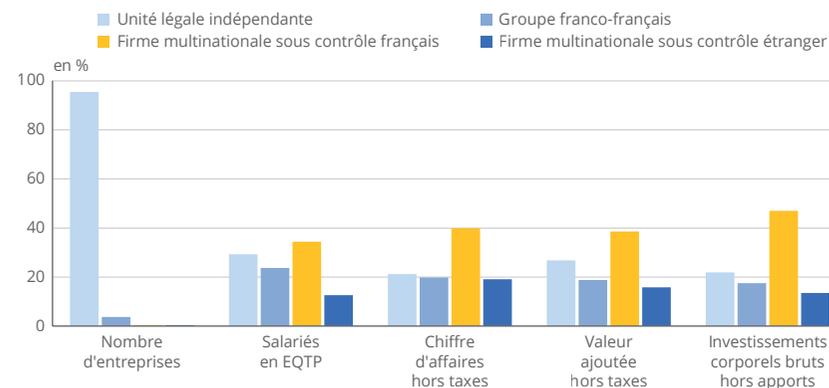
1. Hors commerce et transport.

**Note :** quoique fondé en grande partie sur la statistique d'entreprises pour estimer le compte des sociétés non financières (SNF), le taux de marge issu de la comptabilité nationale diffère sur plusieurs aspects conceptuels de celui de la statistique d'entreprises. Par exemple, dans la mesure de la comptabilité nationale, il est augmenté de l'activité dissimulée par certaines entreprises.  
**Lecture :** en 2019, les entreprises des secteurs marchands ont un taux de valeur ajoutée de 29,6 %, de marge de 28,2 %, d'exportation de 18,5 % et d'investissement de 19,1 %.

**Champ :** France, entreprises des secteurs marchands non agricoles et non financiers.

**Source :** Insee, É sane.

### Caractéristiques des entreprises selon l'origine du groupe en 2019

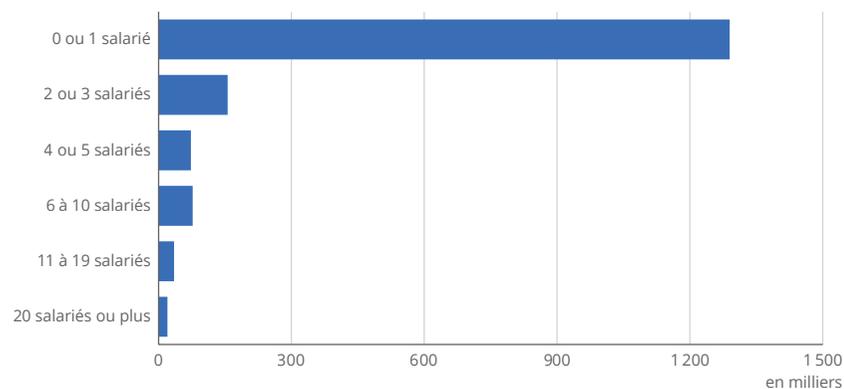


**Lecture :** en 2019, 34,4 % des salariés en équivalent temps plein (EQTP) travaillent dans des firmes multinationales sous contrôle français.

**Champ :** France, entreprises des secteurs marchands non agricoles et non financiers.

**Source :** Insee, É sane (données individuelles).

### Unités légales artisanales selon le nombre de salariés en 2019



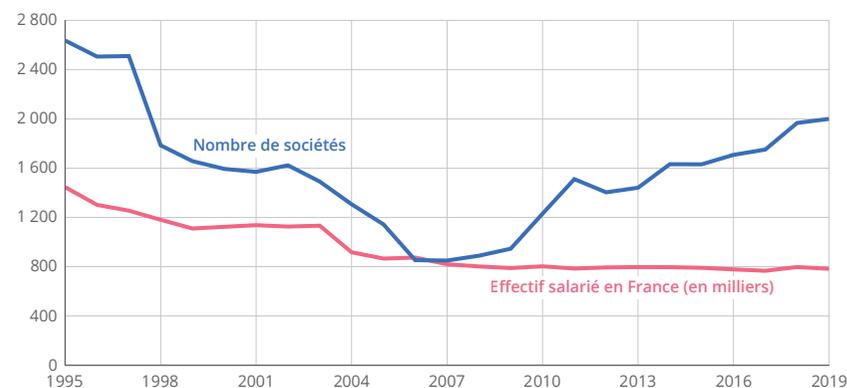
**Note :** données au 31 décembre.

**Lecture :** en 2019, 20 000 unités légales artisanales comptent 20 salariés ou plus.

**Champ :** activités marchandes hors agriculture, unités inscrites au Répertoire des Métiers.

**Source :** Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

### Sociétés françaises contrôlées majoritairement par l'État



**Lecture :** en 2019, 2 000 sociétés françaises sont contrôlées majoritairement par l'État.

**Champ :** France.

**Source :** Insee, Recme, Lifi.

En 2019, en France hors Mayotte, les entreprises des secteurs marchands regroupent 1,7 million d'établissements employeurs pour 13,8 millions de salariés en **équivalent temps plein (EQTP)**. Beaucoup d'entreprises, le plus souvent de petite taille, ne comprennent qu'un seul établissement. D'autres, notamment les **entreprises de taille intermédiaire (ETI)** et les **grandes entreprises (GE)**, sont constituées de plusieurs établissements qui peuvent être dispersés sur le territoire.

Dans dix départements, le poids de l'**emploi salarié** des grandes entreprises (GE) dans l'emploi départemental dépasse 33 %. Il s'agit des départements de l'Île-de-France (hors Paris et Val-d'Oise) ainsi que la Haute-Garonne, le territoire de Belfort, la Meurthe-et-Moselle et le Puy-de-Dôme. Dans la moitié des départements français, les grandes entreprises regroupent moins de 22 % de l'emploi local.

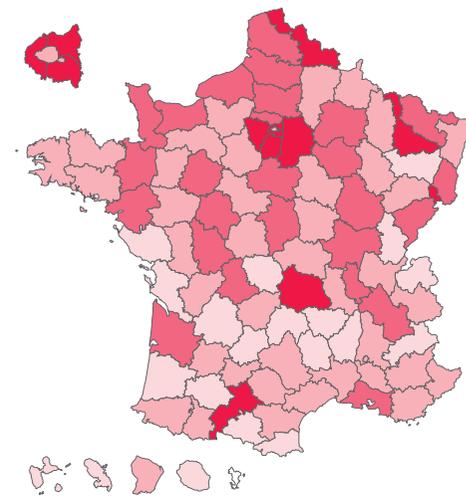
Les entreprises de taille intermédiaire (ETI) sont plus implantées dans la moitié nord du pays, notamment sur la façade ouest (Vendée, Ille-et-Vilaine, Mayenne) ainsi que dans les Hauts-de-France. En Île-de-France, les Hauts-de-Seine se distinguent avec la plus forte proportion nationale d'emploi salarié dans les ETI (35 %), alors que les grandes entreprises comptent déjà 41 % de l'emploi départemental.

Les **petites et moyennes entreprises (PME)** hors **microentreprises** représentent plus de 40 % de l'emploi dans cinq départements. L'emploi salarié dans les microentreprises est plus élevé dans la moitié sud de la France et dans les départements d'outre-mer (DOM), du fait d'une présence moindre des ETI et GE et de l'importance du tourisme.

### Part de l'emploi salarié des grandes entreprises en 2019

en %

31,7
24,3
17,6

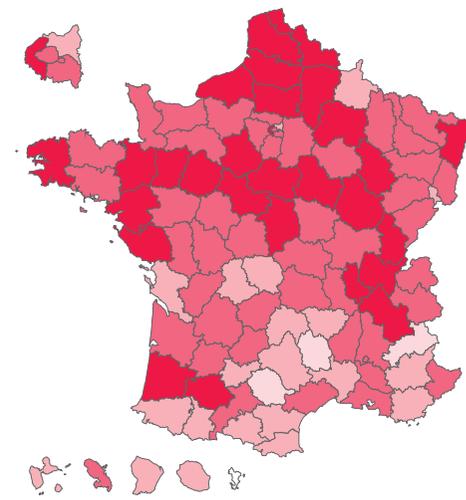


**Lecture** : en 2019, dans l'Ain, la part de l'emploi salarié des grandes entreprises s'élève à 18,6 %.  
**Champ** : France hors Mayotte, salariés en équivalent temps plein (EQTP) des établissements actifs employeurs des secteurs marchands ; établissements du privé, ayant un chiffre d'affaires positif, hors particuliers employeurs.  
**Source** : Insee, Fare, Flores, Lifi.

### Part de l'emploi salarié des entreprises de taille intermédiaire en 2019

en %

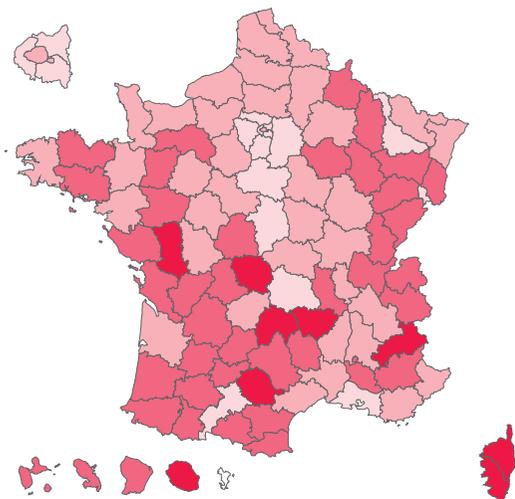
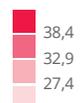
26,3
21,4
14,5



**Lecture** : en 2019, dans l'Ain, la part de l'emploi salarié des entreprises de taille intermédiaire s'élève à 28,7 %.  
**Champ** : France hors Mayotte, salariés en équivalent temps plein (EQTP) des établissements actifs employeurs des secteurs marchands ; établissements du privé, ayant un chiffre d'affaires positif, hors particuliers employeurs.  
**Source** : Insee, Fare, Flores, Lifi.

### Part de l'emploi salarié des petites et moyennes entreprises hors microentreprises en 2019

en %



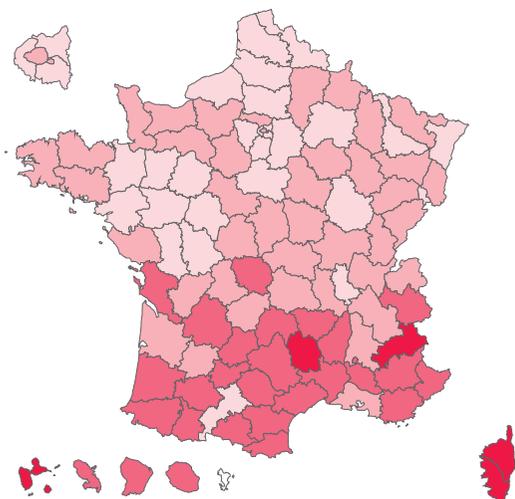
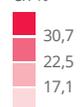
**Lecture** : en 2019, dans l'Ain, la part de l'emploi salarié des petites et moyennes entreprises hors microentreprises s'élève à 34,1 %.

**Champ** : France hors Mayotte, salariés en équivalent temps plein (EQTP) des établissements actifs employeurs des secteurs marchands ; établissements du privé, ayant un chiffre d'affaires positif, hors particuliers employeurs.

**Source** : Insee, Fare, Flores, Lifi.

### Part de l'emploi salarié des microentreprises en 2019

en %

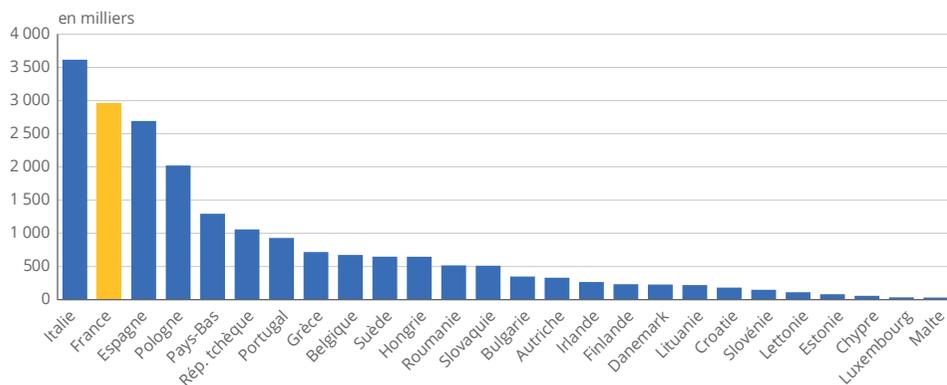


**Lecture** : en 2019, dans l'Ain, la part de l'emploi salarié des microentreprises s'élève à 18,6 %.

**Champ** : France hors Mayotte, salariés en équivalent temps plein (EQTP) des établissements actifs employeurs des secteurs marchands ; établissements du privé, ayant un chiffre d'affaires positif, hors particuliers employeurs.

**Source** : Insee, Fare, Flores, Lifi.

### Nombre d'entreprises dans le secteur marchand en 2019



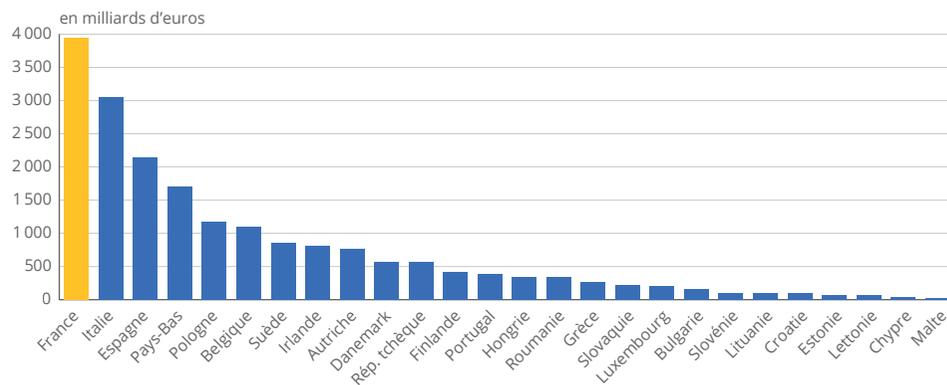
**Note :** données non disponibles pour l'Allemagne et le Royaume-Uni.

**Lecture :** en 2019, la France compte 2 968 000 entreprises.

**Champ :** ensemble de l'industrie et services marchands ; réparation d'ordinateurs, de biens personnels et domestiques ; sauf les activités financières et d'assurances.

**Source :** Eurostat (extraction du 13 décembre 2021).

### Chiffre d'affaires dans le secteur marchand en 2019



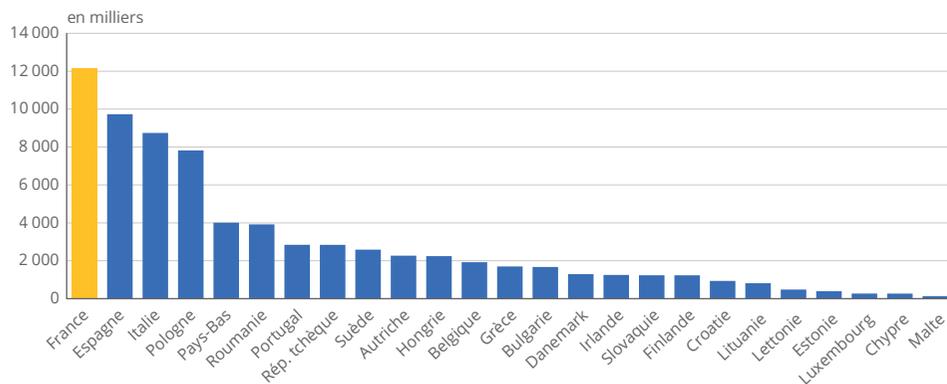
**Note :** données non disponibles pour l'Allemagne et le Royaume-Uni.

**Lecture :** en 2019, en France, le chiffre d'affaires est de 3 940,3 milliards d'euros.

**Champ :** ensemble de l'industrie et services marchands ; réparation d'ordinateurs, de biens personnels et domestiques ; sauf les activités financières et d'assurances.

**Source :** Eurostat (extraction du 13 décembre 2021).

### Nombre de salariés dans le secteur marchand en 2019



**Note :** données non disponibles pour l'Allemagne, le Royaume-Uni et la Slovénie.

**Lecture :** en 2019, la France compte 12 142 000 salariés dans le secteur marchand.

**Champ :** ensemble de l'industrie et services marchands ; réparation d'ordinateurs, de biens personnels et domestiques ; sauf les activités financières et d'assurances.

**Source :** Eurostat (extraction du 13 décembre 2021).

# Démographie et créations des entreprises

En 2021, 1 050 500 entreprises ont été **créées** en France, dont 638 800 sous forme **d'entrepreneurs individuels** ayant adopté le régime de la microentreprise (**micro-entrepreneurs**). Les activités les plus représentées sont les services aux entreprises (232 900 créations en 2021) et le commerce (173 500 créations).

En 2021, les sociétés par actions simplifiées (SAS) représentent 65 % des créations de **sociétés** et les sociétés à responsabilité limitée (SARL) 28 %.

En 2021, parmi les créateurs d'entreprises individuelles, 57 % sont des hommes et 43 % sont des femmes. Les créatrices sont majoritaires dans l'enseignement, la santé humaine et l'action sociale, les autres activités de services aux ménages et l'industrie.

En 2021, 27 527 **unités légales** ont été en situation de **défaillance**. Ce nombre est en baisse depuis 2015.

En 2019, 5,3 millions d'unités légales étaient économiquement actives au 31 décembre, dont 2,6 millions sous forme de société et 2,7 millions sous forme d'entreprise individuelle. Les activités les plus représentées sont les services aux entreprises (1 016 000 unités légales en 2019) et le commerce (941 000 unités légales en 2019).

## En savoir plus

« **Rebond des créations d'entreprises en mars 2022** », *Informations Rapides* n° 94, avril 2022.

« **Les défaillances d'entreprises - France - Mars 2022** », *Stat Info*, Banque de France, avril 2022.

« **Les entreprises en France** », *Insee Références*, édition 2021.

## Créations d'entreprises



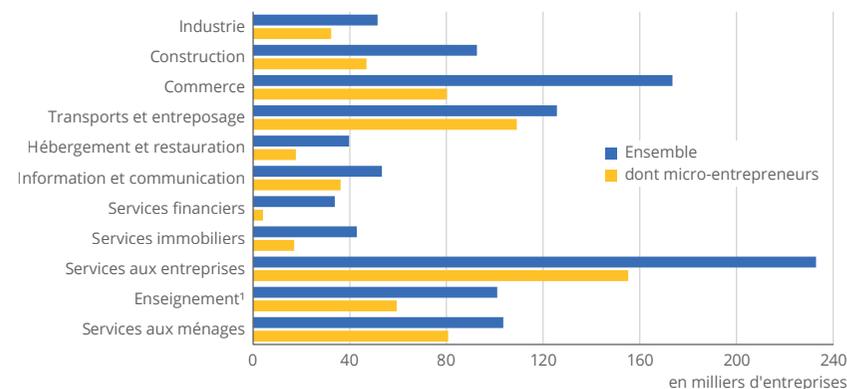
**Note** : les créations d'entreprises sont en fait des créations d'unités légales.

**Lecture** : entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2021 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2022, 1 049 249 entreprises (y compris les micro-entrepreneurs) ont été créées.

**Champ** : France, ensemble des activités marchandes non agricoles.

**Source** : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

## Créations d'entreprises selon le secteur d'activité en 2021



1. Enseignement, santé humaine et action sociale.

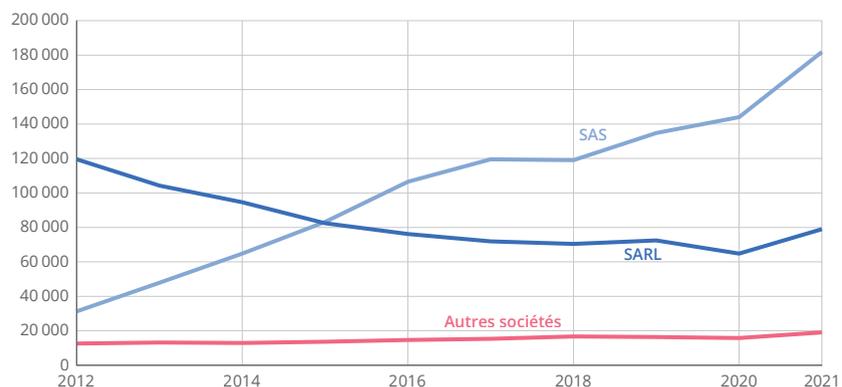
**Note** : les créations d'entreprises sont en fait des créations d'unités légales.

**Lecture** : en 2021, 51 500 entreprises ont été créées dans le secteur de l'industrie.

**Champ** : France, ensemble des activités marchandes non agricoles.

**Source** : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

## Créations de sociétés selon la forme juridique

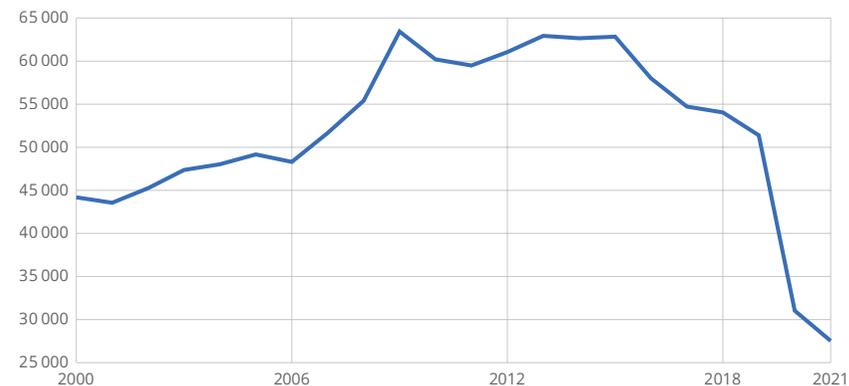


**Lecture** : en 2021, 78 982 SARL ont été créées parmi les sociétés.

**Champ** : France, ensemble des sociétés des activités marchandes non agricoles.

**Source** : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

## Défaillances d'entreprises



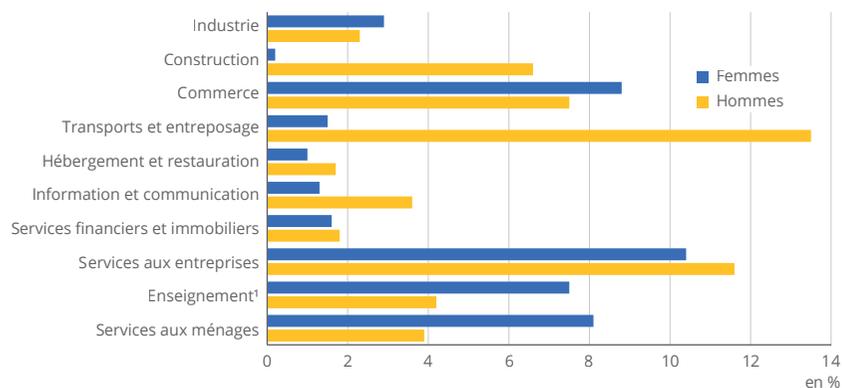
**Note** : données révisées ; données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables. Les défaillances d'entreprises sont en fait des défaillances d'unités légales.

**Lecture** : en 2021, 27 527 entreprises sont défaillantes.

**Champ** : France.

**Source** : Banque de France (extraction du 13 avril 2022).

## Répartition des entrepreneurs individuels immatriculés en 2021 selon le sexe et le secteur d'activité



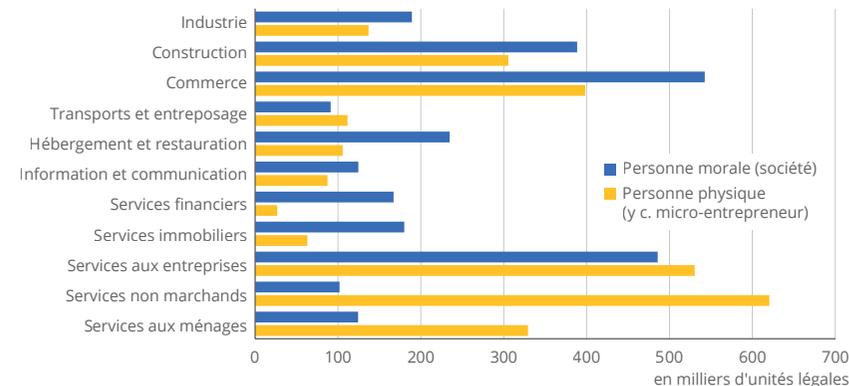
**1.** Enseignement, santé humaine et action sociale.

**Lecture** : en 2021, parmi l'ensemble des immatriculations d'entrepreneurs individuels, 11,6 % ont été réalisées par des hommes dans les services aux entreprises.

**Champ** : France, ensemble des entrepreneurs individuels des activités marchandes non agricoles.

**Source** : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

## Unités légales selon le secteur d'activité en 2019



**Note** : stock d'unités légales au 31 décembre 2019, données semi-définitives.

**Lecture** : en 2019, 189 200 sociétés sont actives dans le secteur de l'industrie.

**Champ** : France, ensemble des activités marchandes non agricoles.

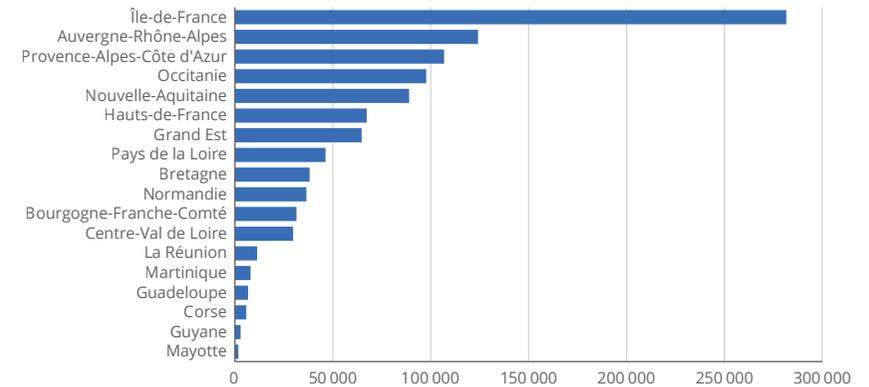
**Source** : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

En 2021, la **création d'entreprise** a été très dynamique en France, atteignant un niveau record d'environ un million de nouvelles entreprises. Une nouvelle entreprise sur quatre est localisée en Île-de-France. Les régions Auvergne-Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) et Occitanie rassemblent chacune aux alentours de 10 à 12 % de ces jeunes entreprises. Pourtant, entre 2020 et 2021, le nombre de créations d'entreprises en Île-de-France a augmenté moins vite que dans les autres régions, notamment en Bretagne, en PACA, ainsi que dans les départements d'outre-mer.

Selon la région concernée, entre un quart et la moitié de ces nouvelles entreprises exercent leur activité dans le commerce, les transports et l'hébergement-restauration. Les entreprises créées en Île-de-France se distinguent de par une activité plus fréquente dans les services aux entreprises (activités spécialisées, scientifiques et techniques, de services administratifs et de soutien) et plus rare qu'ailleurs dans la construction.

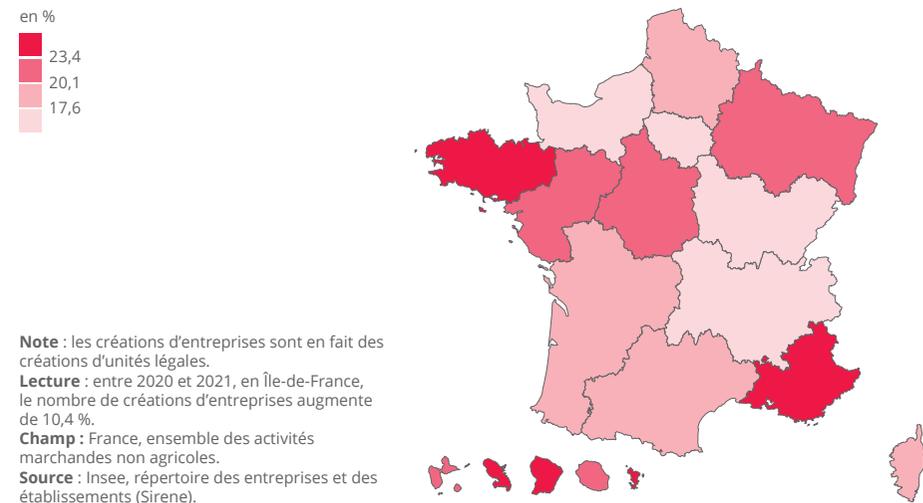
Hors auto-entrepreneurs, six entreprises sur dix créées en 2014 étaient encore actives cinq ans plus tard, en 2019. La pérennité à 5 ans est plus élevée pour les entreprises implantées en Bourgogne-Franche-Comté, Bretagne et Pays de la Loire.

### Nombre de créations d'entreprises en 2021



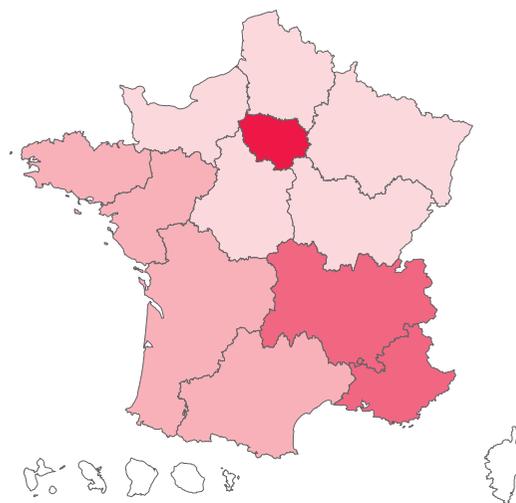
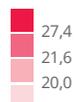
**Note :** les créations d'entreprises sont en fait des créations d'unités légales.  
**Lecture :** en 2021, en Île-de-France, 281 623 entreprises ont été créées.  
**Champ :** France, ensemble des activités marchandes non agricoles.  
**Source :** Insee, répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

### Évolution du nombre de créations d'entreprises entre 2020 et 2021



### Part des services aux entreprises dans les créations d'entreprises en 2021

en %



**Note :** les créations d'entreprises sont en fait des créations d'unités légales. Données non disponibles pour la Corse, la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane, La Réunion et Mayotte.

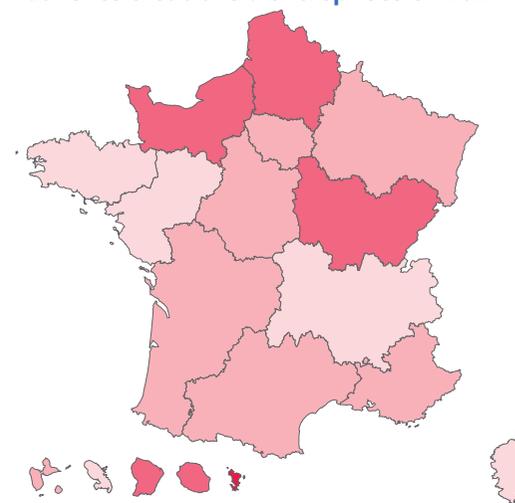
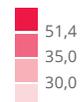
**Lecture :** en 2021, en Île-de-France, 27,4 % des entreprises créées sont des entreprises de services aux entreprises.

**Champ :** France, ensemble des activités marchandes non agricoles.

**Source :** Insee, répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

### Part du commerce, des transports et de l'hébergement dans les créations d'entreprises en 2021

en %



**Note :** les créations d'entreprises sont en fait des créations d'unités légales.

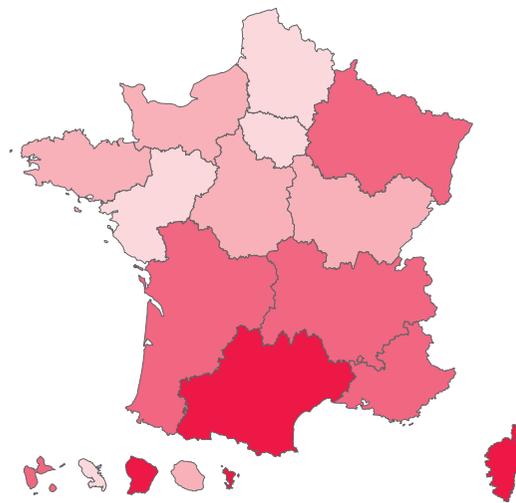
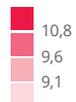
**Lecture :** en 2021, en Île-de-France, 33,3 % des entreprises créées sont des entreprises du commerce, des transports et de l'hébergement-restauration.

**Champ :** France, ensemble des activités marchandes non agricoles.

**Source :** Insee, répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

### Part de la construction dans les créations d'entreprises en 2021

en %



**Note :** les créations d'entreprises sont en fait des créations d'unités légales.

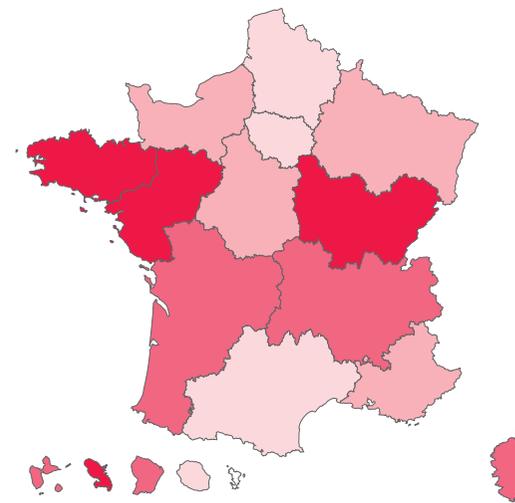
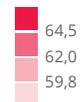
**Lecture :** en 2021, en Île-de-France, 6,3 % des entreprises créées sont des entreprises de la construction.

**Champ :** France, ensemble des activités marchandes non agricoles.

**Source :** Insee, répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

### Pérennité à cinq ans des entreprises créées en 2014

en %



**Note :** le taux de pérennité est une estimation.

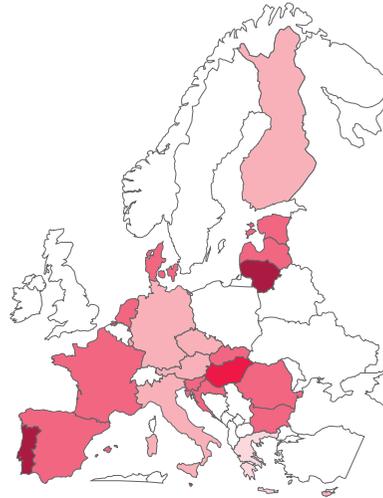
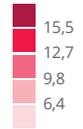
**Lecture :** en Île-de-France, 59,1 % des entreprises créées au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2014 sont pérennes au moins 5 ans.

**Champ :** France hors Mayotte, entreprises créées au cours du 1<sup>er</sup> semestre de l'année de référence, exerçant des activités marchandes non agricoles, hors auto-entrepreneurs.

**Source :** Insee, enquête Sine, interrogations 2014 et 2019.

## Créations d'entreprises en 2019

en %



**Note** : hors micro-entrepreneurs n'ayant pas démarré d'activité pour la France. Données non disponibles pour la Belgique, l'Irlande, la Pologne, le Royaume-Uni et la Suède.

**Lecture** : en 2019, le taux de création d'entreprises en France est de 12,0 %.

**Champ** : entreprises dans l'industrie, la construction et les services, sauf activités des sociétés *holding*.

**Source** : Eurostat (extraction du 13 décembre 2021).

# Mondialisation – Compétitivité – Innovation

En 2019, 5,8 % des entreprises ont exporté. Dans l'industrie, cette part s'élève à 11,4 %. Le **chiffre d'affaires** à l'export des entreprises industrielles exportatrices représente 43,4 % de leur chiffre d'affaires total. En 2021, les **exportations** de biens pèsent près de 500 milliards d'euros.

Le développement à l'international des entreprises s'effectue par les exportations, mais aussi par l'implantation de filiales dans les pays étrangers. En 2019, les **firmes multinationales françaises** emploient 6,8 millions de personnes à l'étranger : 35 % des salariés des filiales implantées à l'étranger travaillent dans l'industrie, 35 % dans les services marchands et 19 % dans le commerce.

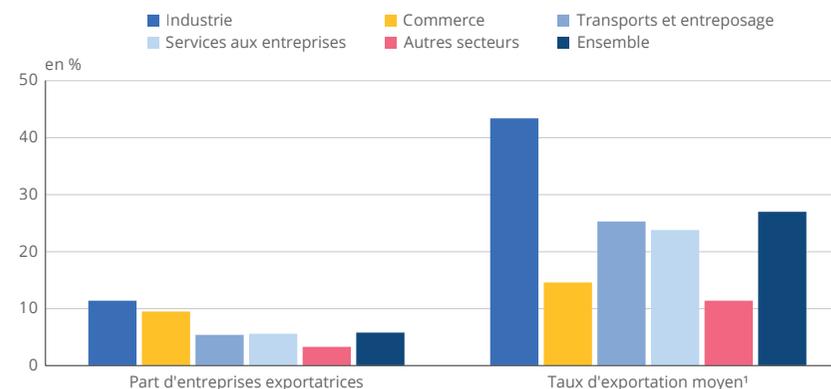
Les firmes multinationales des pays de l'Union européenne (UE) concentrent la majorité de l'emploi **sous contrôle étranger** en France, au premier rang desquels l'Allemagne avec 325 300 emplois (intérim compris). Hors UE, les multinationales américaines totalisent le plus d'emplois en France (511 600, intérim compris).

L'**innovation** et la recherche sont des facteurs essentiels à la compétitivité. Entre 2016 et 2018, 41 % des sociétés ont innové. En 2020, deux tiers de la **dépense intérieure de recherche et développement (DIRD)** ont été réalisés par les entreprises, soit 36 milliards d'euros. En 2021, environ 14 800 demandes de **brevets** sont déposées auprès de l'Institut national de la propriété industrielle (INPI).

## En savoir plus

« **Les entreprises en France** », *Insee Références*, édition 2021.  
« **Les firmes multinationales françaises en 2019 : 48 200 filiales à l'étranger** », *Insee Focus* n° 252, octobre 2021.

## Entreprises exportatrices selon le secteur d'activité en 2019



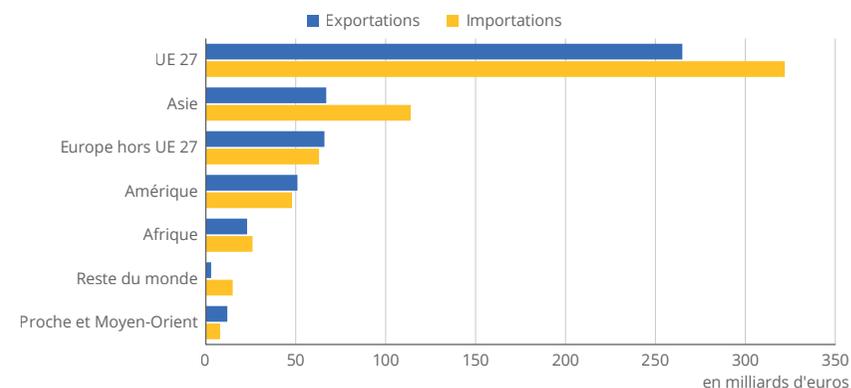
1. Taux d'exportation des entreprises exportatrices.

**Lecture** : en 2019, 11,4 % des entreprises industrielles exportent. Le taux d'exportation des entreprises industrielles exportatrices atteint 43,4 %.

**Champ** : France, entreprises exportatrices.

**Source** : Insee, É sane (données individuelles).

## Partenaires commerciaux de la France en 2021

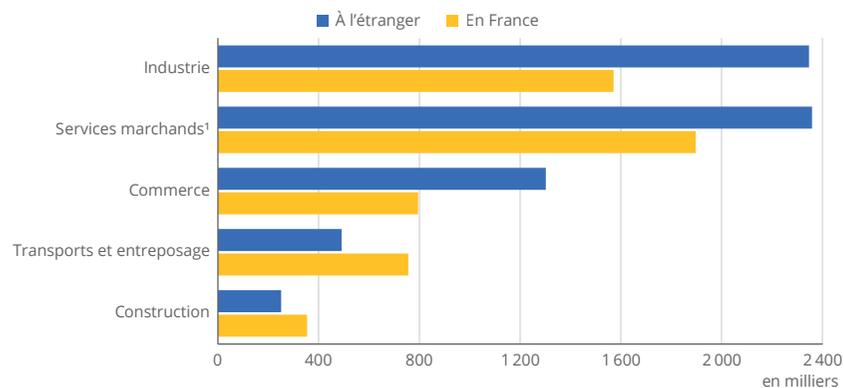


**Note** : données estimées CAF-FAB, hors matériel militaire.

**Lecture** : en 2021, les exportations de biens (mesurées FAB) de la France avec l'Union européenne à 27 s'élèvent à 265 milliards d'euros, les importations (valorisées CAF) à 322 milliards d'euros.

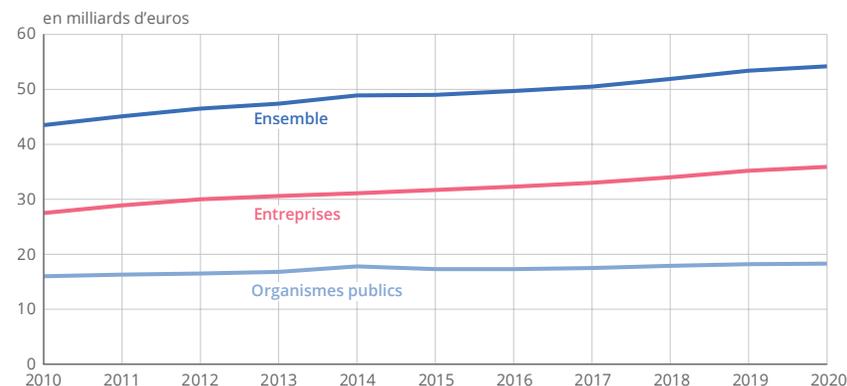
**Source** : DGDDI, diffusion des résultats de décembre 2021.

### Emploi des firmes multinationales sous contrôle français à l'étranger et en France selon le secteur d'activité en 2019



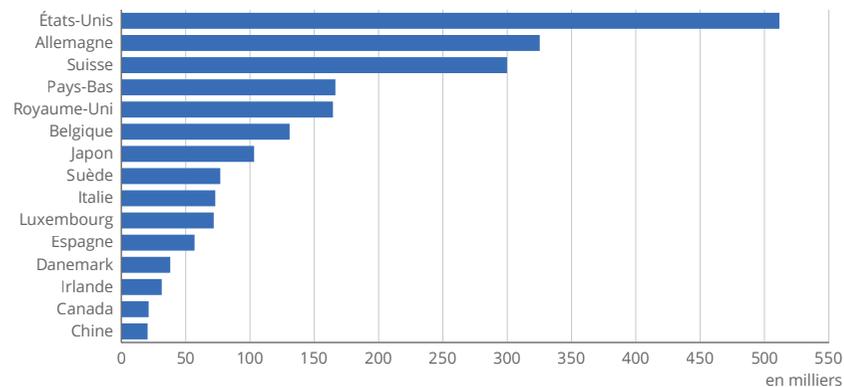
**1.** Hors transport. **Note :** secteur de la filiale résidente ou à l'étranger.  
**Lecture :** en 2019, dans l'industrie, les firmes multinationales sous contrôle français emploient 2 347 000 personnes à l'étranger.  
**Champ :** firmes multinationales françaises, hors services non marchands et banques.  
**Source :** Insee, enquête Ofats.

### Dépense intérieure de recherche et développement



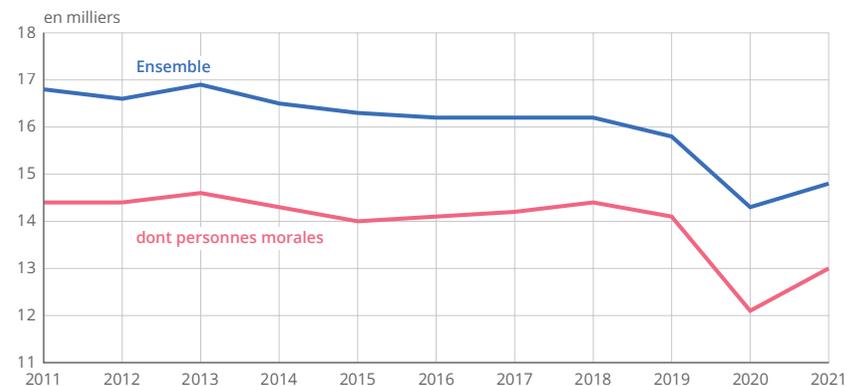
**Lecture :** en 2020, la dépense intérieure de recherche et développement représente 54,2 milliards d'euros.  
**Champ :** France.  
**Source :** Mesri-Sies.

### Emplois en France sous contrôle étranger, selon le pays d'origine en 2019



**Lecture :** en 2019, en France, 511 600 personnes (intérim compris) sont employées dans une firme multinationale sous contrôle américain.  
**Champ :** France, firmes multinationales sous contrôle étranger, relevant des secteurs marchands non agricoles et non financiers.  
**Source :** Insee, Lifi.

### Dépôts de brevets



**Lecture :** en 2021, 14 800 demandes de brevets ont été déposées à l'Institut national de la propriété industrielle (INPI), par la voie nationale.  
**Champ :** France.  
**Source :** INPI, mars 2022.

En 2019, en France, 6,6 millions de salariés en **équivalent temps plein (EQTP)** travaillent dans des firmes multinationales des secteurs marchands. Près d'un **emploi salarié** sur deux relève d'une multinationale. Cette proportion est élevée dans les départements d'Île-de-France (hormis Paris), qui concentrent entre autres les fonctions support, ainsi que dans le Nord, la Haute-Garonne et le Rhône dont les préfectures sont de grands pôles économiques nationaux.

Environ 30 % de l'emploi des multinationales est porté par des firmes sous contrôle étranger. Celles-ci sont implantées au nord d'une diagonale allant de l'Eure à l'Isère. Les effets frontaliers peuvent être importants au nord et à l'est. Ainsi, les multinationales allemandes emploient plus de 8 % des salariés du Bas-Rhin et de la Moselle. Le Haut-Rhin bénéficie de sa proximité avec l'Allemagne et la Suisse. En revanche, les départements proches de l'Espagne affichent une proportion d'emplois liés aux multinationales étrangères plutôt faible.

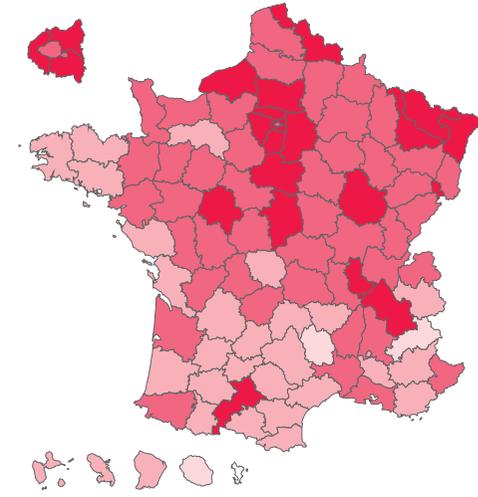
Les États-Unis, au travers de ses multinationales, sont le pays le plus présent en France, devant l'Allemagne et la Suisse. Les entreprises américaines sont surtout installées dans le bassin parisien et dans sept départements dont Lyon est le centre de gravité. En Seine-et-Marne, 17,8 % des salariés travaillent pour une multinationale américaine.

En 2020, en Île-de-France, la **dépense intérieure de recherche et développement (DIRD)** représente 14,9 milliards d'euros. Viennent ensuite Auvergne-Rhône-Alpes et l'Occitanie. À elles seules, ces trois régions concentrent 68 % de la DIRD nationale et 64 % des effectifs en EQTP des entreprises dédiés à la recherche et au développement (R&D).

### Poids des multinationales dans l'emploi salarié en 2019

en %

- 49,0
- 38,0
- 24,0



**Lecture** : en 2019, dans l'Ain, le poids des multinationales dans l'emploi salarié s'élève à 43,9 %.

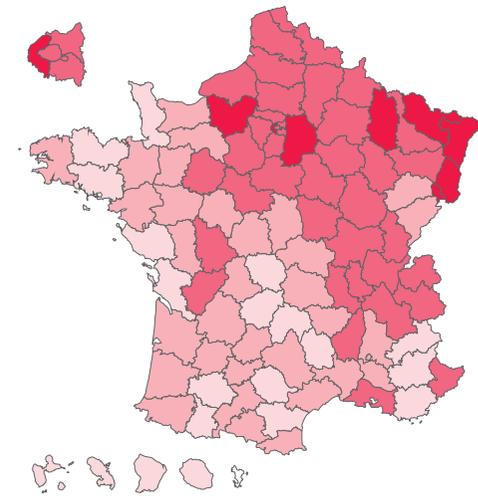
**Champ** : France hors Mayotte, salariés en équivalent temps plein (EQTP) des multinationales actives employeuses des secteurs marchands non agricoles et non financiers (mais y compris auxiliaires de services financiers et d'assurance) ; établissements du privé, ayant un chiffre d'affaires positif, hors particuliers employeurs.

**Source** : Insee, Fare, Flores, Lifi.

### Poids des multinationales étrangères dans l'emploi salarié en 2019

en %

- 17,6
- 11,3
- 6,5

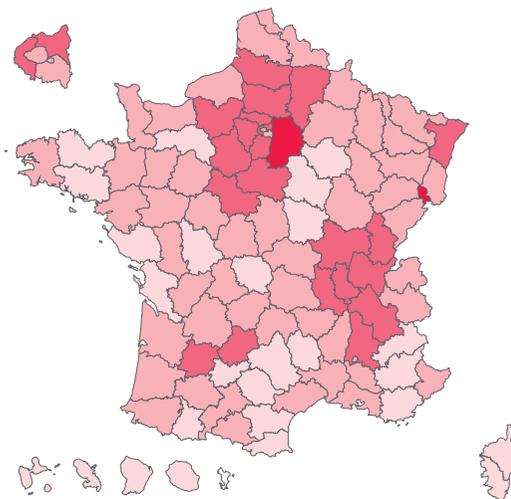
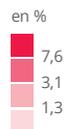


**Lecture** : en 2019, dans l'Ain, le poids des multinationales étrangères dans l'emploi salarié s'élève à 14,0 %.

**Champ** : France hors Mayotte, salariés en équivalent temps plein (EQTP) des multinationales actives employeuses des secteurs marchands non agricoles et non financiers (mais y compris auxiliaires de services financiers et d'assurance) ; établissements du privé, ayant un chiffre d'affaires positif, hors particuliers employeurs.

**Source** : Insee, Fare, Flores, Lifi.

### Poids des multinationales américaines dans l'emploi salarié en 2019

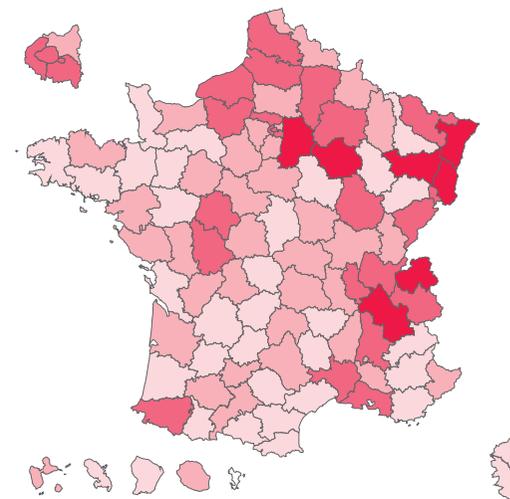
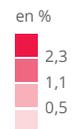


**Lecture :** en 2019, dans l'Ain, le poids des multinationales américaines dans l'emploi salarié s'élève à 3,6 %.

**Champ :** France hors Mayotte, salariés en équivalent temps plein (EQTP) des multinationales actives employeuses des secteurs marchands non agricoles et non financiers (mais y compris auxiliaires de services financiers et d'assurance) ; établissements du privé, ayant un chiffre d'affaires positif, hors particuliers employeurs.

**Source :** Insee, Fare, Flores, Lifi.

### Poids des multinationales suisses dans l'emploi salarié en 2019

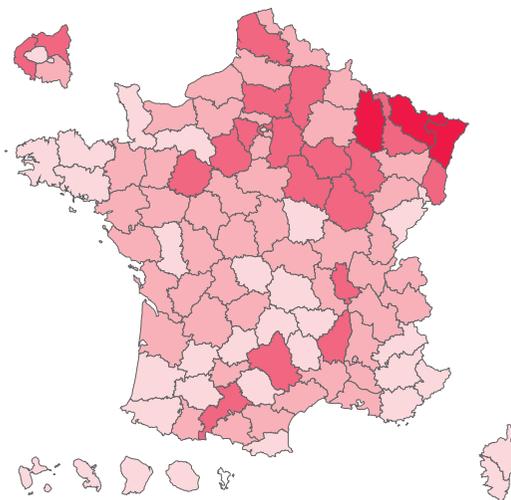
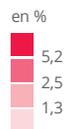


**Lecture :** en 2019, dans l'Ain, le poids des multinationales suisses dans l'emploi salarié s'élève à 1,6 %.

**Champ :** France hors Mayotte, salariés en équivalent temps plein (EQTP) des multinationales actives employeuses des secteurs marchands non agricoles et non financiers (mais y compris auxiliaires de services financiers et d'assurance) ; établissements du privé, ayant un chiffre d'affaires positif, hors particuliers employeurs.

**Source :** Insee, Fare, Flores, Lifi.

### Poids des multinationales allemandes dans l'emploi salarié en 2019

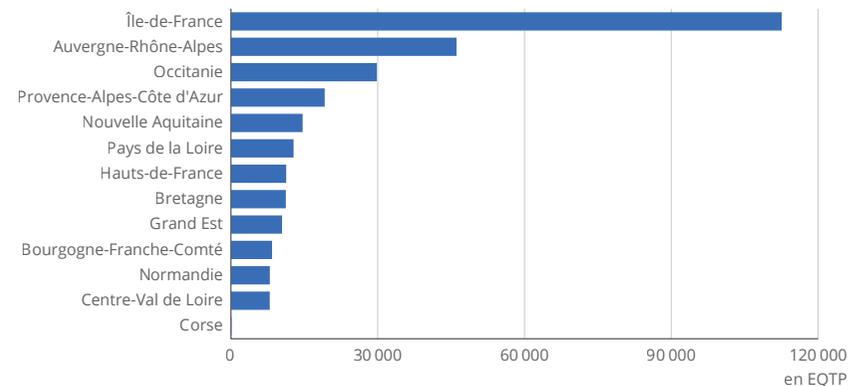


**Lecture :** en 2019, dans l'Ain, le poids des multinationales allemandes dans l'emploi salarié s'élève à 1,3 %.

**Champ :** France hors Mayotte, salariés en équivalent temps plein (EQTP) des multinationales actives employeuses des secteurs marchands non agricoles et non financiers (mais y compris auxiliaires de services financiers et d'assurance) ; établissements du privé, ayant un chiffre d'affaires positif, hors particuliers employeurs.

**Source :** Insee, Fare, Flores, Lifi.

### Effectifs de recherche et développement dans les entreprises en 2020



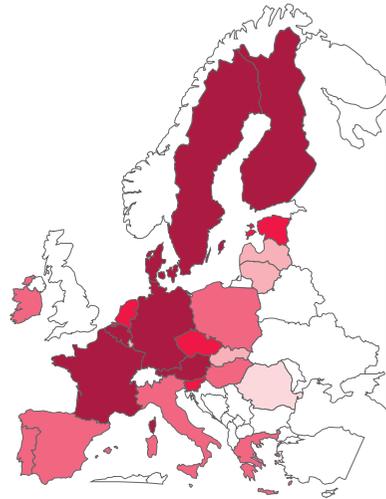
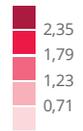
**Note :** données provisoires.

**Lecture :** en 2020, en Île-de-France, les entreprises consacrent 112 572 équivalents temps plein (EQTP) à la recherche et au développement (R&D).

**Champ :** France métropolitaine.  
**Source :** Mesri-Sies.

### Effort de recherche en 2020

en % du PIB

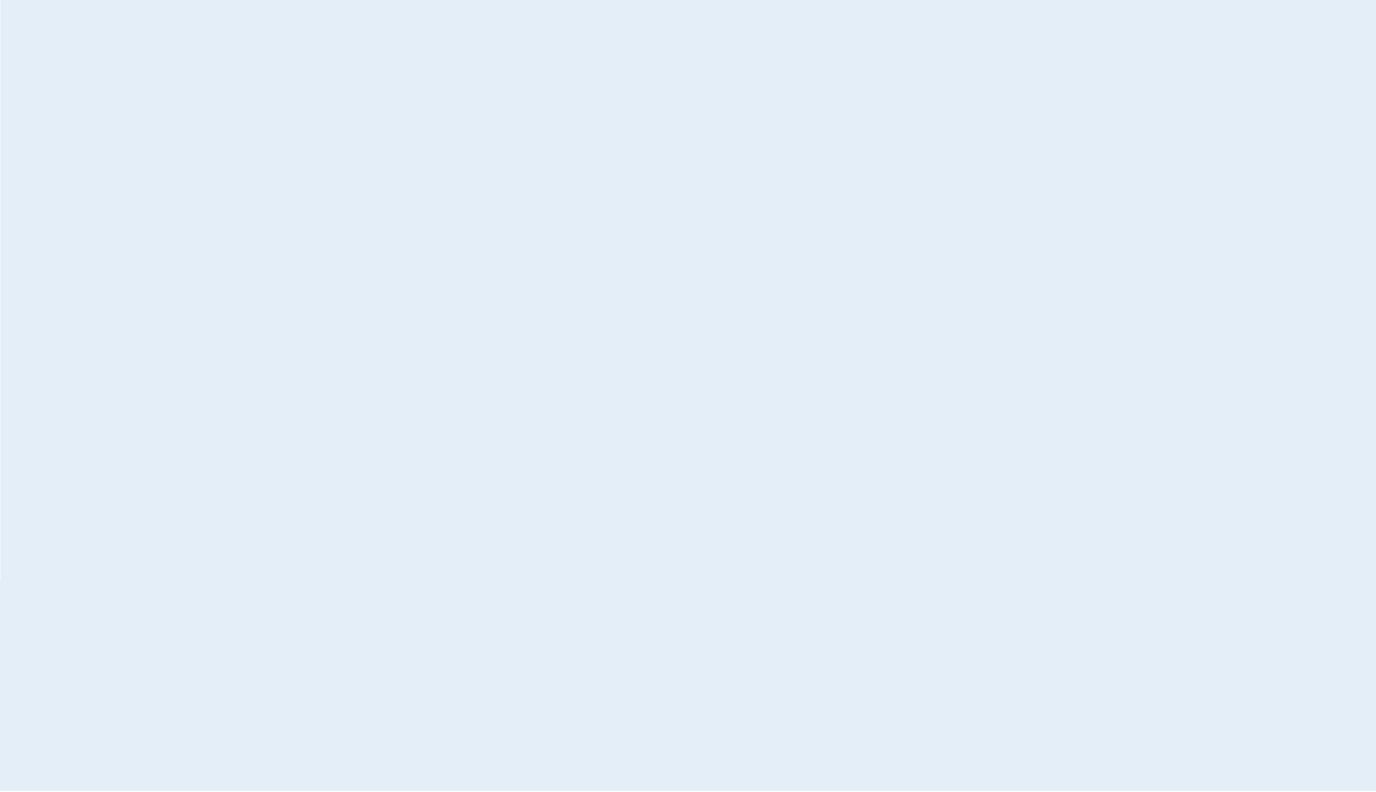


**Note :** donnée non disponible pour la Bulgarie, Chypre, la Croatie et Malte.

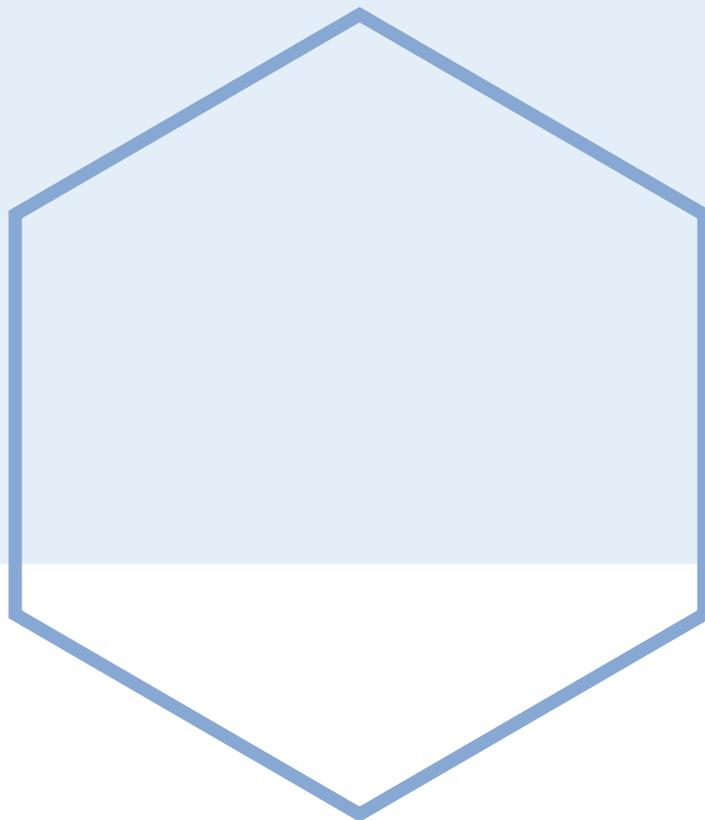
**Lecture :** en 2020, l'effort de recherche s'élève à 2,35 % du produit intérieur brut (PIB) en France et à 2,20 % dans l'ensemble de l'Union européenne à 27 pays.

**Source :** OCDE (extraction du 5 avril 2022).





## Secteurs d'activité



# Agriculture

En 2021, la **production agricole hors subventions** atteint 81,6 milliards d'euros (Md€) en valeur : 49,5 Md€ de production végétale et 26,8 Md€ de production animale. Les subventions d'exploitations s'élèvent à 8,4 Md€. Après prise en compte des subventions sur les produits (1,1 Md€), le total des subventions représente 9,5 Md€.

En 2021, la **valeur ajoutée brute au coût des facteurs** atteint 42,0 Md€ contre 30,7 Md€ en 2000. Entre 2000 et 2021, la valeur ajoutée brute au coût des facteurs par actif a augmenté de 49,0 % en **termes réels**.

En 2020, en France métropolitaine, le nombre d'exploitations agricoles s'élève à 390 000. Près de 20 % d'entre elles sont de grandes exploitations.

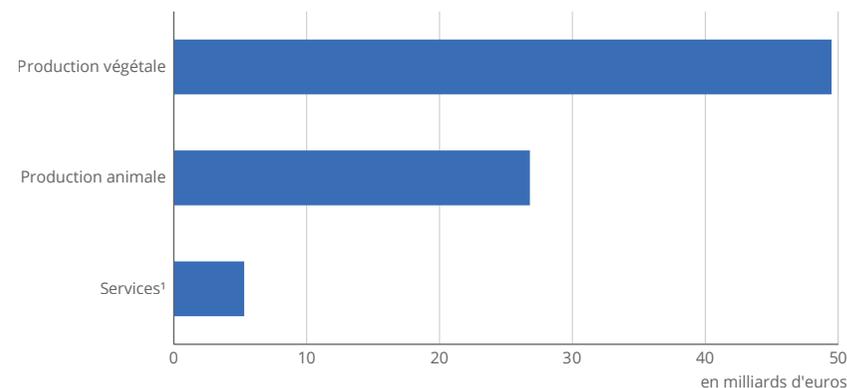
En 2019, en France métropolitaine, le travail agricole mesuré en **unité de travail annuel (UTA)** est assuré principalement par les dirigeants actifs, c'est-à-dire par les chefs d'exploitation et leurs coexploitants (57 %). Les autres permanents qu'ils soient non salariés ou salariés représentent 21 % des **actifs agricoles** ; les salariés saisonniers ou prestataires extérieurs à l'exploitation 17 %.

En 2019, en France, 494,0 milliers de tonnes de produits de pêche maritime sont débarquées pour une valeur de 1,2 Md€.

## En savoir plus

« Le compte provisoire de l'agriculture pour 2021 », *Insee Première* n° 1913, juillet 2022.

## Production agricole hors subventions en 2021



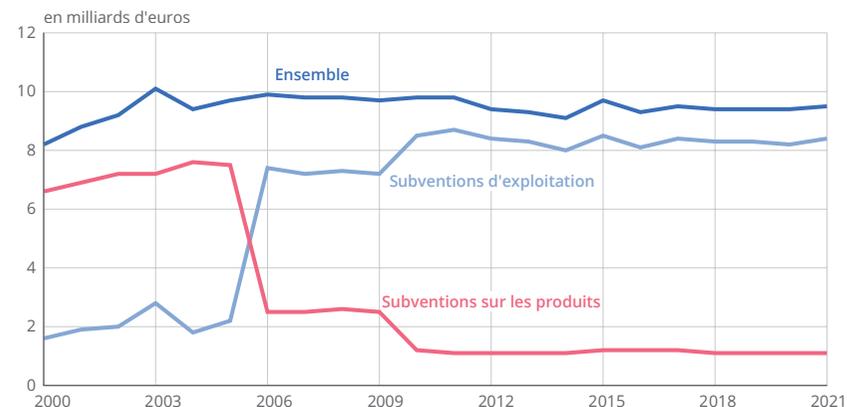
1. Production des entreprises de travaux agricoles, des coopératives d'utilisation de matériel agricole, services entre agriculteurs, agritourisme, etc.

**Lecture** : en 2021, la valeur de la production végétale est de 49,5 milliards d'euros.

**Champ** : France.

**Source** : Insee, compte provisoire de l'agriculture arrêté en juin 2022.

## Subventions à l'agriculture

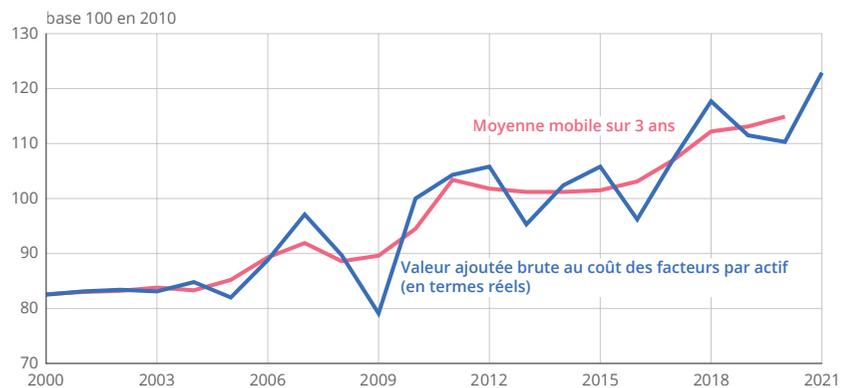


**Lecture** : en 2021, les subventions à l'agriculture s'élèvent à 9,5 milliards d'euros.

**Champ** : France.

**Source** : Service de la statistique et de la prospective (SSP) du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation.

### Valeur ajoutée brute au coût des facteurs par actif de la branche agricole

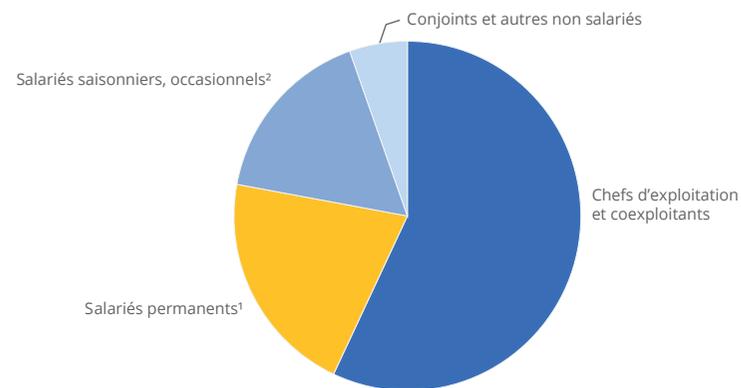


**Lecture :** entre 2010 et 2021, la valeur ajoutée brute au coût des facteurs par actif de la branche agricole augmente de 22,9 % en termes réels.

**Champ :** France.

**Source :** Insee, compte provisoire de l'agriculture arrêté en juin 2022.

### Travail sur les exploitations agricoles en 2019



1. Y compris les conjoints salariés et les autres actifs familiaux salariés.

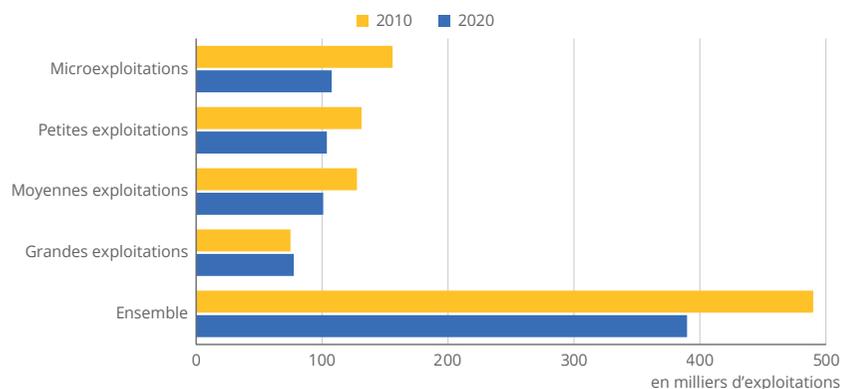
2. Fournis par les entreprises de travaux agricoles (ETA) et les coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma).

**Lecture :** en 2019, les chefs d'exploitation et les coexploitants représentent 57,0 % du travail agricole mesuré en unités de travail annuel.

**Champ :** France métropolitaine.

**Source :** Service de la statistique et de la prospective (SSP) du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation.

### Exploitations agricoles selon la dimension économique



**Note :** la dimension économique est calculée en 2020 « aux prix de 2017 ».

**Lecture :** en 2020, l'agriculture compte 389,8 milliers d'exploitations agricoles.

**Champ :** France métropolitaine, hors structures gérant les packages collectifs.

**Source :** Service de la statistique et de la prospective (SSP) du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, Agreste, recensements agricoles.

### Production de pêche maritime en 2019



**494,0**  
milliers  
de tonnes débarquées  
en équivalent poids vif

**1,2**  
milliard d'euros

**Note :** données provisoires.

**Lecture :** en 2019, 494,0 milliers de tonnes de produits de pêche maritime sont débarquées pour une valeur de 1,2 milliard d'euros.

**Champ :** France.

**Sources :** DPMA ; Service de la statistique et de la prospective (SSP) du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation.

En 2020, le volume de la **production agricole** diminue de 2,9 % en France métropolitaine par rapport à 2019. Cette baisse est la plus marquée en Île-de-France (- 11,1 %). *A contrario*, la production agricole en volume augmente de 10,7 % en Corse.

Quatre régions (Normandie, Pays de la Loire, Bretagne, Auvergne-Rhône-Alpes) ont une valeur de production végétale inférieure à la production animale. En particulier, la production animale bretonne représente 66,2 % de la production totale dans cette région.

En 2020, la **valeur ajoutée brute au coût des facteurs** diminue dans toutes les régions à l'exception de la Corse et de la Bourgogne-Franche-Comté.

En France métropolitaine, le nombre d'exploitations agricoles s'élève à 389 800 en 2020, soit 100 200 de moins qu'en 2010. Près de la moitié d'entre elles sont de moyennes et grandes exploitations, les grandes, au sens économique, en représentant désormais une exploitation sur cinq. En Bretagne et dans les Hauts-de-France, elles représentent même plus du tiers des exploitations.

En 2020, le travail agricole est assuré majoritairement par les dirigeants **actifs**, c'est-à-dire par les chefs d'exploitation et leurs coexploitants dans toutes les régions de France métropolitaine ; en Provence-Alpes-Côte d'Azur, la part du travail assuré par les saisonniers est néanmoins très élevée (28 %).

La surface agricole utile (SAU) représente 45 % de la surface totale de la France en 2020. La surface consacrée aux grandes cultures (céréales, oléagineux, protéagineux, pommes de terre, cultures industrielles, y compris jachères) couvre 44 % des surfaces agricoles et celle des cultures fourragères destinées à l'alimentation des animaux en occupe la moitié. Les grandes cultures sont prédominantes en Île-de-France (91 % de la SAU).

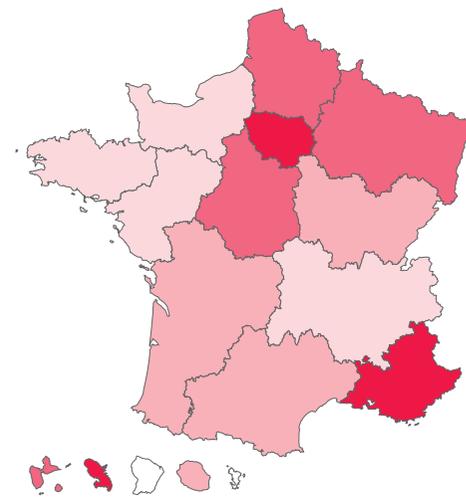
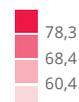
En 2020, les surfaces cultivées selon le mode biologique s'étendent sur 2,5 millions d'hectares, soit 9,5 % de la SAU française. Cette part atteint 32 % en Provence-Alpes-Côte d'Azur, région la plus investie sur le bio, suivie par la Corse et l'Occitanie (18 % chacune).

#### En savoir plus

« **L'agriculture, la forêt, la pêche et les industries agroalimentaires** », Agreste - Graph'Agri 2021, octobre 2021.

#### Part des productions végétales dans la production totale hors subventions en 2020

en %



**Note** : données provisoires ; données non disponibles pour la Guyane et Mayotte.

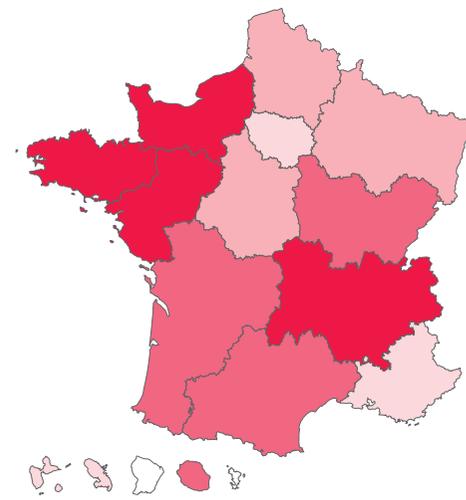
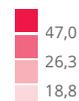
**Lecture** : en 2020, en Île-de-France, les productions végétales représentent 86,8 % de la production totale hors subventions.

**Champ** : France.

**Source** : Service de la statistique et de la prospective (SSP) du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, comptes régionaux provisoires de l'agriculture 2020.

#### Part des productions animales dans la production totale hors subventions en 2020

en %



**Note** : données provisoires ; données non disponibles pour la Guyane et Mayotte.

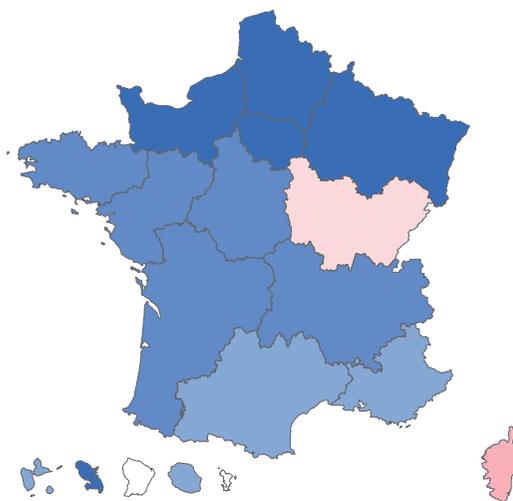
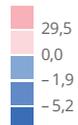
**Lecture** : en 2020, en Île-de-France, les productions animales représentent 6,4 % de la production totale hors subventions.

**Champ** : France.

**Source** : Service de la statistique et de la prospective (SSP) du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, comptes régionaux provisoires de l'agriculture 2020.

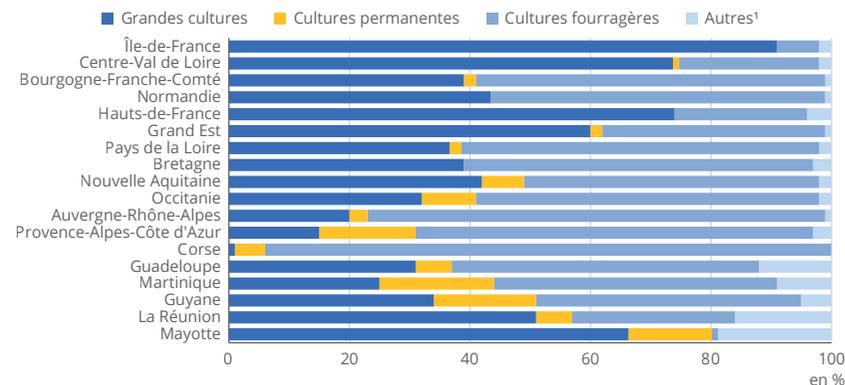
## Évolution de la valeur ajoutée brute au coût des facteurs entre 2019 et 2020

par rapport à l'année précédente en %



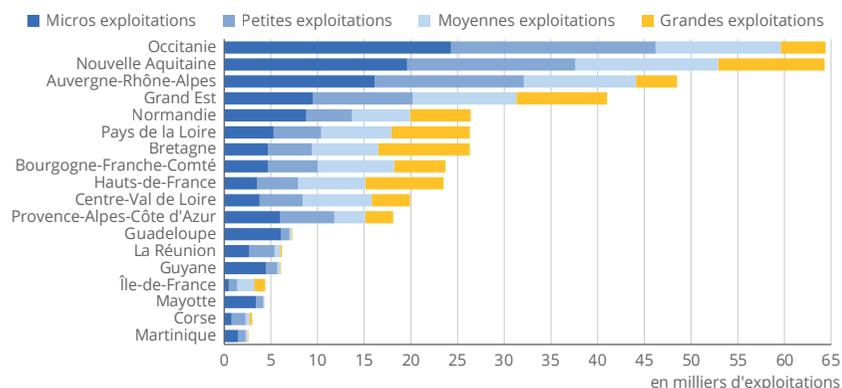
**Note :** données provisoires ; données non disponibles pour la Guyane et Mayotte.  
**Lecture :** en 2020, en Île-de-France, la valeur ajoutée brute au coût des facteurs a diminué de 7,5 % par rapport à 2019.  
**Champ :** France  
**Source :** Service de la statistique et de la prospective (SSP) du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, comptes régionaux provisoires de l'agriculture 2020.

## Surface agricole utilisée en 2020



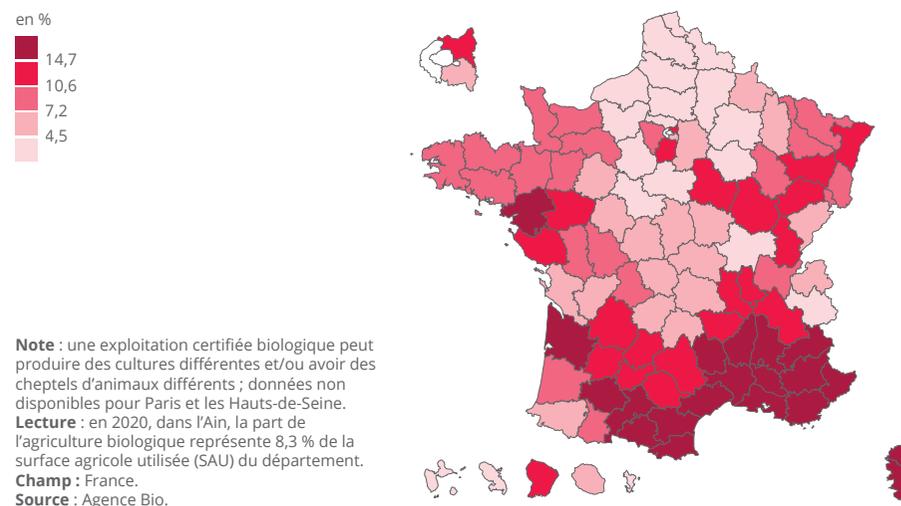
**1.** La catégorie « Autres » correspond aux légumes frais et secs, aux fleurs ornementales, aux semences et plants divers et aux jardins et vergers familiaux des exploitants.  
**Lecture :** en 2020, en Île-de-France, les grandes cultures représentent 91,0 % de la surface agricole utilisée (SAU).  
**Champ :** France.  
**Source :** Service de la statistique et de la prospective (SSP) du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, Agreste, statistique agricole annuelle.

## Exploitations agricoles selon la dimension économique en 2020



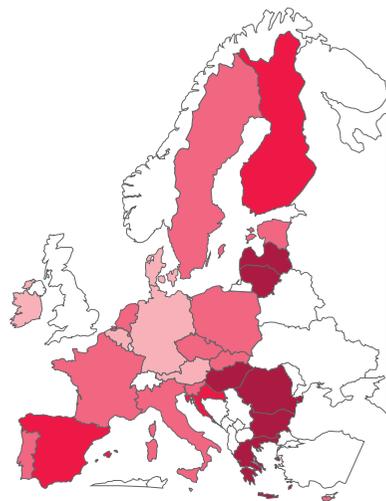
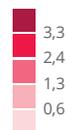
**Note :** la dimension économique est calculée en 2020 « aux prix de 2017 ».  
**Lecture :** en 2020, en Île-de-France, l'agriculture française compte 1 180 grandes exploitations.  
**Champ :** France.  
**Source :** Service de la statistique et de la prospective (SSP) du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, Agreste, recensement agricole 2020.

## Agriculture biologique en 2020



### Valeur ajoutée brute de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche en 2021

en % du PIB



**Lecture** : en 2021, la valeur ajoutée brute de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche représente 1,6 % du produit intérieur brut (PIB) en France comme dans l'ensemble de l'Union européenne à 27 pays.

**Source** : Eurostat (extraction du 15 juin 2022).

## Commerce

En 2019, le **commerce** rassemble 674 919 **entreprises**. Elles réalisent un **chiffre d'affaires** de 1 385 milliards d'euros et dégagent une **valeur ajoutée (VA)** de 221 milliards d'euros. Fin 2020, 3,2 millions de personnes occupent un emploi salarié dans le commerce.

La quasi-totalité des entreprises du commerce sont des **microentreprises (MIC)** ou **des petites et moyennes entreprises (PME)**. Elles emploient plus de la moitié des salariés des entreprises du commerce. Les **grandes entreprises (GE)** et les **entreprises de taille intermédiaire (ETI)** réalisent 61 % du chiffre d'affaires hors taxes.

Le commerce comprend le **commerce de gros**, le **commerce de détail** et le **commerce et réparation d'automobiles et de motocycles**. En 2019, le commerce de gros réalise 47 % de la VA du commerce, le commerce de détail 41 % et le commerce automobile 11 %. Mais le commerce de gros n'emploie que 33 % des salariés, le commerce de détail plus de la moitié (54 %) et le commerce automobile 13 %.

La production des entreprises commerciales est générée principalement par la **marge commerciale** dégagée de la vente de marchandises, mais elle comprend également des ventes de services, ou la production de biens. En 2019, le **taux de marge commerciale** s'établit à 24 % pour l'ensemble du commerce. Le **taux de valeur ajoutée** est très lié au taux de marge commerciale. Il est de 16 % dans le commerce, soit nettement moins que pour l'ensemble des entreprises du champ des secteurs marchands non agricoles et non financiers (30 %). Le **taux d'investissement** est sensiblement plus faible dans le commerce (11 %) que dans l'ensemble du champ marchand (19 %). Le **taux d'exportation** des entreprises du commerce de gros est plus élevé que celles du commerce de détail et de réparation d'automobiles (15 % contre respectivement 4 % et 4 %).

### En savoir plus

« **Les entreprises en France** », *Insee Références*, édition 2021.

### Entreprises dans le commerce en 2019



**674 919**  
entreprises

**1 385**

milliards d'euros  
de **chiffre d'affaires** hors taxes

**221**

milliards d'euros  
de **valeur ajoutée** hors taxes

**Lecture** : en 2019, le commerce compte 674 919 entreprises qui réalisent 1 385 milliards d'euros de chiffre d'affaires hors taxes et dégagent une valeur ajoutée hors taxes de 221 milliards d'euros.

**Champ** : France, entreprises des secteurs du commerce.

**Source** : Insee, É sane.

### Salariés dans le commerce en 2020



**3 216 900**  
salariés

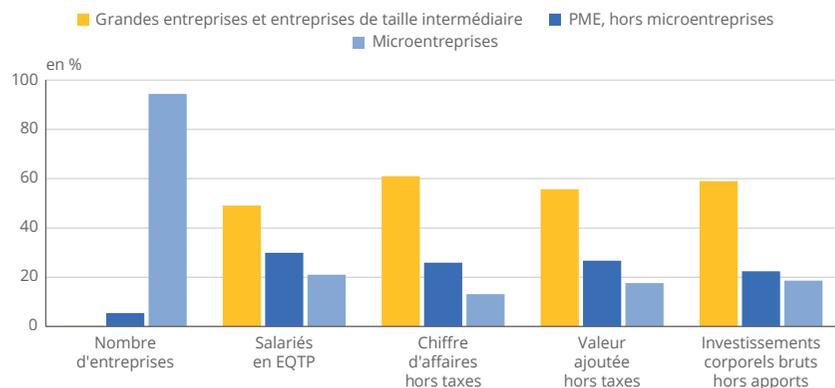
**Note** : donnée provisoire.

**Lecture** : fin 2020, 3 216 900 personnes occupent un emploi salarié dans le commerce.

**Champ** : France hors Mayotte, personnes de 15 ans ou plus.

**Source** : Insee, estimations d'emploi.

### Caractéristiques du commerce selon la taille des entreprises en 2019

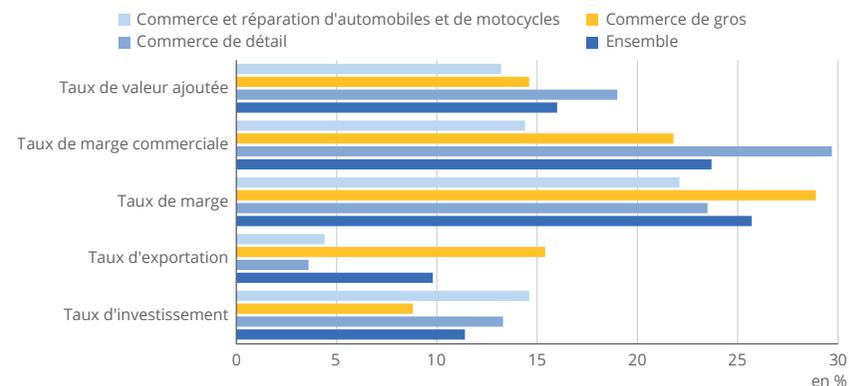


**Lecture :** en 2019, les petites et moyennes entreprises (PME), hors microentreprises, emploient 29,9 % des salariés en équivalent temps plein (EQTP) du commerce.

**Champ :** France, entreprises des secteurs du commerce.

**Source :** Insee, É sane.

### Ratios du commerce selon le secteur d'activité en 2019

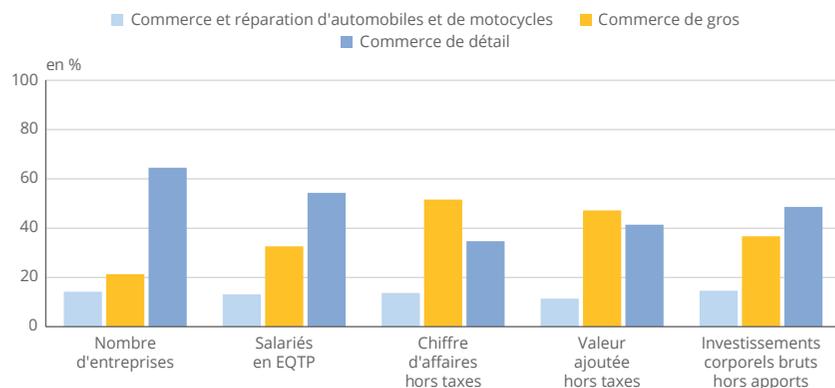


**Lecture :** en 2019, les entreprises du commerce de gros ont un taux de valeur ajoutée de 14,6 %, de marge commerciale de 21,8 %, de marge de 28,9 %, d'exportation de 15,4 % et d'investissement de 8,8 %.

**Champ :** France, entreprises des secteurs du commerce.

**Source :** Insee, É sane.

### Caractéristiques du commerce selon le secteur d'activité en 2019



**Lecture :** en 2019, les entreprises du commerce de gros emploient 32,6 % des salariés en équivalent temps plein (EQTP) du commerce.

**Champ :** France, entreprises des secteurs du commerce.

**Source :** Insee, É sane.

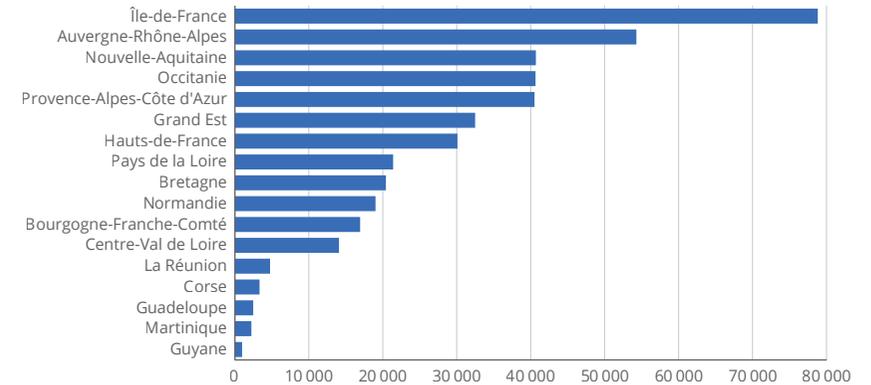
Fin 2019, l'Île-de-France concentre 78 817 établissements du **commerce**, soit 19 % de l'ensemble tandis que 2 % seulement sont implantés dans un département d'outre-mer (DOM). La part du commerce au sein des établissements du secteur marchand est comprise entre 21 % dans les Hauts-de-Seine et 34 % dans le Lot-et-Garonne. Elle dépasse 30 % pour un tiers des départements français souvent situés dans une diagonale qui s'étend du sud-ouest jusqu'au nord-est.

En 2020, le commerce représente 1 % à 17 % de l'**emploi salarié** total selon les départements. Il pèse davantage dans les départements situés au sud, avec au moins 15 % des emplois salariés dans plusieurs départements. Entre 2000 et 2020, la part du commerce dans l'emploi salarié marchand progresse de plus de 5 points dans l'Ariège, le Jura et les Vosges. En Seine-Saint-Denis, elle baisse de plus de 6 points : sur cette période, le nombre d'emplois dans le commerce diminue alors que les autres emplois tertiaires se sont fortement développés.

En 2019, la part des établissements du commerce dépendant d'un centre de décision situé à l'étranger est la plus élevée dans les départements du Val-d'Oise (7,3 %), des Hauts-de-Seine (6,3 %) et du Bas-Rhin (6,3 %).

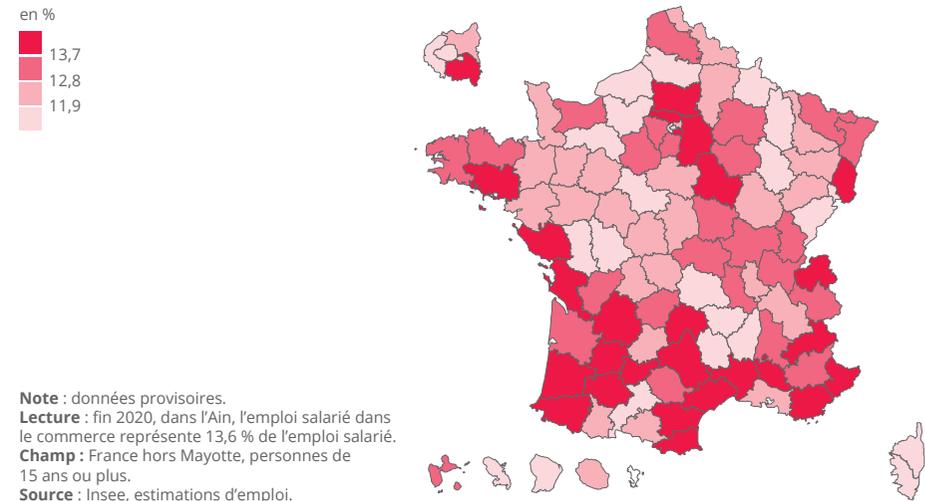
Au 1<sup>er</sup> janvier 2020, la densité des grandes surfaces commerciales de plus de 400 m<sup>2</sup> est la plus élevée pour des départements souvent situés dans une diagonale reliant le sud-ouest au nord-est. La Corrèze et l'Ariège comptent plus de 28 grandes surfaces alimentaires pour 100 000 habitants tandis que les Vosges et les Hautes-Alpes comptabilisent plus de 40 magasins non alimentaires pour 100 000 habitants.

### Répartition des établissements du commerce en 2019



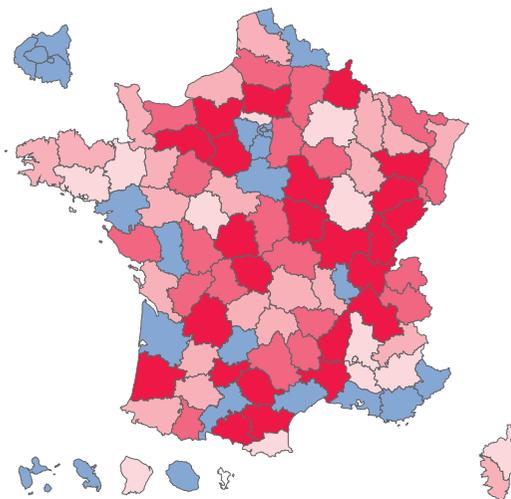
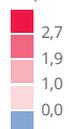
**Lecture :** fin 2019, en Île-de-France, le secteur du commerce compte 78 817 établissements.  
**Champ :** France hors Mayotte, établissements actifs employeurs des secteurs du commerce ; établissements du privé, ayant un chiffre d'affaires positif, hors particuliers employeurs.  
**Source :** Insee, Flores.

### Part de l'emploi salarié du commerce dans l'emploi salarié en 2020



### Évolution de la part de l'emploi salarié du commerce dans l'emploi salarié marchand entre 2000 et 2020

en points



**Note :** données provisoires ; y compris agriculture et finances pour l'emploi salarié marchand.

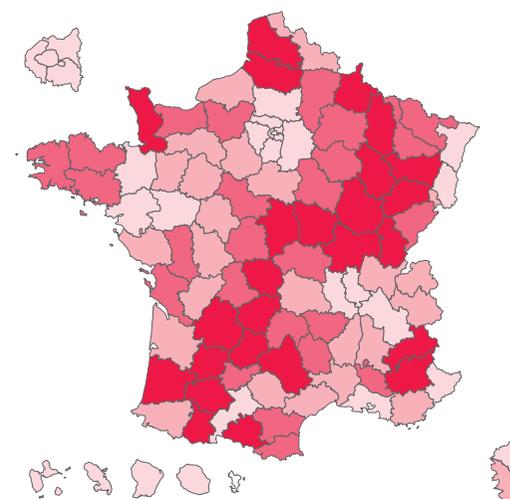
**Lecture :** entre fin 2000 et fin 2020, dans l'Ain, la part de l'emploi salarié du commerce dans l'emploi salarié marchand augmente de 3,2 points.

**Champ :** France hors Mayotte, personnes de 15 ans ou plus.

**Source :** Insee, estimations d'emploi.

### Densité des grandes surfaces alimentaires de plus de 400 m<sup>2</sup> au 1<sup>er</sup> janvier 2020

pour 100 000 habitants



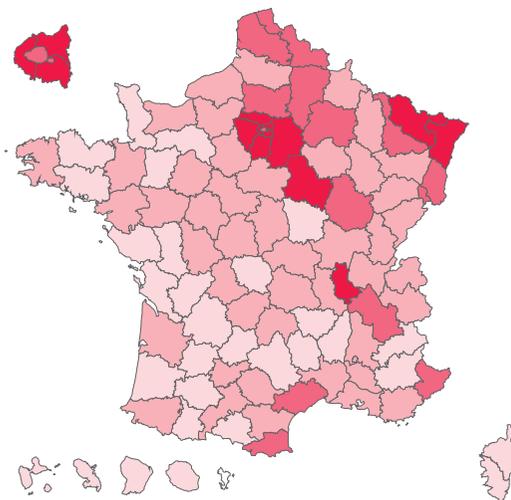
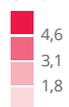
**Lecture :** au 1<sup>er</sup> janvier 2020, dans l'Ain, le nombre de grandes surfaces alimentaires (GSA) de plus de 400 m<sup>2</sup> est de 18,37 pour 100 000 habitants.

**Champ :** France hors Mayotte, les GSA recouvrent les hypermarchés, hard-discount alimentaire et magasins multi-commerce.

**Source :** Insee, enquête sur les Réseaux d'enseignes, Sirene, Sirius, Taxe sur les surfaces commerciales (Tascom).

### Taux de dépendance des établissements du commerce dont le centre de décision est à l'étranger en 2019

en %



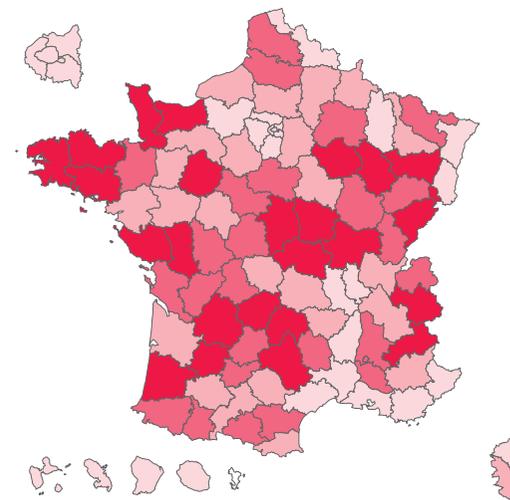
**Lecture :** fin 2019, dans l'Ain, le taux de dépendance des établissements du commerce dont le centre de décision est à l'étranger s'élève à 2,3 %.

**Champ :** France hors Mayotte, salariés en équivalent temps plein (EQTP) des établissements actifs employeurs des secteurs du commerce ; établissements du privé, ayant un chiffre d'affaires positif, hors particuliers employeurs.

**Source :** Insee, Fare, Flores, Lifi.

### Densité des grandes surfaces non alimentaires de plus de 400 m<sup>2</sup> au 1<sup>er</sup> janvier 2020

pour 100 000 habitants

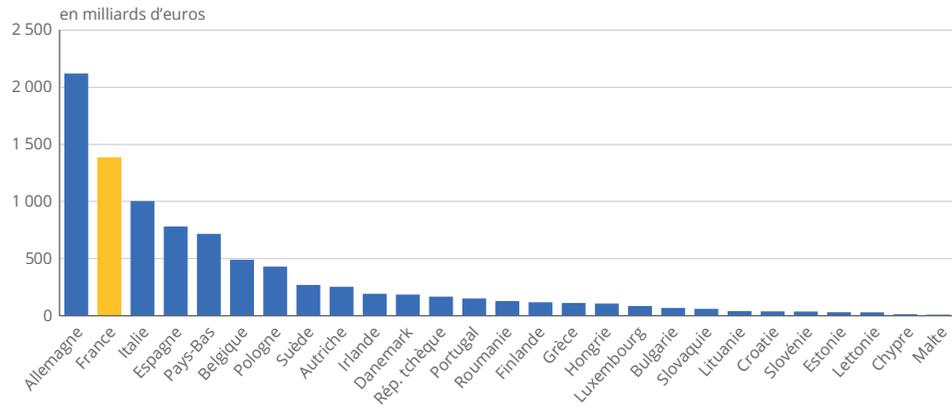


**Lecture :** au 1<sup>er</sup> janvier 2020, dans l'Ain, le nombre de grandes surfaces non alimentaires (GSNA) de plus de 400 m<sup>2</sup> est de 27,33 pour 100 000 habitants.

**Champ :** France hors Mayotte, les GSNA recouvrent les grands magasins spécialisés dans l'habillement, la chaussure, le sport, le bricolage, le meuble, la jardinerie et le hard-discount non alimentaire.

**Source :** Insee, enquête sur les Réseaux d'enseignes, Sirene, Sirius, Taxe sur les surfaces commerciales (Tascom).

### Chiffre d'affaires du commerce en 2019



**Note :** donnée non disponible pour le Royaume-Uni.

**Lecture :** en 2019, en France, les entreprises du commerce réalisent 1 383,3 milliards d'euros de chiffre d'affaires hors taxes.

**Source :** Eurostat (extraction du 13 décembre 2021).

## Industrie

En 2019, l'**industrie** rassemble 250 307 **entreprises**. Elles réalisent un **chiffre d'affaires** de 1 234 milliards d'euros et dégagent une **valeur ajoutée (VA)** de 319 milliards d'euros. Fin 2020, 3,1 millions de personnes occupent un emploi salarié dans l'industrie.

Plus que tout autre grand secteur, la concentration des moyens de production est importante dans l'industrie. Ainsi, les **grandes entreprises (GE)** et les **entreprises de taille intermédiaire (ETI)** réunissent 68 % des salariés, 77 % de la valeur ajoutée et 83 % du chiffre d'affaires hors taxes.

L'industrie comprend l'**industrie manufacturière** mais également les industries extractives, la production et la distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné, ainsi que la production et la distribution d'eau, l'assainissement, la gestion des déchets, la dépollution. L'industrie manufacturière constitue autour de 85 % du secteur industriel en matière de salariés en équivalent temps plein, de valeur ajoutée et de chiffre d'affaires.

Dans son processus de production, l'industrie mobilise beaucoup d'intrants. Le **taux de valeur ajoutée** des entreprises industrielles se situe ainsi en deçà de l'ensemble des entreprises des secteurs marchands, hors agriculture et secteur financier : 26 % contre 30 % en 2019. Elles génèrent en revanche un **taux de marge** supérieur (30 % contre 28 %). Les entreprises industrielles sont davantage tournées vers l'extérieur que celles des autres secteurs puisqu'elles y réalisent 40 % de leur chiffre d'affaires, soit deux fois plus que l'ensemble des entreprises marchandes non agricoles et non financières (19 %).

### En savoir plus

« Les entreprises en France », *Insee Références*, édition 2021.

FRANCE

### Entreprises dans l'industrie en 2019



**250 307**  
entreprises

**1 234**

milliards d'euros  
de **chiffre d'affaires** hors taxes

**319**

milliards d'euros  
de **valeur ajoutée** hors taxes

**Lecture** : en 2019, l'industrie compte 250 307 entreprises qui réalisent 1 234 milliards d'euros de chiffre d'affaires hors taxes et dégagent une valeur ajoutée hors taxes de 319 milliards d'euros.

**Champ** : France, entreprises des secteurs de l'industrie.

**Source** : Insee, É sane.

### Salariés dans l'industrie en 2020



**3 126 200**  
salariés

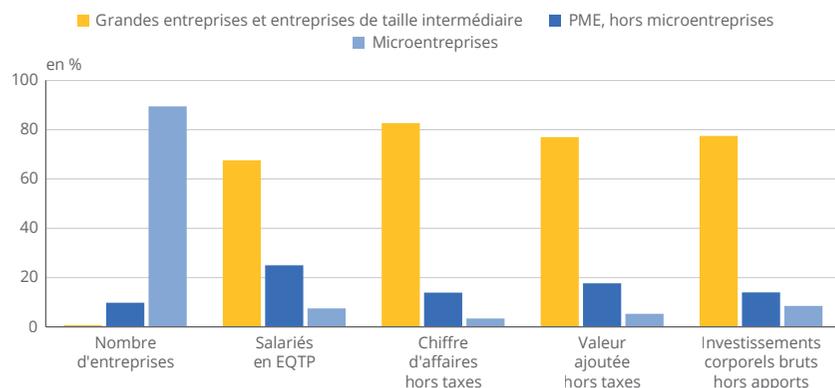
**Note** : donnée provisoire.

**Lecture** : fin 2020, 3 126 200 personnes occupent un emploi salarié dans l'industrie.

**Champ** : France hors Mayotte, personnes de 15 ans ou plus.

**Source** : Insee, estimations d'emploi.

### Caractéristiques de l'industrie selon la taille des entreprises en 2019

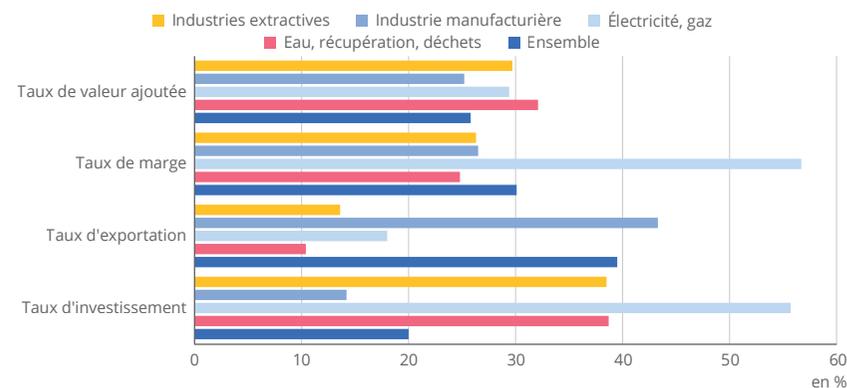


**Lecture :** en 2019, les petites et moyennes entreprises (PME), hors microentreprises, emploient 25,0 % des salariés en équivalent temps plein (EQTP) de l'industrie.

**Champ :** France, entreprises des secteurs de l'industrie.

**Source :** Insee, É sane.

### Ratios de l'industrie selon le secteur d'activité en 2019

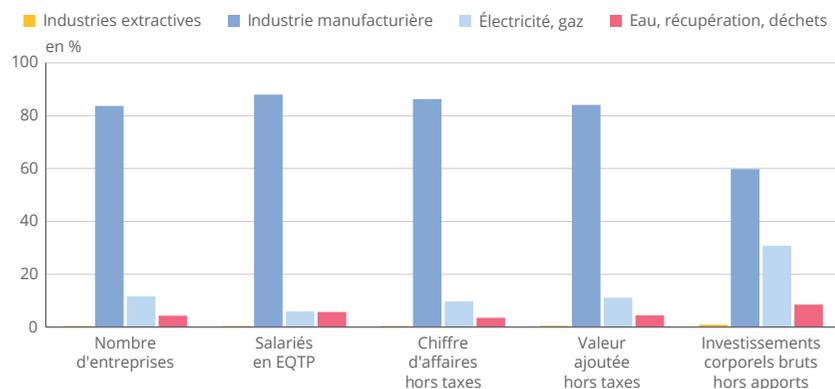


**Lecture :** en 2019, les entreprises de l'industrie manufacturière ont un taux de valeur ajoutée de 25,2 %, de marge de 26,5 %, d'exportation de 43,3 % et d'investissement de 14,2 %.

**Champ :** France, entreprises des secteurs de l'industrie.

**Source :** Insee, É sane.

### Caractéristiques de l'industrie selon le secteur d'activité en 2019



**Lecture :** en 2019, les entreprises de l'industrie manufacturière emploient 88,0 % des salariés en équivalent temps plein (EQTP) de l'industrie.

**Champ :** France, entreprises des secteurs de l'industrie.

**Source :** Insee, É sane.

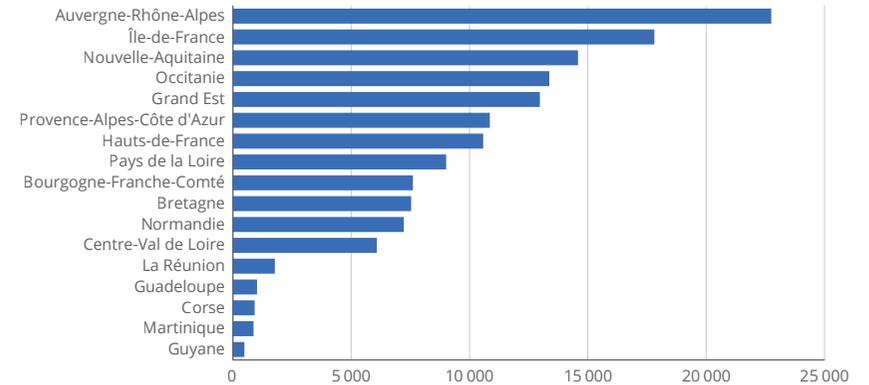
Fin 2019, la région Auvergne-Rhône-Alpes concentre 22 749 établissements **industriels**, et l'Île-de-France 17 811, soit respectivement 16 % et 12 % de l'ensemble, tandis que les départements d'outre-mer (DOM) en regroupent 3 %. La part de l'industrie au sein des établissements du secteur marchand varie entre 4 % pour Paris et 18 % dans les Ardennes, la Haute-Loire et le Jura. Elle dépasse 12 % pour près de la moitié des départements.

En 2020, l'industrie représente de 3 % à 23 % de l'**emploi salarié** total selon les départements. Elle pèse davantage dans les départements situés sur deux arcs, des Vosges à la Drôme et de l'Eure à la Vendée, dépassant 20 % des emplois salariés dans une douzaine de départements. Entre 2000 et 2020, la part de l'industrie dans l'emploi salarié marchand régresse dans presque tous les départements. La baisse dépasse 13 points dans l'Aube, l'Eure-et-Loire et les Vosges.

En 2019, la part des établissements de l'industrie dépendant d'un centre de décision situé à l'étranger dépasse 13 % dans le Territoire de Belfort (15,4 %), la Meuse (14,3 %) et l'Eure (13,9 %).

En 2019, dans six départements, plus du tiers des salariés de l'industrie travaillent dans des grands établissements industriels. Cette part est maximale dans les Yvelines (55 %), les Hauts-de-Seine (48 %) et la Haute-Garonne (47 %).

### Répartition des établissements de l'industrie en 2019

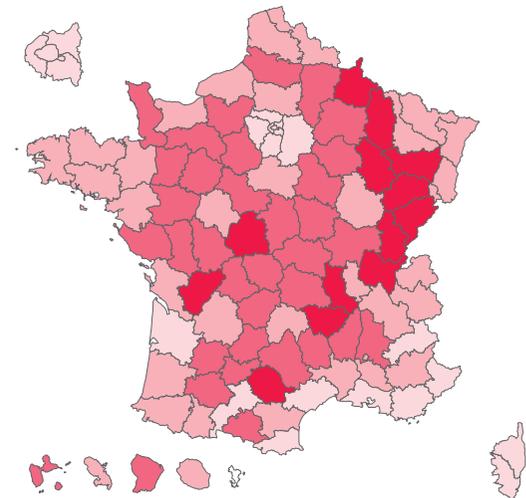


**Lecture** : fin 2019, en Île-de-France, le secteur de l'industrie compte 17 811 établissements.

**Champ** : France hors Mayotte, établissements actifs employeurs des secteurs de l'industrie ; établissements du privé, ayant un chiffre d'affaires positif, hors particuliers employeurs.

**Source** : Insee, Flores.

### Part des établissements de l'industrie dans les secteurs marchands en 2019



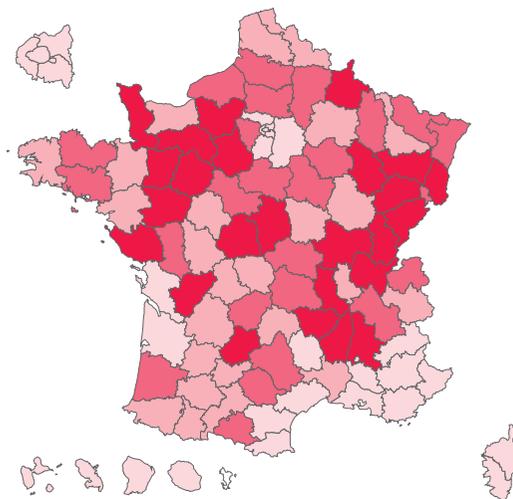
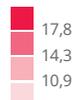
**Lecture** : fin 2019, dans l'Ain, les établissements de l'industrie représentent 15,6 % des établissements des secteurs marchands.

**Champ** : France hors Mayotte, établissements actifs employeurs des secteurs de l'industrie ; établissements du privé, ayant un chiffre d'affaires positif, hors particuliers employeurs.

**Source** : Insee, Flores.

### Part de l'emploi salarié de l'industrie dans l'emploi salarié en 2020

en %



**Note :** données provisoires.

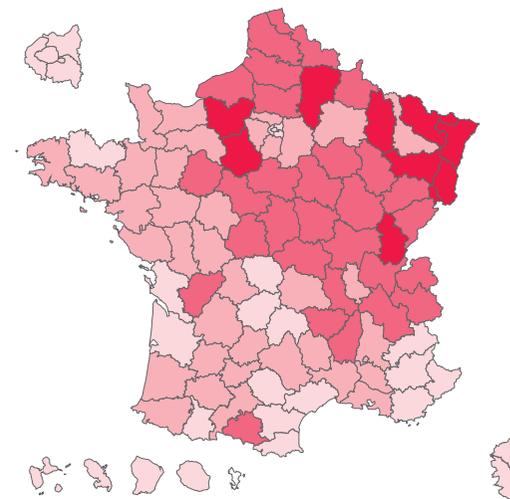
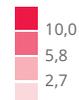
**Lecture :** fin 2020, dans l'Ain, l'emploi salarié de l'industrie représente 22,1 % de l'emploi salarié.

**Champ :** France, hors Mayotte, personnes de 15 ans ou plus.

**Source :** Insee, estimations d'emploi.

### Taux de dépendance des établissements de l'industrie dont le centre de décision est à l'étranger en 2019

en %



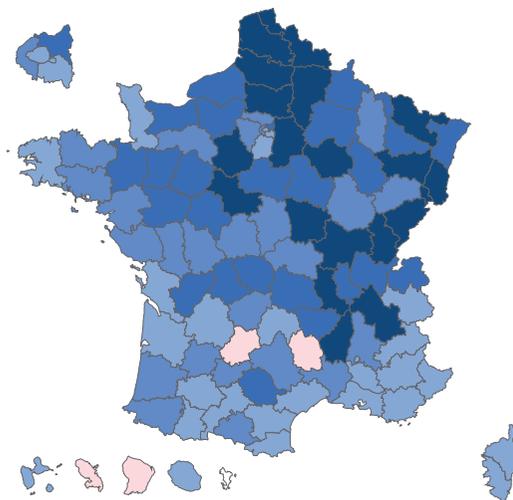
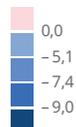
**Lecture :** fin 2019, dans l'Ain, le taux de dépendance des établissements de l'industrie dont le centre de décision est à l'étranger s'élève à 9,3 %.

**Champ :** France hors Mayotte, salariés en équivalent temps plein (EQTP) des établissements actifs employeurs des secteurs de l'industrie ; établissements du privé, ayant un chiffre d'affaires positif, hors particuliers employeurs.

**Source :** Insee, Fare, Flores, Lifi.

### Évolution de la part de l'emploi salarié de l'industrie dans l'emploi salarié marchand entre 2000 et 2020

en points



**Note :** données provisoires ; y compris agriculture et finances pour l'emploi salarié marchand.

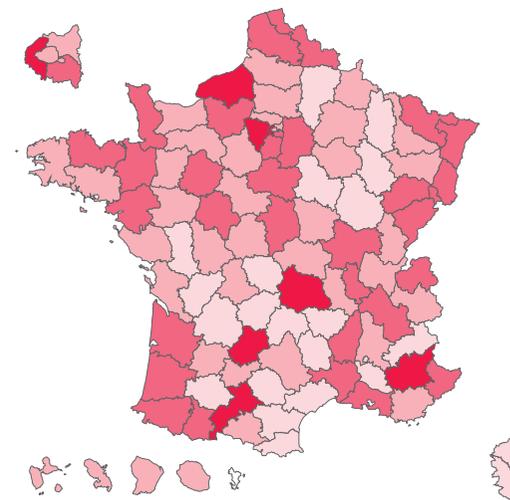
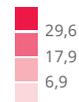
**Lecture :** entre fin 2000 et fin 2020, dans l'Ain, la part de l'emploi salarié de l'industrie dans l'emploi salarié marchand diminue de 8,8 points.

**Champ :** France hors Mayotte, personnes de 15 ans ou plus.

**Source :** Insee, estimations d'emploi.

### Poids des salariés des grands établissements de l'industrie dans l'ensemble de l'industrie en 2019

en %



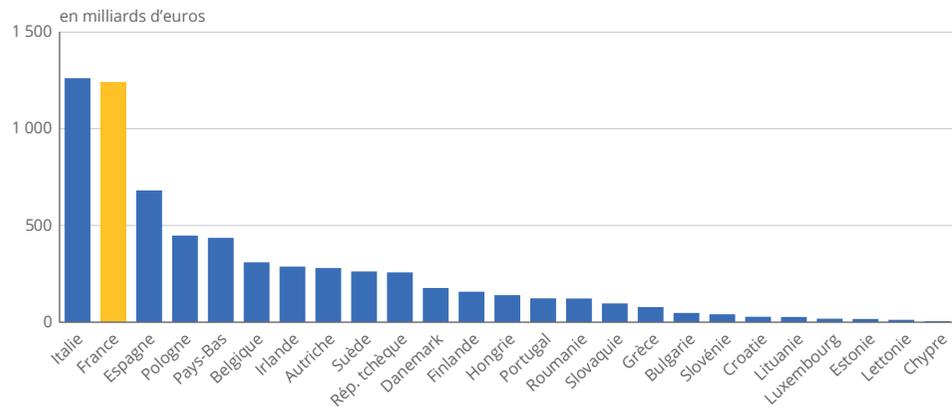
**Note :** seuil de 500 salariés en EQTP.

**Lecture :** fin 2019, dans l'Ain, les salariés des grands établissements de l'industrie représentent 11,4 % des salariés de l'industrie.

**Champ :** France hors Mayotte, salariés en équivalent temps plein (EQTP) des établissements actifs employeurs des secteurs de l'industrie ; établissements du privé, ayant un chiffre d'affaires positif, hors particuliers employeurs.

**Source :** Insee, Fare, Flores, Lifi.

### Chiffre d'affaires de l'industrie en 2019



**Note :** donnée confidentielle pour Malte et données non disponibles pour l'Allemagne et le Royaume-Uni.

**Lecture :** en 2019, en France, les entreprises de l'industrie réalisent 1 237,1 milliards d'euros de chiffre d'affaires hors taxes.

**Source :** Eurostat (extraction du 13 décembre 2021).

## Construction

En 2019, la **construction** rassemble 486 876 **entreprises**. Elles réalisent un **chiffre d'affaires** de 332 milliards d'euros et dégagent une **valeur ajoutée (VA)** de 107 milliards d'euros. Fin 2020, 1,5 million de personnes occupent un emploi salarié dans la construction.

La quasi-totalité des entreprises de la construction sont des **microentreprises (MIC)** ou des **petites et moyennes entreprises (PME)**, hors MIC. Elles emploient 70 % des salariés des entreprises de la construction et réalisent plus de 64 % de la valeur ajoutée.

La construction comprend la **promotion immobilière**, la construction de bâtiments résidentiels et non résidentiels, le génie civil et les travaux de construction spécialisés. En 2019, les travaux spécialisés réalisent les deux tiers de la valeur ajoutée de la construction, le génie civil 15 %, la construction de bâtiments 11 % et la promotion immobilière 7 %. Les travaux spécialisés emploient 73 % des salariés, le génie civil 13 %, la construction de bâtiments 11 % et la promotion immobilière 3 %.

Le **taux de marge** et le **taux d'investissement** sont plus faibles pour les entreprises de la construction que pour l'ensemble des entreprises des secteurs marchands, hors agriculture et secteur financier (21 % contre 28 % et 12 % contre 19 %).

### En savoir plus

« Les entreprises en France », *Insee Références*, édition 2021.

### Entreprises dans la construction en 2019



**Lecture** : en 2019, la construction compte 486 876 entreprises qui réalisent 332 milliards d'euros de chiffre d'affaires hors taxes et dégagent une valeur ajoutée hors taxes de 107 milliards d'euros.

**Champ** : France, entreprises des secteurs de la construction.

**Source** : Insee, É sane.

### Salariés dans la construction en 2020



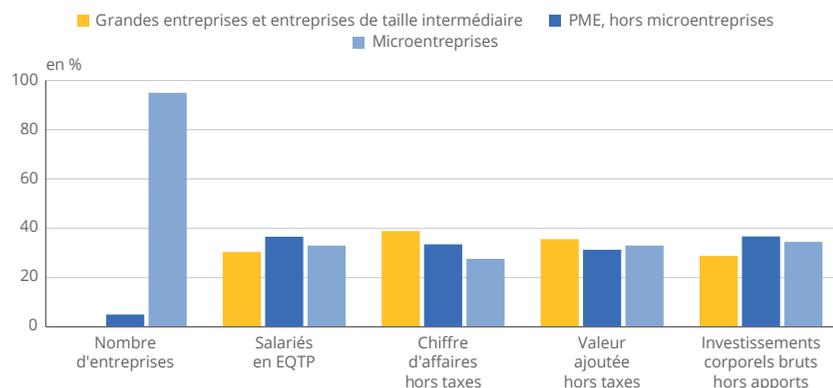
**Note** : donnée provisoire.

**Lecture** : fin 2020, 1 498 400 personnes occupent un emploi salarié dans la construction.

**Champ** : France hors Mayotte, personnes de 15 ans ou plus.

**Source** : Insee, estimations d'emploi.

## Caractéristiques de la construction selon la taille des entreprises en 2019

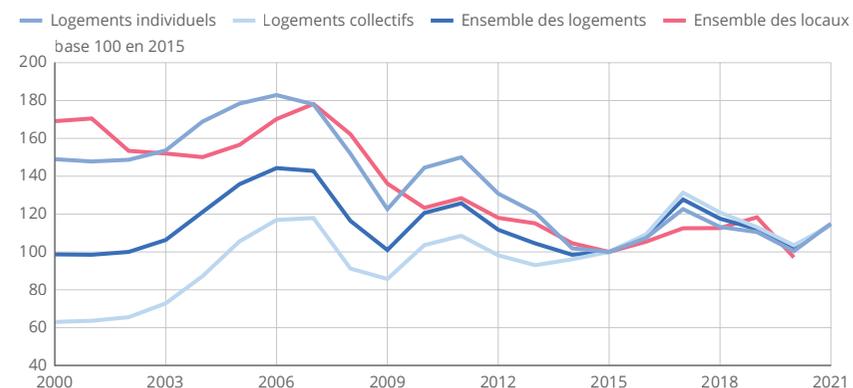


**Lecture :** en 2019, les petites et moyennes entreprises (PME), hors microentreprises, emploient 36,6 % des salariés en équivalent temps plein (EQTP) de la construction.

**Champ :** France, entreprises des secteurs de la construction.

**Source :** Insee, É sane.

## Logements et locaux mis en chantier



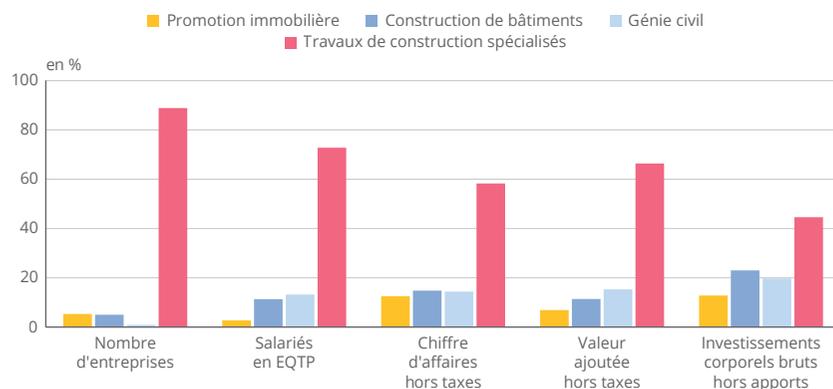
**Note :** données en date réelle arrêtées à fin avril 2022.

**Lecture :** en 2021, les mises en chantier de logements collectifs augmentent de 14,1 % par rapport à 2015.

**Champ :** France hors Mayotte pour les logements, France pour les locaux.

**Source :** SDES, Sitadel2.

## Caractéristiques de la construction selon le secteur d'activité en 2019

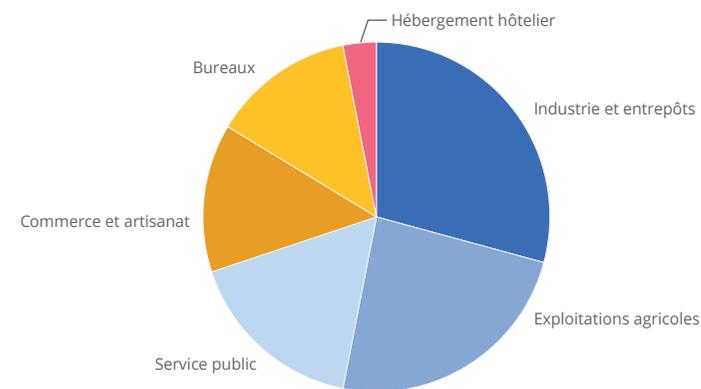


**Lecture :** en 2019, les entreprises de la promotion immobilière emploient 2,7 % des salariés en équivalent temps plein (EQTP) de la construction.

**Champ :** France, entreprises des secteurs de la construction.

**Source :** Insee, É sane.

## Locaux mis en chantier en 2020



**Note :** données en date réelle arrêtées à fin avril 2022.

**Lecture :** en 2020, 6,6 millions de m<sup>2</sup> de locaux industriels et d'entrepôts sont mis en chantier.

**Champ :** France.

**Source :** SDES, Sitadel2.

En France, fin 2019, un peu moins d'un établissement marchand sur six exerce son activité dans la construction. Cette part varie dans un rapport d'un à quatre selon les départements. Cinq régions concentrent près des deux tiers des établissements de la construction : l'Île-de-France (19,0 %), Auvergne-Rhône-Alpes (13,4 %), l'Occitanie (9,7 %), la Nouvelle Aquitaine (9,6 %) et Provence-Alpes-Côte d'Azur (9,6 %).

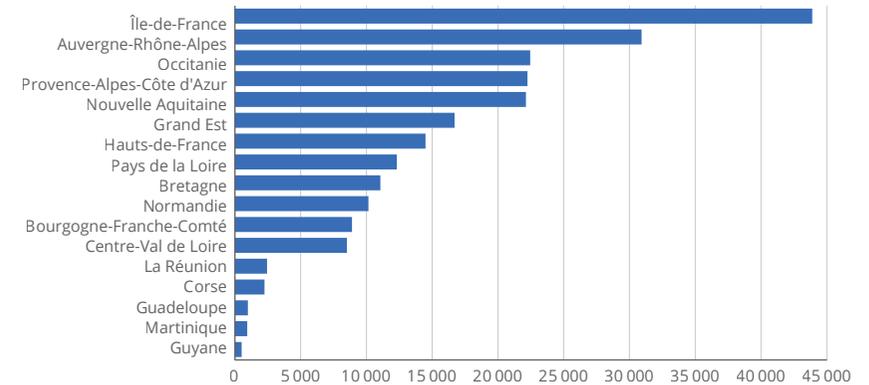
Près des deux tiers des salariés du secteur sont employés dans un établissement comptant au moins 10 salariés. Cette part est plus faible dans les territoires ruraux : Creuse (41,9 %), Lot (43,5 %), Alpes-de-Haute-Provence (45,5 %), ou encore Haute-Corse (45,9 %).

En 2020, la construction représente moins de 6 % de l'**emploi salarié** à l'échelle nationale. Cette part est nettement plus élevée dans la Corse-du-Sud (10,4 %), la Haute-Corse (9,9 %), et le Cantal (8,1 %).

Au cours des deux dernières décennies, la part du secteur de la construction dans l'emploi salarié marchand a augmenté (+ 0,6 point entre les années 2000 et 2020). Toutefois, elle a diminué, parfois significativement dans une trentaine de départements : les Alpes-de-Haute-Provence (- 2,9 points), la Lozère (- 2,6 points), les Deux-Sèvres (- 1,2 point) ou encore le Gers (- 1,1 point).

Entre 2010 et 2020, les ouvertures de chantier représentent en moyenne annuelle 1,15 % du parc national de logements de 2010. À l'aune de cet indicateur, la construction neuve est dynamique en Île-de-France, en Auvergne-Rhône-Alpes, dans le Bas-Rhin ainsi que sur la façade atlantique et le pourtour méditerranéen.

### Répartition des établissements de la construction en 2019

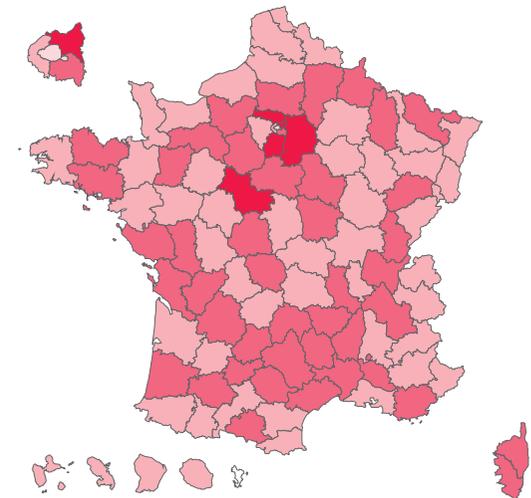
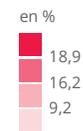


**Lecture** : fin 2019, en Île-de-France, le secteur de la construction compte 43 894 établissements.

**Champ** : France hors Mayotte, établissements actifs employeurs des secteurs de la construction ; établissements du privé, ayant un chiffre d'affaires positif, hors particuliers employeurs.

**Source** : Insee, Flores.

### Part des établissements de la construction dans les secteurs marchands en 2019

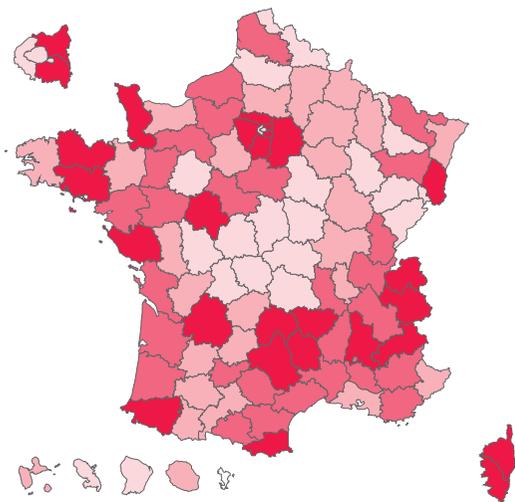
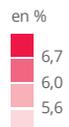


**Lecture** : fin 2019, dans l'Ain, les établissements de la construction représentent 18,2 % des établissements des secteurs marchands.

**Champ** : France hors Mayotte, établissements actifs employeurs des secteurs de la construction ; établissements du privé, ayant un chiffre d'affaires positif, hors particuliers employeurs.

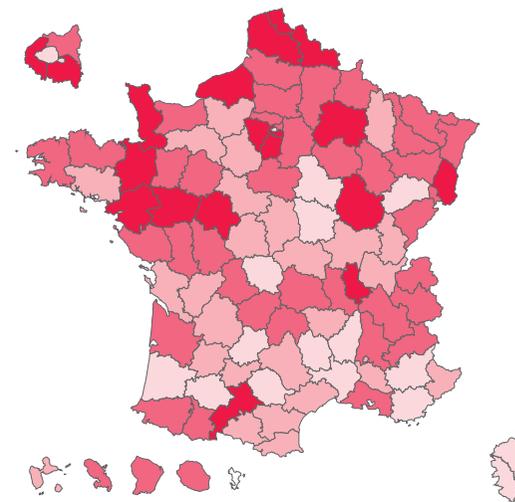
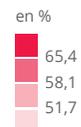
**Source** : Insee, Flores.

### Part de l'emploi salarié de la construction dans l'emploi salarié en 2020



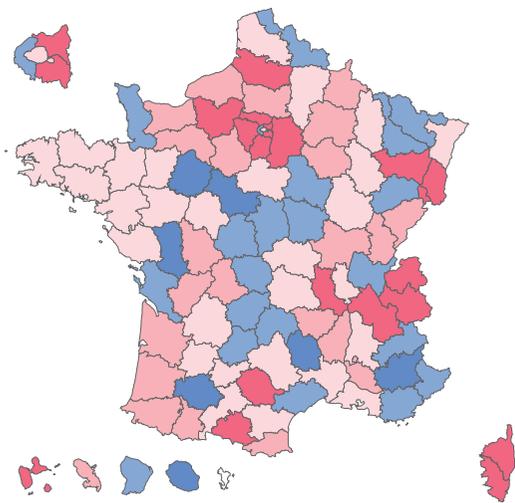
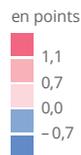
**Note :** données provisoires.  
**Lecture :** fin 2020, dans l'Ain, l'emploi salarié dans la construction représente 6,5 % de l'emploi salarié.  
**Champ :** France hors Mayotte, personnes de 15 ans ou plus.  
**Source :** Insee, estimations d'emploi.

### Poids des salariés des grands établissements de la construction dans l'ensemble de la construction en 2019



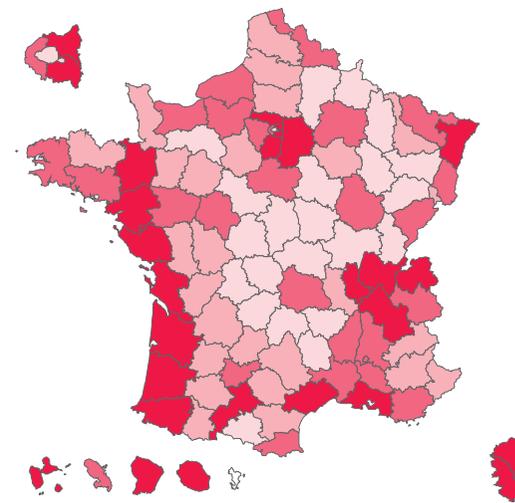
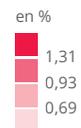
**Note :** seuil de 10 salariés en EQTP.  
**Lecture :** fin 2019, dans l'Ain, les salariés des grands établissements de la construction représentent 56,9 % des salariés de la construction.  
**Champ :** France hors Mayotte, salariés en équivalent temps plein (EQTP) des établissements actifs employeurs des secteurs de la construction ; établissements du privé, ayant un chiffre d'affaires positif, hors particuliers employeurs.  
**Source :** Insee, Fare, Flores, Lifi.

### Évolution de la part de l'emploi salarié de la construction dans l'emploi salarié marchand entre 2000 et 2020



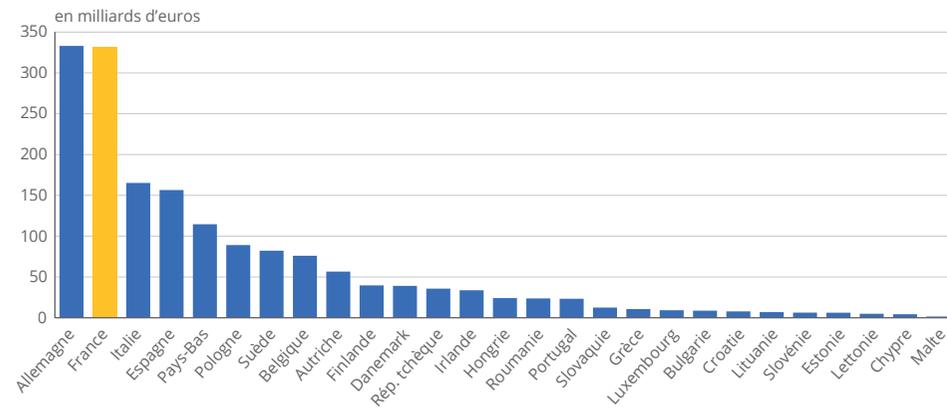
**Note :** données provisoires ; y compris agriculture et finances pour l'emploi salarié marchand.  
**Lecture :** entre fin 2000 et fin 2020, dans l'Ain, la part de l'emploi salarié de la construction dans l'emploi salarié marchand diminue de 0,2 point.  
**Champ :** France hors Mayotte, personnes de 15 ans ou plus.  
**Source :** Insee, estimations d'emploi.

### Taux de construction annuel moyen entre 2010 et 2020



**Note :** cumul des mises en chantier sur 10 ans par rapport au parc de logement du recensement de la population 2010.  
**Lecture :** entre 2010 et 2020, dans l'Ain, le taux de construction annuel moyen s'élève à 1,75 %.  
**Champ :** France hors Mayotte.  
**Sources :** Insee, recensement de la population ; SDES, Sitadel2.

### Chiffre d'affaires de la construction en 2019



**Note** : donnée non disponible pour le Royaume-Uni.

**Lecture** : en 2019, en France, les entreprises de la construction réalisent 331,3 milliards d'euros de chiffre d'affaires hors taxes.

**Source** : Eurostat (extraction du 13 décembre 2021).

## Services

En 2019, les **services principalement marchands non financiers** comptent près de 1,8 million d'**entreprises**. Ces entreprises réalisent un **chiffre d'affaires** de 811 milliards d'euros et dégagent une **valeur ajoutée (VA)** de 398 milliards d'euros. Fin 2020, 6,7 millions de personnes (y compris les intérimaires) occupent un emploi salarié dans les services principalement marchands non financiers.

La quasi-totalité des entreprises des services principalement marchands non financiers sont des **petites et moyennes entreprises (PME)**, essentiellement des **microentreprises (MIC)**. Leur poids dans l'emploi et dans la valeur ajoutée y est plus important que dans l'ensemble des entreprises des secteurs marchands non agricoles et non financiers : 57 % des salariés (contre 49 %) et 49 % de la VA (contre 43 %).

Les services principalement marchands non financiers se composent de cinq sous-secteurs. En 2019, les **services aux entreprises** réalisent près de la moitié de la VA des services principalement marchands non financiers et l'information-communication, près du quart. Si la contribution de l'hébergement-restauration à la VA avoisine celle des activités immobilières, son poids dans les effectifs est tout à fait différent : activité de main-d'œuvre, l'hébergement-restauration emploie 22 % des salariés contre 5 % dans les activités immobilières, activité très capitalistique.

En 2019, les entreprises des services principalement marchands non financiers exportent deux fois moins que l'ensemble de l'économie marchande (10 % du chiffre d'affaires contre 19 %), la pénétration des marchés extérieurs se faisant plutôt par l'implantation de filiales. Elles se caractérisent également par une relative intégration de la production : leur **taux de valeur ajoutée** est presque deux fois plus élevé que la moyenne. Leur **taux d'investissement** est légèrement supérieur à la moyenne, mais uniquement en raison des activités immobilières, secteur hautement capitalistique.

### En savoir plus

« Les entreprises en France », *Insee Références*, édition 2021.

### Entreprises dans les services principalement marchands en 2019



**1 762 545**  
entreprises

**811**

milliards d'euros  
de **chiffre d'affaires** hors taxes

**398**

milliards d'euros  
de **valeur ajoutée** hors taxes

**Lecture** : en 2019, les services principalement marchands non financiers comptent 1 762 545 entreprises qui réalisent 811 milliards d'euros de chiffre d'affaires hors taxes et dégagent une valeur ajoutée hors taxes de 398 milliards d'euros.  
**Champ** : France, entreprises des secteurs des services principalement marchands non financiers.  
**Source** : Insee, Ésane.

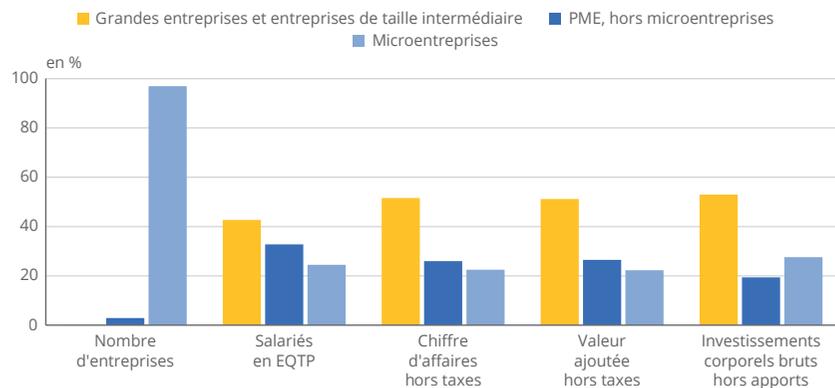
### Salariés dans les services principalement marchands en 2020



**6 730 100**  
salariés

**Note** : donnée provisoire.  
**Lecture** : fin 2020, 6 730 100 personnes occupent un emploi salarié dans les services principalement marchands non financiers.  
**Champ** : France hors Mayotte, personnes de 15 ans ou plus.  
**Source** : Insee, estimations d'emploi.

### Caractéristiques des services principalement marchands selon la taille des entreprises en 2019

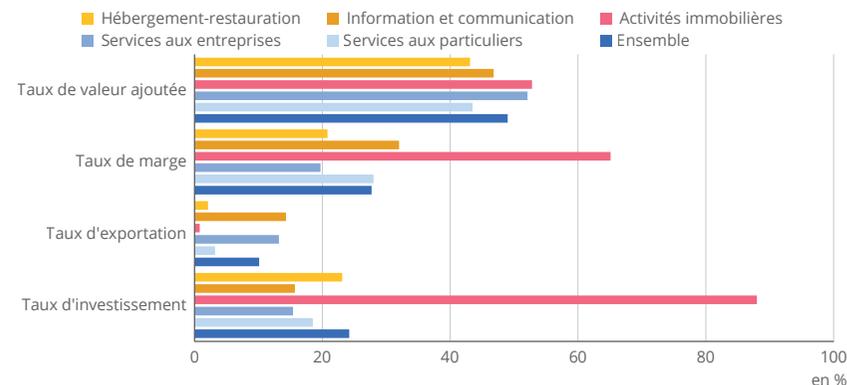


**Lecture :** en 2019, les petites et moyennes entreprises (PME), hors microentreprises, emploient 32,8 % des salariés en équivalent temps plein (EQTP) des services principalement marchands non financiers.

**Champ :** France, entreprises des secteurs des services principalement marchands non financiers.

**Source :** Insee, É sane.

### Ratios des services principalement marchands selon le secteur d'activité en 2019

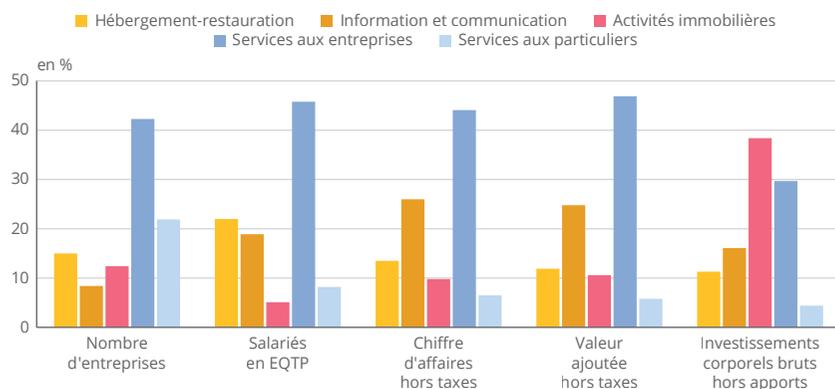


**Lecture :** en 2019, les entreprises des services aux particuliers ont un taux de valeur ajoutée de 43,5 %, de marge de 28,0 %, d'exportation de 3,2 % et d'investissement de 18,5 %.

**Champ :** France, entreprises des secteurs des services principalement marchands non financiers.

**Source :** Insee, É sane.

### Caractéristiques des services principalement marchands selon le secteur d'activité en 2019



**Lecture :** en 2019, les entreprises des services aux particuliers emploient 8,2 % des salariés en équivalent temps plein (EQTP) des services principalement marchands non financiers.

**Champ :** France, entreprises des secteurs des services principalement marchands non financiers.

**Source :** Insee, É sane.

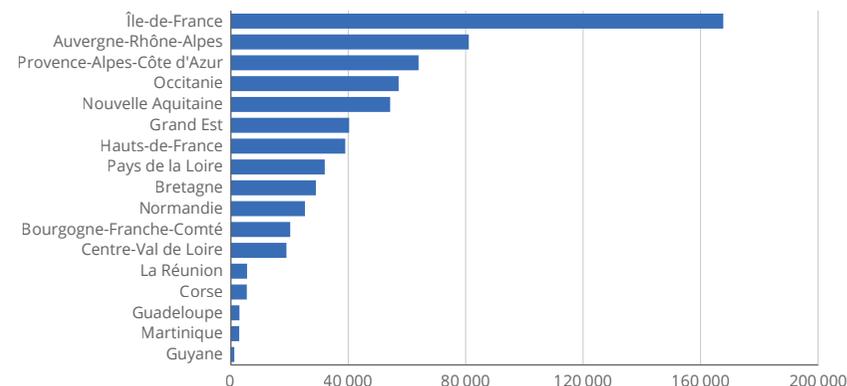
Fin 2019, 647 000 établissements des **services principalement marchands non financiers** sont implantés en France.

Ces services sont délimités par une liste d'activités regroupées en cinq grandes catégories : l'hébergement et la restauration, l'information et la communication, les activités immobilières, les services aux entreprises ainsi que les services rendus aux particuliers. La région Île-de-France concentre le quart de ces établissements. Ils sont davantage présents dans les départements où l'offre de services est forte, parmi lesquels les départements touristiques (littoral et montagne) et les départements comprenant les plus grandes villes françaises.

En 2020, la part de l'**emploi salarié** des services dans l'emploi total est la plus importante dans ces départements fortement urbanisés. C'est principalement dans ces départements que cette part augmente le plus entre 2000 et 2020.

De plus, en 2019, la dépendance à des centres de décisions à l'étranger est la plus importante dans ces départements.

### Répartition des établissements des services principalement marchands en 2019



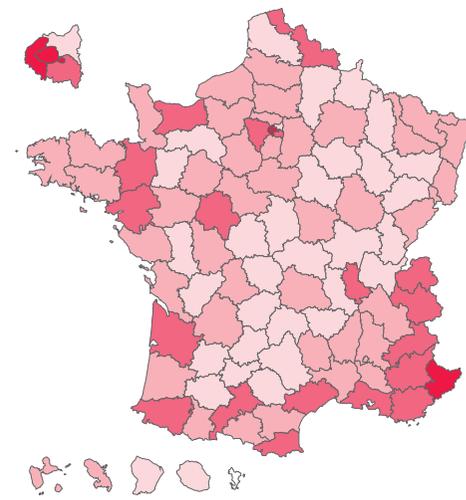
**Lecture** : fin 2019, en Île-de-France, le secteur des services principalement marchands non financiers compte 167 734 établissements.

**Champ** : France hors Mayotte, établissements actifs employeurs des secteurs des services principalement marchands non financiers ; établissements du privé, ayant un chiffre d'affaires positif, hors particuliers employeurs.

**Source** : Insee, Flores.

### Part des établissements des services principalement marchands dans les secteurs marchands en 2019

en %



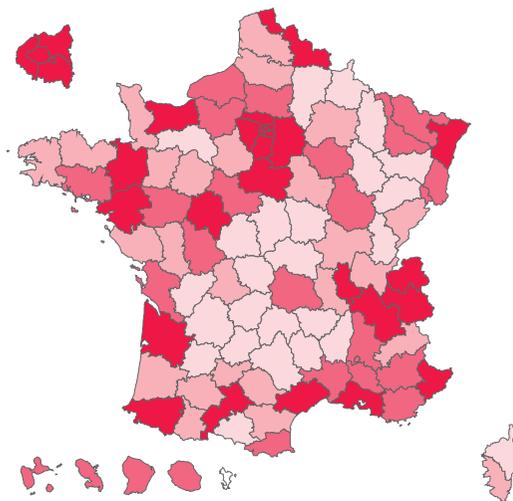
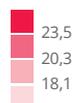
**Lecture** : fin 2019, dans l'Ain, les établissements des services principalement marchands non financiers représentent 35,0 % des établissements des secteurs marchands.

**Champ** : France hors Mayotte, établissements actifs employeurs des secteurs des services principalement marchands non financiers ; établissements du privé, ayant un chiffre d'affaires positif, hors particuliers employeurs.

**Source** : Insee, Flores.

### Part de l'emploi salarié des services principalement marchands dans l'emploi salarié en 2020

en %



**Note** : données provisoires.

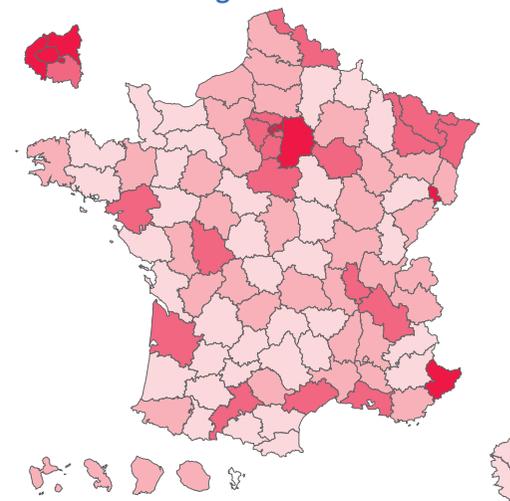
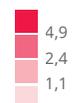
**Lecture** : fin 2020, dans l'Ain, l'emploi salarié dans les services principalement marchands non financiers représente 19,3 % de l'emploi salarié.

**Champ** : France hors Mayotte, personnes de 15 ans ou plus.

**Source** : Insee, estimations d'emploi.

### Taux de dépendance des établissements des services principalement marchands dont le centre de décision est à l'étranger en 2019

en %



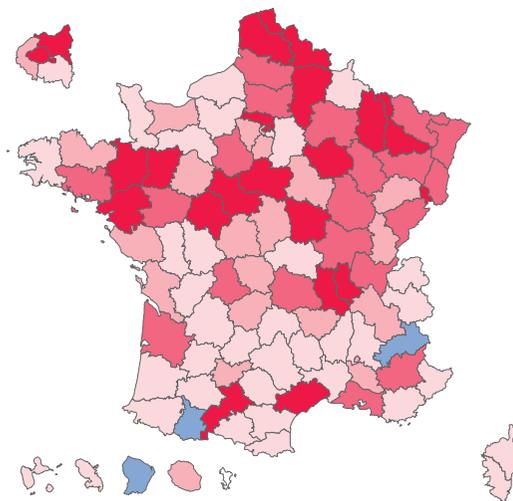
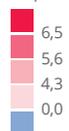
**Lecture** : fin 2019, dans l'Ain, le taux de dépendance des établissements des services principalement marchands non financiers dont le centre de décision est à l'étranger s'élève à 1,2 %.

**Champ** : France hors Mayotte, salariés en équivalent temps plein (EQTP) des établissements actifs employeurs des secteurs des services principalement marchands non financiers ; établissements du privé, ayant un chiffre d'affaires positif, hors particuliers employeurs.

**Source** : Insee, Fare, Flores, Lifi.

### Évolution de la part de l'emploi salarié des services principalement marchands dans l'emploi salarié marchand entre 2000 et 2020

en points



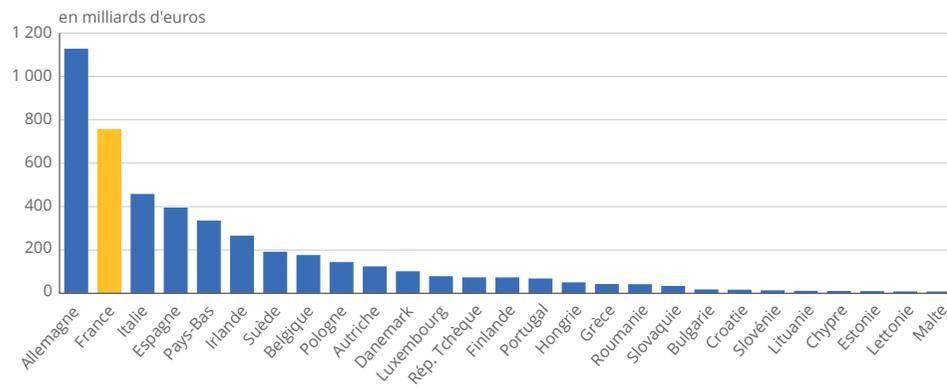
**Note** : données provisoires ; y compris agriculture et finances pour l'emploi salarié marchand.

**Lecture** : entre fin 2000 et fin 2020, dans l'Ain, la part de l'emploi salarié des services principalement marchands non financiers dans l'emploi salarié marchand augmente de 5,6 points.

**Champ** : France hors Mayotte, personnes de 15 ans ou plus.

**Source** : Insee, estimations d'emploi.

### Chiffre d'affaires des services marchands en 2019



**Note** : donnée non disponible pour le Royaume-Uni.

**Lecture** : en 2019, en France, les entreprises des services marchands réalisent 758,1 milliards d'euros de chiffre d'affaires hors taxes.

**Source** : Eurostat (extraction du 13 décembre 2021).

# Transports

En 2019, les **transports et l'entreposage** rassemble 145 696 **entreprises**. Elles réalisent un **chiffre d'affaires** de 224 milliards d'euros et dégagent une **valeur ajoutée (VA)** de 92 milliards d'euros. Fin 2020, 1,4 million de personnes occupent un emploi salarié dans les transports et l'entreposage.

La quasi-totalité des entreprises des transports et de l'entreposage sont des **microentreprises (MIC)** ou des **petites et moyennes entreprises (PME)**, hors MIC, mais elles ne rassemblent qu'un quart des salariés et représentent seulement 22 % de la valeur ajoutée réalisée par les entreprises du secteur. Les **grandes entreprises (GE)** et les **entreprises de taille intermédiaire (ETI)** ont, en revanche, un rôle prépondérant : 78 % de la VA et 73 % des effectifs.

Les transports terrestres et par conduites sont le premier contributeur au secteur en matière de valeur ajoutée (54 %), loin devant l'entreposage et services auxiliaires des transports (26 %), la poste et courrier (12 %), le transport aérien (7 %) et le transport par eau (2 %). De même, il en est le premier employeur (61 % des salariés) et le premier investisseur (69 %).

Les entreprises du transport et de l'entreposage ont un **taux de valeur ajoutée** nettement supérieur à l'ensemble des entreprises des secteurs marchands non agricoles et non financiers (41 % au lieu de 30 %). Leur **taux d'investissement** est également élevé (32 % contre 19 %), du fait d'importants efforts dans le transport ferroviaire. En revanche, le **taux d'exportation** et le **taux de marge** se situent dans la moyenne de l'économie marchande.

## En savoir plus

« Les entreprises en France », Insee *Références*, édition 2021.

## Entreprises dans les transports et l'entreposage en 2019



**145 696**  
entreprises

**224**

milliards d'euros  
de **chiffre d'affaires** hors taxes

**92**

milliards d'euros  
de **valeur ajoutée** hors taxes

**Lecture** : en 2019, les transports et l'entreposage comptent 145 696 entreprises qui réalisent 224 milliards d'euros de chiffre d'affaires hors taxes et dégagent une valeur ajoutée hors taxes de 92 milliards d'euros.

**Champ** : France, entreprises des secteurs des transports et de l'entreposage.

**Source** : Insee, É sane.

## Salariés dans les transports et l'entreposage en 2020



**1 402 400**  
salariés

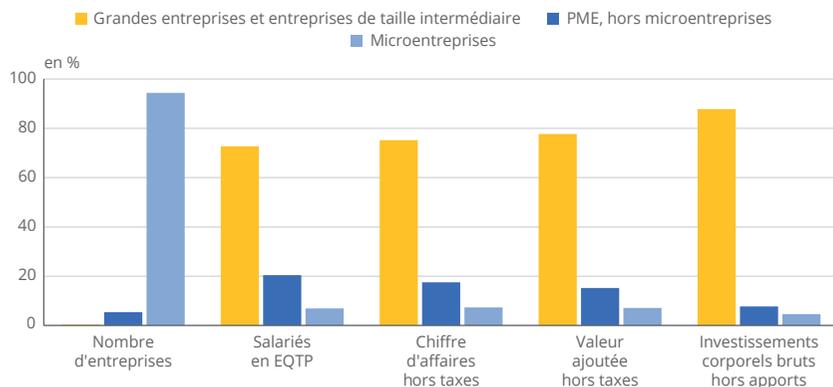
**Note** : donnée provisoire.

**Lecture** : fin 2020, 1 402 400 personnes occupent un emploi salarié dans les transports et l'entreposage.

**Champ** : France hors Mayotte, personnes de 15 ans ou plus.

**Source** : Insee, estimations d'emploi.

### Caractéristiques des transports et de l'entreposage selon la taille des entreprises en 2019

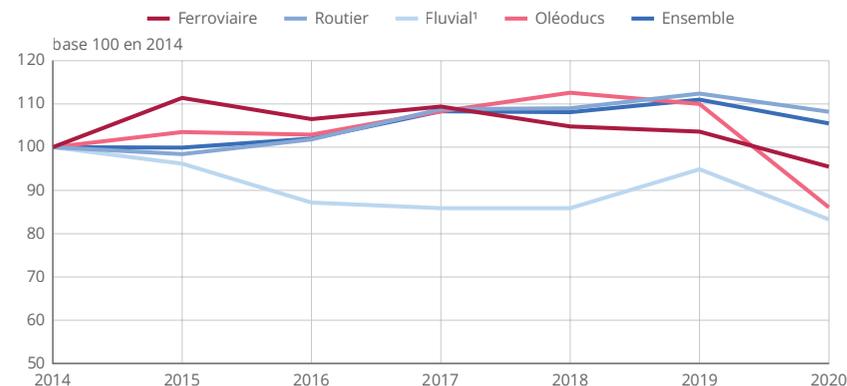


**Lecture :** en 2019, les petites et moyennes entreprises (PME), hors microentreprises, emploient 20,4 % des salariés en équivalent temps plein (EQTP) des transports et de l'entreposage.

**Champ :** France, entreprises des secteurs des transports et de l'entreposage.

**Source :** Insee, É sane.

### Transport intérieur terrestre de marchandises par mode



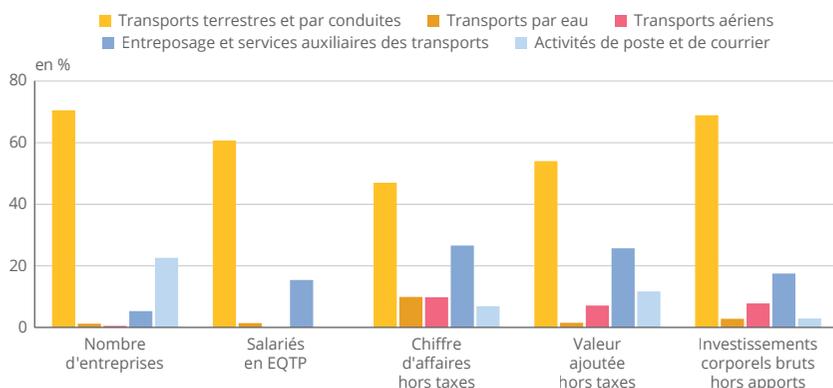
1. Hors transit rhénan et mosellan.

**Lecture :** entre 2014 et 2020, le transport intérieur terrestre de marchandises a diminué de 5,5 %.

**Champ :** France, transport intérieur terrestre en tonnes-kilomètres.

**Source :** SDES.

### Caractéristiques des transports et de l'entreposage selon le secteur d'activité en 2019

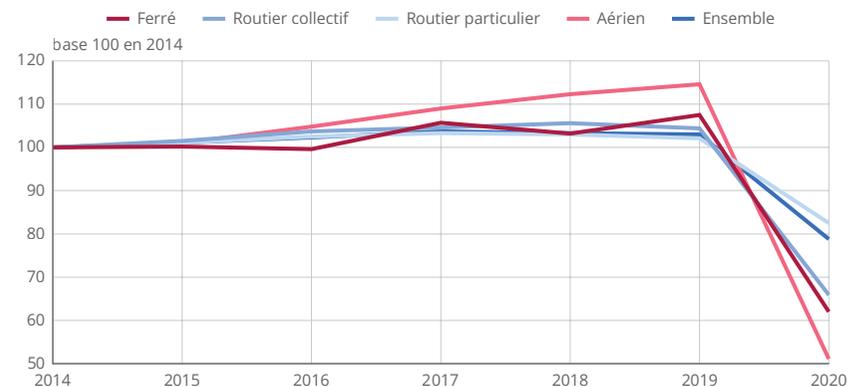


**Lecture :** en 2019, les entreprises de transports terrestres et par conduites emploient 60,7 % des salariés en équivalent temps plein (EQTP) des transports et de l'entreposage.

**Champ :** France, entreprises des secteurs des transports et de l'entreposage.

**Source :** Insee, É sane.

### Transports intérieurs de voyageurs par mode



**Lecture :** entre 2014 et 2020, le transport intérieur de voyageurs a diminué de 21,2 %, le transport routier particulier de 17,5 %, le transport routier collectif de 34,1 % et le transport ferré de 38,0 %.

**Champ :** France métropolitaine, transports intérieurs en voyageurs-kilomètres.

**Source :** SDES.

Fin 2019, le secteur des **transports et de l'entreposage** compte 65 982 établissements en France (hors Mayotte). Un quart d'entre-eux se situe en Île-de-France, 12 % en Auvergne-Rhône-Alpes, 9 % en Provence-Alpes-Côte d'Azur tandis que les régions des Hauts-de-France, de la Nouvelle Aquitaine et de l'Occitanie en comptent 8 % chacune. Ils sont beaucoup moins présents en Corse et dans les départements d'outre-mer (DOM).

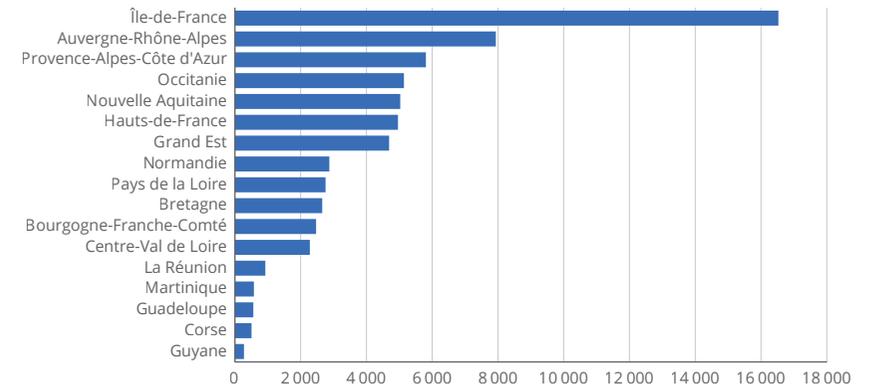
Les établissements des transports et de l'entreposage représentent 4,4 % des établissements des secteurs marchands en France ; leur part dépasse 5 % pour un quart des départements, majoritairement situés au nord de la France métropolitaine et dans les DOM. Elle est la plus élevée en Seine-Saint-Denis (9,5 %) et la plus faible à Paris (2,4 %). Pour les Antilles, elle se situe entre 7 et 8 % et pour La Réunion à 6 %.

En 2020, les transports et l'entreposage représentent 5,5 % de **l'emploi salarié** en France métropolitaine et 4,7 % dans les DOM. Dans cinq départements d'Île-de-France (Seine-Saint-Denis, Seine-et-Marne, Val-d'Oise, Val-de-Marne et Essonne), cette part est supérieure à 7,5 %.

Entre 2000 et 2020, la part des transports et de l'entreposage dans l'emploi salarié marchand diminue de 0,1 point en France. Toutefois, tous les départements n'ont pas suivi ce mouvement d'ensemble. La moitié enregistre une progression, parfois d'ampleur : Seine-et-Marne (+ 3,7 points) et Seine-Saint-Denis (+ 2,4 points).

En 2019, les établissements de plus de 100 salariés (**en équivalent temps plein**) emploient 46,6 % des salariés des transports et de l'entreposage. Pour une quinzaine de départements, ces grands établissements emploient plus de la moitié des salariés du secteur. Ils sont prépondérants à Paris (76,3 %), en petite couronne et en Seine-et-Marne.

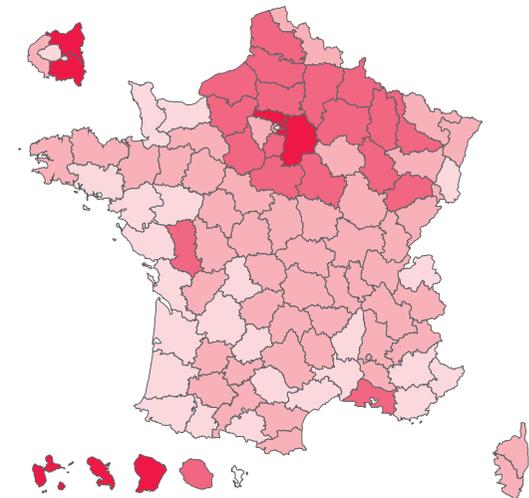
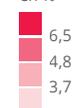
### Répartition des établissements des transports et de l'entreposage en 2019



**Lecture** : fin 2019, en Île-de-France, le secteur des transports et de l'entreposage compte 16 528 établissements.  
**Champ** : France hors Mayotte, établissements actifs employeurs des secteurs des transports et de l'entreposage ; établissements du privé, ayant un chiffre d'affaires positif, hors particuliers employeurs.  
**Source** : Insee, Flores.

### Part des établissements des transports et de l'entreposage dans les secteurs marchands en 2019

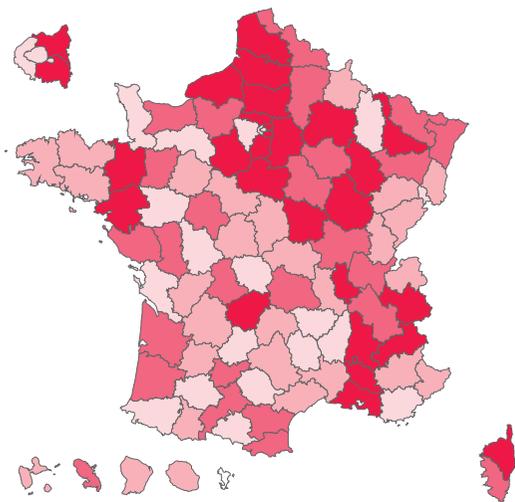
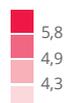
en %



**Lecture** : fin 2019, dans l'Ain, les établissements des transports et de l'entreposage représentent 4,2 % des établissements des secteurs marchands.  
**Champ** : France hors Mayotte, établissements actifs employeurs des secteurs des transports et de l'entreposage ; établissements du privé, ayant un chiffre d'affaires positif, hors particuliers employeurs.  
**Source** : Insee, Flores.

### Part de l'emploi salarié des transports et de l'entreposage dans l'emploi salarié en 2020

en %



**Note** : données provisoires.

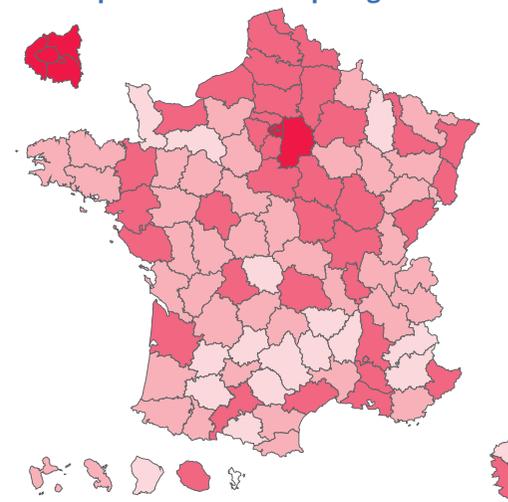
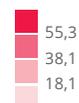
**Lecture** : fin 2020, dans l'Ain, l'emploi salarié dans les transports et l'entreposage représente 5,7 % de l'emploi salarié.

**Champ** : France hors Mayotte, personnes de 15 ans ou plus.

**Source** : Insee, estimations d'emploi.

### Poids des salariés des grands établissements des transports et de l'entreposage dans l'ensemble des transports et de l'entreposage en 2019

en %



**Note** : seuil de 100 salariés en EQTP.

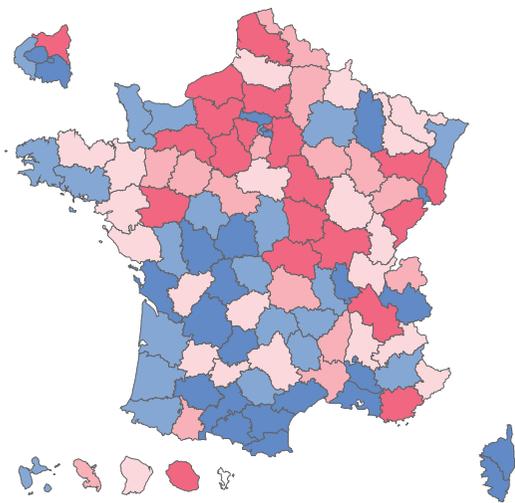
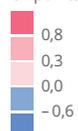
**Lecture** : fin 2019, dans l'Ain, les salariés des grands établissements des transports et de l'entreposage représentent 30,8 % des salariés des transports et de l'entreposage.

**Champ** : France hors Mayotte, salariés en équivalent temps plein (EQTP) des établissements actifs employeurs des secteurs des transports et de l'entreposage ; établissements du privé, ayant un chiffre d'affaires positif, hors particuliers employeurs.

**Source** : Insee, Fare, Flores, Lifi.

### Évolution de la part de l'emploi salarié des transports et de l'entreposage dans l'emploi salarié marchand entre 2000 et 2020

en points



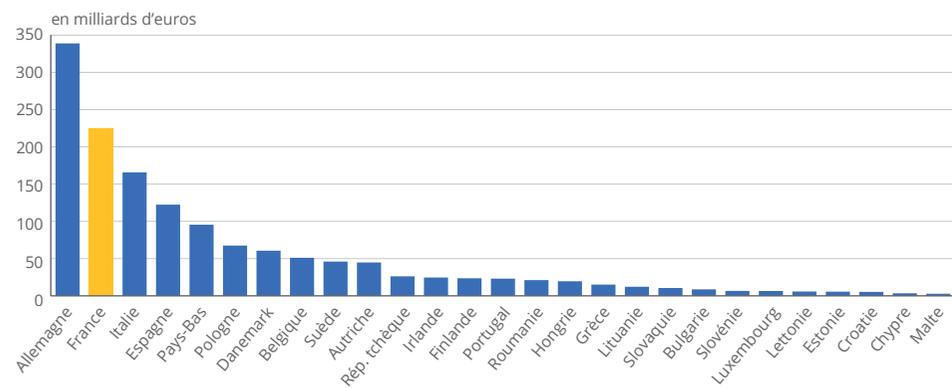
**Note** : données provisoires ; y compris agriculture et finances pour l'emploi salarié marchand.

**Lecture** : entre fin 2000 et fin 2020, dans l'Ain, la part de l'emploi salarié des transports et de l'entreposage dans l'emploi salarié marchand augmente de 0,2 point.

**Champ** : France hors Mayotte, personnes de 15 ans ou plus.

**Source** : Insee, estimations d'emploi.

### Chiffre d'affaires des transports et de l'entreposage en 2019



**Note** : donnée non disponible pour le Royaume-Uni.

**Lecture** : en 2019, en France, les entreprises des transports et de l'entreposage réalisent 224,5 milliards d'euros de chiffre d'affaires hors taxes.

**Source** : Eurostat (extraction du 13 décembre 2021).

# Tourisme

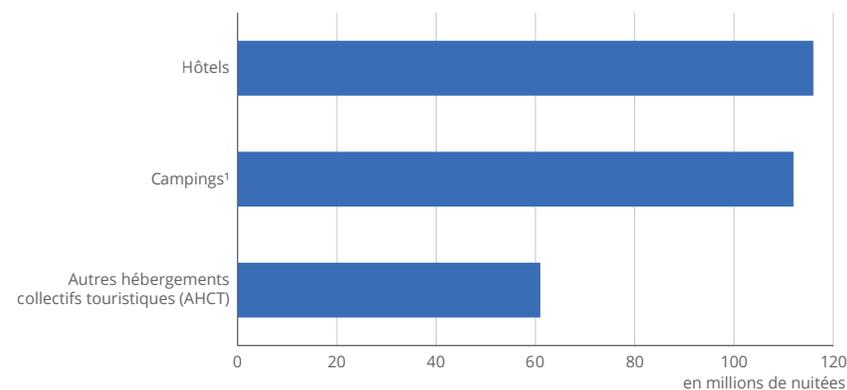
En 2021, en France métropolitaine, **l'hôtel** est le premier mode d'hébergement collectif touristique avec 116 millions de **nuitées**.

Les capacités d'accueil et les taux d'occupation sont de plus en plus élevés dans les établissements les mieux classés. Le haut de gamme tire ainsi la fréquentation des établissements hôteliers et de **l'hôtellerie de plein air** : en 2021, les hôtels classés 3-étoiles sont les plus visités (39 % des nuitées), devant les 4-étoiles (22 %) puis les 2-étoiles (19 %). Les campings classés 4-étoiles sont les plus fréquentés (39 % des nuitées), devant les 3-étoiles (29 %) et les 5-étoiles (16 %). Enfin, avec 45 millions de nuitées, les **résidences de tourisme** rassemblent les trois quarts de la fréquentation des **autres hébergements collectifs touristiques**.

En 2021, en France métropolitaine, la clientèle **résidente** (venant de France) représente plus des trois quarts des nuitées dans les hôtels ; la clientèle en provenance des autres pays européens un cinquième. En 2021, lorsqu'ils **voyagent** pour motif personnel en France ou à l'étranger, les résidents de la France métropolitaine choisissent d'abord de séjourner dans leur famille, dans leurs résidences secondaires ou chez des amis (511 millions de nuitées), plutôt que dans les hôtels, campings, locations, gîtes et chambres d'hôtes (328 millions de nuitées).

En 2020, en France, la **dépense touristique intérieure** s'élève à 93,2 milliards d'euros. L'hébergement marchand et les transports représentent près de la moitié de cette dépense.

## Fréquentation des hébergements collectifs touristiques en 2021



1. Période de mai à septembre ; campings ayant au moins un « emplacement de passage ».

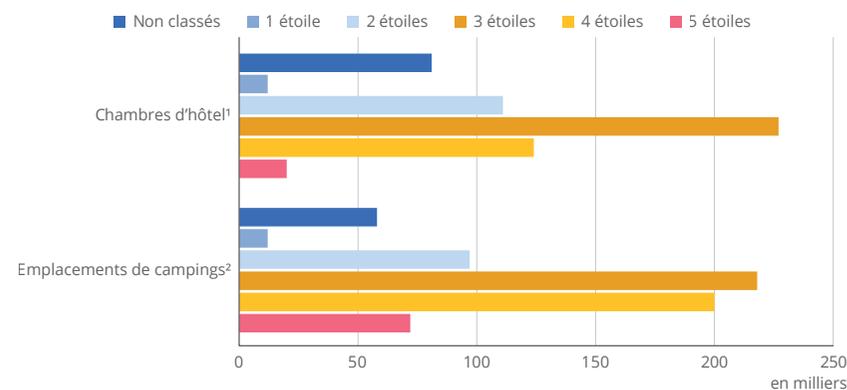
**Note** : les données sont cumulées sur la période.

**Lecture** : entre mai et décembre 2021, la fréquentation des autres hébergements collectifs touristiques (AHCT) s'élève à 61 millions de nuitées.

**Champ** : France métropolitaine, période de mai à décembre.

**Source** : Insee et partenaires régionaux, enquête de fréquentation touristique.

## Capacité des hôtels et des campings selon leur classement en 2021



1. Période de mai à décembre ; chambres et appartements inclus.

2. Période de mai à septembre ; campings ayant au moins un « emplacement de passage ».

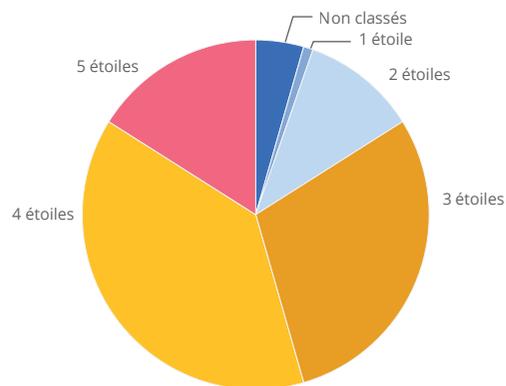
**Note** : les données sont fournies en moyenne mensuelle sur la période.

**Lecture** : entre mai et décembre 2021, la capacité des hôtels classés 3 étoiles s'élève à 227 milliers de chambres.

**Champ** : France métropolitaine.

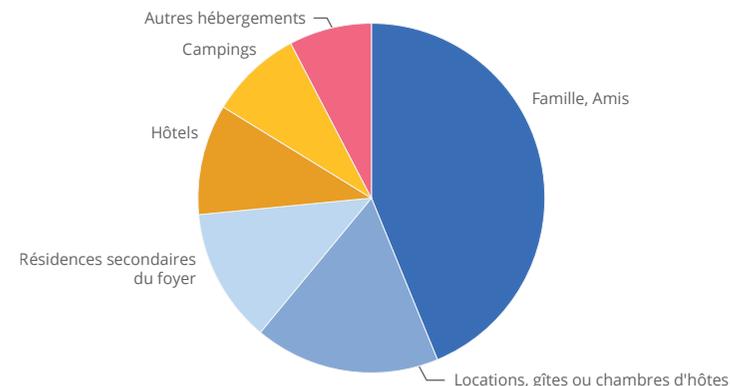
**Source** : Insee et partenaires régionaux, enquête de fréquentation touristique.

### Fréquentation des campings selon leur classement en 2021



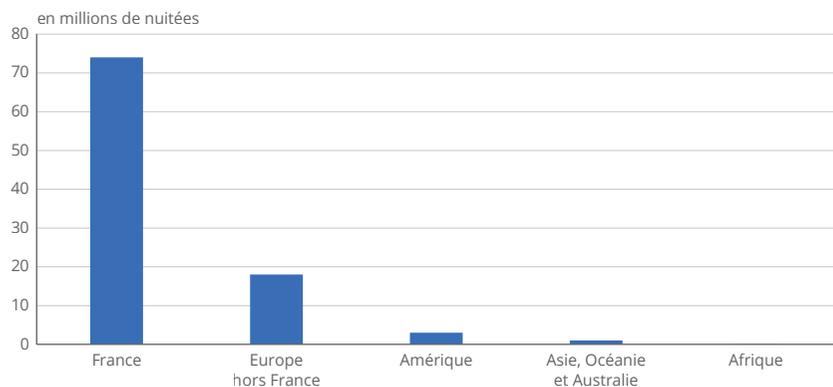
**Note :** les données sont cumulées sur la période.  
**Lecture :** entre mai et septembre 2021, la fréquentation des campings classés 3 étoiles s'élève à 33 millions de nuitées.  
**Champ :** France métropolitaine, période de mai à septembre, campings ayant au moins un emplacement de passage.  
**Source :** Insee et partenaires régionaux, enquête de fréquentation touristique.

### Nuitées selon le type d'hébergement en 2021



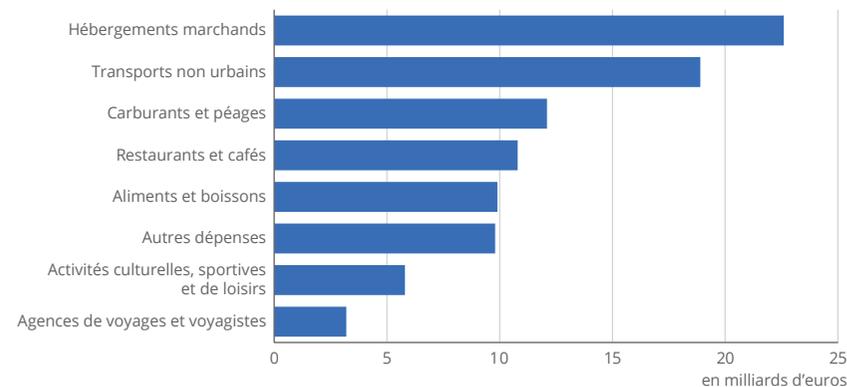
**Lecture :** en 2021, le nombre de nuitées à l'hôtel des voyages pour motif personnel est de 93 millions.  
**Champ :** personnes de 15 ans ou plus résidant en France métropolitaine et voyageant en France ou à l'étranger ; hébergements marchands ou non marchands.  
**Source :** Insee, enquête Suivi de la demande touristique (SDT).

### Fréquentation des hôtels selon la provenance de la clientèle en 2021



**Note :** les données sont cumulées sur la période.  
**Lecture :** entre juillet et décembre 2021, la fréquentation des hôtels par la clientèle résidente (venant de France) s'élève à 74 millions de nuitées.  
**Champ :** France métropolitaine, période de juillet à décembre.  
**Source :** Insee et partenaires régionaux, enquête de fréquentation touristique.

### Dépense touristique intérieure en 2020



**Lecture :** en 2020, l'hébergement marchand représente 22,6 milliards d'euros de l'ensemble de la dépense touristique intérieure.  
**Champ :** France.  
**Source :** Insee, compte satellite du tourisme - base 2014.

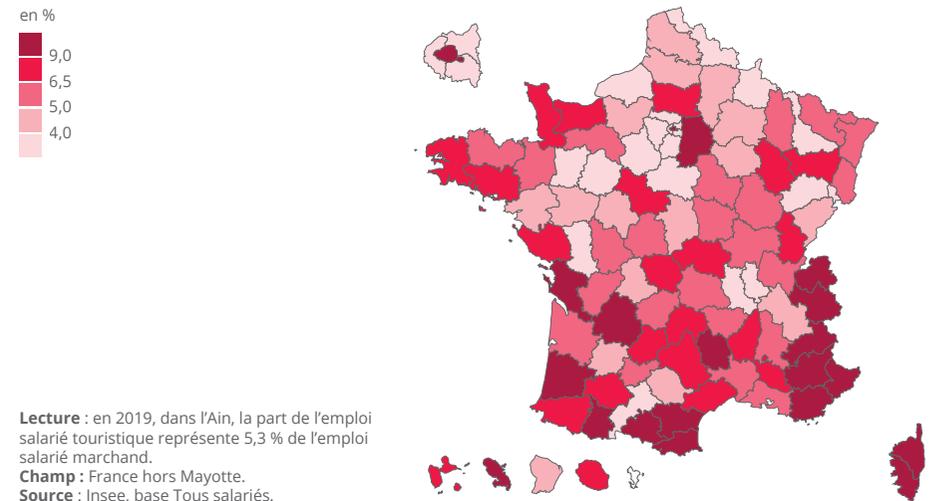
L'emploi touristique représente 6,3 % de l'**emploi salarié** marchand en France en 2019 avec d'importantes disparités départementales. La part selon les départements de l'emploi touristique dans l'emploi salarié marchand croît avec la fréquentation touristique ; elle est plus élevée sur le littoral, à la montagne ou en Île-de-France.

Les plus fortes capacités d'accueil en chambres **d'hôtels** se situent en Île-de-France et dans les régions méridionales. L'hôtellerie de plein air est très développée en Nouvelle Aquitaine et en Occitanie.

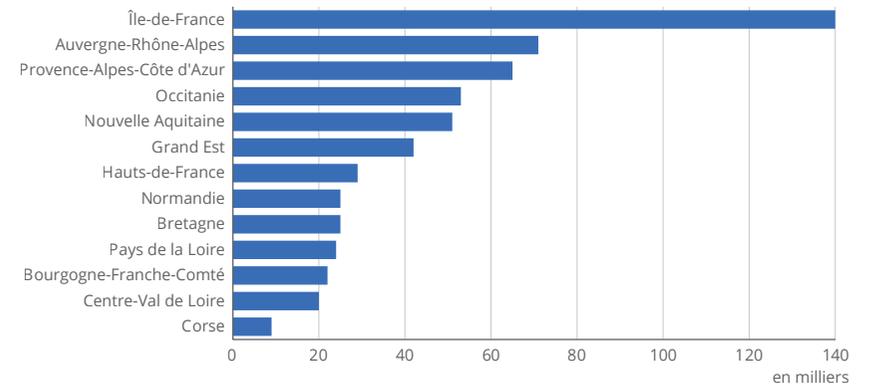
La forte attractivité du littoral, du massif alpin et de l'Île-de-France se reflète dans la répartition géographique du nombre de **nuitées** hôtelières. En 2021, l'Île-de-France, Auvergne-Rhône-Alpes et Provence-Alpes Côte d'Azur (PACA) représentent la moitié des nuitées hôtelières métropolitaines. Depuis 2019, dernière année avant la crise sanitaire, la fréquentation touristique a diminué, en raison notamment de la chute de fréquentation de la clientèle internationale, en particulier de celle provenant du Royaume-Uni et des États-Unis. Cependant, la clientèle résidente est particulièrement importante en France. Ce déficit de fréquentation est ainsi moindre en France que dans les principaux pays touristiques d'Europe, Espagne ou Italie notamment.

En outre, les hébergements proposés en France par des particuliers *via* les principales plateformes internationales complètent la capacité d'hébergement de touristes. L'absence de clientèle internationale dans ce type d'hébergement pendant la crise sanitaire a été en partie compensée par le recours de la clientèle résidente. Paris était déjà la première ville de l'Union européenne en 2019 pour les réservations de particuliers *via* les plateformes. Elle renforce sa position en 2020, devant Lisbonne et Barcelone.

### Part de l'emploi salarié touristique dans l'emploi salarié marchand en 2019

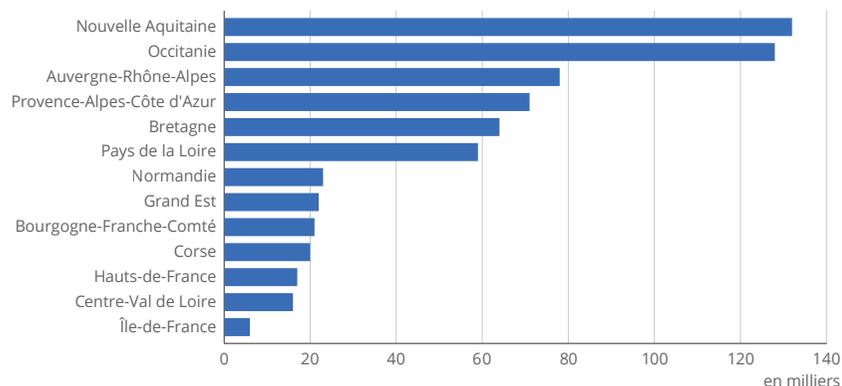


### Capacité des hôtels en 2021



**Note** : période de mai à septembre ; campings ayant au moins un « emplacement de passage ». Les données sont fournies en moyenne mensuelle sur la période.  
**Lecture** : entre mai et décembre 2021, en Île-de-France, la capacité des hôtels s'élève à 140 milliers de chambres.  
**Champ** : France métropolitaine.  
**Source** : Insee et partenaires régionaux, enquête de fréquentation touristique.

## Capacité des campings en 2021



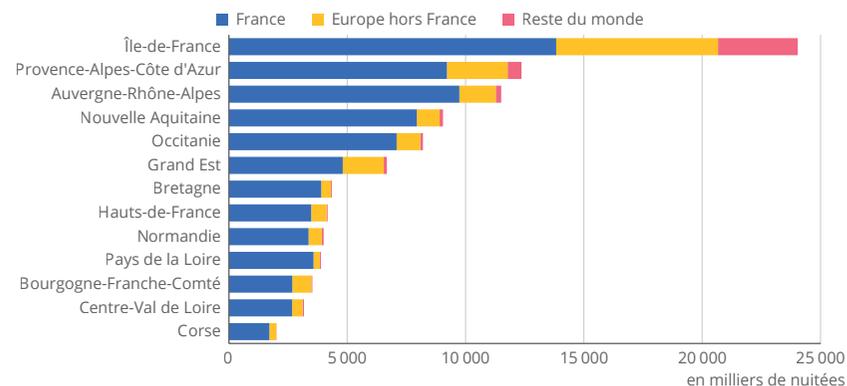
**Note :** période de mai à septembre ; campings ayant au moins un « emplacement de passage ». Les données sont fournies en moyenne mensuelle sur la période.

**Lecture :** entre mai et septembre 2021, en Île-de-France, la capacité des campings s'élève à 6 milliers d'emplacements.

**Champ :** France métropolitaine.

**Source :** Insee et partenaires régionaux, enquête de fréquentation touristique.

## Fréquentation des hôtels selon la provenance de la clientèle en 2021



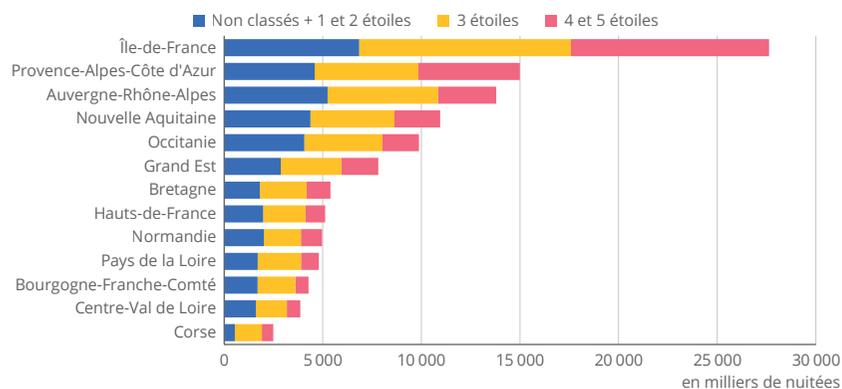
**Note :** les données sont cumulées sur la période de juillet à décembre.

**Lecture :** entre juillet et décembre 2021, en Île-de-France, la fréquentation des hôtels par la clientèle résidente (venant de France) s'élève à 13,8 millions de nuitées.

**Champ :** France métropolitaine.

**Source :** Insee et partenaires régionaux, enquête de fréquentation touristique.

## Fréquentation des hôtels selon leur classement en 2021



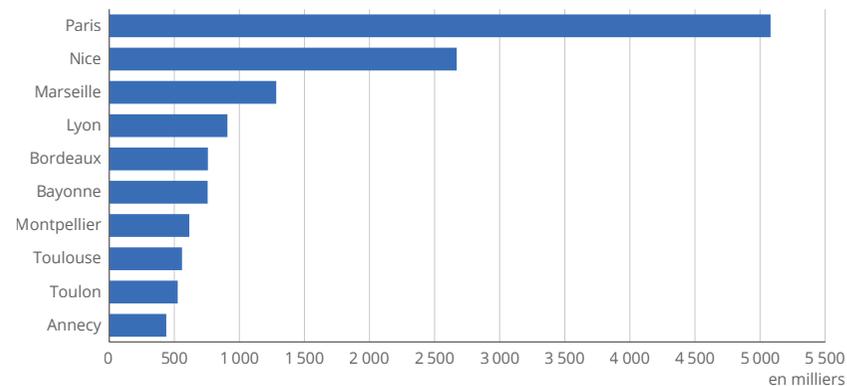
**Note :** période de mai à décembre.

**Lecture :** entre mai et décembre 2021, en Île-de-France, la fréquentation des hôtels classés 3 étoiles s'élève à 10,7 millions de nuitées.

**Champ :** France métropolitaine.

**Source :** Insee et partenaires régionaux, enquête de fréquentation touristique.

## Nuitées réservées via une plateforme internet dans les principales villes françaises en 2020

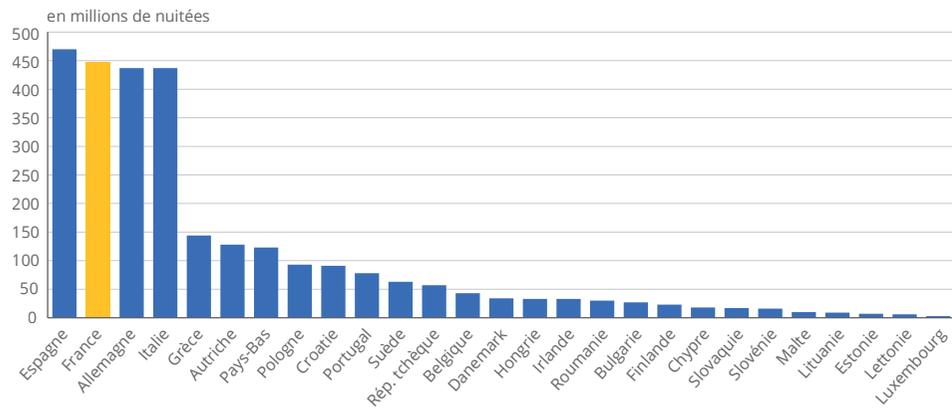


**Lecture :** avec 5 081 000 nuitées en 2020, Paris est la ville qui génère le tourisme le plus important dans les hébergements de particuliers proposés via les principales plateformes internationales au sein de l'Union européenne à 27 pays.

**Champ :** Union européenne à 27 pays, hébergements loués par des particuliers via les principales plateformes internationales.

**Source :** Eurostat (extraction du 26 novembre 2021).

### Fréquentation des hébergements collectifs touristiques en 2019



**Note :** donnée non disponible pour le Royaume-Uni.

**Lecture :** en 2019, en France, la fréquentation des hébergements collectifs touristiques représente 447 millions de nuitées.

**Source :** Eurostat (extraction du 5 février 2021).

# Économie sociale et solidaire

Les **entreprises** de l'économie sociale se caractérisent par leur statut juridique, à la fois privé et à caractère essentiellement non lucratif. À la fin de 2018, elles représentent 9,6 % de l'emploi salarié total en **équivalent temps plein**. Les associations emploient 75 % de ce volume de travail salarié ; 14 % est employé par les coopératives, 6 % par les mutuelles, et 4 % par les fondations.

La rémunération brute mensuelle pour un emploi à temps plein des salariés de l'économie sociale, 2 700 euros en moyenne, est moins élevée que dans l'ensemble de l'économie (3 040 euros en moyenne). Les salariés des associations sont, en moyenne, moins rémunérés (2 460 euros) que ceux des fondations, mutuelles et coopératives.

Les associations bénéficient, en outre, de l'apport d'activité des personnes bénévoles. Selon les domaines, l'activité des associations est plus ou moins soutenue par le bénévolat : les associations du sport, les associations de défense de causes, droits et intérêts, les associations de la culture, des spectacles, des activités artistiques, des loisirs s'appuient, pour plus de la moitié de leur activité, sur des heures bénévoles. Au contraire, l'activité salariée est majoritaire dans les domaines de l'action sociale ou médico-sociale, l'enseignement et la santé.

Quel que soit le domaine, les ressources courantes des associations employeuses sont très supérieures à celles des non employeuses.

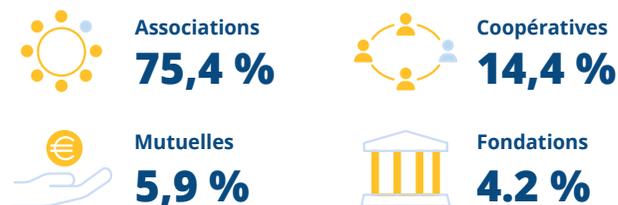
Les femmes sont en minorité parmi les présidents d'associations (35 %), alors qu'elles sont investies, au moins autant que les hommes, dans la gouvernance, sur les fonctions de trésorières et de secrétaires.

## En savoir plus

« **1,3 million d'associations : des hôpitaux et Ehpad aux associations de parents d'élèves et aux clubs de gym** », *Insee Première* n° 1857, mai 2021.

## Salariés dans l'économie sociale selon le statut juridique en 2018

**2 059 266** salariés en EQTP

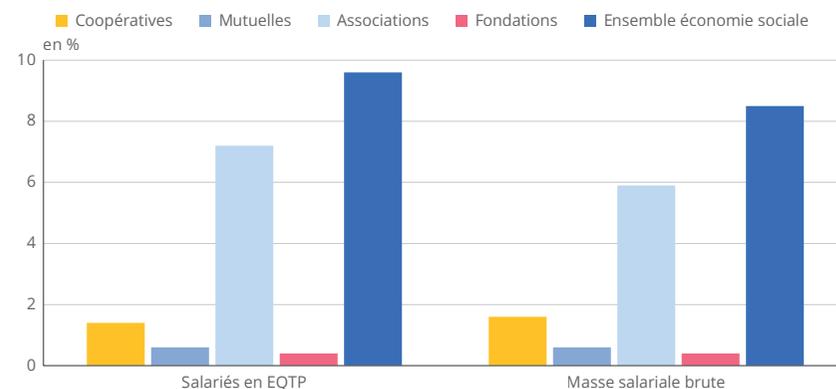


**Lecture** : en 2018, les associations emploient 75,4 % des 2,1 millions salariés en équivalent temps plein (EQTP) de l'économie sociale.

**Champ** : France, postes de travail de l'économie sociale à fin décembre (hors intérimaires).

**Source** : Insee, Flores.

## Caractéristiques de l'économie sociale selon le statut juridique en 2018

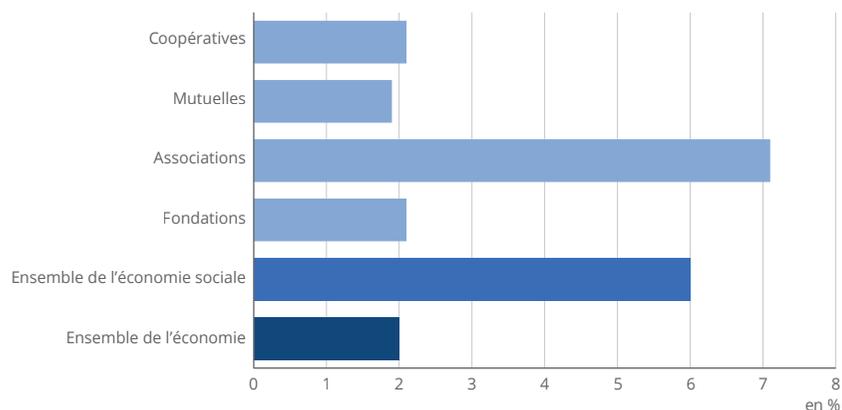


**Lecture** : en 2018, l'économie sociale représente 9,6 % des salariés en équivalent temps plein (EQTP) et 8,5 % de la masse salariale brute.

**Champ** : France, postes de travail des secteurs privé et public à fin décembre (hors intérimaires).

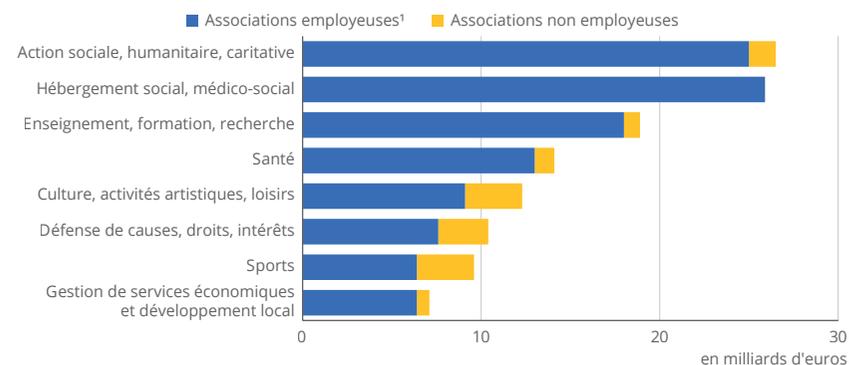
**Source** : Insee, Flores.

### Contrats aidés dans l'économie sociale selon le statut juridique en 2018



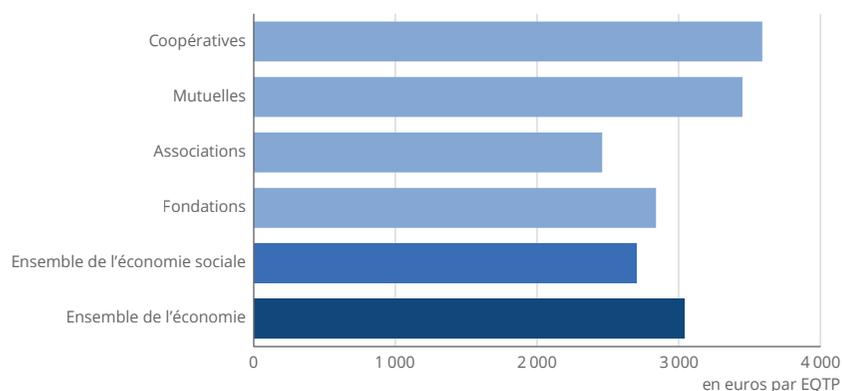
**Lecture :** en 2018, 6,0 % des salariés de l'économie sociale sont en contrat aidé.  
**Champ :** France, postes de travail des secteurs privé et public à fin décembre (hors intérimaires).  
**Source :** Insee, Flores.

### Ressources courantes des associations selon le domaine d'activité principal en 2018



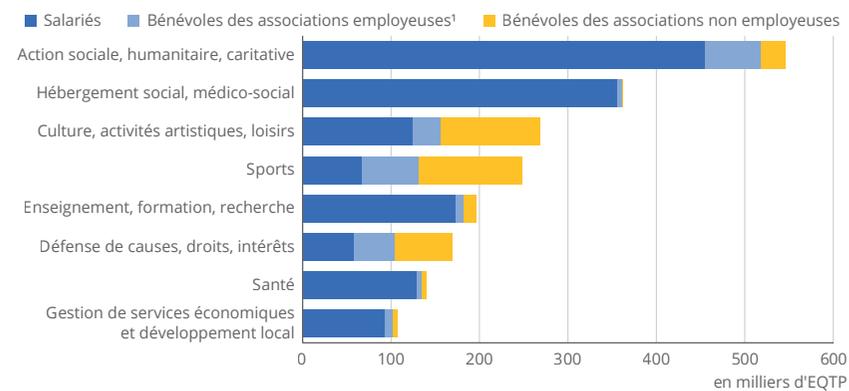
**1.** Ayant déclaré avoir eu recours à l'emploi salarié en 2018.  
**Lecture :** en 2018, les ressources courantes des associations sportives employeuses s'élèvent à 6,4 milliards d'euros.  
**Champ :** France, associations relevant de la loi 1901 et assimilées, ayant eu au moins un jour d'existence en 2018, hors celles ayant pour finalité principale de collecter des sommes d'argent pour les redistribuer auprès de bénéficiaires et les sociétés de courses liées aux hippodromes.  
**Source :** Insee, enquête Situation des associations.

### Rémunération brute mensuelle moyenne dans l'économie sociale selon le statut juridique en 2018



**Lecture :** en 2018, la rémunération brute moyenne en équivalent temps plein (EQTP) dans l'économie sociale est de 2 700 euros par mois.  
**Champ :** France, postes de travail des secteurs privé et public à fin décembre (hors intérimaires).  
**Source :** Insee, Flores.

### Salariés et bénévoles des associations par domaine d'activité principal en 2018



**1.** Ayant déclaré avoir eu recours à l'emploi salarié en 2018.  
**Lecture :** en 2018, les associations sportives emploient 67 000 salariés en équivalent temps plein (EQTP).  
**Champ :** France, associations relevant de la loi 1901 et assimilées, ayant eu au moins un jour d'existence en 2018, hors celles ayant pour finalité principale de collecter des sommes d'argent pour les redistribuer auprès de bénéficiaires et les sociétés de courses liées aux hippodromes.  
**Source :** Insee, enquête Situation des associations.







## Territoires, villes et quartiers

## Villes et quartiers

Les **unités urbaines** rassemblent toujours plus d'habitants. En 2018, en France métropolitaine, elles représentent 78,6 % de la population, soit 51,0 millions d'habitants. À l'exception de l'unité urbaine de Paris qui concentre plus de 10 millions d'habitants, les 10 plus grandes unités urbaines françaises comptent chacune entre 0,5 et 2 millions d'habitants.

Les **quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)** regroupent 8,0 % de la population. Cette part s'échelonne en métropole de 2,6 % en Bretagne à 12,9 % en Île-de-France. Elle est plus élevée dans les DOM (sauf en Martinique), notamment à Mayotte, où elle s'élève à 66,6 %.

Les quartiers prioritaires abritent une population plus jeune, avec près de deux fois plus de personnes de moins de 20 ans que de personnes de 60 ans ou plus, alors que ces deux populations sont équivalentes en France métropolitaine et dans les unités urbaines englobant des QPV. Les quartiers abritent en proportion deux fois plus de familles monoparentales et de ménages locataires qu'en métropole, et la part des résidences principales suroccupées y est nettement supérieure.

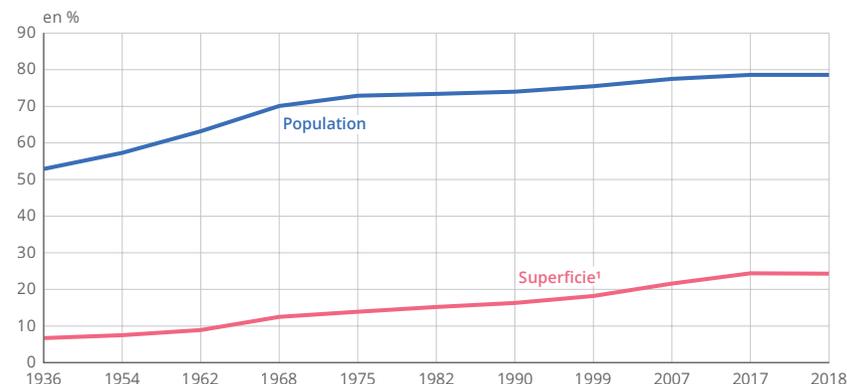
Le **taux de chômage** est deux fois plus élevé dans les quartiers prioritaires qu'au niveau national, et le **taux d'activité** y est plus faible. Le taux de chômage des femmes est un peu moins élevé que celui des hommes, mais leur taux d'activité est nettement inférieur.

Dans les quartiers prioritaires, la **médiane des revenus disponibles** est de 14 000 euros contre 21 700 euros dans les unités urbaines englobantes et 21 900 euros au niveau national. Le **taux de pauvreté** y est près de trois fois plus élevé et la part des ménages imposés y est deux fois plus faible.

### En savoir plus

« **Données sur les quartiers de la politique de la ville** », *Chiffres détaillés*.

### Évolution de la population et de la superficie des unités urbaines



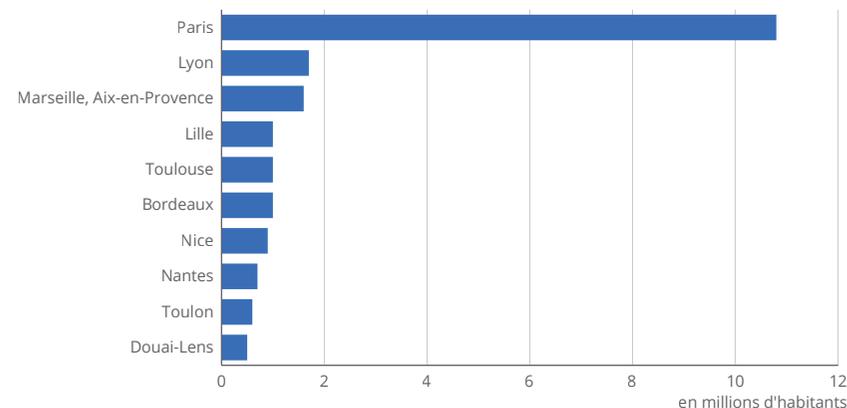
1. La superficie est calculée en divisant les superficies des unités urbaines par la superficie de la France métropolitaine en 2018.

**Lecture** : en 2018, la population dans les unités urbaines représente 78,6 % de la population totale.

**Champ** : France métropolitaine.

**Source** : Insee, recensements de la population.

### Les dix unités urbaines les plus peuplées en 2018

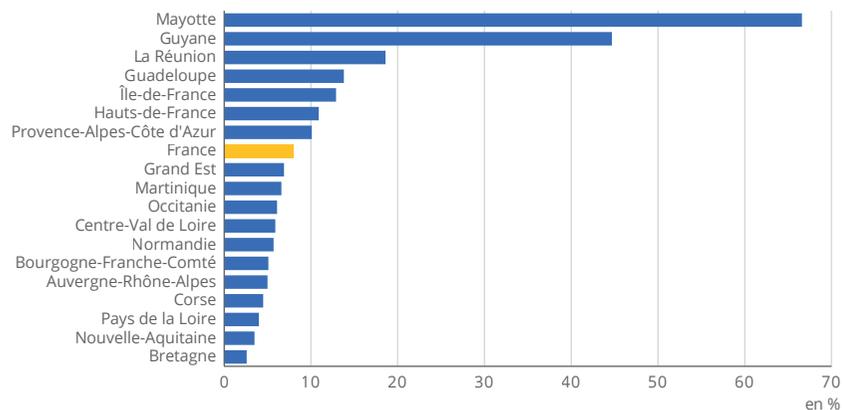


**Lecture** : en 2018, 10,8 millions d'habitants vivent dans l'unité urbaine de Paris.

**Champ** : France.

**Source** : Insee, recensement de la population.

## Part de la population en quartiers prioritaires en 2018

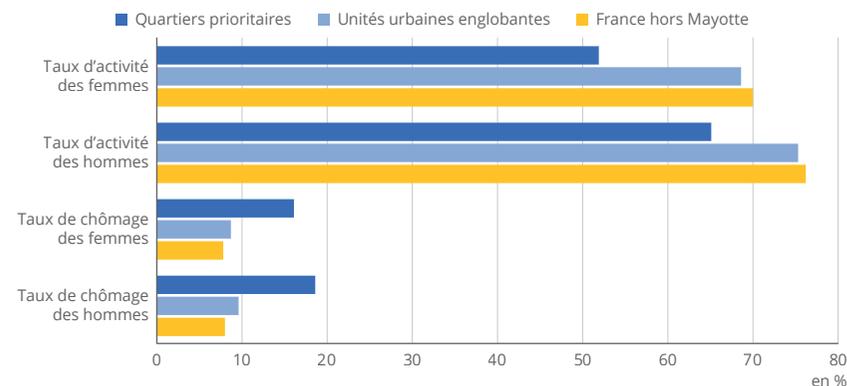


**Lecture :** en 2018, en Île-de-France, 12,9 % de la population vit dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV).

**Champ :** France.

**Source :** Insee, recensement de la population.

## Emploi en 2021

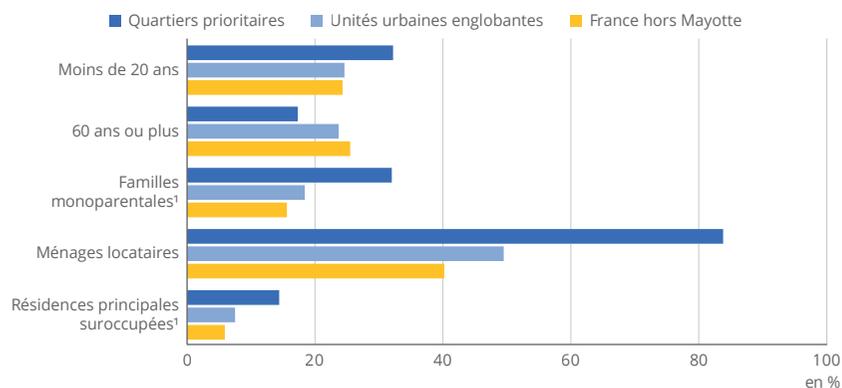


**Lecture :** en 2021, le taux d'activité des femmes âgées de 15 à 64 ans atteint 51,9 % dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville.

**Champ :** France hors Mayotte, population des ménages ; population des 15-64 ans pour les taux d'activité et population des 15 ans ou plus pour les taux de chômage.

**Source :** Insee, enquête Emploi.

## Démographie en 2017



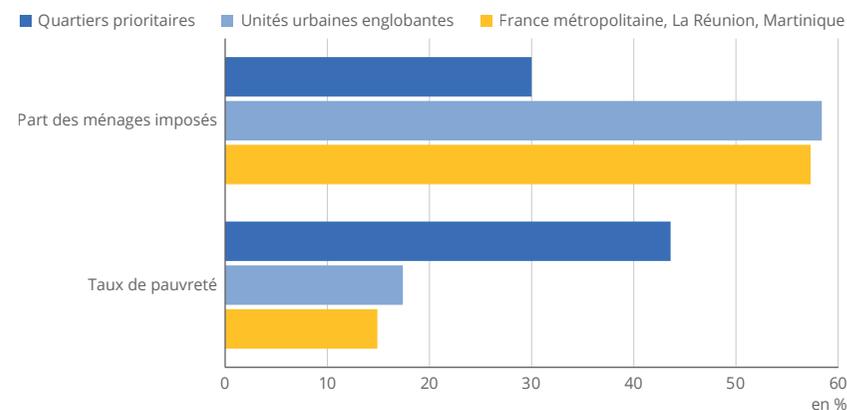
<sup>1</sup> France métropolitaine.

**Lecture :** en 2017, 32,2 % des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville ont moins de 20 ans.

**Champ :** France hors Mayotte.

**Source :** Insee, recensement de la population.

## Pauvreté en 2019



**Lecture :** en 2019, le taux de pauvreté atteint 43,6 % dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville.

**Champ :** France métropolitaine, La Réunion et Martinique.

**Sources :** Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-CCMSA, Fichier localisé social et fiscal (FILOSoFi).

## Dynamique des territoires

En 2018, 93 % de la population vit dans l'une des 699 **aires d'attraction des villes**. Avec 13 millions d'habitants, l'aire de Paris concentre 20 % de la population comme les treize autres aires de plus de 700 000 habitants. À l'opposé, 512 aires de moins de 50 000 habitants concentrent 12 % de la population.

Entre 2013 et 2018, la croissance de la population est la plus dynamique dans les très grandes aires d'attraction des villes (700 000 habitants ou plus). Le **solde naturel** y est largement positif, en lien avec la jeunesse de leur population. Dans les petites aires (moins de 50 000 habitants) et dans les communes hors attraction des villes, la population a en moyenne diminué entre 2013 et 2018. Le solde naturel y est négatif, en raison d'une proportion plus élevée de personnes âgées.

Les déménagements sont souvent liés aux étapes du cycle de vie. Pour leurs études supérieures ou leur premier emploi, les jeunes adultes quittent les petites aires et les communes hors attraction des villes et s'installent dans les aires de plus de 50 000 habitants, plus précisément dans leurs pôles. Puis, entre 30 et 40 ans, quand elles fondent une famille, les personnes partent des pôles pour habiter dans les couronnes périurbaines. Enfin, à l'âge de la retraite, elles sont nombreuses à quitter l'aire de Paris pour vivre dans des petites aires ou hors attraction des villes.

Ainsi, les personnes âgées sont plus présentes dans les petites aires et hors attraction des villes, les jeunes adultes et les personnes seules dans les communes-centres, et les couples avec enfants dans les couronnes.

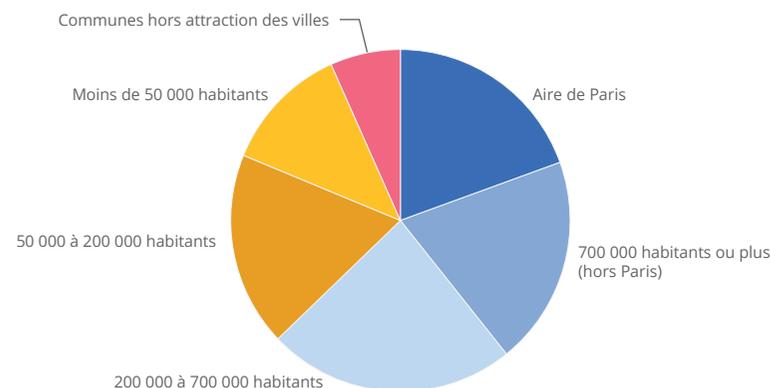
### En savoir plus

« Aires d'attraction des villes : plus de 15-29 ans et de cadres dans les pôles et dans les grandes aires », *Insee Première* n° 1827, novembre 2020.

« En France, neuf personnes sur dix vivent dans l'aire d'attraction d'une ville », *Insee Focus* n° 211, octobre 2020.

« Toujours plus d'habitants dans les unités urbaines », *Insee Focus* n° 210, octobre 2020.

### Population selon la taille des aires d'attraction des villes en 2018

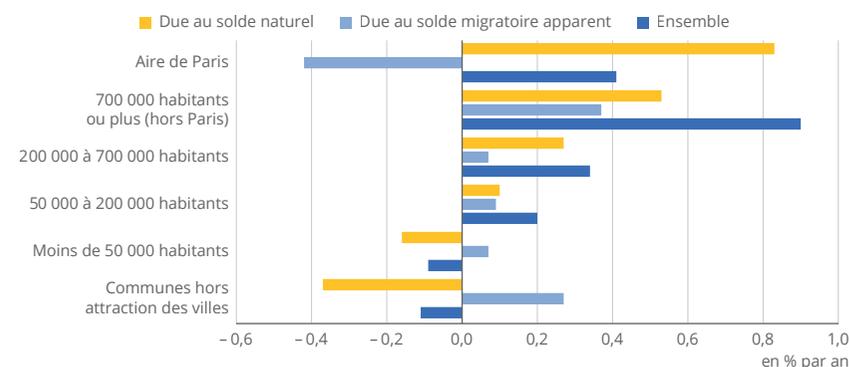


**Lecture** : en 2018, les communes hors attraction des villes regroupent 6,7 % de la population.

**Champ** : France, limites territoriales communales en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2021.

**Source** : Insee, recensement de la population.

### Évolution de la population entre 2013 et 2018 selon la taille des aires d'attraction des villes



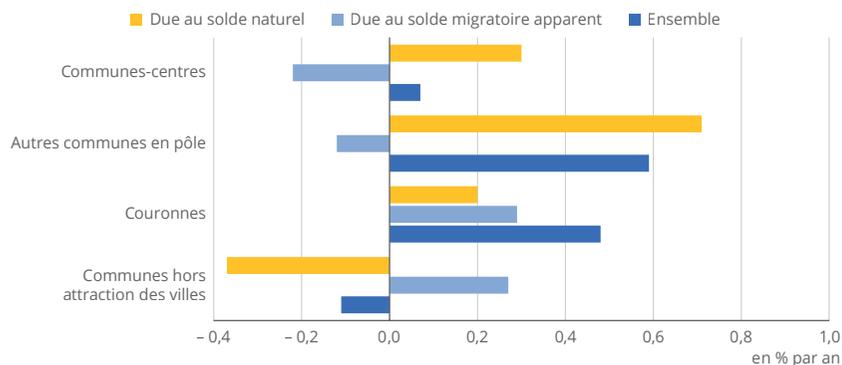
**Note** : du fait des arrondis, la somme des taux dus aux soldes naturel et migratoire diffère légèrement du taux de variation de la population.

**Lecture** : entre 2013 et 2018, la population a diminué en moyenne de 0,11 % par an dans les communes hors attraction des villes (dont -0,37 % dû au solde naturel et +0,27 % dû au solde migratoire apparent).

**Champ** : France hors Mayotte, limites territoriales communales en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2021.

**Source** : Insee, recensements de la population et statistiques de l'état civil.

### Évolution de la population entre 2013 et 2018 selon la catégorie des aires d'attraction des villes



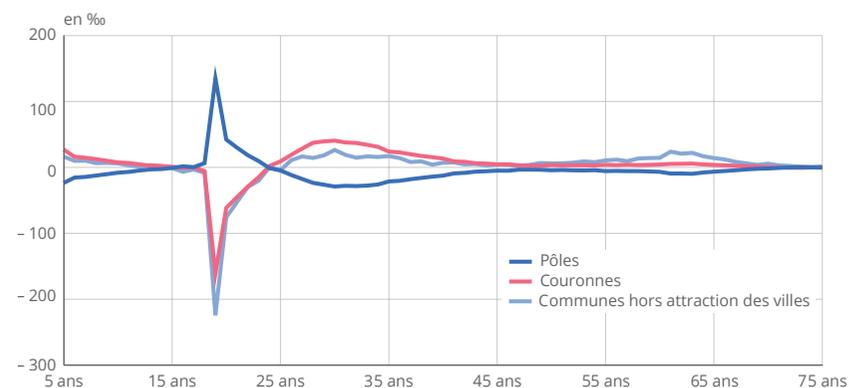
**Note :** du fait des arrondis, la somme des taux dus aux soldes naturel et migratoire diffère légèrement du taux de variation de la population.

**Lecture :** entre 2013 et 2018, la population a diminué en moyenne de 0,11 % par an dans les communes hors attraction des villes (dont - 0,37 % dû au solde naturel et + 0,27 % dû au solde migratoire apparent).

**Champ :** France hors Mayotte, limites territoriales communales en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2021.

**Source :** Insee, recensements de la population et statistiques de l'état civil.

### Taux de migration par âge selon la catégorie des aires d'attraction des villes en 2018

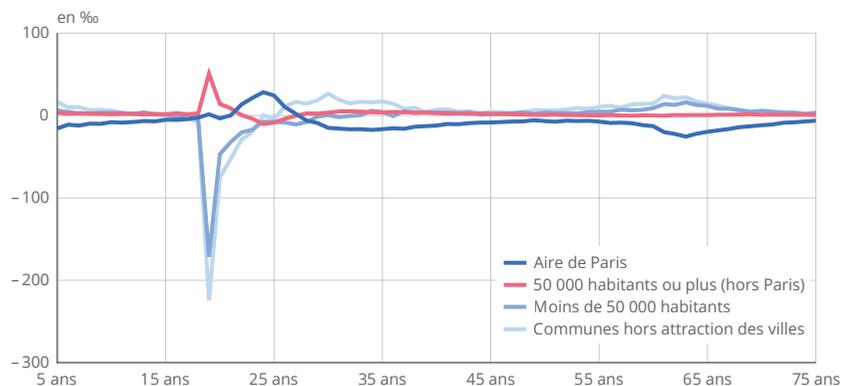


**Lecture :** en 2018, les personnes âgées de 25 ans ont été plus nombreuses à quitter les communes hors attraction des villes qu'à s'y installer. Le solde migratoire est négatif et représente 4,3 % des personnes de 25 ans.

**Champ :** France hors Mayotte, limites territoriales communales en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2021.

**Source :** Insee, recensement de la population.

### Taux de migration par âge selon la taille des aires d'attraction des villes en 2018

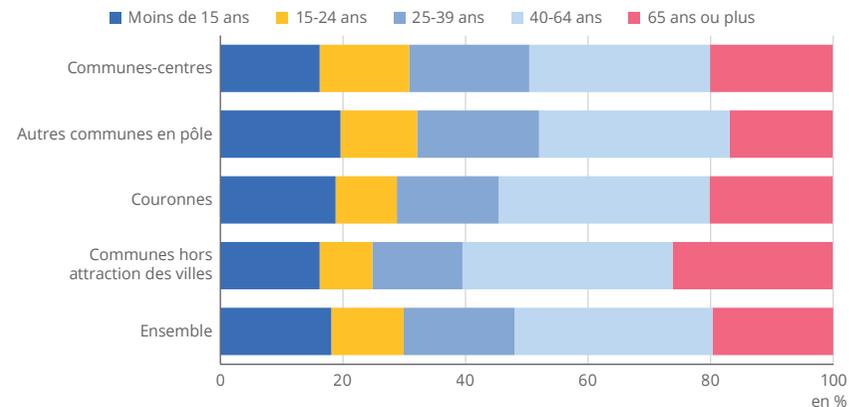


**Lecture :** en 2018, les personnes âgées de 25 ans ont été plus nombreuses à quitter les communes hors attraction des villes qu'à s'y installer. Le solde migratoire est négatif et représente 4,3 % des personnes de 25 ans.

**Champ :** France hors Mayotte, limites territoriales communales en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2021.

**Source :** Insee, recensement de la population.

### Âge de la population selon la catégorie des aires d'attraction des villes en 2018



**Lecture :** en 2018, 16,2 % des habitants des communes hors attraction des villes ont moins de 15 ans.

**Champ :** France, limites territoriales communales en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2021.

**Source :** Insee, recensement de la population.

Sur les 50 dernières années, la croissance de la **population** est la plus forte dans le bassin parisien, sur les façades atlantique et méditerranéenne et le long du Rhône. Une large diagonale qui part du sud-ouest jusqu'au nord-est voit sa population stagner ou diminuer.

La croissance démographique est portée principalement par le **solde naturel**. Les départements en déprise démographique ont un solde naturel positif qui ne compense pas leur **solde migratoire** négatif.

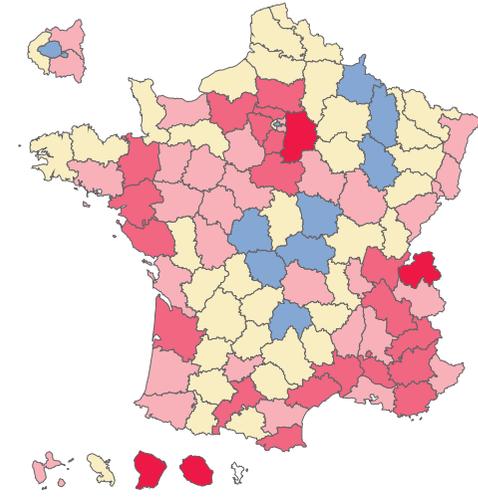
Dans le même temps, l'**emploi** total s'est fortement développé dans les départements en croissance démographique, et en particulier dans les départements des principales métropoles, comme la Haute-Garonne, la Gironde ou encore la Loire-Atlantique et l'Ille-et-Vilaine. Les départements du nord-est voient leur nombre d'emplois diminuer ou stagner depuis 1968, en raison principalement de la baisse prononcée de l'emploi industriel.

Les disparités territoriales du **taux de chômage** sont assez stables dans le temps. Depuis 2014, le taux de chômage de l'ensemble des départements des Hauts-de-France et du pourtour méditerranéen est supérieur à celui des autres départements de France métropolitaine ; celui d'Île-de-France est le plus faible, sauf depuis fin 2020. Le taux de chômage de l'ensemble des départements d'outre-mer (DOM) est très supérieur sur toute la période.

### Évolution annuelle moyenne de la population entre 1968 et 2018

en %

- 1,5
- 0,9
- 0,4
- 0,1



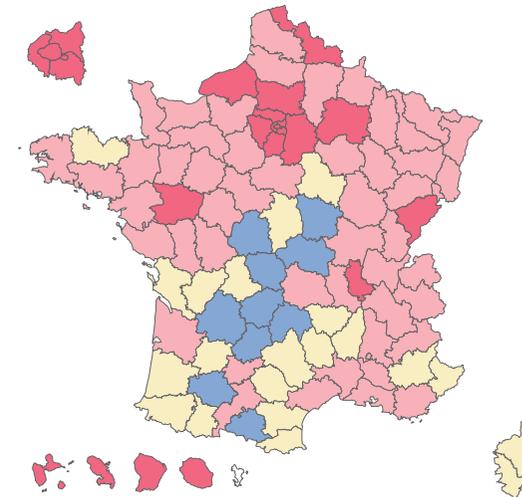
**Lecture** : entre 1968 et 2018, dans l'Ain, la population a augmenté en moyenne de 1,3 % par an.

**Champ** : France hors Mayotte.  
**Source** : Insee, recensements de la population.

### Évolution annuelle moyenne de la population due au solde naturel entre 1968 et 2018

en %

- 0,5
- 0,1
- 0,2

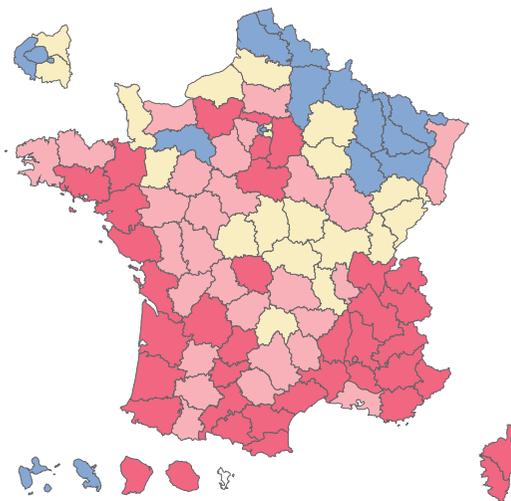


**Lecture** : entre 1968 et 2018, dans l'Ain, la variation de la population due au solde naturel est de 0,3 % par an.

**Champ** : France hors Mayotte.  
**Source** : Insee, recensements de la population.

### Évolution annuelle moyenne de la population due au solde migratoire apparent entre 1968 et 2018

en %



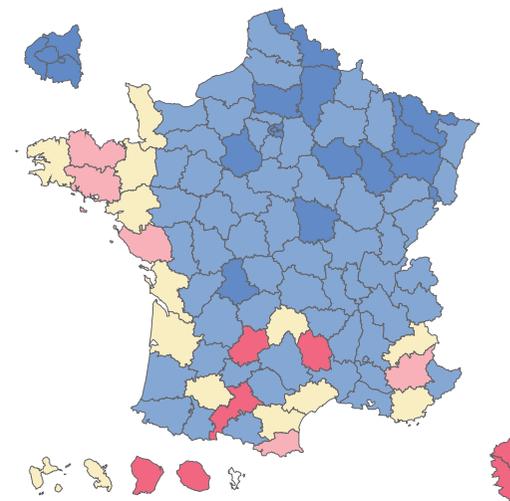
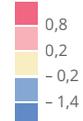
**Lecture :** entre 1968 et 2018, dans l'Ain, la variation de la population due au solde migratoire apparent est de 1,0 % par an.

**Champ :** France hors Mayotte.

**Source :** Insee, recensements de la population.

### Évolution annuelle moyenne de l'emploi industriel entre 1990 et 2020

en %



**Note :** données provisoires ; pour les départements d'outre-mer (DOM) évolution entre 2011 et 2020.

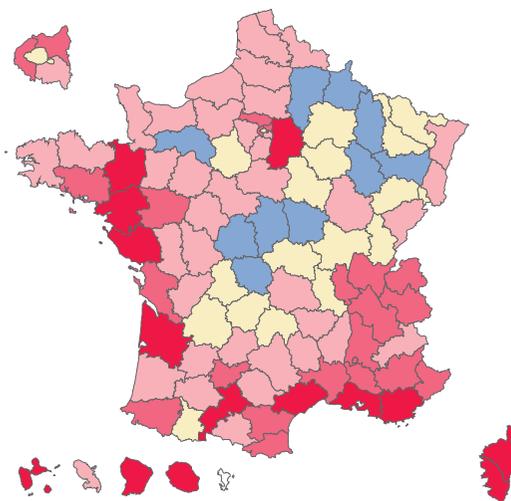
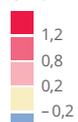
**Lecture :** entre 1990 et 2020, dans l'Ain, l'emploi industriel a diminué en moyenne de 0,5 % par an.

**Champ :** France hors Mayotte, personnes de 15 ans ou plus.

**Source :** Insee, estimations d'emploi.

### Évolution annuelle moyenne de l'emploi total entre 1990 et 2020

en %



**Note :** données provisoires.

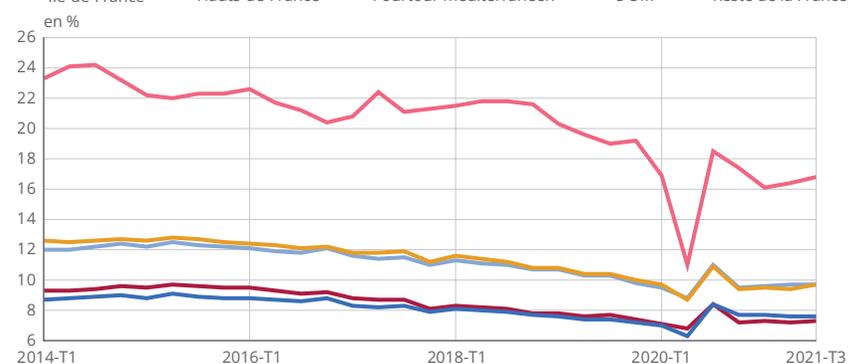
**Lecture :** entre 1990 et 2020, dans l'Ain, l'emploi total a augmenté en moyenne de 0,9 % par an.

**Champ :** France hors Mayotte, personnes de 15 ans ou plus.

**Source :** Insee, estimations d'emploi.

### Taux de chômage selon cinq grandes zones

— Île-de-France — Hauts-de-France — Pourtour méditerranéen<sup>1</sup> — DOM<sup>2</sup> — Reste de la France



1. Provence-Alpes-Côte d'Azur, Languedoc-Roussillon et Corse.

2. Départements d'outre-mer (DOM).

**Lecture :** au 3<sup>e</sup> trimestre 2021, en Île-de-France, le taux de chômage est de 7,6 %.

**Champ :** France hors Mayotte.

**Source :** Insee, taux de chômage localisés.

## Mobilité – Déplacement

Pour se rendre au travail, les personnes en emploi se déplacent majoritairement en voiture ou en deux-roues motorisés (72 % en 2018). 15 % des personnes en emploi empruntent les transports en commun ; ils sont le plus utilisés dans les plus grandes **aires d'attraction des villes**, notamment dans l'aire de Paris où 42 % des actifs se déplacent en métro, bus, tramway, RER ou train. Les habitants des communes-centres utilisent davantage le vélo et la marche à pied. Dans les couronnes des aires et les communes hors attraction des villes, la voiture est largement majoritaire. Les temps de déplacement y sont également plus longs.

Les cadres utilisent plus souvent les transports en commun car une part importante habite dans les pôles où l'offre de transports en commun est la plus développée. À l'inverse, les artisans et ouvriers, très peu présents dans les pôles, utilisent davantage la voiture pour se rendre au travail.

En 2018, plus de 400 000 personnes en emploi travaillent dans un pays frontalier. Une sur deux travaille en Suisse et une sur cinq au Luxembourg.

Entre 2017 et 2018, les 15-39 ans sont les plus nombreux à avoir déménagé, notamment pour suivre leurs études supérieures ou occuper leur premier emploi.

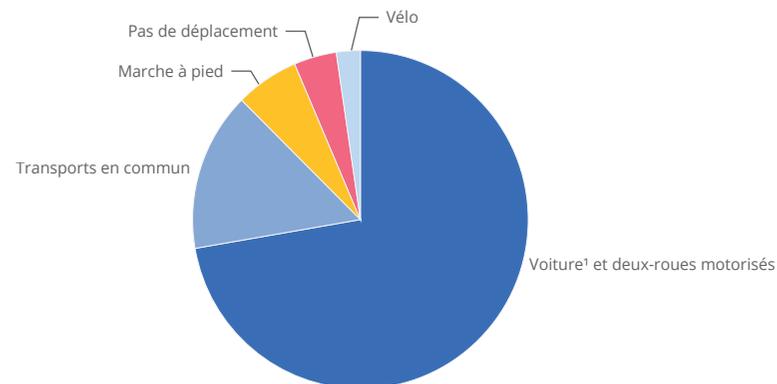
Les personnes de 25 à 54 ans habitent le plus fréquemment dans un autre département que celui de leur naissance. À partir de 55 ans, cette part diminue légèrement, témoignant du retour dans le département d'origine d'une partie de la population.

### En savoir plus

« La voiture reste majoritaire pour les déplacements domicile-travail, même pour de courtes distances », *Insee Première* n° 1835, janvier 2021.

FRANCE

### Mode de transport pour aller travailler en 2018



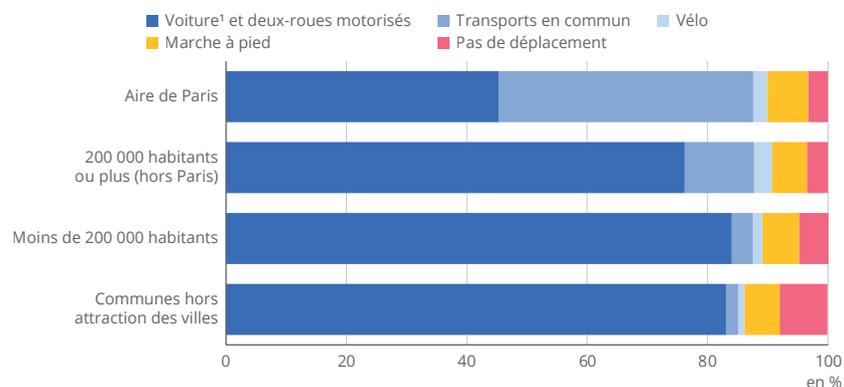
1. Inclut camions et fourgonnettes.

**Lecture** : en 2018, 15,2 % des personnes en emploi utilisent les transports en commun pour aller travailler.

**Champ** : France hors Mayotte, personnes se déclarant en emploi.

**Source** : Insee, recensement de la population.

### Mode de transport pour aller travailler selon la taille des aires d'attraction des villes en 2018



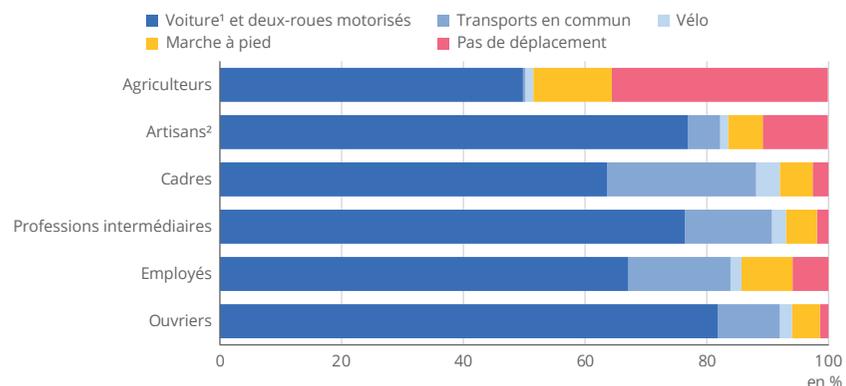
1. Inclut camions et fourgonnettes.

**Lecture** : en 2018, 2,0 % des personnes en emploi résidant dans une commune hors attraction des villes vont au travail en transports en commun.

**Champ** : France hors Mayotte, limites territoriales communales en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2021. Personnes se déclarant en emploi.

**Source** : Insee, recensement de la population.

### Mode de transport pour aller travailler selon la catégorie socioprofessionnelle en 2018



1. Inclut camions et fourgonnettes.

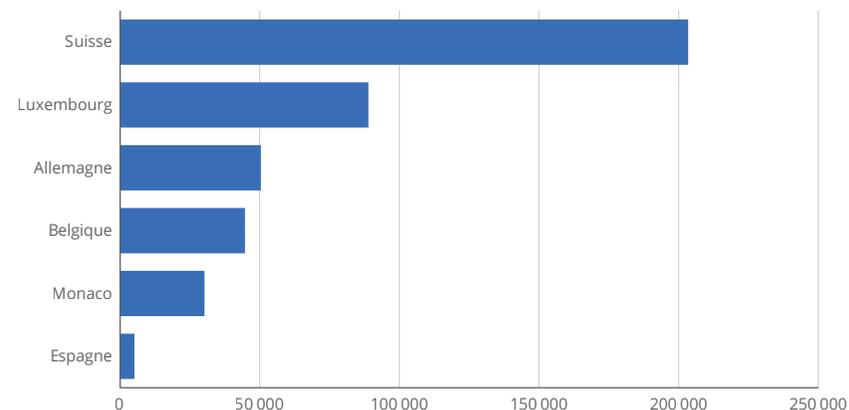
2. Artisans, commerçants et chefs d'entreprise.

**Lecture** : en 2018, 63,6 % des cadres utilisent la voiture pour aller travailler.

**Champ** : France hors Mayotte, personnes se déclarant en emploi.

**Source** : Insee, recensement de la population.

### Principaux flux de travailleurs transfrontaliers en 2018

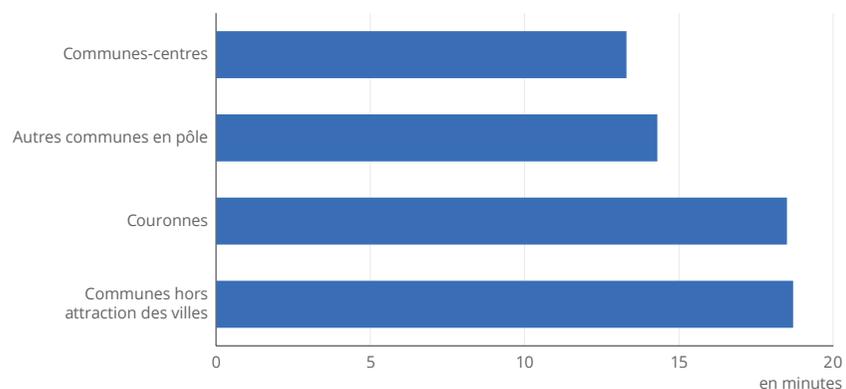


**Lecture** : en 2018, 203 400 personnes en emploi résidant en France travaillent en Suisse.

**Champ** : France métropolitaine, personnes se déclarant en emploi.

**Source** : Insee, recensement de la population.

### Temps de déplacement moyen pour aller travailler selon la catégorie des aires d'attraction des villes en 2017

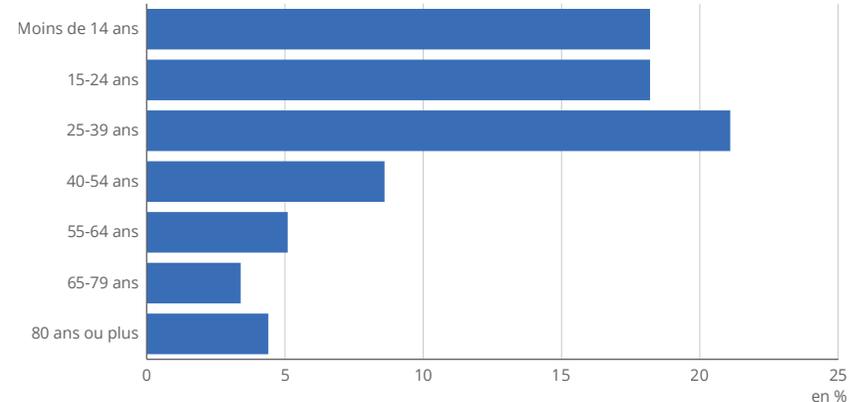


**Lecture** : en 2017, les personnes en emploi habitant dans une commune hors attraction des villes mettent en moyenne 19 minutes pour aller au travail.

**Champ** : France hors Mayotte, limites territoriales communales en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2020. Personnes se déclarant en emploi et se déplaçant pour aller travailler à moins de 200 km.

**Source** : Insee, recensement de la population.

### Personnes ayant déménagé au cours des 12 derniers mois selon l'âge en 2018



**Lecture** : entre 2017 et 2018, 18,2 % des personnes de 15 à 24 ans ont déménagé.

**Champ** : France hors Mayotte.

**Source** : Insee, recensement de la population.

Les mobilités résidentielles continuent à se développer depuis les années 60. En 1968, de nombreux résidents vivent dans leur département de naissance : seuls 10 % des départements présentent une part de personnes nées et vivant dans leur département de naissance inférieure à 50 %. En 2018, 45 % des départements ont une part inférieure à 50 %.

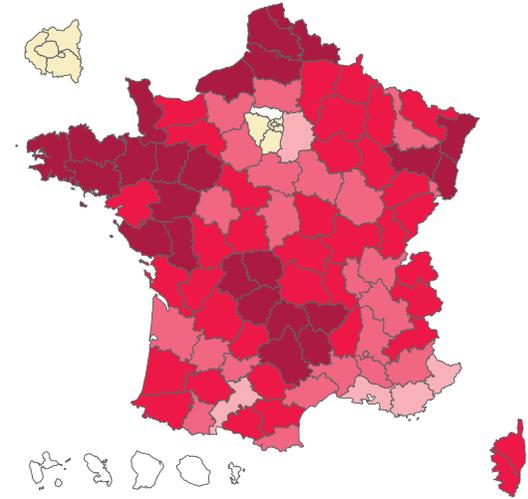
La géographie des migrations résidentielles présente des différences toujours marquées entre les départements du nord et de l'est, pour lesquels les départs sont plus nombreux que les arrivées, et ceux du sud et de la façade atlantique où, à l'inverse, les **soldes migratoires** sont positifs.

L'opposition entre les départements du nord et ceux du sud se vérifie également pour les personnes en âge d'activité et autour du départ à la retraite : les départements du nord affichent, dans l'ensemble, des soldes négatifs pour ces deux catégories de population, alors que les départements du sud et de la façade atlantique ont des soldes positifs.

Les migrations des jeunes de 15 à 25 ans, liées en grande partie aux études ou à l'entrée dans la vie active, répondent à d'autres logiques. Les migrations étudiantes sont principalement liées à l'offre de formations d'enseignement supérieur, qui se trouve être beaucoup plus riche et diversifiée dans les plus grandes villes et notamment les métropoles. Celles-ci peuvent ainsi attirer un grand nombre d'étudiants tout en étant situées dans des départements qui, globalement, présentent des soldes migratoires négatifs. L'Île-de-France (Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Paris), et le Nord accueillent en effet de nombreux étudiants. Mais ces arrivées ne compensent pas les départs d'autres catégories de population.

### Part des personnes nées et résidant dans leur département de naissance en 1968

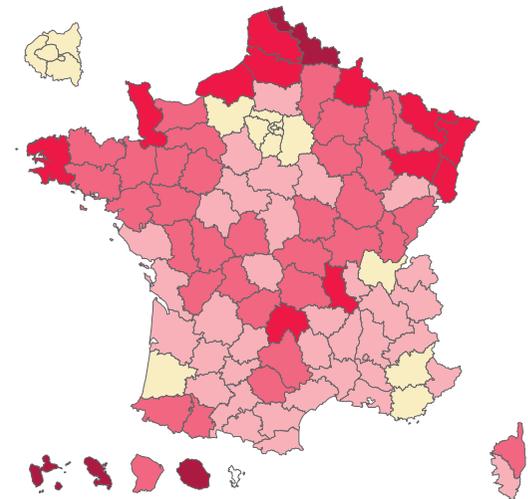
en %  
 75  
 65  
 52  
 40



**Lecture** : en 1968, dans l'Ain, 63 % des habitants sont nés dans ce département.  
**Champ** : France métropolitaine.  
**Source** : Insee, recensement de la population.

### Part des personnes nées et résidant dans leur département de naissance en 2018

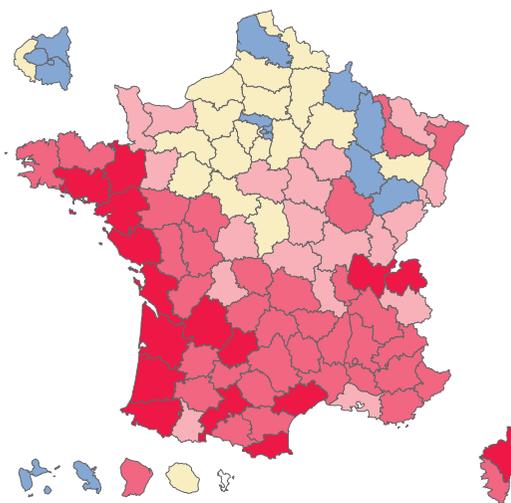
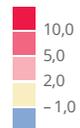
en %  
 75  
 65  
 52  
 40



**Lecture** : en 2018, dans l'Ain, 31 % des habitants sont nés dans ce département.  
**Champ** : France hors Mayotte.  
**Source** : Insee, recensement de la population.

### Taux de migration interne nette en 2018

en ‰



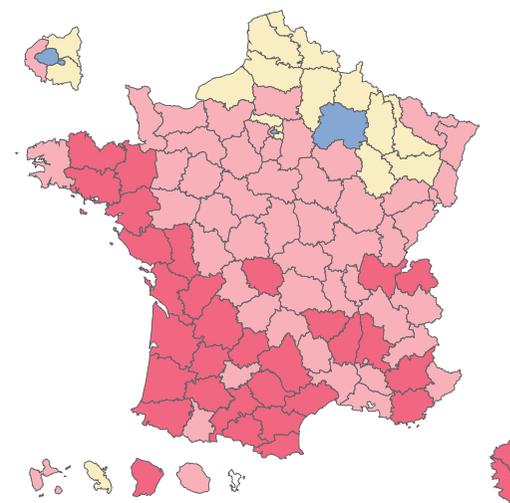
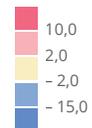
**Lecture** : en 2018, dans l'Ain, le taux de migration interne nette s'élève à 12,7 ‰.

**Champ** : France hors Mayotte.

**Source** : Insee, recensement de la population.

### Taux de migration interne nette des 25-55 ans en 2018

en ‰



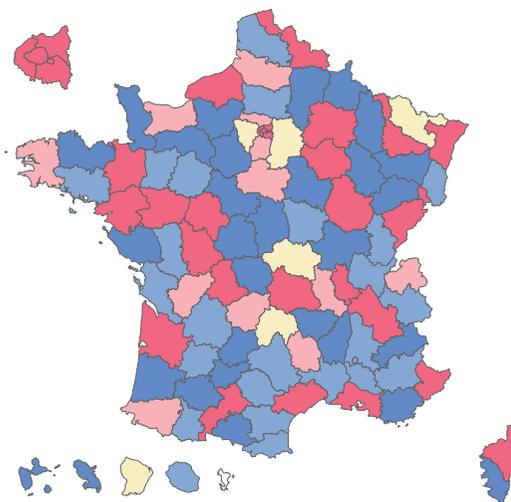
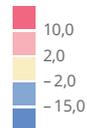
**Lecture** : en 2018, dans l'Ain, le taux de migration interne nette des 25-55 ans s'élève à 21,4 ‰.

**Champ** : France hors Mayotte, personnes de 25 à 55 ans.

**Source** : Insee, recensement de la population.

### Taux de migration interne nette des 15-25 ans en 2018

en ‰



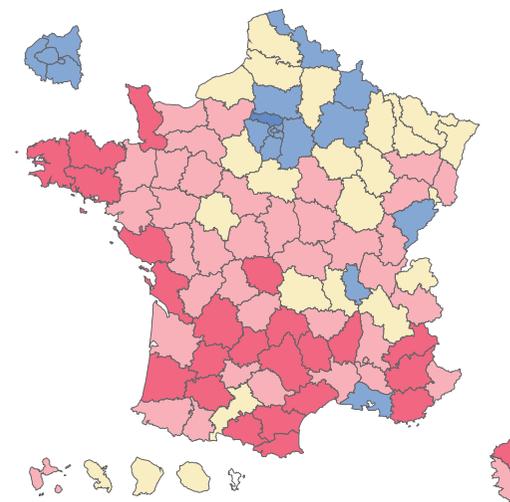
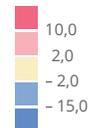
**Lecture** : en 2018, dans l'Ain, le taux de migration interne nette des 15-25 ans s'élève à -4,5 ‰.

**Champ** : France hors Mayotte, personnes de 15 à 25 ans.

**Source** : Insee, recensement de la population.

### Taux de migration interne nette des 55-70 ans en 2018

en ‰



**Lecture** : en 2018, dans l'Ain, le taux de migration interne nette des 55-70 ans s'élève à 3,6 ‰.

**Champ** : France hors Mayotte, personnes de 55 à 70 ans.

**Source** : Insee, recensement de la population.



## Développement durable – Environnement



# Environnement

En 2019, la dépense nationale en faveur de la protection de l'environnement s'élève à 54,3 milliards d'euros (Md€). Elle est dédiée à la protection de l'air, de la biodiversité et des paysages, la collecte et traitement des déchets, la protection et dépollution des sols et des eaux, la lutte contre le bruit et d'autres activités de protection de l'environnement (frais de fonctionnement de l'administration publique et des opérateurs chargés des questions environnementales notamment). Les entreprises sont les principaux financeurs des dépenses de protection de l'environnement (22,6 Md€, soit 42 %), devant les administrations publiques – État et ses ministères, collectivités locales, organismes publics (16,6 Md€, soit 31 %) – et les ménages (14,2 Md€, soit 26 %).

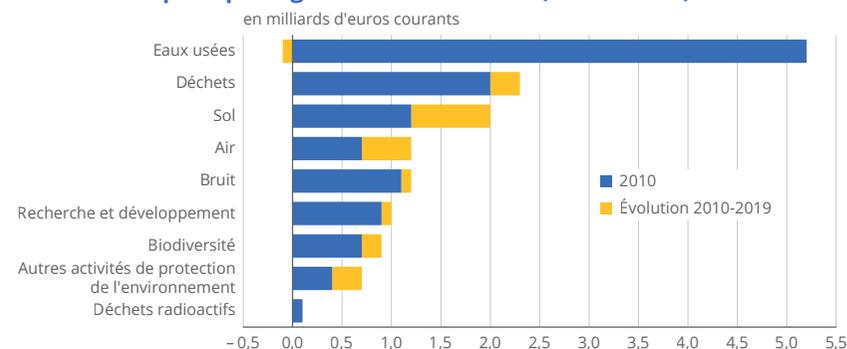
Depuis le début des années 2000, la qualité de l'air extérieur et des cours d'eau s'améliore, notamment grâce à la baisse des rejets de polluants dans l'atmosphère et à l'amélioration des performances des stations d'épuration. Ainsi, la concentration dans l'air des **particules fines** de diamètre inférieur à 10 µm a baissé de 44 % entre 2000 et 2020 et la concentration en **orthophosphates** dans les cours d'eau d'environ 49 %. De même, la production de **déchets** diminue (343 millions de tonnes en 2018 contre 408 millions de tonnes en 2004) et leur **recyclage** monte en puissance.

Malgré les progrès technologiques et le développement de l'**économie circulaire**, les besoins de la France en ressources naturelles peinent à diminuer : depuis la **fin des années 2000**, l'**empreinte matières** reste stable autour de 14 tonnes par habitant. Le recours aux énergies renouvelables progresse (19,1 % de la consommation finale brute d'énergie en 2020, soit 6 points de plus qu'en 2010) mais reste en deçà des objectifs fixés à la France par l'Union européenne (UE) à l'horizon 2020 (23 %). La **fragmentation** des paysages, par l'**artificialisation des sols** et les pratiques culturales, contribue fortement à l'érosion de la **biodiversité**. Sur la période 1989-2019, l'**abondance des oiseaux** des milieux agricoles est en déclin de 53 % en France métropolitaine. Enfin, viennent s'ajouter à cela les effets du **changement climatique** (augmentation de la température moyenne, modification des précipitations).

## En savoir plus

Service des données et études statistiques (SDES) du ministère de la Transition écologique.  
Information environnementale du ministère de la Transition écologique.

## Investissements pour protéger l'environnement (hors climat)



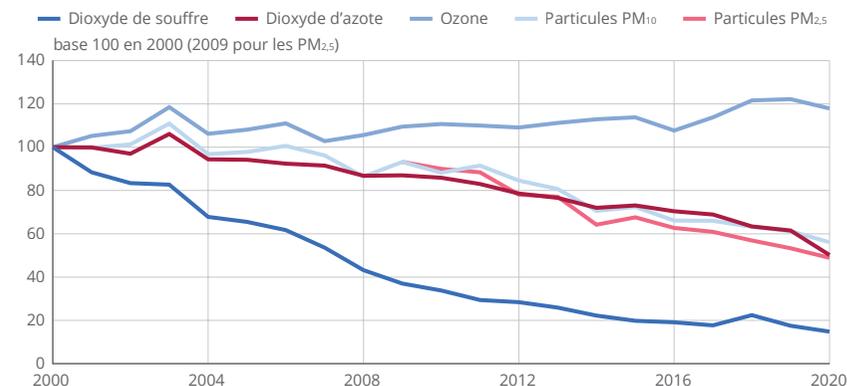
**Note** : ces données sont dites « hors climat » car seule une petite partie des dépenses consacrées à la lutte contre les changements climatiques est comptabilisée dans le domaine de la protection de l'environnement (pots catalytiques, double vitrage...). À terme, le domaine de la gestion durable des ressources naturelles, actuellement exclu des décomptes, aura vocation à couvrir l'essentiel des dépenses concernées, avec la production d'énergies à partir de sources renouvelables et la maîtrise de l'énergie, y compris l'efficacité thermique des bâtiments (activités de rénovation et construction).

**Lecture** : en 2019, l'ensemble des agents économiques (entreprises, administrations publiques et ménages) ont investi 5,1 milliards d'euros dans le domaine des eaux usées.

**Champ** : France.

**Source** : SDES, compte satellite de l'environnement 2021.

## Concentration de polluants atmosphériques



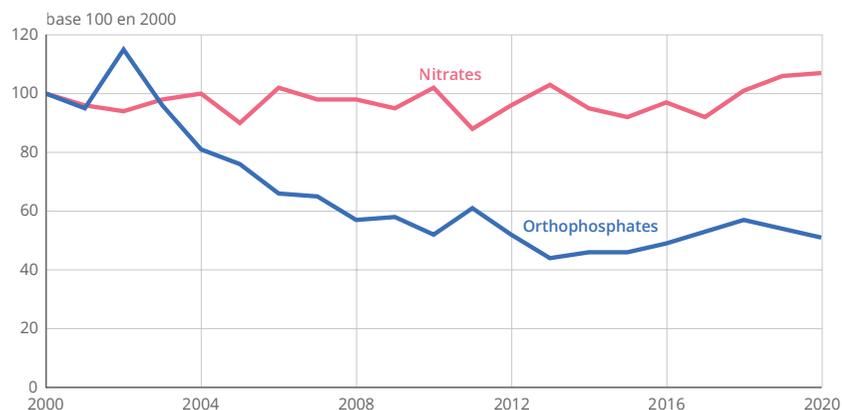
**Note** : les concentrations d'ozone sont mesurées en période estivale (moyenne du 1<sup>er</sup> avril au 30 septembre). Avant 2009, l'indice PM<sub>2,5</sub> est indisponible ; en 2009, il est égal à l'indice PM<sub>10</sub> par hypothèse.

**Lecture** : depuis 2000, les concentrations de particules PM<sub>10</sub> ont diminué de 43,9 % en fond urbain.

**Champ** : France métropolitaine hors Corse.

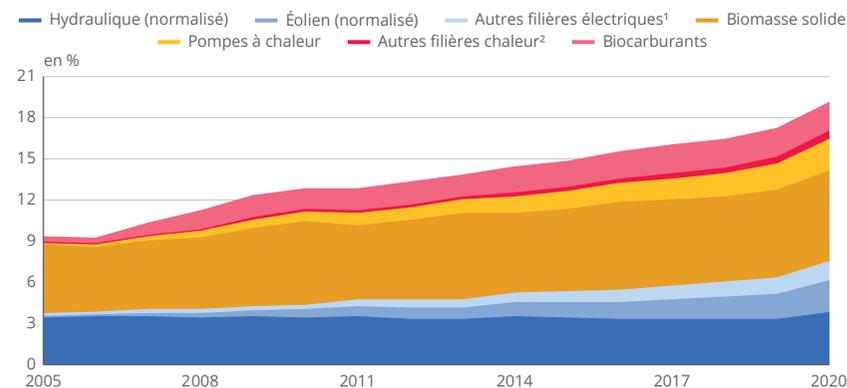
**Source** : Géod'Air, juin 2021 ; traitements SDES, 2021.

## Concentration de polluants dans les cours d'eau



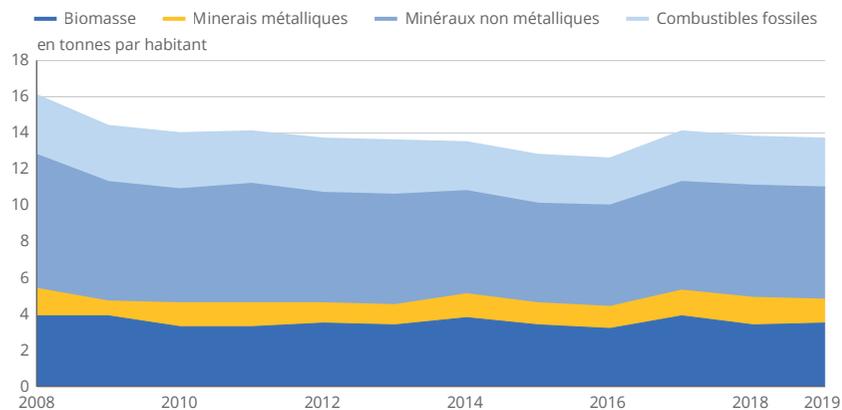
**Lecture** : depuis 2000, les concentrations des orthophosphates dans les cours d'eau ont baissé de 49 %.  
**Champ** : France métropolitaine.  
**Sources** : ministère du Développement durable ; système d'information sur l'eau.

## Part des énergies renouvelables par filière



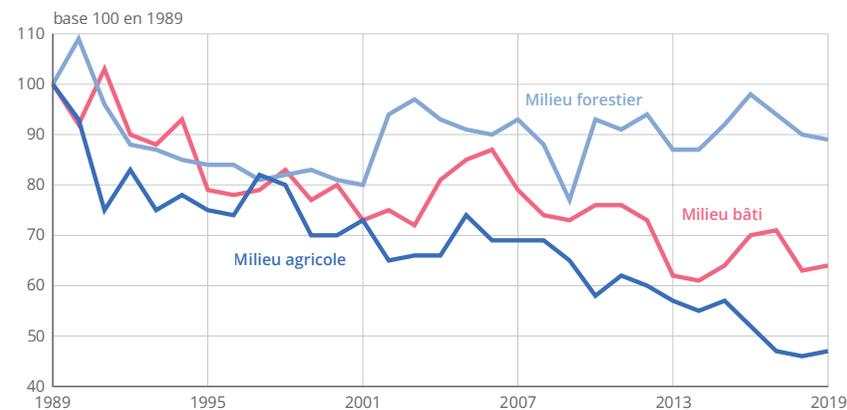
1. Solaire photovoltaïque, énergies marines et électricité à partir de biomasse et de géothermie.  
 2. Solaire thermique, géothermie et biogaz.  
**Lecture** : en 2020, les énergies renouvelables (EnR) représentent 19,1 % de la consommation finale brute d'énergie.  
**Champ** : France.  
**Source** : SDES.

## Empreinte matières par principale catégorie



**Lecture** : en 2019, l'empreinte matières représente 13,7 tonnes par habitant.  
**Champ** : France.  
**Sources** : Douanes ; Eurostat ; SDES.

## Abondance des oiseaux communs



**Lecture** : depuis 1989, l'abondance des oiseaux communs des milieux agricoles a diminué de 53 %.  
**Champ** : France métropolitaine.  
**Source** : Muséum national d'histoire naturelle, centre d'écologie et de sciences de la conservation (MNHN, Cescs), 2020.

La qualité de l'air continue de s'améliorer en France, grâce à la réduction des émissions de polluants, accentuée par les confinements en 2020. Toutefois, de nombreuses agglomérations présentent des niveaux de pollution supérieurs aux seuils réglementaires en particulier à l'**ozone**. Elles se situent dans l'est et le sud-est de la France métropolitaine, l'Île-de-France, la Normandie et les Hauts-de-France.

La pollution des cours d'eau aux **nitrates** est stable depuis vingt ans, mais de fortes disparités géographiques persistent. Quatre bassins versants de Seine-Normandie connaissent des concentrations moyennes particulièrement élevées. Les cours d'eau sont également exposés à la contamination par les **pesticides** (principalement les herbicides). Les teneurs les plus élevées concernent les zones de grandes cultures, d'arboriculture et de viticulture. Seuls les territoires montagneux ou constitués de surfaces agricoles moins traitées sont épargnés.

En 2019, les municipalités ont collecté 35 millions de tonnes de déchets ménagers et assimilés (DMA) hors déblais et gravats dont 50 % ont été valorisés. Les performances départementales de valorisation sont inégales. Les régions de Bretagne, des Pays de la Loire et des départements plus ruraux valorisent davantage leurs DMA. Les départements les moins efficaces sont majoritairement les plus denses ou les plus touristiques. Les départements d'outre-mer (DOM), hormis la Réunion, valorisent peu leurs **déchets**.

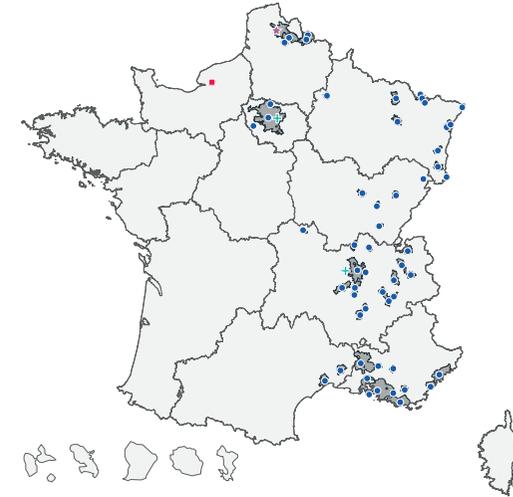
Au même titre que la valorisation des déchets, la production d'énergies renouvelables est un moyen de préserver l'environnement. En 2019, la production d'électricité renouvelable (hydraulique, éolien, photovoltaïque mais aussi thermique renouvelable issue de biomasse) représente plus de 45 % de la consommation intérieure d'électricité en Occitanie et en Auvergne-Rhône-Alpes. Grâce à la présence des massifs montagneux, ces régions bénéficient, en effet, de ressources hydrauliques importantes.

La consommation finale énergétique est élevée dans les Hauts-de-France et en Grand Est, régions aux hivers rigoureux et qui présentent un bâti ancien, énergivore, avec des logements de grande taille.

### Agglomérations ne respectant pas les seuils réglementaires de qualité de l'air en 2020

Polluants ne respectant pas la réglementation

- ★ Ni (1)
- O<sub>3</sub> (54)
- + NO<sub>2</sub> (2)
- SO<sub>2</sub> (1)
- Agglomération en dépassement (56)



**Lecture** : en 2020, 54 agglomérations, dont Paris, Lyon et Marseille, ont souffert d'un niveau de pollution à l'ozone particulièrement nocif pour la santé humaine, selon le seuil réglementaire européen (directive 2008/50/CE du 21 mai 2008).

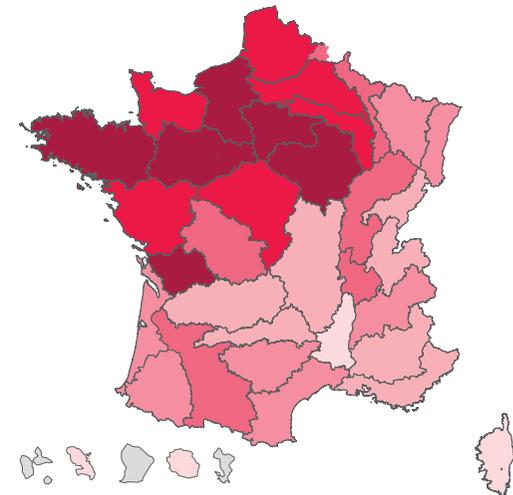
**Champ** : France.

**Sources** : Géod'air, traitement SDES, juillet 2021.

### Concentration moyenne en nitrates sur la période 2017-2019

Concentration moyenne, en mg d'azote/l

- Plus de 5
- 4 - 5
- 3 - 4
- 2 - 3
- 1 - 2
- 0 - 1
- indéterminé

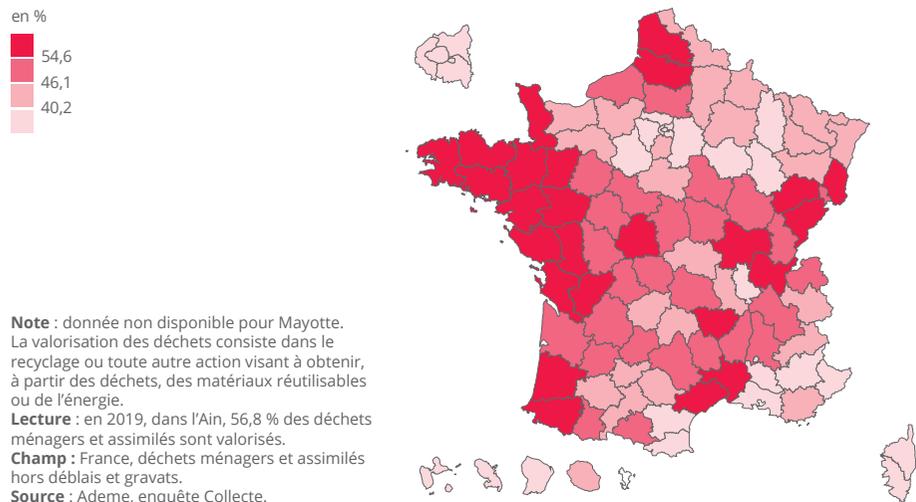


**Lecture** : sur la période 2017-2019, la concentration moyenne en nitrates des eaux de surface dépasse les 5 milligrammes d'azote par litre dans les régions situées tout au long de deux fleuves : la Seine et la Charente, ainsi qu'en Bretagne.

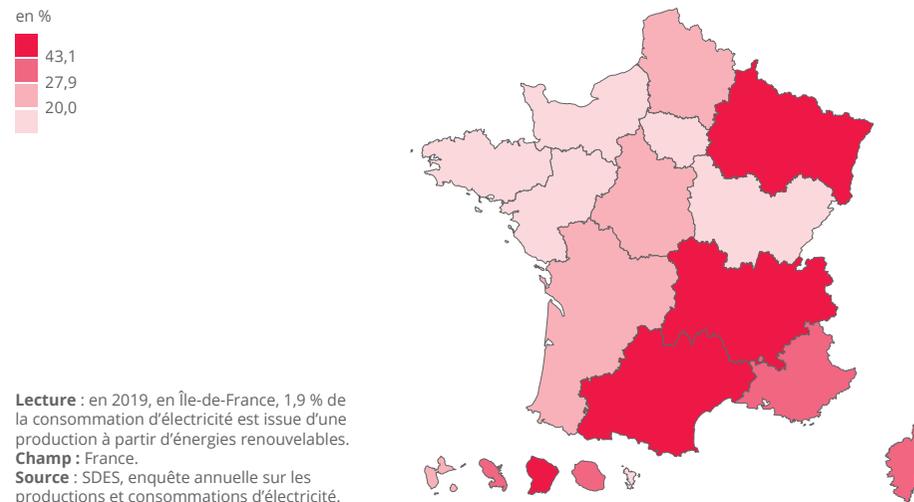
**Champ** : France.

**Sources** : EauFrance, traitement SDES 2022.

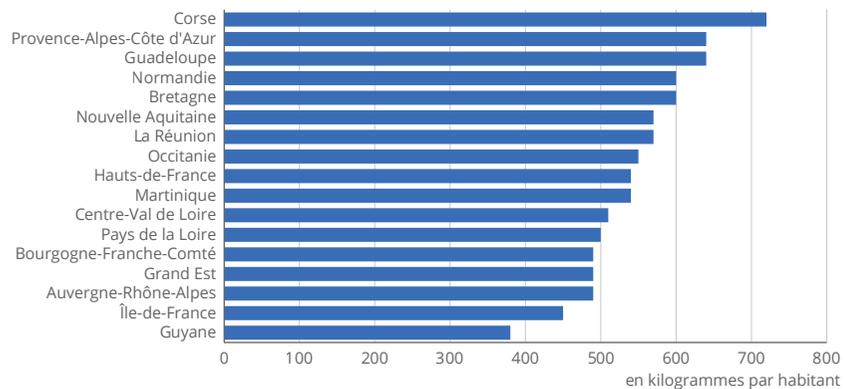
### Taux de valorisation des déchets ménagers et assimilés en 2019



### Part de la production d'électricité renouvelable dans la consommation intérieure d'électricité en 2019

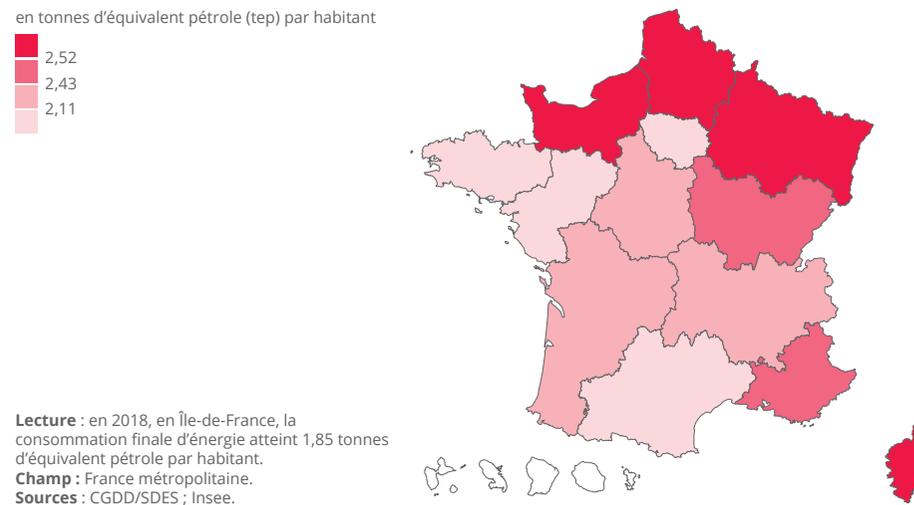


### Quantité de déchets ménagers et assimilés en 2019



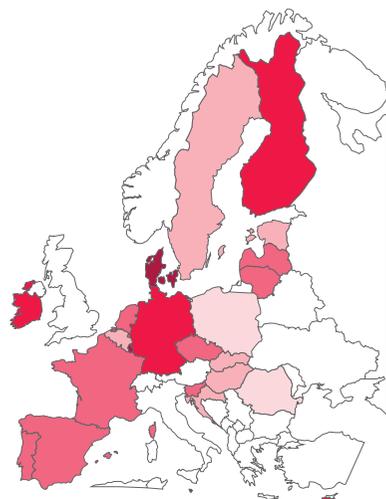
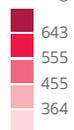
**Note :** donnée non disponible pour Mayotte.  
**Lecture :** en 2019, en Île-de-France, 450 kg par habitant de déchets ménagers et assimilés sont collectés.  
**Champ :** France, déchets ménagers et assimilés hors déblais et gravats.  
**Source :** Ademe, enquête Collecte.

### Consommation finale d'énergie par habitant en 2018



### Déchets municipaux générés en 2020

en kilogrammes par habitant



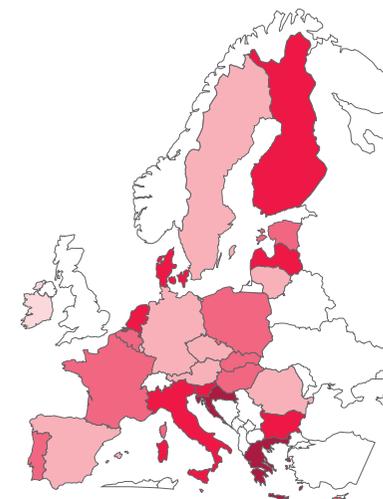
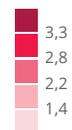
**Note :** données non disponibles pour l'Autriche, la Bulgarie, la Grèce et l'Italie.

**Lecture :** en 2020, un Français génère 537 kg de déchets.

**Source :** Eurostat (extraction du 4 mars 2022).

### Part des recettes environnementales dans le PIB en 2020

en % du PIB

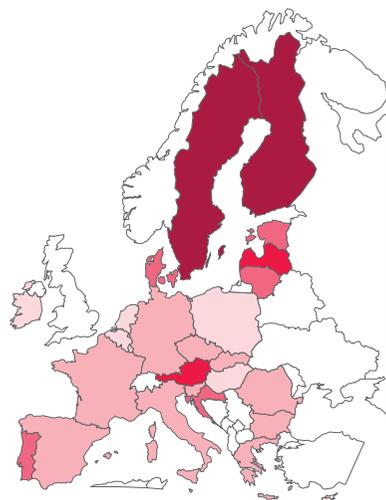
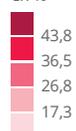


**Lecture :** en 2020, les recettes environnementales représentent 2,2 % du produit intérieur brut (PIB) en France comme dans l'ensemble de l'Union européenne à 27 pays.

**Source :** Eurostat (extraction du 4 mars 2022).

### Part des énergies renouvelables dans la consommation finale brute d'énergie en 2020

en %

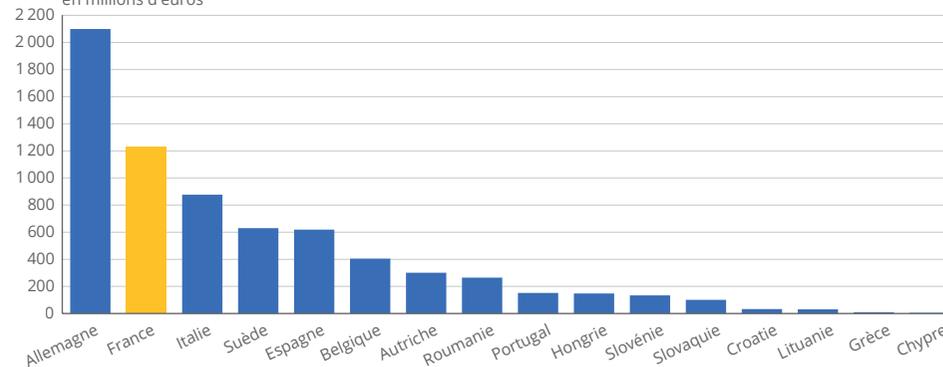


**Lecture :** en 2020, la part des énergies renouvelables dans la consommation finale brute d'énergie est de 19,1 % en France et de 22,1 % dans l'ensemble de l'Union européenne à 27 pays.

**Source :** Eurostat (extraction du 24 janvier 2022).

### Investissements antipollution en 2018

en millions d'euros



**Note :** donnée non disponible pour la Bulgarie, le Danemark, l'Estonie, la Finlande, l'Irlande, la Lettonie, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas, la Pologne, la République tchèque et le Royaume-Uni.

**Lecture :** en 2018, les entreprises françaises des principales industries polluantes ont investi 1,228 milliard d'euros.

**Champ :** ensemble des entreprises des secteurs des industries extractives, industries manufacturière et de la production et distribution d'électricité.

**Source :** Eurostat (extraction du 2 décembre 2020).

## Développement durable

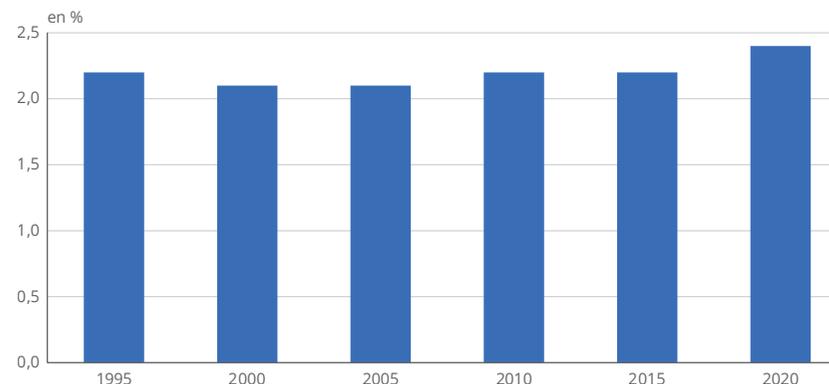
Outre la croissance du **produit intérieur brut (PIB)**, la performance de la France s'apprécie avec des indicateurs complémentaires qui éclairent la préparation de l'avenir, la cohésion sociale et la qualité de vie. Depuis 2005, la croissance économique par habitant a été plus modérée pour la France que pour l'ensemble de l'Union européenne. Toutefois, le **taux d'emploi** des 15-64 ans continue d'augmenter pour atteindre 65,3 % en 2020, son plus haut niveau depuis 30 ans. Dans le même temps, le poids de la **dette publique notifiée** a doublé pour atteindre 115,0 % fin 2020. La part des **dépenses de recherche** dans le PIB, à 2,4 %, reste significativement inférieure à l'objectif des 3 % fixé par la stratégie « Europe 2020 ».

Pour ce qui est du bien-être et de la cohésion sociale, les indicateurs font ressortir un diagnostic contrasté. Le taux de **pauvreté en conditions de vie** stagne, à 13,1 % en 2020. Après avoir diminué en 2013, les **inégalités de revenu** sont quasiment stables depuis. Au-delà de faibles fluctuations annuelles, **l'espérance de vie en bonne santé** croît légèrement sur longue période. Le taux de **sorties précoces du système scolaire** a fortement baissé pour atteindre 8,0 % en 2020. En matière de **satisfaction dans la vie**, la France se situe au-dessous des pays nordiques, mais au-dessus des pays méditerranéens.

Quant à la protection environnementale, le bilan est nuancé. **L'empreinte carbone** s'élève à 8,2 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> par personne en 2020, un niveau inférieur à celui de 1995. Alors que les **émissions de gaz à effet de serre** sur le sol national baissent, les émissions associées aux importations augmentent fortement. En 2018, les **espaces artificialisés** occupent 9,0 % du territoire et leur expansion est plus rapide que celle de la population.

FRANCE

### Part de la dépense de recherche dans le produit intérieur brut

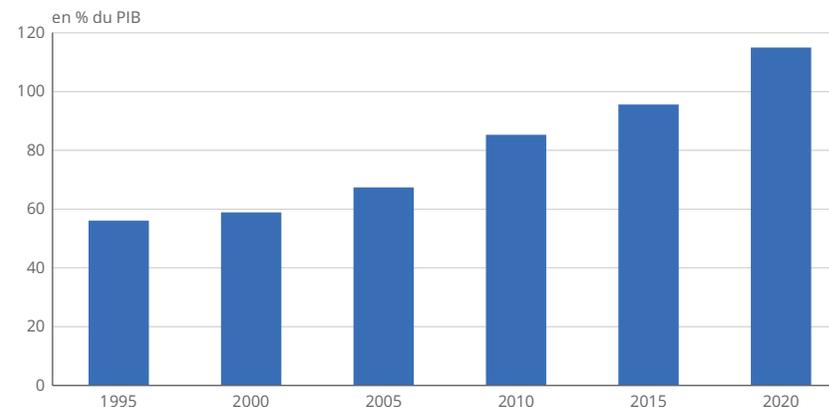


**Lecture** : en 2020, la dépense intérieure de recherche et développement (DIRD) est égale à 2,4 % du produit intérieur brut (PIB).

**Champ** : France.

**Sources** : Insee ; MESRI-SIES.

### Dette publique au sens de Maastricht

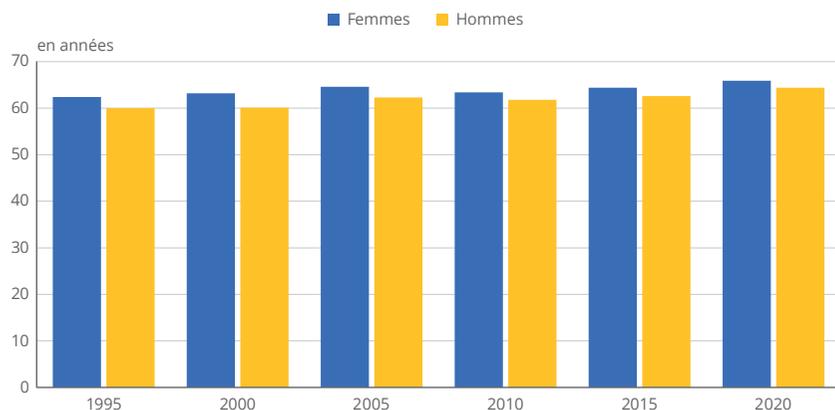


**Lecture** : au 31 décembre 2020, la dette publique s'élève à 115,0 % du produit intérieur brut (PIB).

**Champ** : France.

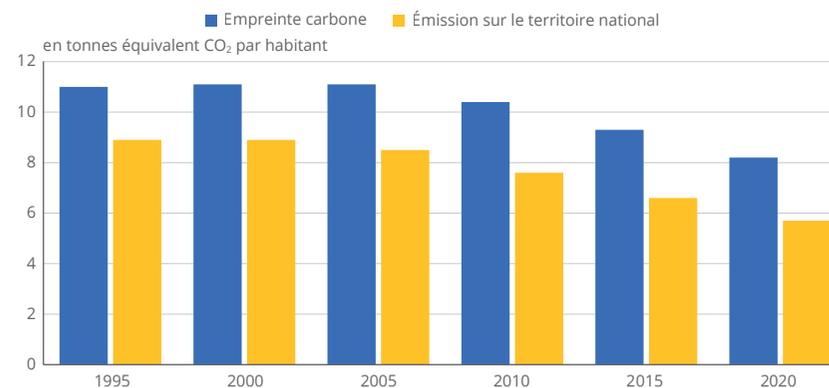
**Source** : Insee, comptes nationaux - base 2014.

### Espérance de vie en bonne santé



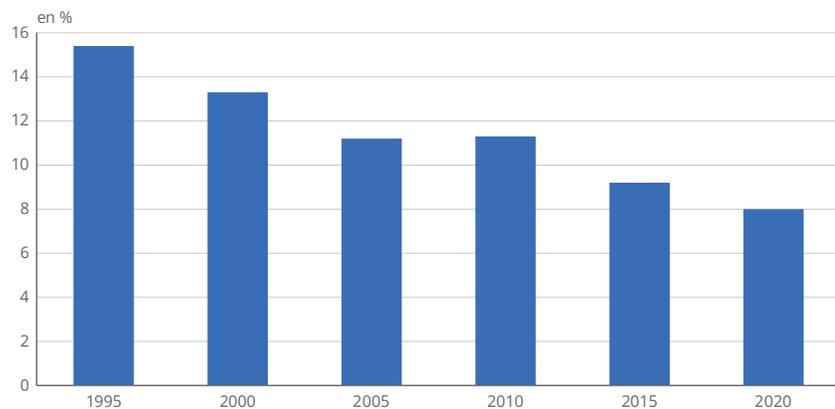
**Lecture** : en 2020, en France, l'espérance de vie en bonne santé des femmes est de 65,9 ans.  
**Champ** : France.  
**Source** : Insee, statistiques de l'état civil et enquêtes Statistiques sur les revenus et les conditions de vie.

### Émissions de gaz à effet de serre par habitant



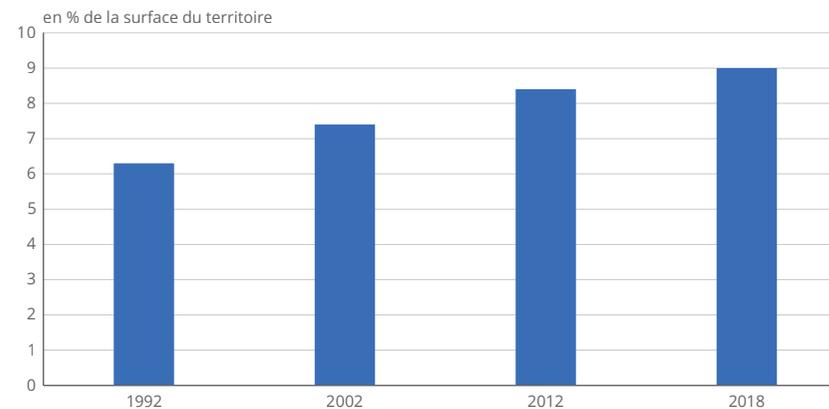
**Lecture** : en 2020, l'empreinte carbone pour les 3 principaux gaz à effet de serre (CO<sub>2</sub>, CH<sub>4</sub> et N<sub>2</sub>O) s'élève à 8,2 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> par habitant.  
**Champ** : France métropolitaine.  
**Sources** : Insee ; SDES.

### Sorties précoces du système éducatif



**Lecture** : en 2020, 8,0 % des 18-24 ans sortent précocement du système éducatif.  
**Champ** : France hors Mayotte, personnes de 18 à 24 ans.  
**Source** : Eurostat (extraction de novembre 2021).

### Artificialisation des sols



**Lecture** : en 2018, les sols artificialisés couvrent 9,0 % de la superficie du territoire national.  
**Champ** : France.  
**Source** : SDES d'après ministère chargé de l'agriculture (SSP).

Les régions et départements français présentent chacune et chacun leurs spécificités au regard des enjeux de développement durable. Par exemple, les métropoles, où la densité de population est élevée, sont des lieux de création de richesses mais peuvent aussi présenter un risque pour l'environnement et d'exclusion de certaines populations. Les régions qui englobent ces métropoles sont souvent bien positionnées au regard de l'éducation ou la formation mais moins à l'aune de l'**artificialisation des sols**. Pour les inégalités de revenus, les départements des grandes villes (Paris, Lyon, Marseille) et du pourtour méditerranéen s'opposent à ceux de l'ouest de la France et du Massif central, où les inégalités sont bien moins marquées.

Dans les départements ruraux où l'habitat est dispersé, les émissions de **gaz à effet de serre (GES)** sont très élevées. La localisation des activités agricoles fortement émettrices dans ces zones rurales conjuguée à une utilisation plus fréquente de la voiture sur de plus grandes distances expliquent en partie ces résultats.

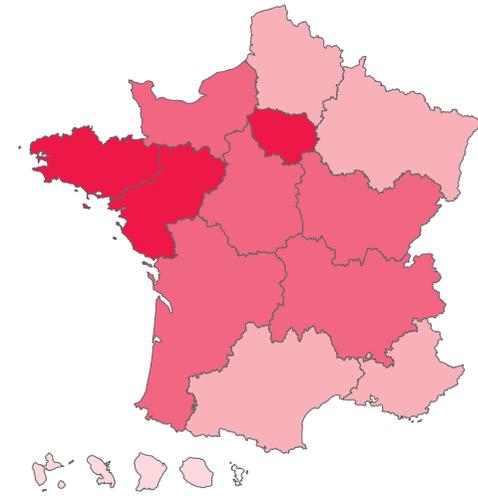
Les régions touristiques, comme celles de la façade atlantique, sont bien positionnées sur l'emploi mais aussi l'éducation. En revanche, le développement économique lié à l'offre touristique peut avoir des conséquences négatives sur l'artificialisation des sols.

Les départements d'outre-mer (DOM) affichent de fortes particularités qui s'expliquent par leur situation géographique et leur histoire. L'économie y est très spécifique, compte tenu des ressources locales, de l'insularité et de l'éloignement de la France métropolitaine. Les difficultés scolaires et d'insertion sur le marché de l'emploi sont particulièrement prégnantes. En Guyane, près d'un quart des 18-24 ans sortent précocément du système éducatif et seulement 40 % des 15-64 ans sont en emploi. En revanche, la **biodiversité** et l'environnement sont ses grands atouts ; l'artificialisation des sols y est très faible.

### Taux d'emploi des 15-64 ans en 2021

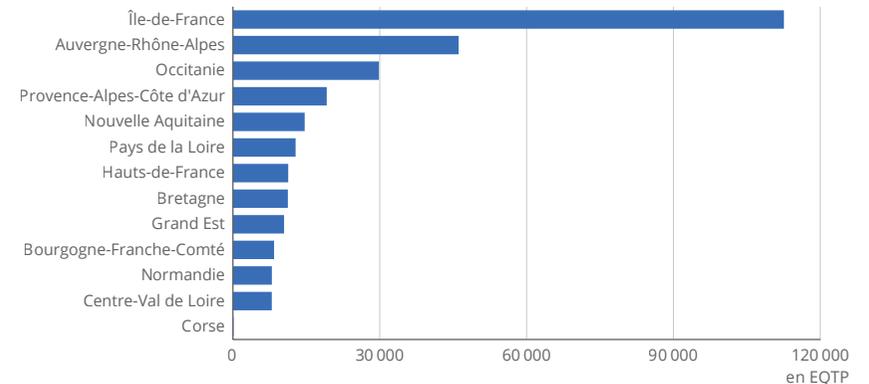
en %

- 69,8
- 67,7
- 62,1



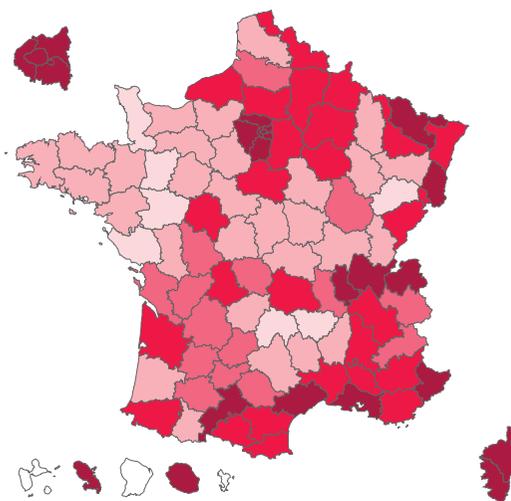
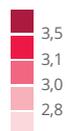
**Note** : donnée non disponible pour Mayotte.  
**Lecture** : en 2021, en Île-de-France, le taux d'emploi des 15-64 ans atteint 69,8 %.  
**Champ** : France, personnes de 15 à 64 ans vivant en logement ordinaire.  
**Source** : Instituts nationaux de statistiques, enquête Forces de travail (Labour force survey), Eurostat (extraction du 5 mai 2022).

### Effectifs de recherche et développement dans les entreprises en 2020



**Note** : données provisoires.  
**Lecture** : en 2020, en Île-de-France, les entreprises consacrent 112 572 équivalents temps plein (EQTP) à la recherche et au développement (R&D).  
**Champ** : France métropolitaine.  
**Source** : Mesri-Sies.

### Rapport interdécile (D9/D1) de niveau de vie en 2019



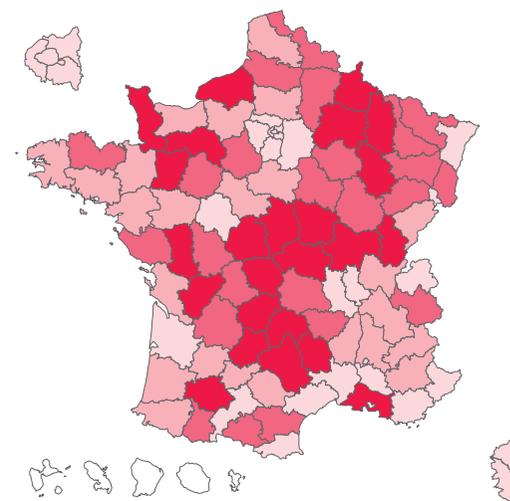
**Lecture** : en 2019, dans l'Ain, les 10 % d'individus les plus aisés ont un niveau de vie 3,5 fois plus élevé que les 10 % les plus modestes.

**Champ** : France métropolitaine, Martinique et La Réunion, personnes appartenant à des ménages fiscaux en logement ordinaire dont le revenu disponible est positif ou nul.

**Sources** : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, Fichier localisé social et fiscal (Filosofi).

### Émissions de gaz à effet de serre par habitant en 2016

en tonnes équivalent CO<sub>2</sub> par habitant



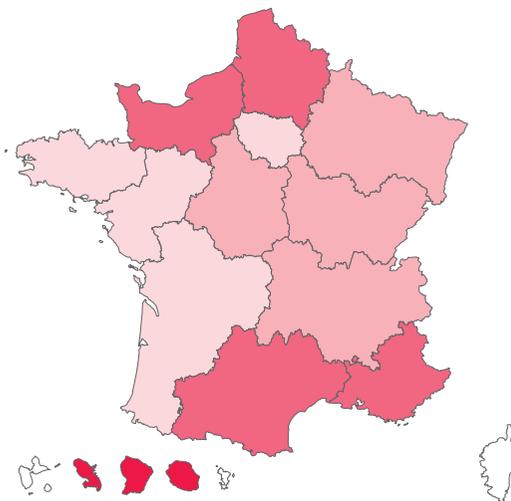
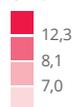
**Note** : données estimées ; elles sont issues d'une désagrégation de l'inventaire national de gaz à effet de serre élaboré par le Citepa.

**Lecture** : en 2016, dans l'Ain, les émissions de gaz à effet de serre représentent 7,1 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> par habitant.

**Champ** : France métropolitaine, hors transport international et émissions liées à la biomasse.  
**Sources** : Ademe ; Citepa ; Insee.

### Sortants précoces du système éducatif en 2021

en %



**Note** : données non disponibles pour la Corse et la Guadeloupe.

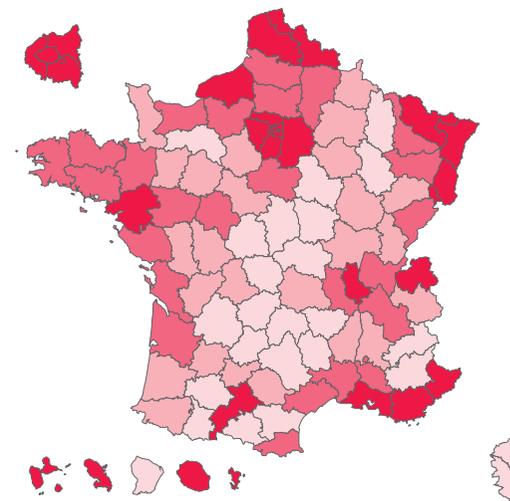
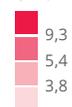
**Lecture** : en 2021, en Île-de-France, la part des sortants précoces du système éducatif s'élève à 6,2 %.

**Champ** : France hors Mayotte, personnes de 18 à 24 ans.

**Source** : Eurostat, (extraction du 5 mai 2022), EU-LFS.

### Artificialisation des sols en 2018

en %



**Lecture** : en 2018, dans l'Ain, 7,6 % des sols sont artificialisés.

**Champ** : France.

**Source** : SDES, CORINE Land Cover.





# Glossaire

# Glossaire

## Accidents corporels de la circulation

Est défini comme accident corporel de la circulation tout accident impliquant au moins un véhicule, survenant sur une voie ouverte à la circulation publique, et dans lequel au moins une personne est blessée ou tuée.

## Acquisition de la nationalité française

Il y a acquisition de la nationalité française lorsqu'une personne devient Française après la naissance. Elle s'opère dans des conditions fixées par la loi, selon trois modes d'acquisition :

- par déclaration (notamment mariage)
- par décret (naturalisation)
- automatique, sans formalité (de plein droit)

## Administrations publiques

Le secteur des administrations publiques (S.13) est l'ensemble des unités institutionnelles dont la fonction principale est de produire des biens et des services non marchands ou d'effectuer des opérations de redistribution du revenu et des richesses nationales et dont les ressources proviennent majoritairement de contributions obligatoires.

## Âge conjoncturel de départ à la retraite

L'âge conjoncturel de départ à la retraite mesure l'âge moyen de départ à la retraite une année donnée, en neutralisant les différences de taille de génération.

## Aides sociales à l'hébergement (ASH)

Les aides sociales à l'hébergement servent à acquitter tout ou partie du tarif « hébergement » des établissements pour

les personnes handicapées ou les personnes âgées à faibles ressources. Elles peuvent également servir à rémunérer des accueillants familiaux et sont cumulables avec l'allocation personnalisée d'autonomie (APA).

## Aire d'attraction des villes

L'aire d'attraction d'une ville définit l'étendue de l'influence d'une ville sur les communes environnantes. Une aire est un ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué d'un pôle de population et d'emploi, et d'une couronne qui regroupe les communes dont au moins 15 % des actifs travaillent dans le pôle.

## Allocataire de minima sociaux

Toute personne allocataire administrative d'une prestation relevant de la catégorie des minima sociaux est qualifiée d'allocataire de minima sociaux.

## Allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP)

L'ACTP est une aide financière permettant d'assumer les frais occasionnés par l'emploi d'une tierce personne pour aider le bénéficiaire en situation de handicap dans les actes du quotidien. Elle a été remplacée le 1er janvier 2006 par la prestation de compensation du handicap (PCH) mais les anciens allocataires peuvent continuer à en bénéficier.

## Allocation aux adultes handicapés (AAH)

L'AAH garantit un revenu minimum aux personnes handicapées. Ce droit est ouvert dès lors que la personne handicapée ne peut prétendre à une pension de retraite, un avantage invalidité ou une rente d'accident du travail d'un montant au moins égal à celui de l'AAH.

## Allocation de solidarité aux personnes âgées (Aspa)

Cette allocation différentielle est versée aux personnes âgées (65 ans ou plus ou ayant atteint l'âge minimum légal de départ à la retraite en cas d'inaptitude) disposant de faibles ressources, quel que soit le nombre de trimestres validés auprès de régimes de retraite.

## Allocation personnalisée d'autonomie (APA)

L'APA est une prestation qui permet de financer les dépenses d'aide auxquelles font face les personnes de 60 ans ou plus en perte d'autonomie, qu'elles résident à domicile ou en établissement.

## Allocation supplémentaire d'invalidité (ASI)

Cette allocation est une prestation mensuelle accordée à certaines personnes invalides ayant de faibles ressources, et ne remplissant pas les conditions d'âge pour percevoir l'Aspa.

## Allocation supplémentaire vieillesse (ASV)

Cette allocation du second étage du minimum vieillesse est une allocation différentielle qui permet d'atteindre le seuil du minimum vieillesse. Elle est encore versée aux bénéficiaires du minimum vieillesse qui ont choisi de ne pas recevoir l'ASPA.

## Amende forfaitaire

L'auteur d'une contravention (quatre premières classes) condamné à payer une amende peut, pour éviter toute poursuite pénale, soit la payer immédiatement à l'agent qui l'a verbalisé, soit la payer ultérieurement par un timbre-amende. L'amende peut être majorée si les délais de paiement ne sont pas respectés.

## Apprenti

Un apprenti est un jeune âgé de 16 à 25 ans (sauf dérogation) qui prépare un diplôme ou un titre à finalité professionnelle reconnu, dans le cadre d'un contrat de travail particulier, associant une formation en entreprise et des enseignements dispensés dans un centre de formation d'apprentis.

## Artificialisation des sols

Transformation d'un sol à caractère agricole, naturel ou forestier par des actions d'aménagement, pouvant entraîner son imperméabilisation totale ou partielle. Ce changement d'usage des sols, le plus souvent irréversible, a des conséquences qui peuvent être préjudiciables à l'environnement et à la production agricole.

## Artisanat

L'artisanat regroupe les personnes physiques ou morales qui n'emploient pas plus de 10 salariés et qui exercent à titre principal ou secondaire une activité professionnelle indépendante de production, de transformation, de réparation ou de prestation de services relevant de l'artisanat et figurant sur une liste établie par décret en Conseil d'État.

## Autres hébergements collectifs touristiques

Les autres hébergements collectifs touristiques (AHCT) sont les résidences hôtelières de tourisme, les villages de vacances et maisons familiales de vacances, les auberges de jeunesse et centres internationaux de séjour, les centres sportifs.

## Bailleurs privés

Les bailleurs privés se définissent comme des ménages propriétaires bailleurs ou des bailleurs personnes morales appartenant au secteur privé.

## Bailleurs publics

Les bailleurs publics regroupent les organismes d'habitation à loyer modéré (HLM), les sociétés d'économie mixte (SEM), l'État,

les collectivités locales et les établissements publics ; que le logement soit conventionné ou non et que son loyer relève de la législation HLM ou non.

## Biens

Les biens sont des objets physiques produits pour lesquels il existe une demande, sur lesquels des droits de propriété peuvent être établis et dont la propriété peut être transférée d'une unité institutionnelle à une autre par le biais d'une opération sur le marché.

## Biodiversité

La biodiversité est la diversité des organismes vivants, qui s'apprécie en considérant la diversité des espèces, celle des gènes au sein de chaque espèce, ainsi que l'organisation et la répartition des écosystèmes.

## Branche agricole

La branche agricole est le regroupement de toutes les unités d'activité économique qui exercent les activités suivantes : culture de végétaux (y compris maraîchage et horticulture), élevage d'animaux, activités de travaux agricoles à façon, chasse et activités annexes.

## Brevet

Le brevet protège une innovation technique, c'est-à-dire un produit ou un procédé qui apporte une solution technique à un problème technique donné. L'invention pour laquelle un brevet pourra être obtenu doit également être nouvelle, impliquer une activité inventive et être susceptible d'application industrielle.

## Cambriolage

Le cambriolage est un vol dans un local d'habitation ou lieu destiné à l'entrepôt de valeurs ou marchandises, aggravé quand il est commis par effraction, ruse ou escalade. L'usage de fausses clefs pour entrer dans les lieux est assimilé à une effraction.

## Carrière complète

Une personne a une carrière dite complète si elle a validé un nombre de trimestres supérieur à un seuil de durée, défini par la législation pour chaque génération.

## Changement climatique

Le changement climatique correspond à la variation du climat due à des facteurs naturels ou humains.

## Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires représente le montant des affaires (hors taxes) réalisées par une unité statistique (entreprise, unité légale) avec les tiers dans l'exercice de son activité professionnelle normale et courante.

## Chômeur (au sens du Bureau International du Travail (BIT))

Un chômeur au sens du Bureau International du Travail (BIT) est une personne âgée de 15 ans ou plus :

- sans emploi durant une semaine donnée ;
- disponible pour travailler dans les deux semaines ;
- qui a effectué, au cours des quatre dernières semaines, une démarche active de recherche d'emploi ou a trouvé un emploi qui commence dans les trois mois.

## Commerce

Le commerce regroupe les unités statistiques (entreprises, unités légales ou établissements) dont l'activité principale consiste à revendre des marchandises achetées à des tiers, sans les transformer.

## Commerce de détail

Le commerce de détail consiste à vendre des marchandises dans l'état où elles sont achetées (ou après transformations mineures) généralement à une clientèle de particuliers, quelles que soient les quantités vendues.

## Commerce de gros

Le commerce de gros comprend les unités statistiques (entreprises, unité légales ou établissements) dont l'activité principale consiste à acheter des marchandises par quantités importantes et à les vendre à des détaillants, à des utilisateurs professionnels ou à des collectivités.

## Commerce et réparation automobiles

Le commerce et la réparation automobiles comprennent le commerce de gros ou le commerce de détail, sous toutes leurs formes, en neuf comme en occasion, de véhicules automobiles, y compris véhicules utilitaires et motos, de leurs pièces, ainsi que les services de réparation et de maintenance de ces véhicules.

## Condamnation inscrite au casier judiciaire

une condamnation inscrite au casier judiciaire est une décision de justice déclarant une personne coupable d'avoir commis une infraction et prononçant une peine. Lorsqu'elle n'est plus susceptible d'une voie de recours, la condamnation est inscrite au casier judiciaire national ; une condamnation prononcée par défaut, bien que non définitive, est également inscrite au casier judiciaire national.

## Consommation de soins et de biens médicaux

La consommation de soins et de biens médicaux (CSBM) comprend les soins hospitaliers, les soins ambulatoires, les transports sanitaires, les médicaments et les autres biens médicaux.

## Consommation effective des ménages

La consommation effective des ménages inclut tous les biens et les services acquis par les ménages résidents pour la satisfaction de leurs besoins, que ces acquisitions aient fait, ou non, l'objet d'une dépense de leur part.

## Consommation finale brute d'énergie

Somme de la consommation finale d'énergie, des pertes de réseau et de l'électricité et/ou chaleur consommées par la

branche énergie pour produire de l'électricité et/ou de la chaleur.

## Construction

L'activité de construction est essentiellement une activité de mise en œuvre ou d'installation sur le chantier du client et qui concerne aussi bien les travaux neufs que la rénovation, la réparation ou la maintenance. Ces industries correspondent à la section F de la NAF Rév. 2.

## Contrat de travail à durée déterminée

Un contrat à durée déterminée (CDD) est un contrat de travail par lequel un employeur recrute un salarié pour une durée limitée. Un tel contrat n'est possible que pour l'exécution d'une tâche précise et temporaire et seulement dans les cas énumérés par la loi (Code du Travail, art. L1242-2 et L1242-3).

## Contribution à la croissance du PIB (comptabilité nationale)

Le PIB peut être calculé comme la somme de ses différentes composantes. Toute variation de l'une de ses composantes a un effet sur la croissance du PIB. La contribution d'une composante à la croissance du PIB entre t et t-1 est égale à la croissance de cette composante pondérée par son poids dans le PIB à la période t-1.

## Contribution pour le remboursement de la dette sociale

La contribution à la réduction de la dette sociale (CRDS) est un impôt dû par les personnes physiques domiciliées en France pour l'impôt sur le revenu. C'est un prélèvement à la source sur les revenus d'activité, de remplacement, du patrimoine et de placements.

## Contribution sociale généralisée

La contribution sociale généralisée (CSG) est un impôt dû par les personnes physiques domiciliées en France pour l'impôt sur le revenu. C'est un prélèvement à la source sur la plupart des revenus.

## Correction des variations saisonnières

La correction des variations saisonnières permet d'éliminer l'effet de fluctuations périodiques infra-annuelles dues au calendrier et aux saisons, de manière à faire ressortir les évolutions les plus significatives de la série. Celles-ci sont contenues dans la tendance et la composante irrégulière.

## Correction territoriale

Dans les comptes nationaux, la correction territoriale représente les dépenses des résidents à l'étranger (importations) moins les dépenses des non-résidents en France (exportation).

## Couple au sein d'un ménage

Le couple au sein d'un ménage correspond à un ensemble formé de deux personnes de 14 ans ou plus, qui partagent la même résidence principale et qui répondent à au moins l'un des critères suivants : elles déclarent toutes les deux vivre en couple ou être mariées, pacsées ou en union libre.

## Coût du travail

Le coût de la main d'œuvre, ou coût du travail, représente l'ensemble des dépenses encourues par les employeurs pour l'emploi de salariés. Il s'agit d'un coût de la main d'œuvre salariée, raison pour laquelle il est d'ailleurs parfois appelé coût salarial.

## Création d'entreprise

Une création d'entreprise correspond à la mise en œuvre d'une nouvelle combinaison de facteurs de production avec pour restriction qu'aucune autre entreprise ne soit impliquée dans cet événement.

## Crime

un crime correspond à l'infraction la plus grave, jugée par la cour d'assises et dont l'auteur encourt une peine de réclusion criminelle, à perpétuité ou à temps à laquelle peuvent s'ajouter des amendes et toute autre peine complémentaire. La tentative

de crime est punie comme le crime (homicide volontaire, coups mortels, viol, vol à main armée, etc.).

### Critères de convergence

Les critères de convergence (ou « critères de Maastricht ») sont des critères établis lors du traité de Maastricht, fondés sur des indicateurs économiques que doivent respecter les pays membres de l'Union européenne (UE) candidats à l'entrée dans la zone euro et qu'ils doivent continuer à respecter une fois entrés.

### Déchet

Toute substance ou tout objet, ou plus généralement tout bien meuble, dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention de se défaire est un déchet.

### Déciles

Si on ordonne une distribution de salaires, de revenus, de chiffres d'affaires, etc., les déciles sont les valeurs qui partagent cette distribution en dix parties d'effectifs égaux.

### Défaillance d'entreprise

Une unité légale est en situation de défaillance ou de dépôt de bilan à partir du moment où une procédure de redressement judiciaire est ouverte à son encontre.

### Déficit public

Le déficit public au sens de Maastricht correspond au besoin de financement (B9NF) des administrations publiques. C'est le solde du compte de capital des administrations publiques. Il est souvent présenté en points de PIB (rapport, exprimé en pourcentage, entre le besoin de financement et le produit intérieur brut).

### Déflateur

Un déflateur mesure les variations de prix dans un domaine de l'économie en divisant la grandeur en valeur par cette même grandeur en volume.

### Délit

Au sens juridique, un délit est une infraction réprimée à titre principal, par une peine correctionnelle telle que l'emprisonnement d'un maximum de 10 ans, d'une amende, d'un travail d'intérêt général, d'un stage de citoyenneté ou encore de peines complémentaires.

### Dépense de formation professionnelle continue

La dépense de formation professionnelle continue (c'est-à-dire la formation des personnes ne relevant pas du système de formation initiale) comprend trois composantes : les dépenses ou frais de formation, les allocations et rémunérations perçues par les stagiaires et les frais d'investissement.

### Dépense intérieure d'éducation

La dépense intérieure d'éducation rassemble toutes les dépenses effectuées, sur le territoire national, par l'ensemble des agents économiques, administrations publiques centrales et locales, entreprises et ménages, pour les activités d'éducation.

### Dépense intérieure de recherche et développement expérimental

La dépense intérieure de recherche et développement expérimental comprend les moyens financiers (nationaux et étrangers) mobilisés pour l'exécution des travaux de recherche et développement (R&D) sur le territoire national par le secteur des administrations et par le secteur des entreprises.

### Dépense totale de santé

La dépense totale de santé est évaluée à partir de la dépense courante de soins et de biens médicaux en retirant les indemnités journalières, une partie des dépenses de prévention, les dépenses de recherche et de formation médicales et en ajoutant l'investissement du secteur de la santé ainsi que les dépenses liées au handicap et à la dépendance.

### Dépense touristique intérieure

La dépense touristique intérieure est la part de la consommation touristique intérieure acquise contre paiement effectué, soit par les visiteurs eux-mêmes, soit par d'autres agents agissant en leur faveur. Elle est égale à la consommation touristique intérieure, à l'exception des loyers imputés aux propriétaires de résidences secondaires.

### Dépense de consommation finale des ménages

La dépense de consommation finale des ménages comprend les dépenses effectivement réalisées par les ménages résidents pour acquérir des biens et des services destinés à la satisfaction de leurs besoins.

### Dépenses de services culturels et récréatifs

Les dépenses de services culturels et récréatifs sont les dépenses de consommation finale des ménages en services culturels et récréatifs (voir la section R de la classification des produits française CPF rev 2.1).

### Dépenses pré-engagées

Les dépenses pré-engagées sont les dépenses réalisées par les ménages dans le cadre d'un contrat difficilement renégociable à court terme (dépenses liées au logement, services de télécommunications, cantine, services de télévision, assurances, services financiers).

### Dépenses publiques

Les dépenses publiques sont les dépenses effectuées par l'État, les administrations de Sécurité sociale, les collectivités territoriales et les administrations et organismes qui leur sont rattachés.

### Détention provisoire

Mesure ordonnée par le juge des libertés et de la détention à la demande du juge d'instruction. Ce dernier peut demander

de placer en prison - avant son jugement - une personne mise en examen pour crime ou délit puni d'au moins trois ans d'emprisonnement. La détention provisoire doit être motivée selon les conditions prévues par la loi.

### Détenu

Un détenu est une personne incarcérée sur décision de Justice dans un établissement pénitentiaire.

### Dette au sens de Maastricht

La dette au sens de Maastricht couvre trois passifs financiers de l'ensemble des administrations publiques: les numéraires et dépôts, les titres de créances et les crédits. C'est une dette brute, consolidée et exprimée à sa valeur de remboursement, définie sur des concepts du Système européen de comptes nationaux .

### Économie circulaire

L'économie circulaire désigne l'organisation d'activités économiques et sociales recourant à des modes de production, de consommation et d'échange fondés sur l'écoconception, la réparation, le réemploi et le recyclage, et visant à diminuer les ressources utilisées ainsi que les dommages causés à l'environnement.

### Effort de recherche

L'effort de recherche est la part du produit intérieur brut aux prix du marché (PIB) consacrée aux dépenses intérieures de R&D.

### Emplacement de passage

L'emplacement de passage est un emplacement destiné à une clientèle touristique pour une durée de moins d'un an.

### Emploi (au sens du Bureau International du Travail (BIT))

Une personne en emploi au sens du Bureau International du Travail (BIT) est une personne de 15 ans ou plus ayant effectué

au moins une heure de travail rémunéré au cours d'une semaine donnée ou absente de son emploi sous certaines conditions de motif (congrés annuels, maladie, maternité, etc.) et de durée.

### Emploi agricole

La notion d'emploi agricole comprend toutes les personnes qui travaillent, à temps plein ou partiel, sur une exploitation agricole.

### Emploi en équivalence temps-plein

L'emploi en équivalence temps-plein est égal au nombre total d'heures travaillées dans l'activité considérée divisé par la moyenne annuelle des heures travaillées dans des emplois à plein temps sur le territoire économique.

### Emploi salarié / non salarié

Les personnes salariées travaillent, aux termes d'un contrat, pour une autre entité en échange d'un salaire ou d'une rétribution équivalente, avec un lien de subordination. Les non-salariés travaillent mais sont rémunérés sous une autre forme qu'un salaire.

### Empreinte carbone

L'empreinte carbone de la France représente la quantité de gaz à effet de serre (GES) induite par la demande finale intérieure d'un pays (consommation des ménages, des administrations publiques et des organismes à but non lucratif et les investissements), que les biens ou services consommés soient produits sur le territoire national ou importés.

### Empreinte matières

L'empreinte matières est un indicateur estimant la quantité de matière mobilisée pour satisfaire la consommation au sens large (biens, services, utilisation d'infrastructures) d'un individu, d'une population, d'un territoire ou d'une activité, quel que soit le lieu

de production de ces biens et services (production intérieure ou importations).

### Emprisonnement

L'emprisonnement est une peine privative de liberté encourue en matière de délit. Les peines d'emprisonnement varient de deux mois à dix ans. Elles peuvent être assorties de sursis. Le sursis peut être simple ou avec mise à l'épreuve.

### Énergie finale

L'énergie finale ou disponible est l'énergie livrée au consommateur pour sa consommation finale (essence à la pompe, électricité au foyer, etc.).

### Énergies renouvelables

Les énergies renouvelables sont dérivées de processus naturels en perpétuel renouvellement, notamment celles d'origine solaire, éolienne, hydraulique, géothermique ou végétale (bois, biocarburants , etc.).

### Enfant d'une famille

Est comptée comme enfant d'une famille toute personne vivant au sein du même ménage que son (ses) parent(s) avec le(s) quel(s) elle forme une famille, si elle est célibataire et n'a pas de conjoint ou d'enfant vivant dans le ménage. Aucune limite d'âge n'est fixée pour être enfant.

### Enseignement du premier degré

L'enseignement du premier degré regroupe les enseignements préélémentaire et élémentaire, dispensés dans les écoles maternelles, élémentaires et primaires.

### Enseignement du second degré

L'enseignement du second degré, ou enseignement secondaire, est dispensé dans les collèges puis dans les lycées généraux, technologiques ou professionnels.

## Enseignement supérieur

L'enseignement supérieur regroupe les enseignements généraux, techniques ou professionnels qui demandent de disposer d'un niveau de formation supérieur ou égal au baccalauréat ou à son équivalent.

## Entreprise

L'entreprise est la plus petite combinaison d'unités légales qui constitue une unité organisationnelle de production de biens et de services jouissant d'une certaine autonomie de décision, notamment pour l'affectation de ses ressources courantes.

## Entreprise de taille intermédiaire

Une entreprise de taille intermédiaire (ETI) est une entreprise qui a entre 250 et 4 999 salariés, et soit un chiffre d'affaires n'excédant pas 1,5 milliard d'euros soit un total de bilan n'excédant pas 2 milliards d'euros.

## Entreprise individuelle

Une entreprise individuelle est une entreprise en nom propre ou en nom personnel. L'identité de l'entreprise correspond à celle du dirigeant, qui est responsable sur ses biens propres.

## Entreprise publique

Une entreprise publique est une entreprise sur laquelle l'État peut exercer directement ou indirectement une influence dominante du fait de la propriété ou de la participation financière, en disposant soit de la majorité du capital, soit de la majorité des voix attachées aux parts émises.

## Espérance de vie

L'espérance de vie à la naissance représente la durée de vie moyenne d'une génération fictive soumise aux conditions de mortalité par âge de l'année considérée. C'est un cas particulier de l'espérance de vie à l'âge  $x$ , c'est-à-dire le nombre moyen

d'années restant à vivre au-delà de cet âge  $x$  dans les conditions de mortalité par âge de l'année

## Espérance de vie en bonne santé

L'espérance de vie en bonne santé est la durée de vie moyenne en bonne santé - c'est-à-dire sans limitation irréversible d'activité dans la vie quotidienne ni incapacités - d'une génération fictive soumise aux conditions de mortalité et de morbidité de l'année.

## Étranger

Un étranger est une personne qui réside en France et ne possède pas la nationalité française.

## Étudiant

Un étudiant est une personne inscrite dans une formation de l'enseignement supérieur.

## Évolution en termes réels

Les évolutions à prix courants sont déflatées par l'indice de prix du produit intérieur brut (PIB), qui couvre l'ensemble du champ de l'économie. Ainsi, l'évolution d'un prix ou d'un résultat calculée en termes réels est positive ou négative selon qu'elle est supérieure ou inférieure à l'évolution générale des prix.

## Exportations

Les exportations sont les ventes déclarées par les unités statistiques (entreprise, unité légale) à l'exportation (c'est-à-dire hors du pays de résidence) et qui comprennent les livraisons intracommunautaires.

## Exportations de biens et de services

Les exportations de biens et de services sont des opérations (ventes, troc et dons) par lesquelles des résidents fournissent des biens et des services à des non-résidents.

## Famille monoparentale

Une famille monoparentale comprend un parent isolé et un ou plusieurs enfants célibataires (n'ayant pas d'enfant).

## Famille recomposée

Une famille recomposée comprend un couple d'adultes, mariés ou non, et au moins un enfant né d'une union précédente de l'un des conjoints. Les enfants qui vivent avec leurs parents et des demi-frères ou demi-sœurs font aussi partie d'une famille recomposée.

## Fédération sportive

Une fédération sportive organise et assure la promotion de la pratique de sa ou ses disciplines, de l'activité de loisir au sport de haut niveau. Elle est l'union d'associations sportives (régies par la loi de 1901).

## Filiale

Une filiale est une unité légale détenue à plus de 50 % par une autre unité légale.

## Firme multinationale étrangère

Une firme multinationale étrangère est un groupe de sociétés dont le centre de décision est situé à l'étranger et qui contrôle au moins une filiale en France.

## Firme multinationale française

Une firme multinationale française est un groupe de sociétés dont le centre de décision est situé en France et qui contrôle au moins une filiale à l'étranger.

## Fonction publique

La fonction publique regroupe les organismes soumis au droit administratif dans lequel le recrutement se fait sur la base du droit public.

Elle se décompose en 3 versants :

- la fonction publique de l'État (FPE),
- la fonction publique territoriale (FPT),
- et la fonction publique hospitalière (FPH).

## Fond urbain

Le terme fond urbain indique que les mesures de concentrations de polluants atmosphériques dans l'air ont été faites sur des points de prélèvement situés dans une zone urbaine où les niveaux sont représentatifs de l'exposition de la population urbaine en général.

## Fragmentation

La fragmentation est un phénomène artificiel de morcellement de l'espace, qui peut ou pourrait empêcher une ou plusieurs espèces de se déplacer comme elles le devraient et le pourraient en l'absence de facteur de fragmentation.

## Gaz à effet de serre

un gaz à effet de serre est un gaz d'origine naturelle (vapeur d'eau) ou anthropique (liée aux activités humaines) absorbant et réémettant une partie des rayons solaires (rayonnement infrarouge), phénomènes à l'origine de l'effet de serre.

## Grande entreprise

Une grande entreprise (GE) est une entreprise qui vérifie au moins une des deux conditions suivantes :

- avoir au moins 5 000 salariés ;
- avoir plus de 1,5 milliard d'euros de chiffre d'affaires et plus de 2 milliards d'euros de total de bilan.

## Groupe de sociétés

Un groupe de sociétés est une entité économique formée par une société contrôlante et l'ensemble des sociétés qu'elle contrôle.

## Halo autour du chômage

Une personne dans le halo autour du chômage est une personne sans emploi qui soit a recherché un emploi mais n'est pas disponible pour travailler, soit n'a pas recherché d'emploi mais souhaite travailler et est disponible pour travailler, soit souhaite travailler mais n'a pas recherché un emploi et n'est pas disponible pour travailler.

## Hébergement collectif touristique

Un hébergement collectif touristique est une installation qui, régulièrement ou occasionnellement, pourvoit à l'hébergement de touristes.

## Immigré

Un immigré est une personne née étrangère à l'étranger et résidant en France. Les personnes nées françaises à l'étranger et vivant en France ne sont donc pas comptabilisées. À l'inverse, certains immigrés ont pu devenir français, les autres restant étrangers. Un individu continue à être immigré même s'il acquiert la nationalité française.

## Descendant d'immigré

un descendant d'immigré est une personne née en France et ayant au moins un parent immigré.

## Importations de biens et de services

Les importations de biens et de services sont des opérations (achats, troc et dons) par lesquelles des non-résidents fournissent des biens et des services à des résidents.

## Indicateur conjoncturel de fécondité

L'indicateur conjoncturel de fécondité, ou somme des naissances réduites, mesure le nombre d'enfants qu'aurait une femme tout au long de sa vie, si les taux de fécondité observés l'année considérée à chaque âge demeuraient inchangés.

## Indicateur de limitation d'activité générale (GALI)

L'indicateur de limitation d'activité générale (GALI) dénombre les personnes déclarant être limitées depuis au moins six mois, à cause d'un problème de santé, dans les activités que les gens font habituellement.

## Indice d'abondance des populations d'oiseaux communs

L'indice d'abondance des populations d'oiseaux communs, ou indice du suivi temporel des oiseaux communs (STOC), permet de suivre l'évolution des populations d'oiseaux nicheurs généralistes et spécialistes des milieux agricoles, forestiers et bâtis en France métropolitaine dans le temps et dans l'espace, grâce à un protocole standardisé.

## Indice de Gini

L'indice de Gini est un indicateur synthétique permettant de rendre compte du niveau d'inégalité pour une variable et sur une population donnée. Il varie entre 0 (égalité parfaite) et 1 (inégalité extrême). Entre 0 et 1, l'inégalité est d'autant plus forte que l'indice de Gini est élevé.

## Industrie

Relèvent de l'industrie les activités économiques qui combinent des facteurs de production (installations, approvisionnements, travail, savoir) pour produire des biens matériels destinés au marché.

## Industrie manufacturière

L'industrie manufacturière regroupe les industries de transformation des biens, c'est-à-dire principalement des industries de fabrication pour compte propre, mais comprend aussi la réparation et l'installation d'équipements industriels ainsi que des opérations en sous-traitance pour un tiers donneur d'ordres.

## Inflation

L'inflation est la perte du pouvoir d'achat de la monnaie qui se traduit par une augmentation générale et durable des prix. Elle

doit être distinguée de l'augmentation du coût de la vie. La perte de valeur de la monnaie est un phénomène qui frappe l'économie nationale dans son ensemble (ménages, entreprises, etc.).

## Innovation

L'innovation désigne l'introduction sur le marché d'un produit ou d'un procédé nouveau ou significativement amélioré par rapport à ceux précédemment élaborés par l'unité légale. Deux types d'innovation sont distingués : les innovations de produits (biens ou services) et de procédés (incluant les innovations d'organisation et de marketing).

## Institutions sans but lucratif au service des ménages

Le secteur des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) regroupe les entités juridiques qui sont des producteurs non marchands privés au profit des ménages et dont l'essentiel des ressources provient de contributions volontaires des ménages en leur qualité de consommateurs, de versements provenant des administrations publiques, ainsi que de revenus de la propriété.

## Intensité de la pauvreté

L'intensité de la pauvreté permet d'apprécier à quel point le niveau de vie de la population pauvre est éloigné du seuil de pauvreté. Comme Eurostat, l'Insee mesure cet indicateur comme l'écart relatif entre le niveau de vie médian de la population pauvre et le seuil de pauvreté. Plus cet indicateur est élevé et plus la pauvreté est dite intense.

## Investissements directs étrangers

Les investissements directs étrangers sont les investissements qu'une unité institutionnelle résidente d'une économie effectue dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une unité institutionnelle résidente d'une autre économie et d'exercer une influence significative sur sa gestion, dans le cadre d'une relation à long terme.

## Licence sportive

La licence sportive est un acte unilatéral de la fédération sportive qui permet, pendant une année, de prendre part aux activités organisées par la fédération ou un de ses clubs (pratique d'un ou plusieurs sports, participation à des compétitions), et éventuellement au fonctionnement de la fédération (cela dépend des statuts de celle-ci).

## Logement

Un logement est un local utilisé pour l'habitation :

- séparé, c'est-à-dire fermé par des murs et cloisons, sans communication avec un autre local sauf avec les parties communes de l'immeuble (couloir, escalier, etc.) ;
- indépendant, c'est-à-dire ayant une entrée avec accès direct sur l'extérieur ou sur les parties communes de l'immeuble.

## Logement vacant

Un logement est vacant s'il est inoccupé et :

- proposé à la vente, à la location,
- déjà attribué à un acheteur ou un locataire et en attente d'occupation,
- en attente de règlement de succession,
- conservé par un employeur pour un usage futur au profit d'un de ses employés,
- sans affectation précise par le propriétaire (logement vétuste, etc.).

## Loyer

Un loyer est la somme versée par un locataire en contrepartie de la jouissance d'un logement. Le loyer ne comprend pas les charges locatives (entretien des parties communes, eau, énergie, etc.).

## Marge commerciale

Pour un exercice comptable donné, la marge commerciale réalisée par une unité statistique (entreprise, unité légale, etc.), est définie comme la différence entre le montant hors taxes

des ventes de marchandises et le coût d'achat hors taxes des marchandises vendues.

## Médiane

Si on ordonne une distribution, la médiane partage cette distribution en deux parties d'effectifs égaux. Ainsi, pour une distribution de salaires, 50 % des salaires se situent sous la médiane et 50 % au dessus.

## Ménage

Un ménage, au sens du recensement de la population, désigne l'ensemble des personnes qui partagent la même résidence principale, sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté. Un ménage peut être constitué d'une seule personne.

## Ménage complexe

Un ménage complexe se définit par rapport aux autres types de ménages. Il s'agit d'un ménage qui n'est pas composé soit d'une seule personne, soit d'une seule famille (un couple sans enfant, un couple avec enfants ou une famille monoparentale).

## Micro-entrepreneur

Un micro-entrepreneur bénéficie du régime de même nom (appelé auto-entrepreneur jusque 2014), qui offre des formalités de création d'entreprise allégées et un mode de calcul et de paiement simplifié des cotisations sociales et de l'impôt sur le revenu. Il s'applique aux entrepreneurs individuels qui en font la demande, sous certaines conditions.

## Microentreprise

Une microentreprise est une entreprise occupant moins de 10 personnes, et qui a un chiffre d'affaires annuel ou un total de bilan n'excédant pas 2 millions d'euros. Les microentreprises font partie des petites et moyennes entreprises (PME).

## Minima sociaux

Les minima sociaux visent à assurer un revenu minimal à une personne (ou à sa famille) en situation de précarité. Ces prestations sont non contributives, c'est-à-dire versées sans contrepartie de cotisations.

## Mise en chantier

Une construction est considérée comme mise en chantier (ou commencée) quand le maître d'ouvrage fournit une déclaration d'ouverture de chantier (DOC).

## Musée national

Les musées nationaux sont les musées dont les collections appartiennent à l'État. On distingue les musées relevant du ministère de la Culture dont la liste est inscrite dans le code du patrimoine (articles R. 421-2 et suivants), et les musées qui sont placés sous la tutelle d'un autre ministère.

## Naissance

Toute naissance survenue sur le territoire français fait l'objet d'une déclaration à l'état civil. Cette déclaration doit être faite dans les cinq jours (voire huit jours pour certaines communes de Guyane) suivant l'accouchement, le jour de l'accouchement n'étant pas compté dans ce délai.

## Naturalisation

Naturaliser français un étranger, c'est lui accorder la condition de citoyen français à part entière. La naturalisation est un mode d'acquisition de la nationalité française qui n'est pas automatique. Elle se fait par décision de l'autorité publique (décret) et est accordée à l'étranger sous certaines conditions.

## Nitrates

Les nitrates sont une des formes de l'azote. Utiles à la croissance des végétaux, ils sont d'origine naturelle ou non (engrais azotés minéraux).

## Niveau de vie

Le niveau de vie est égal au revenu disponible du ménage divisé par le nombre d'unités de consommation (UC). Le niveau de vie est donc le même pour tous les individus d'un même ménage.

## Nuitée

Le nombre de nuitées correspond au nombre total de nuits passées par les clients dans un établissement ; deux personnes séjournant trois nuits dans un hôtel comptent ainsi pour six nuitées de même que six personnes ne séjournant qu'une nuit.

## Orthophosphate

L'orthophosphate correspond à la forme du phosphore dissous dans l'eau la plus simple et la plus répandue. Les matières phosphorées ont pour origine de façon quasi égale l'érosion des sols, l'activité agricole (engrais phosphatés), l'industrie et les rejets urbains, avec l'utilisation de détergents.

## Ozone

L'ozone est un gaz au pouvoir très oxydant, formé de trois atomes d'oxygène (O<sub>3</sub>).

## Pacte civil de solidarité

Le pacte civil de solidarité (Pacs) est un contrat entre deux personnes majeures, de sexe différent ou de même sexe, pour organiser leur vie commune.

## Particules PM10 et PM2,5

Les particules en suspension (notées PM en anglais pour *particulate matter*) incluent les matières microscopiques en suspension dans l'air ou dans l'eau. Les particules en suspension dans l'air se nomment aérosol. Les PM10 regroupent les particules de diamètre inférieure à 10 µm, les PM2,5 celles inférieures à 2,5 µm.

## Pauvreté en conditions de vie

La pauvreté en conditions de vie, ou privation matérielle, au sens d'Eurostat désigne une situation de difficulté économique durable définie comme l'incapacité à couvrir un nombre minimal de dépenses dans une liste prédéfinie.

## Pauvreté monétaire

Un individu (ou un ménage) est considéré comme pauvre lorsqu'il vit dans un ménage dont le niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté. En France et en Europe, le seuil est le plus souvent fixé à 60 % du niveau de vie médian.

## Pêches professionnelles

Contrairement au pêcheur de loisir, le pêcheur professionnel tire son revenu du produit de sa pêche. La pêche maritime est pratiquée en mer ou en estuaire. Selon la transformation réalisée à bord des navires, on distingue pêche fraîche et pêche congelée (ou transformée). La pêche continentale est pratiquée en eau douce (étang, rivière).

## Pension de retraite

Une pension de retraite est une prestation sociale en rente destinée aux personnes âgées. Elle est versée par un régime de retraite. Les pensions de retraite de droit direct sont versées aux personnes qui ont acquis des droits ; les pensions de droit dérivé aux survivants de personnes qui avaient acquis des droits propres.

## Personne de référence du ménage

La personne de référence du ménage est déterminée à partir de la structure familiale du ménage et des caractéristiques des individus. Dans le recensement de la population, c'est en général la plus âgée des personnes en couple et en activité. Dans les autres enquêtes, c'est le principal apporteur de ressources, et s'ils sont plusieurs, l'actif le plus âgé.

## Personne mise en cause

une personne mise en cause est une personne ayant été entendue par la police ou la gendarmerie et à l'encontre de laquelle sont réunis dans la procédure transmise au parquet des éléments graves attestant qu'elle a commis ou tenté de commettre un ou plusieurs délits ou crimes.

## Pesticides

Substances ou produits destinés à lutter contre les organismes jugés nuisibles, qu'il s'agisse de plantes, d'animaux, de champignons ou de bactéries. Ils peuvent être classés par type d'usage (herbicides, insecticides, fongicides, nématicides, rotondicides, etc.), par famille chimique ou encore par mode d'action.

## Petite et moyenne entreprise

Les petites et moyennes entreprises (PME) sont celles qui occupent moins de 250 personnes, et qui ont un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 50 millions d'euros ou un total de bilan n'excédant pas 43 millions d'euros. Elles incluent la catégorie des microentreprises.

## Population active (au sens du Bureau International du Travail (BIT))

La population active au sens du Bureau International du Travail (BIT) comprend les personnes en emploi au sens du BIT et les chômeurs au sens du BIT.

## Pouvoir d'achat des ménages (comptabilité nationale)

Le pouvoir d'achat correspond au volume de biens et services qu'un revenu permet d'acheter.

## Prélèvements obligatoires

Les prélèvements obligatoires sont les impôts et cotisations sociales effectives reçues par les administrations publiques et les institutions européennes sans aucune contrepartie directe et immédiate.

## Prestation de compensation du handicap (PCH)

La PCH est une prestation en nature permettant de financer un ou plusieurs types de prises en charge pour les personnes en situation de handicap : aides humaines, techniques, aménagement du logement, du véhicule, charges exceptionnelles et spécifiques, aides animalières. Elle remplace depuis 2006 l'allocation compensatrice tierce personne (ACTP).

## Prix à la consommation (Indice des)

L'indice des prix à la consommation (IPC) est l'instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante.

## Prix CAF (coût, assurance, fret)

Le prix CAF est le prix d'un bien à la frontière du pays importateur ou prix d'un service fourni à un résident avant acquittement de tous les impôts et droits sur les importations et paiement de toutes les marges commerciales et de transport dans le pays.

## Prix FAB (franco à bord)

Le prix FAB est le prix d'un bien à la frontière du pays exportateur ou prix d'un service fourni à un non-résident. Il comprend la valeur des biens ou des services au prix de base, des services de transport et de distribution jusqu'à la frontière, les impôts moins les subventions.

## Production hors subventions (agriculture)

La valeur de la production agricole au prix du producteur est la valeur des productions vendues, stockées ou immobilisées au cours de la période, augmentée de l'autoconsommation et de l'intraconsommation d'alimentation animale sur l'exploitation agricole.

## Produit intérieur brut aux prix du marché

Le produit intérieur brut aux prix du marché vise à mesurer la richesse créée par tous les agents, privés et publics, sur un territoire national, pendant une période donnée. Agrégat clé de la comptabilité nationale, il représente le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes.

## Promotion immobilière

la promotion immobilière consiste à réunir les moyens juridiques, financiers, techniques et humains nécessaires à la réalisation de projets immobiliers destinés ultérieurement à la vente.

## Protection de l'environnement

la protection de l'environnement désigne les actions visant à prévenir, réduire les émissions de polluants et les autres dégradations causées à l'environnement.

## Quartiers prioritaires de la politique de la ville

Les quartiers prioritaires de la politique de la ville sont des territoires d'intervention du ministère de la Ville, définis par la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014.

## Quartiles

Si on ordonne une distribution de salaires, de revenus, de chiffre d'affaires, etc., les quartiles sont les valeurs qui partagent cette distribution en quatre parties égales.

## Rapport démographique

Le rapport démographique est égal au rapport entre le nombre de personnes en emploi (emploi intérieur) et le nombre de retraités.

## Ratio S80

Le ratio S80/S20 mesure la disparité relative de la distribution d'une grandeur donnée (salaire, revenu, niveau de vie etc.).

Ainsi, pour une distribution de revenus, S80/S20 rapporte la masse des revenus détenue par les 20 % d'individus les plus riches à celle détenue par les 20 % des personnes les plus pauvres.

### Réclusion

La réclusion est une peine criminelle de droit commun, privative de liberté, d'une durée comprise entre dix ans et la perpétuité.

### Recyclage

Toute opération de valorisation par laquelle les déchets (y compris organiques) sont retraités en substances, matières ou produits aux fins de leur fonction initiale ou à d'autres fins.

### Résidence de tourisme

Une résidence de tourisme est un établissement commercial d'hébergement classé, faisant l'objet d'une exploitation permanente ou saisonnière.

### Résidence principale

Une résidence principale est un logement occupé de façon habituelle et à titre principal par une ou plusieurs personnes qui constituent un ménage.

### Résidence secondaire

Une résidence secondaire est un logement utilisé pour des séjours de courte durée (week-ends, loisirs, ou vacances). Les logements meublés mis en location pour des séjours touristiques sont également classés en résidences secondaires.

### Résidents

Les résidents sont les personnes, quelle que soit leur nationalité, qui ont leur domicile principal en France.

### Ressources naturelles

Les ressources naturelles correspondent aux sources de matière et d'énergie accessibles économiquement dans l'environnement naturel sous forme primaire avant leur transformation par l'activité humaine.

### Revenu d'activité non salariée

Le revenu d'activité non salariée est la somme des revenus nets découlant d'une activité non salariée ou indépendante au cours d'une année.

### Revenu de solidarité active

Le revenu de solidarité active (RSA) est une allocation qui complète les ressources initiales du foyer pour qu'elles atteignent le niveau d'un revenu garanti.

### Revenu disponible

Le revenu disponible est le revenu à la disposition du ménage pour consommer et épargner. Il comprend les revenus d'activité nets des cotisations sociales, les indemnités de chômage, les retraites et pensions, les revenus du patrimoine (fonciers et financiers) et les autres prestations sociales perçues, nets des impôts directs.

### Revenu disponible brut des ménages (comptabilité nationale)

Le revenu disponible brut des ménages est le revenu résultant de la répartition de la valeur ajoutée, de la distribution des revenus de la propriété et des opérations de redistribution.

### Salaire en équivalent temps plein (EQTP)

Le salaire en équivalent temps plein (EQTP) est un salaire converti à un temps plein pendant toute l'année, quel que soit le volume de travail effectif. Par exemple, pour un agent ayant occupé un poste de travail pendant six mois à 80 % et ayant

perçu un total de 10 000 euros, le salaire en EQTP est de 10 000 / (0,5\*0,8) = 25 000 euros par an.

### Salaire minimum de croissance

Le salaire minimum interprofessionnel de croissance (Smic) est le salaire horaire minimum légal en France métropolitaine ainsi que dans les départements d'outre-mer (DOM) et dans la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon.

### Satisfaction dans la vie

La satisfaction, évaluée sur une échelle de 0 « pas du tout satisfait » à 10 « entièrement satisfait », permet de mesurer le bien-être subjectif des personnes. Leur qualité de vie est mesurée dans six domaines : la vie menée actuellement, le logement, le travail, les loisirs, les relations familiales et les relations amicales.

### Secteur d'activité

Un secteur regroupe des entreprises de fabrication, de commerce ou de service qui ont la même activité principale (au regard de la nomenclature d'activité économique considérée).

### Services

Une activité de services se caractérise essentiellement par la mise à disposition d'une prestation technique ou intellectuelle. À la différence d'une activité industrielle, elle ne peut pas être décrite par les seules caractéristiques d'un bien tangible acquis par le client. Son produit final est immatériel, il n'est ni stockable, ni transportable.

### Services principalement marchands non financiers

Les services principalement marchands non financiers comprennent :

- les services rendus aux entreprises,
- les services rendus aux particuliers,
- l'hébergement-restauration,
- les activités immobilières,

- l'information-communication.

## Services rendus aux entreprises

Les services rendus aux entreprises regroupent globalement les activités scientifiques et techniques et les services administratifs et de soutien.

## Services rendus aux particuliers

Les services aux particuliers se caractérisent par la mise à disposition d'une prestation technique ou intellectuelle principalement à destination des particuliers (ou ménages), même si certains d'entre eux concernent également les entreprises.

## Société

Une société est une entité dotée de la personnalité juridique. Elle est créée dans un but marchand : produire des biens ou des services pour le marché (source de profit ou d'autres gains financiers pour ses propriétaires). Elle est la propriété collective de ses actionnaires qui désignent les administrateurs responsables de sa direction générale.

## Sociétés non financières

Les sociétés non financières correspondent aux unités institutionnelles qui sont des producteurs marchands dont la fonction principale consiste à produire des biens et des services non financiers, et dont les opérations de répartition et les opérations financières sont séparées de celles de leurs propriétaires.

## Soins ambulatoires

Au sens des comptes nationaux de la santé, les soins ambulatoires comprennent les soins de ville, ainsi que les transports sanitaires, les médicaments et autres biens médicaux délivrés en ambulatoire.

## Soins hospitaliers

Les soins hospitaliers regroupent l'ensemble des services (soins et hébergement) de court et moyen séjours fournis par les hôpitaux du secteur public et par les hôpitaux du secteur privé.

## Solde du commerce extérieur (comptabilité nationale)

Le solde du commerce extérieur est la différence entre la valeur des exportations et celle des importations entre deux pays (ou deux zones). Il peut être relatif à un produit ou à l'ensemble des échanges de produits (biens et services).

## Solde migratoire

Le solde migratoire est la différence entre le nombre de personnes qui sont entrées sur le territoire et le nombre de personnes qui en sont sorties au cours de l'année. Ce concept est indépendant de la nationalité.

## Solde naturel

Le solde naturel est la différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès enregistrés au cours d'une période.

## Sortant précoce de l'éducation et de la formation

L'indicateur de sortants précoces de l'éducation et de la formation mesure la part des jeunes âgés de 18 à 24 ans qui sont en dehors de tout système de formation (formelle et non formelle) et qui sont peu ou pas diplômés (niveaux Cite 0 à 2 ; en France, détenant au plus le diplôme national du brevet).

## Standard de pouvoir d'achat

Le standard de pouvoir d'achat (SPA) est une unité monétaire artificielle qui élimine les différences de niveaux de prix entre les pays. Ainsi, un SPA permet d'acheter le même volume de biens et de services dans tous les pays. Cette unité permet des comparaisons significatives en volume des indicateurs économiques entre les pays.

## Subventions à l'agriculture

Les subventions à l'agriculture comprennent les subventions sur les produits (aides associées à certains types de production), qui ont pour la plupart disparu en 2010, et les subventions d'exploitation, entièrement restructurées dans le cadre de la politique agricole commune (PAC) 2015, telles que le paiement de base (DPB), le paiement vert (aide agro-environnementale) et les aides pour calamités agricoles.

## Taux d'activité

Le taux d'activité est le rapport entre le nombre d'actifs (personnes en emploi et chômeurs) et l'ensemble de la population correspondante.

## Taux d'autofinancement

Le taux d'autofinancement d'une entité économique mesure la part de son investissement qui pourrait être financée par son épargne brute. Il est égal au rapport de l'épargne brute à la formation brute de capital fixe.

## Taux d'effort des ménages lié à la résidence principale

Le taux d'effort est le rapport entre la somme des dépenses liées à l'habitation principale et les revenus des ménages.

## Taux d'épargne (comptabilité nationale)

Le taux d'épargne mesure la part du revenu disponible brut qui n'est pas utilisée par les ménages en dépense de consommation finale. Il est égal au rapport entre l'épargne des ménages et le revenu disponible brut (non ajusté).

## Taux d'épargne financière

Le taux d'épargne financière est le rapport entre la capacité de financement des ménages et le revenu disponible brut (non ajusté).

## Taux d'exportation

Le taux d'exportation est la part du chiffre d'affaires (CA) à l'export dans le chiffre d'affaires total.

## Taux d'investissement (comptabilité nationale)

Au sens de la comptabilité nationale, le taux d'investissement rapporte l'investissement à la valeur ajoutée.

## Taux d'investissement (statistique d'entreprise)

Au sens des statistiques d'entreprises, le taux d'investissement correspond au (statistique d'entreprise) est le rapport des investissements corporels bruts hors apport à la valeur ajoutée (VA).

## Taux d'emploi

Le taux d'emploi correspond au rapport entre le nombre de personnes en emploi et le nombre total de personnes.

## Taux de chômage (BIT)

Le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) est la proportion du nombre de chômeurs au sens du BIT dans la population active au sens du BIT.

## Taux de chômage de longue durée

Le taux de chômage de longue durée est la proportion de chômeurs de longue durée dans l'ensemble des actifs.

## Taux de création d'entreprises

Le taux de création d'entreprises est le rapport du nombre des créations d'entreprises d'une année n au stock d'entreprises au 31 décembre de l'année n-1.

## Taux de fécondité

Le taux de fécondité à un âge donné est le nombre d'enfants nés vivants des femmes de cet âge au cours de l'année,

rapporté à la population moyenne de l'année des femmes de même âge.

## Taux de marge (comptabilité nationale)

Au sens de la comptabilité nationale, le taux de marge correspond au rapport de l'excédent brut d'exploitation (EBE) à la valeur ajoutée.

## Taux de marge (statistique d'entreprise)

Au sens des statistiques d'entreprises, le taux de marge est le rapport de l'excédent brut d'exploitation (EBE) à la valeur ajoutée (VA).

## Taux de marge commerciale

Le taux de marge commerciale est le rapport entre la marge commerciale et la vente de marchandises.

## Taux de mortalité

Le taux de mortalité est le rapport du nombre de décès de l'année à la population totale moyenne de l'année.

## Taux de mortalité infantile

Le taux de mortalité infantile est le rapport entre le nombre d'enfants décédés à moins d'un an et l'ensemble des enfants nés vivants.

## Taux de mortalité prématurée

Le taux de mortalité prématurée est le nombre de décès, au cours de l'année, d'individus âgés de moins de 65 ans, rapporté à la population moyenne totale des moins de 65 ans de la même année.

## Taux de natalité

Le taux de natalité est le rapport du nombre de naissances vivantes de l'année à la population totale moyenne de l'année.

## Taux de pauvreté monétaire

Le taux de pauvreté monétaire correspond à la proportion d'individus (ou de ménages) étant en situation de pauvreté monétaire.

## Taux de valeur ajoutée

Le taux de valeur ajoutée est le rapport de la valeur ajoutée (VA) au chiffre d'affaires (CA).

## Temps partiel

Un temps partiel est un temps de travail inférieur à la durée légale du travail ou à la durée conventionnelle si celle-ci est inférieure. Il doit obligatoirement faire l'objet d'un contrat de travail écrit. Le travail à temps partiel peut être mis en place à l'initiative de l'employeur ou du salarié.

## Tonne d'équivalent pétrole

La tonne d'équivalent pétrole (tep) représente la quantité d'énergie contenue dans une tonne de pétrole brut. Cette unité est utilisée pour exprimer dans une unité commune la valeur énergétique des diverses sources d'énergie.

## Tonne-kilomètre

Une tonne-kilomètre est une unité de mesure correspondant au transport d'une tonne sur une distance d'un kilomètre.

## Transport de marchandises

Le transport de marchandises comprend tout mouvement de marchandises à bord d'un mode de transport quel qu'il soit : ferroviaire, routier, fluvial, maritime, aérien, etc. Il se mesure en tonnes-kilomètres ou, sur un trajet donné, en tonnes.

## Transport de voyageurs

Le transport de voyageurs comprend tout mouvement de voyageurs à bord d'un mode de transport quel qu'il soit :

ferroviaire, routier, maritime, aérien, etc. Il se mesure en voyageurs-kilomètres ou, sur un trajet donné, en nombre de voyageurs.

### Transport ferroviaire intérieur

Le transport ferroviaire intérieur comprend tout mouvement de voyageurs réalisé sur le territoire national à bord de trains, de RER et de métros (hors tramways comptabilisés dans le transport routier).

### Transport routier collectif

Le transport intérieur routier collectif comprend tout mouvement de voyageurs réalisé sur le territoire national à bord d'autocars, d'autobus et de tramways.

### Transport routier particulier

Le transport intérieur routier particulier comprend tout mouvement de voyageurs réalisé sur le territoire national à bord de voitures particulières ou de véhicules utilitaires légers ou deux et trois roues motorisés immatriculés en France ou à l'étranger.

### Transport et entreposage

Les transports et l'entreposage comprennent les entreprises ayant leur activité principale exercée (APE) dans cinq secteurs de la NAF rév.2 : transports terrestres et transports par conduites, transports par eau, transports aériens, entreposage et services auxiliaires des transports, et activités de poste et de courrier.

### Transports sanitaires

Les transports sanitaires comprennent : les transports spécialisés (ambulances privées, ambulances d'établissements publics hospitaliers, services mobiles d'urgence et de réanimation (SMUR) des hôpitaux publics) et les transports non spécialisés utilisés par les malades (transports publics, taxis, voitures particulières).

### Unité de consommation

Pour comparer les niveaux de vie de ménages de taille ou de composition différente, on divise le revenu par le nombre d'unités de consommation (UC). Celles-ci sont généralement calculées de la façon suivante :

- 1 UC pour le premier adulte du ménage,
- 0,5 UC pour les autres personnes de 14 ans ou plus,
- 0,3 UC pour les enfants de moins de 14 ans.

### Unité de travail annuel

L'unité de travail annuel (UTA) est l'unité de mesure de la quantité de travail humain fourni sur chaque exploitation agricole. Cette unité équivaut au travail d'une personne travaillant à temps plein pendant une année.

### Unité légale

L'unité légale est une entité juridique de droit public ou privé. Cette entité juridique peut être :

- une personne morale, dont l'existence est reconnue par la loi indépendamment des personnes ou des institutions qui la possèdent ou qui en sont membres ;
- une personne physique, qui, en tant qu'indépendant, peut exercer une activité économique.

### Unité urbaine

Les unités urbaines sont construites en France métropolitaine et dans les DOM d'après la définition suivante : une commune ou un ensemble de communes présentant une zone de bâti continu (pas de coupure de plus de 200 mètres entre deux constructions) qui compte au moins 2 000 habitants.

### Utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie

Le secteur UTCATF (utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie) permet de rapporter les flux de CO<sub>2</sub> entre différents réservoirs terrestres (biomasse, sols, etc.) et l'atmosphère qui ont lieu sur les surfaces gérées d'un

territoire. Il peut ainsi constituer une source nette ou un puits net de CO<sub>2</sub>.

### Valeur ajoutée

La valeur ajoutée correspond au solde du compte de production. Elle est égale à la valeur de la production diminuée de la consommation intermédiaire.

### Valeur ajoutée brute au coût des facteurs

La valeur ajoutée brute au coût des facteurs correspond au revenu dégagé par le capital et le travail engagé dans l'activité de production, une fois pris en compte tous les impôts à payer sur cette production et toutes les subventions à recevoir.

### Voyage

Le voyage est défini comme tout départ du domicile, avec retour à celui-ci et au moins une nuit passée en dehors.

### Voyageur-kilomètre

Le voyageur-kilomètre est une unité de mesure qui équivaut au transport d'un voyageur sur une distance d'un kilomètre.

### Zone d'emploi

La zone d'emploi est un espace géographique à l'intérieur la plupart des actifs résident et travaillent.



**Imprimerie Dupli-Print Mayenne** – 733, rue Saint-Léonard – 53100 Mayenne

**Dépôt légal :** octobre 2022

## LE TABLEAU DE BORD DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

s'adresse à tous ceux qui souhaitent disposer d'un aperçu rapide et actuel sur la situation économique, démographique et sociale de la France. Chaque thématique est abordée avec des comparaisons européennes, et avec une analyse infranationale depuis cette nouvelle édition.

Il est le fruit d'un travail mené avec les acteurs du système statistique public.

Retrouvez les dernières données sur  
**insee.fr**

